

**ЧЕТВЪРТЪК 19 ЯНУАРИ 2012 Г.  
JUEVES 19 DE ENERO DE 2012  
ČTVRTEK 19. LEDNA 2012  
TORSDAG DEN 19. JANUAR 2012  
DONNERSTAG, 19. JANUAR 2012  
NELJAPÄEV, 19. JAANUAR 2012  
ΠΕΜΠΤΗ 19 ΙΑΝΟΥΑΡΙΟΥ 2012  
THURSDAY, 19 JANUARY 2012  
JEUDI 19 JANVIER 2012  
GIOVEDÌ 19 GENNAIO 2012  
CETURTDIENA, 2012. GADA 19. JANVĀRIS  
2012 M. SAUSIO 19 D., KETVIRTADIENIS  
2012. JANUÁR 19., CSÜTÖRTÖK  
IL-ĦAMIS, 19 TA' JANNAR 2012  
DONDERDAG 19 JANUARI 2012  
CZWARTEK, 19 STYCZNIA 2012  
QUINTA-FEIRA, 19 DE JANEIRO DE 2012  
JOI 19 IANUARIE 2012  
ŠTVRTOK 19. JANUÁRA 2012  
ČETRTEK, 19. JANUAR 2012  
TORSTAI 19. TAMMIKUUTA 2012  
TORSDAGEN DEN 19 JANUARI 2012**

4-002-000

**PRÉSIDENCE DE MME ISABELLE DURANT**

*Vice-présidente*

**1. Ouverture de la séance**

4-004-000

*(La séance est ouverte à 9 h 00)*

**2. Dépôt de documents: voir procès-verbal**

### 3. Chaîne de distribution des intrants agricoles: structure et implications - Déséquilibres au sein de la chaîne d'approvisionnement alimentaire (débat)

4-007-000

**La Présidente.** - L'ordre du jour appelle la discussion commune sur:

- le rapport de José Bové, au nom de la commission de l'agriculture et du développement rural, sur la chaîne de distribution des intrants agricoles: structure et implications (A7-0421/2011),

- sur la question orale à la Commission sur les déséquilibres au sein de la chaîne alimentaire, de Maria do Céu Patrão Neves, Luis Manuel Capoulas Santos et James Nicholson, au nom du groupe du parti populaire européen et du groupe de l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates au Parlement européen (O-000239/2011 - B7-0675/2011), et

- sur la question orale à la Commission sur la transparence et l'équité dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire de Bairbre de Brún, au nom du Groupe confédéral de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique (O-000302/2011 - B7-0676/2011).

4-008-000

**José Bové, rapporteur.** - Madame la présidente, chers collègues, en septembre 2010, le Parlement s'est prononcé en faveur du rapport de la commission de l'agriculture visant à assurer des revenus équitables aux agriculteurs. Ce faisant, il a envoyé un signal clair à la Commission européenne pour rétablir le rapport de force entre les paysans, d'une part, et les industriels de la transformation et de la distribution, d'autre part.

Le rapport que je vous présente aujourd'hui permet de finaliser le travail que nous avons entrepris en analysant l'aval de la filière agricole. Les agriculteurs vendent leurs produits mais ils sont aussi acheteurs ou utilisateurs de nombreux intrants, parmi lesquels les plus importants sont les engrais, les semences et le carburant. Ces intrants leur sont vendus, en règle générale, par de grandes entreprises internationales qui agissent dans un environnement extrêmement concentré, peu transparent et guère concurrentiel. Les paysans ont aussi besoin de terres et d'eau pour travailler.

D'un côté, les factures que les paysans doivent payer explosent alors que, dans le même temps, les prix auxquels ils vendent leur production stagnent, voire dans certains cas, reculent. Les paysans sont coincés entre le marteau et l'enclume.

Le rapport que je vous présente aujourd'hui propose des solutions concrètes pour améliorer la situation économique des exploitations agricoles et les revenus des agriculteurs. Les agriculteurs doivent être accompagnés par de nouvelles structures de développement agricole, qui leur permettront de faire face aux défis à venir, qu'ils soient environnementaux comme, en particulier, le réchauffement climatique, ou économiques comme les emballements des marchés causés, notamment, par la spéculation.

Les mesures, telles que prévues par la réforme de la PAC, proposée par la Commission et discutée, à l'heure actuelle, au Parlement, peuvent permettre, si elles sont appliquées efficacement par les États, d'améliorer la conservation des sols, de maintenir la biodiversité agricole, de réduire les pollutions des sols et des nappes phréatiques. Cette évolution agronomique réduira les quantités d'engrais de synthèse et de pesticides utilisées. Dans le même temps, les paysans pourront conserver une part plus importante de la plus-value générée par leur travail. L'impact sera multiple. Il permettra de conforter le revenu des

agriculteurs, de participer à l'effort mené par l'Europe pour réduire l'émission de gaz à effet de serre et de réduire les pollutions de nos ressources en eau.

L'agriculture européenne consomme plus d'énergie qu'elle n'en produit. Sans pétrole, nous ne sommes plus en mesure de nous nourrir. Quel paradoxe! Entre 2000 et 2010, le prix des énergies fossiles a augmenté de plus de 60 %, sans que les paysans ne soient en mesure de répercuter cette hausse sur leurs produits.

Nous souhaitons un investissement important de l'Union européenne dans des projets d'économie d'énergie. Ceux-ci doivent s'articuler autour de plusieurs propositions: l'amélioration des pratiques agricoles, en les rendant plus autonomes, la réduction des transports entre les producteurs et les consommateurs, en facilitant la mise en place de circuits courts de commercialisation et en appuyant les consommations locales de saison, le renforcement de la production autonome d'énergie sur les fermes, le rééquilibrage entre les productions animales et végétales au niveau des bassins de production cohérents, en favorisant des pratiques agronomiques comme la rotation des cultures et l'élevage à l'herbe.

Le coût des engrais, dans le même temps, a été multiplié par deux ces dix dernières années, alors que les prix payés aux agriculteurs n'augmentaient, eux, que de 25 %. Il existe pourtant des pratiques agronomiques efficaces, en particulier la rotation des cultures, qui permettent de réduire fortement l'utilisation de ces produits et limitent ainsi fortement le lessivage, qui pollue les nappes phréatiques, et l'émission de protoxydes d'azote.

L'amélioration des techniques culturales induit également une réduction des pesticides et des herbicides, en réduisant la pression des parasites et des mauvaises herbes. Les eaux usées et collectées représentent également une source potentielle d'engrais, pour peu que des mesures adéquates soient prises pour assurer la séparation efficace des substances potentiellement dangereuses.

Mais la dépendance de l'Union européenne et des paysans ne se limite pas au pétrole et aux phosphates. Chaque année, nous importons 50 millions de tonnes d'aliments pour le bétail. Ces achats sur les marchés mondiaux coûtent 20 milliards de dollars, ce qui affecte lourdement notre balance commerciale. Il faut réduire de 70 % notre dépendance en lançant un vaste programme européen de production de protéines végétales: soja, lupins, fèves, etc.

L'augmentation de 30 % en moyenne des prix des semences depuis 2000 affecte également le revenu des agriculteurs. Cette hausse est due au prix de plus en plus élevé des semences certifiées, vendues par un nombre de plus en plus réduit de grandes entreprises internationales. Mais elle est également liée aux mesures prises par un certain nombre d'États membres pour limiter l'utilisation des semences de ferme, qui coûtent 40 % de moins, et qui sont produites et utilisées par les paysans eux-mêmes.

Mais les paysans sont également affectés par le prix de la terre et le prix de sa location, qui ont explosé ces dernières années. Ces phénomènes sont liés principalement à l'étalement urbain, à l'accaparement des terres pour produire des agrocarburants et à la course à l'agrandissement liée à la dérive de la PAC.

Le rapport demande la mise en place d'un système de suivi des prix du foncier et la mise en place de mesures appropriées pour faciliter l'accès à la terre aux jeunes et aux personnes qui souhaitent développer une activité agricole.

Enfin, l'irrigation est indispensable dans de nombreuses zones de l'Union européenne où le réchauffement climatique se fait déjà sentir. Des mesures concrètes et rapides doivent être mises en place pour économiser et préserver cette ressource.

Ce rapport s'inscrit donc très clairement dans la stratégie Europe 2020, définie au début du mandat, pour offrir une perspective positive au projet européen face aux crises qui nous menacent.

L'agriculture est la première politique intégrée européenne. Ne laissons pas, aujourd'hui, les paysans au bord du chemin. Il n'y aura pas d'Europe sans paysans!

4-009-000

**Maria do Céu Patrão Neves,** *Autora.* – Senhora Presidente, Senhor Comissário Tajani, a quem saúdo particularmente, caros Colegas, primeiro do PPE, a quem agradeço o apoio e a colaboração prestadas desde a primeira hora a esta minha iniciativa de pergunta oral com resolução sobre os desequilíbrios na cadeia alimentar. Agradeço também a todos os grupos políticos que apoiaram esta pergunta oral e que trabalharam empenhadamente na redação do texto final desta resolução.

Esta resolução responde às expetativas desde há muito adiadas dos agricultores de contrariar o crescente desequilíbrio na cadeia alimentar, quer ao nível do poder negocial entre as partes quer ao nível da distribuição dos rendimentos. Este tem sido provocado por uma elevada concentração dos maiores operadores de distribuição na Europa e ameaça a sobrevivência de explorações agrícolas e fornecedores em geral, com graves prejuízos para a economia agrícola e sociedades rurais.

Neste contexto, a via proposta é de identificação inequívoca das más práticas na cadeia alimentar, apoio da sua autorregulação pela ação conjunta de todos os implicados, exigência de legislação adequada por parte da Comissão Europeia, sem negligenciar o desempenho necessário dos Estados-Membros a este nível, supervisão e aplicação de sanções. A legislação comunitária que se impõe deve tomar em consideração decisões anteriores do Parlamento Europeu, tanto as que foram implementadas como as que carecem de concretização, a que se somarão as respostas aqui consideradas adequadas ao atual cenário no âmbito das relações contratuais entre produtores, fornecedores e distribuidores.

Esta resolução não se ergue contra nenhum dos parceiros da cadeia alimentar, mas a favor do estreitamento das suas relações e da implementação do diálogo, para que se exige o contributo de todos. Esta resolução ergue-se contra as práticas injustas e abusivas que se vêm instalando, sendo a favor da introdução de legislação comunitária e nacional adequada, sempre que necessária, e sem distorcer o funcionamento adequado dos mercados. Espera-se, assim, incentivar uma maior capacidade de organização entre os produtores e ao abandono das práticas de dominação pela distribuição, como sejam a imposição unilateral de condições contratuais ou práticas ao nível dos descontos, sem aumentar o preço ao consumidor, mas antes contribuindo para que este disponha de uma escolha efetiva mais vasta e de maior qualidade.

Ficamos a aguardar agora a iniciativa que se exige por parte da Comissão Europeia.

4-010-000

**Luis Manuel Capoulas Santos,** *Autor.* – Senhora Presidente, Senhor Comissário, caros Colegas, todos sabemos que é cada vez mais difícil ser agricultor na Europa. Os números

falam por si. Segundo o Eurostat, na última década, enquanto os custos dos fatores aumentaram 40 %, os preços não foram além dos 25 %.

Mas não é só a montante que os agricultores estão completamente esmagados. Também a jusante os agricultores estão obrigados a aceitar preços, prazos de pagamento e outras condições contratuais inimagináveis, dada a desproporcionada correlação de forças existente na cadeia comercial.

Dou o exemplo do meu próprio país, onde o setor cooperativo tem reduzida expressão. Os cinco principais grupos concentram cerca de 65 % da comercialização de produtos alimentares, atingindo mesmo nalguns setores, como é o caso do leite, valores muito mais elevados. Ainda na semana passada, no meu país, as autoridades apreenderam, numa cadeia comercial, 400 mil litros de leite que estavam a ser vendidos abaixo do preço de custo.

Enquanto decisores políticos, precisamos de garantir que a agricultura continua a ser uma atividade viável na Europa, produzindo alimentos e matérias-primas de boa qualidade, a preços justos e remuneradores para os agricultores. Para isso é necessária uma boa política agrícola comum, mas também a garantia de uma concorrência leal, tal como é referido no Tratado.

Insto, por isso, a Comissão e o Conselho para que seja dada urgente sequência às recomendações e sugestões formuladas nas resoluções que aqui estamos hoje a discutir e que sejam apresentadas propostas concretas o mais rapidamente possível.

4-011-000

**James Nicholson**, *author*. – Mr President, can I congratulate Mr Bové on his report on the farm input supply chain. It raises some very topical issues. We are all well aware that the rising cost of inputs – most notably for feed, fuel and fertiliser – is putting major pressure on farmers and continues to squeeze their margins in an economic climate that is already difficult, especially for the intensive sectors.

Specifically, the cost of feed has to be addressed; rising costs will force us to rethink our attitude, I believe, about soya imports from third countries and the problems associated with the protein deficit in the EU. I do not believe that domestic protein production can satisfy demand, especially if we wish to increase food production for reasons of food security. Moreover, rising food costs do not seem to result in higher farmgate prices and this has to be looked at for the benefit of both the consumer and the farmer. Large retailers must be prepared to cooperate with producers in order to ensure that the distribution of profits along the chain is equal and fair.

The EU imposes the strictest standards on animal welfare, environmental practices and food safety. I support the fact that the EU is the world leader in this regard, but I also think we have to find a balance between maintaining the highest standards and risking over-legislating our farmers out of business.

I fear the proposals from the Commission regarding the reform of the CAP go in that direction, especially in relation to greening and direct payments and the ridiculous set-aside proposal. With regard to the issue of imbalances in the food chain, it is clear that the power of retailers has grown to what some consider to be an unacceptable level. While there are some measures the EU can take, especially as regards transparency and profits in the chain, I think that farmers need to look at how they can organise themselves better and increase their bargaining power, whether through producer organisations or cooperatives.

4-012-000

**João Ferreira,** Autor . – Senhora Presidente, eu queria, se fosse possível, utilizar já todo o tempo que tenho disponível para este debate, os quatro minutos, visto que tenho dois minutos mais à frente.

Tenho mais à frente dois minutos e queria, se fosse possível, juntar já. E pedia-lhe então que pusesse a zero o relógio.

Senhora Presidente, Senhor Comissário, agrava-se o problema do rendimento dos agricultores, em especial no caso da pequena e média agricultura e da agricultura familiar, que têm um peso significativo em muitos Estados-Membros. Os preços nos consumidores não refletem os preços pagos aos agricultores pela sua produção. O insuportável aumento dos custos dos fatores de produção, combustíveis, rações, fertilizantes, fitofármacos, entre outros, coexiste com a persistente baixa dos preços na produção.

Consequências: o abandono agrícola, o imparável encerramento de explorações, a desertificação do mundo rural, a concentração da produção em grandes produtores, uma produção cada vez mais intensiva e de cariz exportador. Crescem os desequilíbrios entre Estados-Membros, crescem os défices alimentares e a dependência alimentar dos países com sistemas produtivos mais débeis. Crescem as ameaças à segurança e à soberania alimentares.

Nada disto é novidade. Tudo isto é bem conhecido, como são também conhecidas as causas desta evolução profundamente negativa. A ausência de instrumentos de regulação da produção agrícola, de regulação dos mercados, o incomensurável reforço do poder da grande distribuição e os seus abusos, a desregulação e liberalização do comércio internacional, a sujeição da agricultura às regras da OMC, a entrada dos especuladores no mercado dos bens alimentares. Em suma, as políticas agrícolas e comerciais vigentes: a política agrícola comum, a política comercial comum, os moldes em que foi estabelecido e em que vem sendo aprofundado o mercado único na União Europeia.

A resolução de todos estes problemas não será, pois, possível sem uma modificação profunda destas políticas. São necessários mecanismos de regulação da cadeia de abastecimento alimentar que defendam os produtores, em especial os pequenos e médios agricultores, que promovam o emprego e a dinamização do mundo rural, bem como a redução da importação de bens alimentares.

É fundamental travar e reverter a atual concentração de poder nas mãos da grande distribuição e da grande indústria. É necessária uma descentralização das cadeias de bens alimentares, o apoio e a promoção da produção e consumo locais, das cadeias de abastecimento mais curtas, dos mercados locais, incluindo com suportes inovadores como a Internet.

Impõem-se medidas destinadas a acabar com operações de *dumping* entre Estados-Membros, como está a acontecer, por exemplo, no setor do leite. Impõe-se uma distribuição justa do valor acrescentado ao longo da cadeia de abastecimento alimentar.

Deverá, em nosso entender, ser considerado o estabelecimento de limites máximos para as margens de lucro na negociação, particularmente para os grandes supermercados e empresas de retalho, tendo por referência o preço pago aos produtores, acabando-se de vez com esse autêntico mito da autorregulação. É necessária a criação e funcionamento de sistemas nacionais de monitorização e formação dos preços e a sua evolução nos

retalhistas e grandes supermercados, acompanhada de um combate tenaz a práticas correntes de cartelização e manipulação de preços.

É necessário um sistema de quotas de produção. Um sistema de quotas que esteja adaptado às necessidades de cada país e ao desenvolvimento relativo do seu aparelho produtivo de forma a permitir o desenvolvimento dos Estados-Membros com défices mais elevados.

É necessário também que o comércio internacional se oriente para uma lógica de complementaridade e não uma lógica de competição entre produtores, entre produções e entre países, como atualmente sucede, por razões de sustentabilidade ambiental, económica e social. Disto depende a vitalidade do tecido económico e social no setor primário, não apenas na Europa, mas noutros países também, e muito especialmente nos países em desenvolvimento.

Entre muitas outras, estas são algumas das propostas que constam da resolução que foi apresentada pelo nosso grupo. São propostas que, muitas delas, não encontramos, infelizmente, nem no relatório nem nas demais resoluções. Esperamos, por isso, que algumas destas propostas possam ser hoje aqui aprovadas.

4-013-000

**Rolandas Paksas**, *Autorius*. – Jeigu mes kalbame apie Europos Sąjungą kaip apie lygiateisių valstybių sąjungą, tai nuosekliai ir turėtume laikytis būtent tokios lygiateisiškumo politikos. Tiesioginės išmokos žemės ūkio produkciją gaminantiems žemdirbiams Europos Sąjungos šalyse negali skirtis 2, 3 ar net 4 kartus, nes būtent tie skirtumai užprogramuoja problemas, dėl kurių niekuomet nepasieksime pusiausvyros maisto tiekimo grandinėje. Maisto gamybos ir tiekimo grandinėje sąnaudos didėja dėl įvairių priežasčių: dėl griežtesnių fitosanitarijos, gyvūnų gerovės, aplinkosaugos, higienos, maisto saugos reikalavimų, kurie yra visi vienodi visoms valstybėms narėms. Tačiau skirtingas išmokų lygis Europos Sąjungos valstybėse maisto gamintojus nustumia į tokių pašalių, iš kurio sąžininga konkurencija nepasiekama kaip Marsas.

Taip pat būtina atkreipti dėmesį ir į kitą svarbią problemą – maisto produktų rinkoje šiuo metu dominuoja stambios paskirstymo bendrovės, ir kainos, mokamos ūkininkams maisto tiekimo grandinėje, yra nuolat mažinamos. Tuo tarpu gamybos sąnaudos ir toliau didėja. Ūkininkai negauna pakankamų pajamų už savo produkciją, o stambios prekybinės monopolijos didžiulius pelnus gauna ūkininkų sąskaita. Dėl didelio skirtumo tarp kainos, kuri mokama ūkininkams, ir galutinės kainos, kurią moka vartotojai, taip pat dėl skaidrumo stokos, konkurencinių sąlygų skirtumo, o kai kuriais atvejais ir piktnaudžiavimo maisto tiekimo grandinėje darosi nebenaudinga užsiimti žemės ūkio veikla, ir ūkininkų išlikimui kyla didelis pavojus. Manau, kad pirmaeilis Komisijos ir valstybių narių uždavinys šiandien užtikrinti, kad ir su tiekėjais, ir su vartotojais susijusių maisto produktų rinkos grandinės pakopose būtų laikomasi konkurencijos taisyklių, veikiančių lygiateisiškumo principais.

4-014-000

**Antonio Tajani**, *Vicepresidente della Commissione*. – Signora Presidente, onorevoli deputati, anzitutto desidero ringraziare anche a nome del Commissario Cioloş, il relatore on. Bové e i membri della commissione AGRI per la relazione e voglio anche ringraziare gli autori delle interrogazioni orali sugli squilibri in seno alla catena alimentare.

I prezzi delle entrate agricole, degli input hanno raggiunto in questi ultimi anni livelli record che non sono stati accompagnati da un aumento corrispondente del prezzo alla produzione

dei prodotti agricoli. Sebbene i prezzi reali degli input siano aumenti di quasi il 18% tra il 2005 e il 2011, i prezzi agricoli hanno registrato un'evoluzione meno rapida. I redditi agricoli sono anche scesi di oltre il 10% nel 2009 come conseguenza della crisi economica e solo nel 2011 sono tornati a livelli pre-crisi.

La volatilità dei prezzi dei prodotti agricoli di base si riflette inoltre in misura crescente sui redditi agricoli e accentua la diminuzione del potere negoziale degli imprenditori agricoli nella catena di approvvigionamento alimentare. Gli agricoltori devono affrontare dunque un numero crescente di difficoltà legate all'aumento di costo degli input, ma anche al miglioramento dell'efficienza ambientale e agronomica.

Che cosa fa la Commissione per aiutare gli agricoltori a superare queste difficoltà? I nostri lavori si sono concentrati su questi problemi che sono affrontati, da un lato, nel quadro delle proposte di riforma della PAC presentate ad ottobre e, dall'altro, nel contesto del forum ad alto livello per un migliore funzionamento della filiera alimentare che ormai da un anno abbiamo avviato insieme ai colleghi Cioloş, Dalli e Barnier.

La recente proposta della politica agricola comune post-2013 introduce innovazioni volte a rafforzare la cooperazione tra gli agricoltori ed a chiarire la portata delle regole della concorrenza. Le proposte mirano altresì a facilitare la creazione sia di organizzazioni e di associazioni di produttori, sia di organizzazioni interprofessionali.

Il riconoscimento obbligatorio dell'organizzazione dei produttori è un elemento fondamentale nell'Unione europea. Nelle proposte della Commissione è previsto il cofinanziamento per la loro creazione in tutti gli Stati membri, a prescindere dal tipo di settore, attraverso il secondo pilastro dedicato allo sviluppo rurale.

Inoltre, le economie di scala favoriranno la commercializzazione attraverso la presenza di maggiori canali distributivi e la riduzione dei rischi e questo favorirà anche una migliore ripartizione dello stesso valore aggiunto in seno alla filiera. Inoltre, la nostra proposta relativa alle relazioni contrattuali nel settore del latte mira a rafforzare la posizione dei produttori lattierocaseari.

Anche il tema della diversificazione delle colture, sollevato nella relazione, è trattato nelle proposte di riforma della PAC nell'ambito dell'impegno a favore dell'ambiente. Il partenariato europeo per l'innovazione in materia di produttività e sostenibilità dell'agricoltura e premi alla cooperazione locale innovativa nelle zone rurali possono dare un contributo alla promozione di misure innovative in tutta la catena di approvvigionamento alimentare. Nel partenariato potrebbero rientrare progetti sull'utilizzo razionale delle risorse, l'agricoltura di precisione e così via.

Nel quadro della riforma della PAC sarà anche potenziato il sistema di consulenza agricola e ciò consentirà migliori scambi sulle buone pratiche e la realizzazione di campagne d'informazione rivolte agli agricoltori e ai consumatori. Altro tema di grande importanza è quello delle sementi per le quali è in fase di elaborazione un piano d'azione quale follow-up alla valutazione della legislazione effettuata nel 2010-2011 in materia di commercializzazione delle sementi e dei materiali di moltiplicazione. L'adozione di una proposta della Commissione è prevista per il terzo trimestre di quest'anno.

La relazione allude anche al prezzo di acquisto e di locazione di terreni come ha sollevato l'on. Bové nel corso del suo intervento. Gli autori di uno studio del 2010 cercano di precisare il rapporto tra prezzi dei terreni e pagamenti diretti. La Commissione è pronta a condurre



altri studi che consentano di precisare meglio l'incidenza della locazione e dell'affitto dei fondi rustici come costi di input in agricoltura.

L'ultimo punto che vorrei affrontare, anche per rispondere al punto sollevato nel corso del suo intervento dal relatore Bové, prima di passare agli altri aspetti legati maggiormente agli squilibri in seno alla catena alimentare, riguarda l'energia e l'acqua. Migliorare l'uso dell'energia nelle aziende è chiaramente una soluzione vantaggiosa per tutti i soggetti interessati. In effetti, questa soluzione oltre a permettere agli agricoltori di ridurre i costi ha un impatto positivo sul clima.

Il secondo pilastro della PAC prevede meccanismi per promuovere la produzione di energie rinnovabili all'interno e al di fuori delle aziende agricole situate nelle regioni rurali, la trasformazione delle biomasse agricole e forestali e gli investimenti volti a razionalizzare l'utilizzo delle risorse come pure meccanismi per il risparmio energetico. Le misure previste nell'ambito di questo secondo pilastro offrono anche molte possibilità di migliorare la gestione delle risorse idriche.

Onorevoli parlamentari, per quanto riguarda gli squilibri e gli abusi nella filiera agroalimentare, essi sono attualmente aggravati dalla volatilità dei prezzi, problema sollevato dalle tre interrogazioni orali che sono argomenti ai quali la Commissione presta una particolare attenzione. Le pratiche commerciali scorrette fra imprese possono verificarsi a tutti i livelli della filiera alimentare, esse costituiscono una minaccia per gli agricoltori, per le piccole e medie imprese così come per i loro dipendenti e spesso anche per i consumatori.

Quali provvedimenti dobbiamo allora adottare? Fino ad oggi, a livello europeo, le pratiche commerciali scorrette sono state affrontate principalmente nell'ambito delle relazioni tra imprese e consumatori. Per quanto riguarda le relazioni tra imprese, l'Unione ha adottato misure contro termini contrattuali e pratiche commerciali manifestamente iniqui dovuti a ritardi nei pagamenti. La direttiva dovrebbe entrare in vigore entro marzo 2013, ma ho scritto recentemente a tutti i ministri responsabili per invitarli ad anticipare l'entrata in vigore di questa normativa che è una concreta applicazione dello "Small Business Act". Stimiamo infatti che questa direttiva contribuirà a immettere sul mercato circa 180 miliardi di euro.

Esiste inoltre una direttiva in materia di pubblicità ingannevole e comparativa, che mira a garantire pratiche corrette e fissa delle regole per l'autorizzazione della pubblicità comparativa. Insieme alla comunicazione verso un atto per il mercato unico, alla relazione sul monitoraggio del mercato della distribuzione e a seguito della relazione d'iniziativa di questo Parlamento su un commercio al dettaglio più efficace e più equo adottata lo scorso luglio – la relazione Corazza Bildt – la Commissione ha previsto per quest'anno l'adozione di una comunicazione sulle pratiche commerciali scorrette.

Questo testo dovrà definire chiaramente la portata e l'ampiezza del problema nel settore della vendita al dettaglio e sottolineare il carattere frammentario delle regole nazionali e delle loro applicazioni. Signor Presidente, mi scuso se il mio intervento è più lungo del previsto, però sono talmente tante le interrogazioni e talmente concentrate, sarò molto più breve nel corso della replica.

La Commissione ha inoltre consultato le parti interessate per conoscere la loro percezione sulle pratiche commerciali scorrette nell'ambito dello "European business test panel" e sta attualmente analizzando le risposte ottenute. Una volta valutati i dati raccolti, dovremo

riflettere su possibili campi d'azione per porre rimedio ai diversi problemi che abbiamo riscontrato.

Inoltre, prevediamo di adottare quest'anno una comunicazione sulla direttiva in materia di pubblicità ingannevole e comparativa. A livello nazionale, alcuni Stati membri hanno già adottato strumenti importanti per favorire la gestione delle relazioni commerciali tra imprese, diritto contrattuale, politiche per le piccole e medie imprese, legge e codice di condotta contro le pratiche scorrette. La Commissione ha dato mandato al forum di alto livello per un migliore funzionamento della filiera agroalimentare di lavorare, tra l'altro, anche sulle relazioni contrattuali tra imprese e sulla trasparenza dei prezzi.

I rappresentanti del settore agricolo, dell'industria, del commercio e della distribuzione hanno recentemente trovato un accordo su un documento sulle relazioni verticali all'interno della filiera agroalimentare e i principi di buona condotta, nel quale viene proposta una definizione comune di correttezza nelle relazioni tra imprese. Inoltre, il documento propone principi guida per i rapporti commerciali tra imprese accompagnati da esempi concreti di pratiche scorrette e non.

Tuttavia, le misure di applicazione di questi principi non sono ancora state valutate e dunque resta da compiere un ulteriore, delicato lavoro. Sulla base dei progressi che si potranno raggiungere nei prossimi mesi la Commissione prenderà una decisione: o continuare ad incentivare tale approccio consensuale oppure, in mancanza di un accordo soddisfacente tra le parti, si riserverà il diritto di vagliare possibili azioni legislative. Attualmente, la Commissione non predilige un'opzione rispetto all'altra, tutte le alternative sono considerate valide compresa quella suggerita dalla relazione Bové.

Infine, come già annunciato nella comunicazione "Migliore funzionamento della filiera alimentare in Europa", la Commissione ha presentato proposte legislative per migliorare la trasparenza dei mercati derivati delle materie prime comprese quelle agricole. In particolare, queste proposte riguardano i prodotti derivati *over-the-counter*, i mercati degli strumenti finanziari e gli abusi di mercato.

Tali proposte, come ben sapete, sono attualmente in discussione al Parlamento e al Consiglio. Vi ringrazio per l'attenzione e mi scuso ancora con il Presidente se il mio intervento è stato più lungo del previsto.

4-015-000

**Mairead McGuinness,** *on behalf of the PPE Group* . – Madam President, oh to be a Commissioner and be able to have so much time to speak! It was good to hear your fulsome response, Commissioner. I have less time but I will be quite blunt. I would like you to take the comments in this debate as armour and weapons into your struggles on this matter. This House is united about one issue, which is that there is a problem at both ends – and, indeed, in the centre – of the food supply chain. The Bové report, which was an initiative of mine in the EPP Group – and I thank Mr Bové for his work on it – deals with the farm input problem. It is serious, and you have acknowledged that. At the other end we have had the excellent work of my colleague Mrs Patrão Neves on the imbalance of power and the need to look at this.

I am particularly pleased by your words, and I quote you here, that you will 'reserve the right to legislate'. I think the stakeholders should listen with concern and be prepared to face legislation if there is no cooperation and effective change on this issue.

Commissioner, you mentioned the financial services sector. I think you were right to do that. There is a huge parallel between what has happened in financial services – to the discredit of the European Union – and what is happening in the food supply chain. My interest in this House is in the food supply chain. Food security is fundamental. Are you, as Commissioner, prepared to watch over the destruction of this if we do not take action now?

Let me warn you that, though we have been up early for this debate, there are others in the food chain who have been up much earlier and are taking from the pockets of producers, both their pockets, to cushion their own profits. Some of the practices that are going on you do not even know and we do not fully understand. There is something rotten in this system, and unless politicians have the bottle to call it rotten, there will be no change. Take this debate to the Commission and take action.

4-016-000

**Σπύρος Δανέλλης**, *εξ ονόματος της ομάδας S&D*. – Κύριε Επίτροπε, επιτρέψτε μου να κάνω τρεις επισημάνσεις που αφορούν κυρίως την αλυσίδα εφοδιασμού στις γεωργικές εκμεταλλεύσεις, αλλά επηρεάζουν και την αλυσίδα παραγωγής των τροφίμων. Κατ' αρχάς, θα ήθελα να τονίσω ότι η ομαλή λειτουργία της αγοράς των τροφίμων είναι αναπόσπαστα συνδεδεμένη με την ομαλή λειτουργία της αγοράς των εισροών που χρησιμοποιεί μια γεωργική εκμετάλλευση και αντιστρόφως. Επομένως, απαιτούνται κανονιστικές ρυθμίσεις ώστε να εξασφαλίζεται διαφάνεια στη διαμόρφωση των τιμών των εισροών αλλά και να διασφαλίζεται η εφαρμογή των κανόνων ανταγωνισμού, η συμμόρφωση με αυτούς τόσο στην αλυσίδα εφοδιασμού των εισροών όσο και στην αγροδιατροφική αλυσίδα.

Δεύτερον, θα ήθελα να τονίσω ότι, κατ' αντιστοιχία με την πολιτική ποιότητας των γεωργικών προϊόντων, θα έπρεπε να συνδεθεί η ποιότητα των παραδοσιακών σπόρων με την πολιτιστική κληρονομιά των κρατών μελών. Γι' αυτό και θεωρώ ότι θα ήταν σημαντικό να δημιουργηθεί μία ευρωπαϊκή τράπεζα σπόρων που θα αποθηκεύει και θα διατηρεί τη γενετική ποικιλία των παραδοσιακών φυτών και η οποία θα καταπολεμεί επίσης την απώλεια βιοποικιλότητας που παρατηρείται στις παραδοσιακές ποικιλίες.

Τρίτον, θα ήθελα να υπογραμμίσω ότι η ορθολογική χρήση των εισροών και των πόρων απαιτεί κάτι πολύ παραπάνω από την εφαρμογή κανόνων. Απαιτεί αλλαγή στη νοοτροπία, στις γνώσεις και τις δεξιότητες των αγροτών ώστε αυτοί να υιοθετούν κάθε φορά τα πιο αποδοτικά, ως προς τις συνθήκες, βιώσιμα και καινοτόμα καλλιεργητικά συστήματα. Και αυτό προϋποθέτει, όπως καταλαβαίνουμε όλοι, όχι μονάχα καινοτομίες αλλά και θεσμικές βελτιώσεις, όπως και ποιοτική επιμόρφωση. Εύχομαι ότι η νέα Κοινή Γεωργική Πολιτική θα λάβει υπόψη της όλα τα παραπάνω.

4-017-000

**Marit Paulsen**, *för ALDE-gruppen*. – Fru talman, herr kommissionär! Jag vill ge en eloge till José Bové för hans jobb. Nu ska jag tillåta mig att vara väldigt förenklad, det vill säga mitt budskap kanske inte är till er, kollegor, utan till dem som idag köper sin mat.

Det stora problemet för EU:s bönder, och kanske deras enda ekonomiska problem, är att de får oförskämt dåligt betalt för sitt jobb. Insatskedjan är extremt storskalig och, jag skulle vilja säga, extremt lönsam. Livsmedelsindustrin är hyggligt lönsam, och i handelskedjan är det faktiskt ganska lätt idag att bli en välbeställd småföretagare.

Mitt i denna gigantiska kedja står den enskilde bonden, och även om vi tycker att det är en storbonde så är han eller hon en nästan osynlig länk i den stora livsmedelskedjan, trots att

det är bonden som är den riktigt stora förvandlaren av insatsvaror till råvaror för nästa led i kedjan.

Jag skulle vilja be er att ett ögonblick föreställa er följande: om bönderna fick tillräckligt bra betalt för det som de säljer på marknaden, då skulle faktiskt EU:s inkomstsubventioner kunna förvandlas till ett investeringskapital för landbygdens utveckling, för miljön, för klimatet, för djuromsorgen och för infrastrukturen. Tänk vilka resurser som skulle stå till vårt förfogande den dagen bönderna får rimligt betalt för sitt jobb!

4-018-000

**Alyn Smith**, *on behalf of the Verts/ALE Group*. – Madam President, I will be no exception in congratulating my colleague José Bové for this very timely and very powerful report. It pulls together a number of the interlocking and mutually reinforcing factors which are impacting on our food supply chain and making the lives of European and global farmers more difficult. Indeed, there are times when the economics of farming are not so much a science as more of a voodoo cult. It is amazing that anybody is actually in farming at all and that we have any food to eat.

The fact is that the increased concentration of market power downstream of farming, in processing industries, trade companies and supermarkets, and upstream of farming, in terms of increasing costs for fertilisers, energy, feed, seed, water, loans and land rent, is undermining the proper functioning of the food supply chain in Europe. Farmers are facing a squeeze between rising costs for input and low farm-gate prices.

For those colleagues – usually those not present in these debates – who have suggested that the free market is working, I have some statistics from the Scottish Agricultural College report on power in agriculture – actual statistics on market concentration – showing that four companies worldwide account for 75-90%, by some measures, of global grain trade, seven companies control all fertiliser supply, five companies share 68% of the global agrochemical market, and three companies control almost 50% of the proprietary seeds market. If you add to that the supermarkets' and processors' power, it really is surprising that our farmers are in business at all. So to those who would say that the free market in agriculture is working – well, *prima facie*, no it is not.

We saw what happened – as other colleagues have mentioned – with the breakdown of the interbank lending market earlier in this economic crisis. It is the poorest who are hit hardest, and our citizens are very much in the frame for this. So I was delighted, Commissioner, to hear your fulsome presentation this morning, and I hope you will gather from this debate that this House is looking for more action from the Commission, not less. We are your ally in this and, if anything, we want to see more urgent activity from the Commission on the many issues raised in this report.

We want to see further action because this is not going to go away or get better. Quite the reverse – the market is concentrating further day by day in a world where we are increasingly seeing instability in energy prices, global instability and its political knock-on effects, and climate change making parts of the world wetter, parts of the world drier, and all of the world more climatically unstable. We are not going to see our food supply chain getting calmer.

We need to act on this urgently. CAP reform has never been more urgent and this report deserves to be absolutely fundamental in all our minds as we take forward the CAP reform project with you Commissioner. We look forward to that effort.

4-019-000

**Janusz Wojciechowski**, *w imieniu grupy ECR*. – Pani Przewodnicząca! W ubiegłej kadencji udało nam się w Parlamencie przyjąć rezolucję wzywającą do przeciwstawienia się nadużywaniu dominującej pozycji przez wielkie sieci handlowe w stosunku do konsumentów, ale przede wszystkim w stosunku do rolników. Byłem jednym z współautorów tej deklaracji i pamiętam, że kiedy po jej przyjęciu organizowaliśmy konferencję prasową, to niektóre z organizacji rolniczych, które wspierały zbieranie podpisów pod tą deklaracją, prosiły wręcz, żeby ich nie wymieniać publicznie, bo obawiają się jakichś represyjnych działań ze strony tych wielkich sieci handlowych. To pokazuje skalę tego problemu. Zarówno w prawie unijnym, jak i w prawach krajów członkowskich istnieją prawne instrumenty, żeby się temu skutecznie przeciwstawić, i powinno się to stosować.

Chcę zwrócić uwagę na zakłócenia w konkurencji, które wynikają z nierównych praw naszych rolników, zarówno w konkurencji zewnętrznej: a więc nierówne standardy, wyższe wymagania od naszych rolników niż od importerów, jak i wreszcie w konkurencji wewnętrznej – nierówność dopłat. Jest to bardzo poważny problem, który również zakłóca rynek rolny w Unii Europejskiej.

4-020-000

**Alfreds Rubiks**, *GUE/NGL grupas vārdā*. – Paldies, priekšsēdētāj! Es arī gribu uzteikt J. Bové kunga ziņojumu, var just, ka to ir sastādījis īsts lauksaimnieks, kas jūt lauksaimnieku sāpes. No savas puses gribu teikt, ka pasaulē ir izveidojusies situācija, ka lauksaimniecības produktus tagad izmanto gan pārtikā, gan enerģijas ražošanā. Graudi tiek lietoti bioetanolam, rapsis — biodīzelim, kukurūza — biogāzei utt. Līdz ar to finanšu līdzekļi, kuri agrāk apgrozījās fosilās degvielas tirgū, tagad ieplūst arī pārtikas ražošanas sektorā un izraisa neatbilstošas cenu svārstības. Manuprāt, Eiropas Komisijai steidzīgi jāpievērš šim jautājumam pastiprināta uzmanība, iespējami īsākā laika periodā jāizstrādā mehānisms, kurš novērstu finansiālās spekulācijas uz šo faktoru pamata pārtikas tirgū. Par maz tiek vērtēta uzmanības un pievērsta uzmanība augsnes auglības celšanas jautājumiem. Eiropas Komisijai ir jāstrādā un jāpieņem, manuprāt, administratīvo pasākumu kopums, lai palielinātu lauksaimnieku ekonomisko autonomiju un nepieciešamo resursu izmantošanu. Godīgi un taisnīgi, ka arī ekonomiski pamatoti tiešie maksājumi ir viena no iespējām lauksaimniekiem samazināt resursu piegādes svārstības negatīvo ietekmi uz stabilitāti lauksaimniecības ražošanā. Tāpēc arī šim jautājumam ir jāpievērš vislielākā uzmanība un jāprasa atbildība. Paldies!

4-021-000

**John Stuart Agnew**, *on behalf of the EFD Group*. – Madam President, during my farming lifetime I have seen wheat yields triple, and during my farming lifetime I have seen sugar beet yields triple. In addition to that, those sugar beet have gone from being randomly monogerm to consistently monogerm, and all that is down to the efforts of plant breeders. They have to be rewarded for the work that they do. They are in great competition with other plant breeders and the farmer, I can assure you, is the most brutal customer of the lot. If he does not like a variety he will drop it like a stone. The price of failure for a plant breeder is very high indeed: it is 10 years' work straight down the drain.

Somebody was talking about maintaining seed banks. I can assure you that the seed breeders themselves do that. Actually, seed is one of the farm inputs that farmers have a huge degree

of control over, and in the UK a farmer has three choices. He can either maintain an old variety on which no royalty is payable, or he can multiply up a new variety. He will then have to declare that he has done so and pay a modest acreage royalty. He can expect to be inspected, or he can simply buy a bag of seed where the royalty is part of the price. All of these things he can do. This works well in the UK. I do not see the necessity to call on the Commission to interfere in this in any way at all.

*(The speaker agreed to take a blue-card question under Rule 149(8))*

4-022-000

**Alyn Smith (Verts/ALE)**, *Blue-card question*. – Madam President, I am grateful to the Member for giving way. You will be well aware that Burns Night is coming up, so I will be wearing a kilt in Brussels for three nights next week as we celebrate our national poet, but that is not actually the reason I am rising to speak.

I pay tribute, Mr Agnew, to your personal interest and activity in the Committee on Agriculture and Rural Development, where you are an active and engaged Member, but I hope you agree with us that, surely, the way to deal with the problems you have raised, the problems that are raised in this report and the problems that colleagues have raised, is by all of us working together within our family of nations and our single market to make sure that we maximise the benefits for our consumers of the single market, to the benefit of our producers.

I would be curious to hear your response to that, given your party's position of isolationism within the world market.

4-023-000

**John Stuart Agnew (EFD)**, *Blue-card answer*. – For a start we are not isolationist; we are just the opposite. We want to trade with the whole world and not just be bogged down with the EU. I did not raise any problems; I said that this is something working satisfactorily so do not interfere with it.

I will give you an example of the market. I am an egg producer – free-range eggs. They were in surplus in 2011 – no subsidy on that. I accepted the discipline of my packer and I reduced my production to squeeze out the surplus. Because I did that and made the sacrifice, it worked and the packer then gave me cash compensation. That is the free market working, but farmers must accept discipline. It is no good running to the taxpayer the whole time.

4-024-000

**Diane Dodds (NI)**. - Madam President, firstly may I thank the rapporteur for his work on this issue and the focus that he brings to a wide variety of problems that farmers are facing today. Whilst the rapporteur highlights generally the problems in terms of cost of production versus farmgate prices, in Northern Ireland – despite these difficulties – agriculture continues to contribute to the economy. We have heard colleagues say today that this really is quite a miracle, given the problems that farmers face.

However, the agri-food sector in Northern Ireland has grown significantly, accounts for 20% of sales from the manufacturing industry and now, in a very small region, provides 50 000 direct jobs. We should recognise the absolute importance of this industry to our economy. It is an industry which has proved resilient in difficult economic conditions and should provide further private-sector growth if given the proper support and freedom

from oppressive legislation. There is no doubt that many of the issues raised by the report are valuable, but I believe that the greatest contribution that we can make to a sustainable and competitive sector is in producing a common agricultural policy that sees food production and European food security as its aim and objective.

Over recent weeks I have been talking to farmers in my own constituency and they see the proposals from the Commission as complex, overbearing in terms of environmental objectives and favouring landowners over active food-producing farmers. In our discussions on CAP reform, if we miss the opportunity to provide an environment for increased productivity and one which provides food and supply security, we will only continue to increase price volatility for farmers and consumers.

Also, Commissioner, I was interested in your brief run-down on some of the common agricultural policy proposals. You mentioned specifically crop rotation as has been envisaged in the Pillar One proposal. In Northern Ireland this is seen as much too prescriptive and almost certainly will put small mixed farms out of work. It is simply not workable.

In my own country, can I urge the UK Government to get on with its plans for the supermarket ombudsman and to give that ombudsman a range of powers which will actually tackle the issue.

4-025-000

**Albert Deß (PPE).** - Frau Präsidentin, Herr Kommissar, liebe Kolleginnen und Kollegen! Ich danke dem Kollegen Bové für den Bericht, den er vorgelegt hat, und auch der Kollegin Patrão Neves für die Initiative zu diesem heutigen Entschließungsantrag. Wir haben zwei Entwicklungen, die mir Sorge bereiten. Zum einen ist es die Entwicklung, Herr Kommissar, das Auseinanderdriften zwischen den Betriebsmittel- und den Erzeugerpreisen, und zum anderen ist es die Situation in der ganzen Handels- und Versorgungskette.

Herr Kommissar, ich habe gerade nachgeschaut: Am 27. Juli 1961 habe ich mit 14 Jahren die Genehmigung erhalten, einen Traktor fahren zu dürfen, und meine erste Arbeit war, Getreide in die Brauerei zu fahren. Ein Doppelzentner – 100 kg – hat damals umgerechnet 25 Euro gekostet. Auf dem Nachhauseweg habe ich mir eine Tageszeitung gekauft, die hat umgerechnet 5 Cent gekostet. Getreide kostet heute statt 25 Euro 20 Euro, die Zeitung kostet statt 5 Cent 70 Cent. Hätten sich die Getreidepreise so entwickelt wie die Zeitungspreise, dann müssten die Verbraucherinnen und Verbraucher für 100 kg Getreide heute 350 Euro bezahlen.

An diesen Zahlen sieht man, was die Bauern und Bäuerinnen in Europa leisten und welchen Beitrag sie geleistet haben, dass unsere Verbraucherinnen und Verbraucher günstige Nahrungsmittelpreise erhalten.

Was mich ärgert, und ich bin selbst Vorsitzender einer bäuerlichen Genossenschaft, das ist das Thema Zahlungsziele. In der Kürze der Zeit möchte ich mich darauf beschränken. Es ist Unsitte geworden, dass die Handelsketten diese bäuerlichen Genossenschaften mit immer längeren Zahlungszielen belasten. Ursprünglich war es einmal 24 Tage, heute sind es selbst in Deutschland oft 60 Tage. Das heißt, wenn wir Frischmilch liefern, liefern wir die 30. Lieferung bevor wir die erste Lieferung, bezahlt bekommen. Herr Kommissar, hier ist dringend Handlungsbedarf. So, wie wir bei Roaminggebühren eingegriffen haben, müssen wir hier bei den Zahlungszielen eingreifen. Anders lässt sich das nicht regeln. Ich bitte Sie darum!

4-026-000

**Paolo De Castro (S&D).** - Signora Presidente, onorevoli colleghi, signor Commissario, con la relazione dell'on. Bové, che ringrazio per il suo lavoro, l'Europa punta decisa verso la definizione di un quadro legislativo per garantire equità e maggiore trasparenza nei rapporti all'interno della filiera agroalimentare.

In tale ambito sono molto apprezzabili gli spunti e le richieste approvate in commissione agricoltura e sviluppo rurale. Maggiori livelli di trasparenza dei prezzi, riduzione dei costi degli input produttivi, una gestione più efficace dell'energia e delle risorse naturali all'interno della filiera, solo per citarne alcune delle più importanti.

In virtù di tali premesse, signora Presidente, e approfittando della presenza del Vicepresidente Tajani, ritengo opportuno ricordare il punto centrale della risoluzione congiunta sugli squilibri della catena alimentare, che sono stati anche richiamati dai colleghi: un sistema europeo di armonizzazione dei tempi di pagamento nelle transazioni commerciali tra produttori agroalimentari e sistema distributivo.

Non possiamo più permetterci, signor Commissario, distorsioni di concorrenza tra produttori europei, non è più tollerabile che esistano differenti legislazioni nazionali che regolano in maniera differente tempi di pagamento, accordi contrattuali e scontistica. Una disomogeneità territoriale che aggrava questa fase di estrema volatilità dei mercati dove repentini rialzi dei prezzi non si traducono in margini più alti per gli agricoltori che, al contrario, vedono sempre di più ridurre i loro redditi.

Noi, in Parlamento, Vicepresidente Tajani, siamo pronti a sostenere una proposta legislativa in tal senso e so del lavoro che Lei sta facendo col gruppo di alto livello e quindi mi auguro davvero presto di poter vedere una proposta legislativa di armonizzazione sui sistemi distributivi in Europa.

4-027-000

**George Lyon (ALDE).** - Madam President, this is a very timely debate, and I would add my congratulations to José Bové for a well balanced report that highlights the real problems that farmers face because, as other speakers have pointed out, on the one hand farmers are selling their produce to a handful of very powerful multinational retailers, and on the other hand they are purchasing their inputs from a handful of very powerful agrochemical or agro-industry multinational suppliers. The result, of course, is that farmers are squeezed from both sides by these huge and powerful companies.

This highlights the urgent need for action in the CAP reform and in other areas where the Commission is taking action to try and help this matter. We need to strengthen the hand of farmers when it comes to negotiating (a) with the retailers, and (b) with their input suppliers. If we can achieve that, what will then happen is a better return for farmers, a better margin, and less reliance on the need for taxpayers' support in the future.

There is one particular area that I think needs immediate action from the Commission, and that is in regard to the fertiliser market. If I could give you the example, Commissioner, of the UK fertiliser market, there is a monopoly manufacturer for nitrogen fertiliser called GrowHow. It is 50% owned by its largest competitor Yara, which is the largest fertiliser manufacturer in the world. The other half of GrowHow is owned by CF Industries, which is the largest manufacturer of nitrogen-based fertilisers in North America. Surely this level of consolidation means there is little real competition in the UK marketplace. I suspect this



is replicated throughout the rest of Europe. The only competition they face is from the blenders, but they unfortunately have to buy their nitrogen from that same supplier.

So between 2003 and 2009, output prices for agricultural products increased by 35%, their inputs increased by 42%, but fertiliser increased by 173%. That is evidence that the market is failing. Commissioner, could you give me a guarantee that you will investigate this matter and ask the Competition Commissioner to look closely at how the fertiliser market is operating in the EU?

4-028-000

**Bart Staes (Verts/ALE).** - Voorzitter, collega's, commissaris, in 2010 al keurden we het verslag van José Bové goed, dat zich concentreerde op de marktkrachten waaraan boeren en boerinnen hun productie verkopen: de verwerkende industrie, de distributiesector. Nu richten we onze aandacht opwaarts, met enerzijds steeds stijgende grondstoffenprijzen en anderzijds een toenemende afhankelijkheid van boeren van een sterk geconcentreerde toeleveringssector. Meneer Lyon heeft het net daarover gehad.

Dit nieuwe verslag-Bové reikt de actieve boeren een helpende hand en het zet een strategie uit naar een landbouwbeleid dat socialer is en dat zorgt voor een behoorlijk inkomen voor landbouwers. Een beleid ook dat groener is. Een beleid met een nog grotere zorg voor duurzame landbouwpraktijken. Een beleid ook dat een concrete bijdrage levert aan de strijd tegen klimaatverandering. Een beleid ook dat gericht is tegen de meedogenloze monopolies van zaad- en voedselgiganten.

Dit verslag zorgt voor een hecht bondgenootschap tussen dit Parlement en actieve boeren, en het verdedigt de autonomie van boeren, boerinnen en consumenten en het verdient onze volledige steun. Proficiat José Bové!

4-029-000

**Hynek Fajmon (ECR).** - Paní předsedající, evropské zemědělství prochází obtížným obdobím, mimo jiné i v důsledku toho, že se celá Evropská unie v poslední dekádě výrazně rozšířila přijetím nových členských států. Konkurence na zemědělském trhu se tak výrazně zvětšila a tento konkurenční tlak nyní všichni zemědělci v Evropě pociťují. Řada z nich se s tím vyrovnává dobře, ale někteří tomuto tlaku čelit nedokážou a z odvětví postupně odcházejí. To je ale přirozené a správné a jakákoliv snaha tomu bránit je, podle mého soudu, odsouzena k neúspěchu. Musíme naopak zemědělskému sektoru pomoci tím, že uvolíme zbytečné regulace a kvóty, které brání rozvoji zemědělství. Zrušení kvót a limitů na víno, mléko, cukr a další poskytne příležitost pro růst i v zemědělském sektoru. Právě tyto kvóty jsou překážkou pro růst evropského zemědělství a podobně je rovněž potřeba usnadnit fungování alternativních distribučních kanálů, jako je prodej ze dvora nebo v České republice i jinde úspěšně rostoucí prodej z farmářských trhů.

*(Řečník souhlasil s tím, že podle čl. 149 odst. 8 odpoví na otázku položenou zvednutím modré karty)*

4-030-000

**Marc Tarabella (S&D),** *question "carton bleu"*. – Madame la Présidente, Monsieur Fajmon, je viens de vous entendre dire qu'il fallait absolument supprimer les quotas pour permettre au secteur agricole de se développer. Est-ce que vous vous rendez compte de ce que, dans le secteur du lait, par exemple, où les quotas avaient permis de préserver un système sans grandes crises pendant vingt-cinq ans, à peine avait-on annoncé leur suppression à

l'horizon 2015, mais organisé en fait leur disparition bien avant 2015, ce secteur a connu sa crise la plus grave à l'automne 2009, et le prix a plongé, passant de 45 cents à 19 cents? Est-ce cela que vous voulez imposer dans tous les autres types de production, soi-disant pour protéger le secteur agricole?

4-031-000

**Hynek Fajmon (ECR).** *Odpověď na otázku položenou zvednutím modré karty.* – Já jsem přesvědčen o tom, že kvóty dlouhodobě nemohou existovat a nemají existovat, že máme evropský trh, jednotný, velký a že kvóty na tyto komodity už potřeba nejsou.

Byly potřeba po druhé světové válce, kdy bylo nutné stabilizovat evropské zemědělství, ale dneska už podle mého soudu potřeba nejsou a je nutné přistoupit k jejich postupnému odstranění a myslím si, že to naopak povede k lepší alokaci kapitálu a k tomu, že bude trh lépe fungovat.

4-032-000

**Jaroslav Paška (EFD).** - V úsilí udržať ceny poľnohospodárskej produkcie na stabilnej úrovni hľadáme rozličné opatrenia, ktorými by sme dokázali eliminovať nepriaznivé dopady narastajúcich cien vstupov pre poľnohospodársku produkciu.

Vzhľadom na to, že reálne nedokážeme našimi opatreniami udržať ceny energie, mechanizácie, krvných zmesí, hnojív, pesticídov, osív ani vody dlhodobo na stabilnej úrovni, nerobím si ilúzie o tom, že by sme dokázali byť v tomto úsilí úspešní. V otvorenom trhovom prostredí sa vyššie ceny vstupných a výrobných nákladov vždy oprávnene premietajú aj do výrobných cien príslušného produktu. Preto si myslím, že v našom úsilí o riešenie problémov potravinového reťazca by sme sa mali viac zamerať na riešenie nerovnováh a nerovností vo vzťahu medzi poľnohospodárskou prvovýrobou a spracovateľským odvetvím či obchodnými reťazcami, lebo najmä v tejto oblasti dochádza k najvýznamnejším cenovým deformáciám v neprospech prvovýroby.

Nechcem tvrdiť, že v oblasti vstupov pre poľnohospodárske podniky, napríklad v oblasti dodávania osív, je všetko v poriadku. K najvýznamnejším cenovým deformáciám však, myslím si, dochádza v reťazci medzi prvovýrobou a spracovateľmi či obchodom.

4-033-000

**Andreas Mölzer (NI).** - Frau Präsidentin! Ich halte es für sehr positiv, dass nun in einem neuen Initiativbericht auf die Probleme in den der Landwirtschaft vorgelagerten Bereichen eingegangen wird. Dabei ist meines Erachtens auf die Senkung der Kosten der Betriebsmittel besonderer Wert zu legen. Sie sind in den letzten Jahren bekanntlich im Verhältnis zu den Einnahmen aus der Landwirtschaft unverhältnismäßig gestiegen. So sind die Energiekosten in der Landwirtschaft in der Zeit von 2000 bis 2010 um ca. 60 % gestiegen, während die Erzeugerpreise nur um 25 % zugelegt haben. Die Einrichtung einer Preisbeobachtungsstelle – wie vom Berichterstatter vorgeschlagen – ist sicherlich der richtige Weg. Es muss gelingen, den Wettbewerb unter den Betriebsmittelerzeugern zu steigern und so für die Landwirte attraktivere Preise zu erreichen.

Die Landwirte versuchen Ihrerseits bekanntlich bereits, in einigen Bereichen die Kooperation untereinander zu intensivieren und so ihr Potenzial zur Effizienzsteigerung auszuschöpfen. Mittel- und langfristig wird es aber notwendig sein, insbesondere für Bauern, die nach ökologischen und biologischen Grundsätzen arbeiten, ein besseres Preisklima für ihre

Produkte zu erzeugen, um ihr langfristiges Überleben – vor allem in den alpinen Randregionen – sicherzustellen.

4-034-000

**Esther Herranz García (PPE).** - Señora Presidenta, señor Comisario, estimados colegas, mis primeras palabras son de agradecimiento a mi colega la señora Patrão porque durante estos meses ha defendido contra viento y marea la oportunidad de esta resolución que estamos debatiendo hoy y que, después, votaremos. Han sido muchos los obstáculos que ha tenido que ir sorteando la señora Patrão, con el apoyo del Grupo Popular, y quiero felicitarla por ese trabajo que nos ha llevado hasta el día de hoy.

Señorías, queridos colegas, el agricultor, hace cincuenta años, recibía el 50 % del precio final que pagaba el consumidor; sin embargo, ahora no llega ni al 10 % en muchos casos. Al mismo tiempo, en veinte años, las cadenas de distribución han pasado de tener un 21,7 % de cuota de mercado a un 70 %. Algo está pasando, y es evidente.

Hay que adoptar medidas para que la cadena de distribución de los alimentos sea más equitativa, más igualitaria, más justa.

En primer lugar, habrá que mejorar las redes de seguridad de las que nos dota la Política Agrícola Común para asegurar esos precios adecuados; habrá que dotarse de un marco comunitario que asegure relaciones de equilibrios y evite abusos; habrá que tipificar y prohibir prácticas abusivas en esos márgenes comerciales; habrá que concentrar la producción, fomentando las organizaciones de productores, de agricultores y ganaderos; y habrá que asegurar condiciones iguales de competencia para todos los productores, con iguales oportunidades e iguales obligaciones —y me estoy refiriendo a esos productores que están fuera de la Unión Europea y no cumplen con los mismos estándares de calidad, seguridad alimentaria, bienestar del ganado y todas esas cosas que son tan necesarias que obligamos a nuestros productores a que las cumplan—.

¿Dónde hacemos todo esto? Pues en la próxima reforma de la PAC. Tenemos que mejorar las relaciones contractuales en esa reforma de la PAC. El objetivo: mejorar el posicionamiento del sector primario dentro de la cadena; mejorar la política comercial de la distribución; evitar el aumento constante de la especulación con los alimentos; tener en cuenta y mejorar esos márgenes que están causando un aumento de los costes no agrícolas; y, por último, asegurar a los productores que todos los productos del mercado de la Unión cumplen con los mismos estándares de calidad.

4-035-000

**Iratxe García Pérez (S&D).** - Señora Presidenta, señor Comisario, no es la primera vez que debatimos sobre los desequilibrios de la cadena de suministro de alimentos y, siempre, ya sea cuando hablamos de insumos agrícolas o de producto final, el eslabón débil es el del productor primario.

En la actualidad nos encontramos en pleno debate sobre la reforma de la PAC, y la mayor preocupación por parte del sector es el grave problema referido a los precios. Los costes de producción son cada vez mayores y se encuentran con la imposibilidad de repercutirlos en los precios.

Es preciso por ello reforzar a nivel comunitario la legislación vigente en materia de contratos agrarios, organizaciones interprofesionales y organizaciones de productores, así como

potenciar instrumentos como los observatorios de precios, que analicen el proceso de formación de precios a través del análisis de costes, procesos y márgenes, y, por supuesto, buscar un equilibrio entre la regulación del sector agroalimentario y las normas de competencia.

En este sentido, quiero poner de relieve la necesidad de que la Comisión adapte su alcance y aplicación en materia agrícola para que los productores o sus organizaciones interprofesionales puedan de manera efectiva mejorar su posición negociadora.

4-036-000

**Britta Reimers (ALDE).** - Frau Präsidentin, Herr Kommissar, verehrte Kollegen! Wir brauchen in Europa funktionierende Märkte mit Raum für Wettbewerb. Dies erreichen wir aber nur dann, wenn es dort mit gleichen Rechten zugeht. Landwirte treten als verhältnismäßig kleine Einzelunternehmer am Markt auf. Im vor- und nachgelagerten Bereich haben wir hingegen oft größere Unternehmensstrukturen. Deshalb begrüße ich es, dass die Kommission sich den Markt einmal nicht nur aus Verbrauchersicht, sondern auch aus der Sicht der Produzenten anschaut. Wenn wir dort Ungleichgewichte haben, müssen wir Wege finden, diese zu beseitigen, ohne zu viel Bürokratie aufleben zu lassen und ohne an anderer Stelle neue Ungleichgewichte zu schaffen. Wir wissen alle, wie sensibel Märkte reagieren. Gerade jetzt in der Schuldenkrise sehen wir das tagtäglich. Deshalb ist es wichtig, sorgfältig zu prüfen, wenn wir eingreifen.

Märkte brauchen vernünftige Rahmen, um ein Mindestmaß an Gleichgewicht zu ermöglichen. Aber sie brauchen auch ausreichend Freiheit, um zu handeln und handeln zu können. Von dieser Grundregel darf die Landwirtschaft nicht ausgenommen sein. Nur ein Gleichgewicht von Freiheit und Verantwortung lässt alle Teilnehmer am Markt ihre Vorteile abschöpfen und trägt so dauerhaft zu Wachstum und Wohlstand bei.

4-037-000

**Richard Ashworth (ECR).** - Madam President, Commissioner, our farmers are being squeezed between ever-rising input prices on the one hand, and very tough competitive market conditions for agricultural commodities on the other. Faced with this problem the Commission has two options. They should be reluctant to regulate markets – that is usually heavy-handed and rarely effective – but they should offer encouragement and support to the industry by indicating best practice on all sides.

There are three things you can do here, Commissioner. Firstly you should encourage farmers to cooperate with one another: by working together they can exploit their strengths to buy inputs better, process production better and thereby add value. You can empower farmers by ensuring that there is transparent market information always available; and you can enable farmers by amending competition law, promoting codes of conduct, illustrating best practice and simplifying the common agricultural policy.

I am disappointed that the Commissioner's proposals for CAP reform fail to recognise adequately the strategic importance of a viable, competitive agricultural sector. How fortunate the Commissioner is that he has José Bové here today to offer him sound practical advice. It is a good report, José. Thank you.

4-038-000

**Bastiaan Belder (EFD).** - Voorzitter, allereerst van harte gefeliciteerd met uw herverkiezing als ondervoorzitter.

De waardeverdeling in de voedselvoorzieningsketen is verre van eerlijk. Het verslag van collega Bové en de mondelinge vragen leggen de vinger op de zere plek. De primaire producent zit klem tussen sterk geconcentreerde grondstoffenleveranciers en machtige afnemers. Hogere inputkosten kunnen door de primaire producent niet vertaald worden in hogere outputprijzen. Primaire producenten blijven een uiterst kwetsbare groep als het gaat om de waardeverdeling in de keten en daarom moeten zij juist wel de ruimte hebben zich samen sterk te maken, zoals mijn collega Ashworth zojuist zei.

Kan de Commissie verduidelijken hoeveel ruimte de wetgeving op dit moment biedt, specifiek voor het maken van afspraken om de kosten voor duurzaamheidsinitiatieven terug te verdienen? En hoe zit het met de ruimte voor zelfregulering? Welke maatregelen voorziet de Commissie om ongewenste machtsposities van afnemers aan te pakken?

4-039-000

**Agnès Le Brun (PPE).** - Madame la Présidente, Monsieur le Commissaire, chers collègues, tout d'abord, je voudrais remercier Maria Patrão Neves pour son excellent travail. Félicitons-nous de ce consensus général qui a su se dégager sur ce texte. Le sujet nous y incitait.

Depuis des années, la part du revenu qui revient aux agriculteurs ne cesse de diminuer. Comme les statistiques le montrent, cette diminution ne tire pas son origine d'un acteur en particulier, mais elle est provoquée par le déficit de poids structurel dont les producteurs souffrent au sein de la chaîne alimentaire.

Cela a déjà été dit maintes et maintes fois par plusieurs d'entre nous, mais je ne sais pas s'il faut s'en réjouir ou s'en inquiéter. Cela a été maintes fois répété: il faut permettre aux producteurs de peser dans la chaîne de la manière la plus fidèle qui soit et surtout en proportion de leur importance. Les règles de la concurrence doivent s'appliquer de la même manière à tous et ne pas aboutir à ce profond déséquilibre que nous avons déjà souligné. Or, la réalité est évidemment bien éloignée de cela. Cette inégalité de traitement vient en grande partie de l'application diverse des règles européennes par les autorités nationales de concurrence.

En tant que députés européens, nous sommes sur le terrain, nous sommes des relais du terrain et nous pouvons témoigner des difficultés que rencontrent un grand nombre d'exploitants ou d'organisations de producteurs lorsqu'ils veulent s'allier pour faire face aux transformateurs, aux distributeurs, mais aussi à leurs propres concurrents. En matière de concentration, notamment, la définition du marché pertinent varie d'un État à l'autre.

Lorsque des producteurs veulent se regrouper pour peser plus lourd, certaines autorités nationales de la concurrence les en empêchent. Elles considèrent que le marché national n'a pas à subir cette concentration et le poids devenu important de cette nouvelle organisation. Au contraire, dans d'autres États membres, c'est l'inverse qui se produit. Ces regroupements sont autorisés, car le marché pris en compte, le marché dit pertinent, est le marché européen. Leur poids est alors proportionnellement moins important et leur position n'est pas considérée comme dominante. On voit bien que cette situation n'est pas tenable.

La Commission et la Cour de justice, en tant que gardiennes de la légalité communautaire et de l'application uniforme du droit, doivent veiller à ce que ces autorités nationales ne maintiennent pas les organisations de producteurs dans un état d'infériorité qui grève leurs capacités de négociation.

4-040-000

**Marc Tarabella (S&D).** - Madame la Présidente, Monsieur le Commissaire, je voudrais d'abord saluer José Bové pour son excellent rapport qui montre, évidemment, l'intérêt de préserver les producteurs à la base, car si les trois acteurs en présence sont bien connus, à savoir les producteurs, les industriels de la transformation ou les petites entreprises de la transformation, et la distribution, seuls les producteurs souffrent aujourd'hui. Les deux autres grands secteurs sont concentrés, voire très concentrés. C'est le cas pour la distribution. Les producteurs sont quant à eux assez démunis et très dispersés.

Il faut donc essayer de les organiser comme nous venons de le faire avec le rapport sur le lait avec M. Nicholson. Nous avons essayé de leur donner plus de force. Je pense que cela ne suffira pas. Il y aura certainement à mon avis, deux aspects importants. Premièrement, il faudra les organiser, mais sous le contrôle de l'autorité publique parce qu'il faut – et cela a été dit tout à l'heure par un collègue – un observatoire des prix et des marges, car seule l'autorité publique peut garantir un équilibre entre les différents acteurs. Deuxièmement, il va falloir, à mon avis, arrêter d'attribuer à la concurrence la sacro-sainte valeur qu'on lui donne. Ce qui compte d'abord et avant tout, c'est le bien-être de chacun des acteurs de la chaîne alimentaire au service du bien-être de tous. Cela est supérieur aux règles de la concurrence.

4-041-000

**Liam Aylward (ALDE).** - Madam President, it is one of the great misconceptions of agriculture that higher food prices automatically translate into higher farm incomes. However, it is the experience of farmers in my own Member State, Ireland, that they are not getting fair play or a fair return in the food supply chain.

In 2010, average farm incomes in Ireland were EUR 17 700, or just over 50% of the average industrial wage. Since 2000 the cost of on-farm production has increased by over 37%, despite major efficiencies at farm level. At the same time the price paid to farmers has increased by only 14%. I have no doubt that this imbalance is replicated for farmers right across the EU.

It is clear that primary producers are being squeezed from both sides of the food supply chain. On the one side they receive low-grade farm gate prices due to the strong position of processors and retailers, and on the other side they pay high input prices due to increased concentration of input companies. Total input costs for EU farmers rose by almost 40% between 2000 and 2010 and costs continue to increase for farmers year on year. The upper pressure on these prices will rise further as a result of resource scarcity and a growing demand for food. On the other side of the chain, retailers have used their powers over farmers to implement a number of methods such as 'hello money', 'pay to play money', payment delays, shelf space pricing and carrying the costs of discount campaigns, which cut away at the returns of farmers and buy their produce in unfair and unbalanced conditions.

This is about fair return for fair work, making a viable living from work that brings added value to the environment, delivers food security and puts food on the table of the European

citizens. The retailers, processors, food suppliers and consumers are key stakeholders in the food supply chain, but so is the farmer. I think we should remember that.

4-042-000

**Kay Swinburne (ECR).** - Madam President, the rising cost of food is of great concern, particularly at this time of economic hardship.

From an economic and monetary affairs perspective, we will deal in detail with the issue of commodity derivatives, and agricultural markets in general, in the regulation on markets in financial instruments and the Market Abuse Regulation over the course of this year. We need, however, to ensure that our financial services legislation is joined up with our wider agricultural policies. The key will be transparency. Ultimately we do not know what role financial market participants are playing in the world's commodity markets because there is a lack of transparency in the trading process.

This report makes clear just how many factors influence the price of food, yet it is easy for politicians directly to blame banks and hedge funds for price volatility. This is not a two-dimensional discussion, and the Commission needs to look for more sophisticated tools to remove the opacity in commodity markets and give financial regulators a full toolbox. They really need to clamp down on any abusive behaviour as and when it may occur.

Nevertheless, we need to proceed with caution, as food producers need to be able to continue to use agricultural commodity derivatives to hedge their business exposures. Financial participants should, however, reduce – not cause – volatility in our prices.

4-043-000

**Czesław Adam Siekierski (PPE).** - Niezwykle trudna sytuacja producentów rolnych zagraża przetrwaniu wielu gospodarstw. Ochrona interesów rolników jest więc sprawą priorytetową. Szczególną uwagę musimy skupić na małoobszarowych rodzinnych gospodarstwach rolnych oraz gospodarstwach położonych na terenach o niekorzystnych warunkach gospodarowania, zwłaszcza górskich czy oddalonych, które tę sytuację odczuwają wyjątkowo dotkliwie z uwagi na wyższe koszty produkcji, energii przeznaczonej na transport czy prace polowe.

Jak wiemy, na zaistniałą sytuację ma wpływ wzrost cen surowców, energii, nawozów i innych środków produkcji. Ale musimy brać pod uwagę to, że występują wyjątkowo silne działania monopolistyczne na rynku środków produkcji, przetwórców, a także w handlu. Dlatego podzielam zdanie, że kwestią tą powinny zająć się europejskie i krajowe organy do spraw konkurencji oraz popieram inicjatywy dążące do zwiększenia przejrzystości cen środków produkcji rolnej oraz europejski system monitorowania cen żywności opracowany przez Eurostat. Potrzebny jest nam silny system prawny monitorujący, regulujący podobne praktyki.

Rynek rolny wymaga pewnej interwencji. Samoregulacje rynku rolnego – przy specyfice produkcji rolnej zależnej od warunków atmosferycznych czy biologii – nie są w pełni możliwe. Tym bardziej, że na rynku rolnym nasiliły się spekulacje, co bardzo wyraźnie odczuliśmy. Musimy też rozwijać rynki lokalne, targowiska, inne formy handlu, które skrócą ten łańcuch między producentem żywności a konsumentem. To wpłynie na poprawę jakości artykułów rolnych, a także na obniżkę cen oraz zwiększy korzyści i dla konsumentów, i dla producentów rolnych.

4-044-000

**Wojciech Michał Olejniczak (S&D).** - Pani Przewodnicząca! Od wielu lat uczestniczę w debatach poświęconych trudnej sytuacji rolników Unii Europejskiej. Niestety z przykrością muszę stwierdzić, że wiele zapowiedzi, które padały również na tej sali w ostatnich latach z ust Komisji Europejskiej do dzisiaj nie zostało zrealizowanych. Już dawno obiecano, że rolnicy będą mieli specjalne umowy, które zagwarantują im ciągłość odbioru produkcji, ale z drugiej strony też zagwarantują odpowiednie ceny. Z drugiej strony stale pogarsza się sytuacja względem dostawców. Rolnicy są w tragicznej sytuacji. Ich specjalizacja, dążenie do większej wydajności spowodowało, że przez ostatnie lata rolnicy uzależnili się od dostawców, którzy dyktują ceny oraz terminy płatności i dostaw. Musimy to zmienić. To słowo tak często pada. Chciałbym zapytać Komisję Europejską, kiedy konkretnie możemy spodziewać się odpowiednich regulacji związanych z umowami, kontraktami i z drugiej strony też z relacjami rolnik – dostawca?

4-045-000

**Struan Stevenson (ECR).** - Madam President, I want to focus on the energy aspects of Mr Bové's excellent report because improving energy efficiency on our farms is an absolute imperative. I would caution, however, against the race for erecting massive wind turbines on farms. In Scotland right now the modern equivalent of snake oil salesmen are knocking on doors throughout the countryside trying to persuade hard-pressed farmers to part with vast sums of cash in exchange for having one of these industrial monsters erected on their land with the promise of pots of gold.

However, as the recent storms have demonstrated, these turbines are often subject to catastrophic failure, and even when they are working, they only produce a trickle of electricity. As a result, many farmers in Scotland have found that they have rusting hulks on their land which are earning nothing and costing them a fortune. Instead of having signs on farm gates that say 'Beware of the bull', farmers should have signs on their gates which say 'Beware of the bullshit'!

4-046-000

**PRESIDE: MIGUEL ÁNGEL MARTÍNEZ MARTÍNEZ**

*Vicepresidente*

4-047-000

**Elisabeth Köstinger (PPE).** - Herr Präsident! Der Kostendruck, dem unsere landwirtschaftlichen Produzenten ausgesetzt sind, ist enorm. Landwirtschaftliche Betriebsmittel – also Saatgut, Dünger und Tierfutter, aber auch Arbeitsgeräte – werden immer teurer. Einer der größten Kostenverursacher liegt aber bei den Energiekosten. Nicht nur um die Kosten in den Griff zu bekommen, sondern auch um die Abhängigkeit zu verringern, braucht es dringend einen Aktionsplan im Energiebereich, der alle Politikbereiche zum Handeln auffordert. Erneuerbare Energieträger wie Wind, Wasser und nachwachsende Rohstoffe aus Biomasse haben ein großes Potenzial. Dieser erneuerbare Energiemix kann die Versorgungslücke nachhaltig schließen.

Wir müssen alle verfügbaren Ressourcen mobilisieren, gleichzeitig aber auch effizienter damit umgehen. Verbessertes Ressourcenmanagement von Humus und Wasser, Energie und Nährstoffen darf nicht weiterhin ein hohles Schlagwort sein.



Ein weiterer betrieblicher Unsicherheitsfaktor sind die massiven Preisschwankungen. Die Betriebsführer brauchen das Rüstzeug, um langfristig planen zu können. Ein Monitoringsystem für Betriebsmittelpreise kann eine gute Maßnahme dafür sein.

Einen inakzeptablen Faktor stellen die Auswüchse der Spekulationen auf Lebensmittelrohstoffe dar. Es kann doch nicht sein, dass Wetten auf höhere Preise von Lebensmitteln gemacht werden. Diese Problematik ist hinlänglich bekannt und wird sich nicht von selbst lösen. Die Auswirkungen bekommen sowohl die bäuerlichen Produzenten mit niedrigen Betriebseinkommen als auch die Konsumenten mit höheren Preisen im Regal zu spüren. Höhere Lebensmittelpreise schlagen sich nicht auf die Einkommen der Landwirte nieder. Die Gewinner finden sich nämlich am Ende der Versorgungskette: bei der verarbeitenden Industrie und im Handel. Es muss eine gerechte Gewinnaufteilung entlang der gesamten Produktionskette geben!

Eine weitere Ursache, die es zu bekämpfen gilt, wenn es um hohe Kosten geht, ist die enorme Abhängigkeit Europas von der Rohstoff- und Betriebsmittelversorgung durch Importe aus Drittländern. Den wirtschaftlichen und ökologischen Herausforderungen und dem extremen Kostendruck in der Landwirtschaft können wir nur durch langfristige Investitionen in Rohstoffbereitstellung, Betriebsentwicklung, Forschung und Innovation begegnen.

Diese Lösungsansätze müssen auch in der Reform der Gemeinsamen Agrarpolitik ihren Niederschlag finden. Die neue Gemeinsame Agrarpolitik muss den Landwirten die Möglichkeit geben, das betriebliche Potenzial vollkommen auszuschöpfen.

*(Die Rednerin ist damit einverstanden, eine Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“ gemäß Artikel 149 Absatz 8 Geschäftsordnung zu beantworten.)*

4-048-000

**Kay Swinburne (ECR)** , *Blue card question* . – Mrs Köstinger, I wonder whether or not you accept that, without financial participants in the agricultural markets, farmers and producers would be unable to hedge their costs and therefore plan their production and their outcomes better. Do you accept that they do have a role and that they are not all pure speculators?

4-049-000

**Elisabeth Köstinger (PPE)** , *Antwort auf eine Frage nach dem Verfahren der blauen Karte* . – Frau Kollegin! Ich glaube, ich habe die Frage nicht richtig verstanden.

4-050-000

**Kay Swinburne (ECR)** , *Blue-card question* . – Mr President, the speaker mentions speculation and the role that this is playing in a negative sense. I would put the opposite argument: that without financial participants there would be no ability to hedge risks and inputs in the agricultural markets. So they do play an important role – and I wonder whether the speaker accepts that.

4-051-000

**Elisabeth Köstinger (PPE)** , *Antwort auf eine Frage nach dem Verfahren der blauen Karte* . – Ich glaube, die Frage ist ganz einfach zu beantworten. Es geht nicht darum, einen freien Handel oder einen freien Markt zu behindern oder einzuschränken, sondern den absolut unethischen Handel mit Derivaten, also Produkten, die tatsächlich nicht vorhanden sind

und die weltweit zum Teil in einem Hochfrequenzhandel betrieben werden, einzudämmen. Das ist ganz einfach.

4-052-000

**Ulrike Rodust (S&D).** - Herr Präsident, meine Damen und Herren, liebe Kolleginnen und Kollegen! Ich begrüße es sehr, dass das Thema im Plenum Beachtung findet, und bedanke mich bei Herrn Bové. Denn es ist wirklich ein ganz wichtiger Punkt, über den wir heute debattieren, sei es für den Erzeuger, den Verarbeiter, für den Handel oder für den Verbraucher.

Die Produktionskosten der Landwirte sind in den vergangenen Jahren stark angestiegen. Vor allem im Bereich Energie und bei den landwirtschaftlichen Betriebsmitteln spüren Landwirte die höheren Ausgaben. Die starke Konzentration vor allem auf Seiten des Lebensmittelhandels macht es schwieriger, gute Preise für die erzeugten Produkte zu bekommen.

Zwar ist die Handelsspanne zwischen Ursprungs- und Endprodukt teilweise erheblich, jedoch kommt beim Erzeuger davon nicht viel an, da einiges bei den unterschiedlichen Verarbeitungsstufen hängen bleibt. Die Politik kann in die Wettbewerbspolitik eingreifen, sollte hier aber vorsichtig sein und in Teilen auf die Marktkräfte vertrauen.

Wichtig erscheint es mir, den Konsumenten nahezubringen, dass durch den Kauf von regionalen Produkten vom Erzeuger oder Verarbeiter sowohl der Landwirt als auch die Wirtschaft vor Ort unterstützt wird. Hier sehe ich unsere Aufgabe. Hier sollten wir eingreifen, sei es mit Geld, sei es mit politischen Instrumenten. Die Stärkung der Regionalität ist für mich ein Schlüssel. In der gemeinsamen Agrarreform müssen wir weitere Schlüssel zur Verfügung stellen.

Als Sozialdemokratin ist es mir wichtig, dass der Zugang zu gesunden Nahrungsmitteln zu angemessenen Preisen für alle Menschen gewährleistet ist und gleichzeitig die Landwirte in der Lage sind, ein angemessenes und faires Einkommen mit ihrer Arbeit zu erwirtschaften. Diese Forderung gebietet es, dass wir hier bei unserer Verantwortung bleiben und ihr gerecht werden.

Bei allen Handlungen müssen wir uns jedes Mal fragen, ob wir diese Ansprüche erfüllen. Gelingt dies nicht, werden wir es langfristig mit sozialen Unruhen zu tun bekommen. Landwirte und Verbraucher sitzen in einem Boot. Sorgen wir dafür, dass sie immer genügend Wasser unter dem Kiel haben.

4-053-000

**Sergio Paolo Francesco Silvestris (PPE).** - Signor Presidente, onorevoli colleghi, crisi economica e calo dei consumi hanno assestato l'ennesimo colpo alle aziende agricole ed ai produttori.

Il problema del reddito degli agricoltori diventa sempre più drammatico, colpisce le piccole e medie aziende, quelle a conduzione familiare, che non hanno la forza di contrastare l'arroganza della grande distribuzione. Oggi, con questa risoluzione diciamo chiaramente che l'Europa deve intervenire per correggere queste storture.

Dobbiamo essere garanti di relazioni contrattuali trasparenti tra produttori e distributori, che garantiscano un reddito dignitoso e adeguato ai lavoratori della terra. E dobbiamo impedire che le oscillazioni dei prezzi creino vantaggi solo per alcuni, perché oggi, quando

i prezzi salgono, si arricchisce la grande distribuzione, quando scendono, si impoveriscono i contadini e per farlo dobbiamo garantire che la filiera si accorci e che vi sia concorrenza leale.

Non è possibile, come mi accade ogni sabato, quando vado a fare la spesa, trovare nel supermercato bottiglie da litro di olio extravergine vendute a 2 euro quando il prezzo pagato ai produttori dai commercianti all'ingrosso è di 2,35 euro. E poi, la trasparenza verso i consumatori, informazioni chiare per garantire qualità contro le contraffazioni. Sempre in tema di extravergine abbiamo chiesto, con un'interrogazione ampiamente condivisa, di ridurre il parametro di alchil esteri e metil esteri per evitare che nell'olio venduto come extravergine si introducano miscele di altri oli raffinati e deodorati la cui immissione sul mercato contribuisce ad abbattere il prezzo dell'olio di qualità.

Confido, signor Commissario, che su queste indicazioni e su questa richiesta di modifica del regolamento n. 61/2011 per ridurre i quantitativi di alchil esteri e metil esteri, vi sia da parte sua un impegno chiaro e preciso a nome della Commissione per ridurre la presenza di quegli oli contraffatti nell'extravergine in commercio.

E poi dobbiamo garantire l'abbattimento dei costi di produzione. Apprezzo la sua apertura, ma chiedo di sostenere nella prossima PAC l'idea di garantire la realizzazione in ogni azienda agricola di impianti di produzione di energia da fonti rinnovabili, utili a garantire il fabbisogno energetico dell'azienda stessa, abbattimento dei costi e delle emissioni di CO<sub>2</sub>, sostegno ai produttori e alle piccole aziende. Cosa c'è di più verde di un provvedimento simile?

Occorre, Commissario, far presto e bene, perché l'abbandono della terra e la desertificazione dei terreni non sono più un rischio da scongiurare, ma una realtà da contrastare.

4-054-000

**Karin Kadenbach (S&D).** - Herr Präsident, Herr Kommissar! Wenn die Geschwindigkeit der Umsetzung der im Bericht Bové angesprochenen Vorschläge mit der Geschwindigkeit des Vortrags von Herrn Silvestris mithält, dann geht es uns in Zukunft gut.

Zur Situation bei den Lebensmittelpreisen: Wir haben in den letzten Tagen diskutiert und diskutieren jetzt darüber, dass ein Drittel der Lebensmittel in Europa unverbraucht im Abfall landet. Wir diskutieren darüber, dass wir die Biodiversitätsziele nicht erreichen. Wir diskutieren darüber, dass wir uns in einer Energiekrise befinden. Wir diskutieren darüber, dass sich viele Europäerinnen und Europäer die Lebensmittel im Moment nicht mehr leisten können. Und wir diskutieren zu Recht darüber, dass die, die diese Lebensmittel produzieren, nicht mehr davon leben können und wir in Europa großflächig von einem Bauernsterben sprechen können.

Dem gegenüber steht eine Konzentration in der Produktion, bei den Betriebsmitteln und vor allem auch im Handel. Wenn ich Österreich als Beispiel hernehme, haben wir im Handel circa 77 % in der Hand von drei Unternehmen. Was wir aber auf der anderen Seite wollen, ist keine Konzentration in der Landwirtschaft, sondern hier wollen wir auch die Biodiversität in den Betriebsformen. Wir brauchen diese Möglichkeiten, gesunde, sichere, hygienisch einwandfreie Lebensmittel zu produzieren.

Anregungen sind im Bericht Bové, die GAP-Reform gibt die weiteren Möglichkeiten. Machen wir in der Geschwindigkeit, mit der Herr Silvestris vorgetragen hat, in der Umsetzung weiter!

4-055-000

**Rareș-Lucian Niculescu (PPE).** - Am să mă refer la proiectul de rezoluție în discuție. Cele mai importante elemente din acest proiect sunt, după părerea mea, cele referitoare la consolidarea poziției agricultorilor printr-o mai bună organizare internă. Sprijinirea organizațiilor de producători este cea mai sănătoasă cale prin care aceștia își pot vinde produsele în condiții decente. În același timp, nu cred că trebuie să ne ferim de legiferare în domeniul relației din lanțul de aprovizionare cu alimente, atâta vreme cât viitoarea legislație va fi așezată pe baze obiective. Să mizăm în continuare pe o autoreglementare a acestei relații dintre producătorii agricoli și comercianți nu este rezonabil, cel puțin în acest moment, experiențele de până acum au demonstrat acest lucru. Fermierii au nevoie de măsuri concrete și nu pot să-și permită să aștepte falimentul pasiv.

De aceea, mă pronunț pentru adoptarea în forma sa integrală a paragrafului 4 din propunerea de rezoluție, care este extrem de rezonabil și prevede chiar că măsurile legislative viitoare trebuie adoptate numai în cazul în care sunt absolut necesare și că aceste măsuri nu trebuie să denatureze buna funcționare a piețelor.

4-056-000

**Luís Paulo Alves (S&D).** - Senhor Presidente, fez em setembro último um ano que, após um debate profundo em que também me empenhei como responsável por essa matéria no grupo socialista, promovendo reuniões e debates com organizações europeias, nacionais e regionais, ligadas aos retalhistas, aos industriais e aos agricultores, o Parlamento aprovou o relatório Bové contendo um exaustivo conjunto de recomendações à Comissão Europeia com o objetivo de um rendimento justo para os agricultores e de um melhor funcionamento da cadeia de abastecimento alimentar.

Desde 2008, aliás, que se vêm produzindo na Comissão e no Parlamento comunicações, relatórios, recomendações, e constituindo fóruns e grupos de alto nível para resolver este grave problema, sem que – para além de uma maior consciencialização – na prática algo se tenha alterado. Voltamos ao assunto, e é preciso dizê-lo sem hesitações. Uma parte significativa dos problemas que os agricultores atravessam deriva de comportamentos altamente penalizadores, impostos sobretudo por operadores da moderna distribuição.

Os problemas estão mais que identificados. O que tem faltado à Comissão e aos Estados-Membros é uma efetiva vontade política para implementar as soluções. Até lá, continuaremos com prejuízo dos agricultores e dos consumidores.

4-057-000

**Esther de Lange (PPE).** - Voorzitter, dit is niet de eerste keer dat wij spreken over de zeer kromme machtsverdeling en margeverdeling in de voedselproductieketen. En als we eerlijk zijn, beledigt de Europese Commissie dit Parlement al jaren door onze eisen naast zich neer te leggen. Ja, er is een groep op hoog niveau, ja er zijn rapporten, maar er zijn geen concrete initiatieven. Ik ben dus blij met de kleine toezegging van de commissaris.

Maar wie lijdt er onder dat gebrek aan actie? Dat is de primaire producent. Wat dat betreft is het heel tekenend dat hier de commissaris van Industrie zit. Ik heb hem gehoord over de industrie, over de verwerking, over concurrentie tussen bedrijven onderling. Maar waar zit de grootste oneerlijkheid in de voedselproductieketen? Dat is juist tussen de boer, de primaire producent en de rest van die keten. Daar heb ik hem niet over gehoord.

And to Mr Agnew, who finds this debate so important that he has already left the room, and all his colleagues from the British Conservative Party, who put the interests of the City of London, with its warped financial products, above the producers of their daily bread, I will tell you how the market really works. When a Dutch tomato producer, during the EHEC crisis, is confronted with a price drop of more than 50% – not through any fault of his own, but just as the result of silly remarks made by a German Minister – he is happy that at least he has a contract with a supermarket for a fixed and agreed price. But what happens in reality is that this supermarket – which by the way is German – then returns his tomatoes because it knows that in this crisis it can force the producer to agree to a lower price.

This, Commissioner, is the way the market works at the moment, and if you had done your job, this would not be possible in a European internal market. This House talks about fair trade with third world countries, but fair trade starts at home, with a fair price for European producers. That is your job, Commissioner.

4-059-000

**Daciana Octavia Sârbu (S&D).** - Vorbim de mult timp despre dezechilibrele din lanțul alimentar. Dar situația a rămas neschimbată. Fermierii sunt în continuare victime ale contractelor abuzive și ale concurenței neloiale. În țara mea, producătorii din domeniul alimentar trebuie să plătească o taxă pentru a-și putea vinde produsele în supermarketuri, dar și o taxă de raft, suplimentară, pentru a obține vizibilitate în magazin. În plus, fermierii nu obțin decât un procent infim din profitul pe care îl înregistrează marile magazine în urma vânzării produselor agricole. În majoritatea covârșitoare a cazurilor, produsele de calitate ale fermelor mici și mijlocii ajung cu mare dificultate la consumatori, deoarece acești producători nu pot face față concurenței sau condițiilor impuse de supermarketuri. În România, fermierii sunt nevoiți să-și arunce o bună parte din producția de fructe sau legume, deoarece nu o pot valorifica în condițiile actuale ale pieței.

Cu această ocazie, aș dori să cer Comisiei și statelor membre să întărească poziția de negociere a fermierilor în lanțul alimentar, să garanteze respectarea regulilor concurenței în agricultură și să încurajeze piețele locale.

4-060-000

**Anna Maria Corazza Bildt (PPE).** - Mr President, I share the commitment to a more balanced and fairer relationship in the food supply chain. I am grateful that Commissioner Tajani has laid down so well the policy adopted by this House with the retail market report, and that it is being implemented.

Progress is being made. Stakeholders who did not talk to each other before have agreed on the principle of good conduct. As we speak they are sitting down and talking about implementing measures. That is not enough. We want more and we are putting pressure on them. However, just as the Commission is telling us that the process framed in the High Level Forum for a Better Functioning Food Supply Chain would not work, they are ready to present legislation.

What is the point of this House voting today to ask to propose robust legislation? We are just running the risk of derailing our own process and undermining our own credibility. We are running the risk that the stakeholders whom we are asking to trust each other will say that, since the Parliament does not trust them, how can they be credible? Parliament

has decided that the retail round table is the forum where progress will be assessed, based on data and facts. This will happen at the end of this year. Let us not undermine trust.

4-061-000

**Mario Pirillo (S&D).** - Signor Presidente, onorevoli colleghi, Vicepresidente Tajani, questa relazione d'iniziativa mette in luce quanto sia cruciale per la competitività dell'agricoltura europea il tema dell'approvvigionamento dei fattori di produzione.

L'imprenditore agricolo europeo ha assistito nell'ultimo decennio ad un incremento non sopportabile dei costi di produzione, che non trova un'adeguata ricaduta nei prezzi di vendita. La produzione agricola europea dipende ancora in larga misura dal petrolio. Nell'ultimo decennio abbiamo assistito ad un aumento del 60% del suo prezzo.

La nuova PAC, per far fronte a questa sfida, deve incrementare l'uso dell'energia rinnovabile avviando nelle aziende agricole un ciclo di produzione di energia autosufficiente con l'utilizzo di scarti agricoli e quant'altro per alimentare gli impianti di biomassa e di biogas. Avremo così un'agricoltura sostenibile e una riduzione dei costi.

4-062-000

*Procedimiento de solicitud incidental de uso de la palabra («catch the eye»)*

4-063-000

**Anna Záborská (PPE).** - Štát má vstupovať do trhových vzťahov až vtedy, keď zlyháva samoregulácia. To platí aj v sektore potravín. Zásobovanie európskeho trhu potravinami má vážne nedostatky, ktoré znášajú nielen poľnohospodári, ale aj spotrebiteľia. Vidíme však, že aj sektor potravinárstva na to reaguje. Zúčastnené strany od fariem až po obchodníkov vedú dialóg s cieľom definovať neférové obchodné praktiky. Všetci zúčastnení však tvrdia, že je nesprávne za neférové požadovať nástroje, ako sú štandardné zmluvy, platobné a dodacie podmienky či dokonca poplatky za zalistovanie výrobku. Neférovým sa stáva až ich použitie s cieľom zneužiť postavenie na trhu. Proces samoregulácie je dialógom všetkých zúčastnených strán. Aby dospel k výsledkom, potrebujeme určitý čas. Aj keď hovoríte, že trpezlivosti už bolo dosť, prihovám sa zdržanlivosť pri riešení ... (*príhovor pani poslankyne bol prerušený*).

4-064-000

**Phil Prendergast (S&D).** - Mr President, unless we take action to curb the increases in farm input prices, we run the risk of making it too expensive for our farmers – especially our smaller farmers – to operate. We cannot afford to price our farmers out of the market. Any such reduction in agricultural holdings would simply increase our dependency on external markets. This would be negative for Europe both in terms of the value of agriculture to the EU and in terms of the quality and safety of the food available to consumers.

The agri-food industry and distribution represent 7% of total employment within the EU, and are worth EUR 1 200 billion per year – more than any other manufacturing sector in the EU. There is the further problem that food produced in third countries may not be of the same quality, and may not adhere to the same standards and rigorous health and safety provisions, as food which is produced within the EU. Given the importance of the agri-food industry to Europe, it is therefore vital that we protect farmers and thoroughly examine the issue of increasing farm output prices.

4-065-000

**Riikka Manner (ALDE).** - Arvoisa puhemies, komission jäsen, tästä asiasta todellakin on jo tämän parlamenttikauden aikana todella monta kertaa keskusteltu. Nyt jos katsotaan tuloksia, niin mitä on tapahtunut? Toki on hyvä, että asiasta puhutaan, mutta toivon todella, että nyt todellakin pystyttäisiin vaikka tämän CAP-uudistuksen yhteydessä pureutumaan tähän ongelmaan.

On selvää, että monessa Euroopan unionin maassa kauppa on hyvin keskittynyttä ja se on osaltaan edesauttanut maanviljelijöiden tulonmuodostuksen epäkohtia ja toisaalta ajanut heidät huonoon valoon myös näissä hintaneuvotteluissa. Meidän tulee vahvistaa viljelijöiden asemaa neuvottelutilanteessa ja toisaalta myös turvata sitä kautta entistä vakaampaa tulonmuodostusta.

Bovén mietintö oli myös erinomainen. On selvää, että myös tuotantopanokset ovat kovasti nousseet ja tämä pitäisi myös kyetä huomioimaan hinnoissa. Toivon, että myös tähän pystytään paneutumaan CAP-uudistuksen yhteydessä.

4-066-000

**Andrew Henry William Brons (NI).** - Mr President, if European farmers are to be competitive, even in their home markets, they must cut the cost of their inputs. Mr Bové was quite right to encourage farmers to cultivate their own seeds rather than relying on seed monopolies, and also to recycle phosphates and nitrogen rather than relying on evermore expensive purchases, and of course to return to the production of traditional products. He has also shown himself to be aware of the burden of the cost of complying with legislation – much of it of course EU legislation. He might have mentioned the costs of the new enriched poultry cages that have to be borne by countries complying with this very welcome legislation but not, of course, by those countries that have studiously ignored it.

The gap between farm-gate prices and the prices paid by consumers has been mentioned by other speakers. The power of oligopsonist supermarkets must be broken. They treat farmers as though they were medieval serfs put on earth to serve big business retailers.

4-067-000

**Seán Kelly (PPE).** - Mr President, I think everything that needs to be said has been said and said well by colleagues from across the floor here this morning. The stark reality is that inputs have risen by at least 40% and farm-gate prices by probably at the very most 25%. This is not sustainable and it needs urgent action. Hopefully it will come.

Certainly the monopolies have to be tackled. Mr Smith and others have outlined instances of extraordinary monopolies that definitely must be tackled. Secondly there are opportunities with energy efficiency and other measures whereby farmers can help themselves, but as Mr Stevenson pointed out they have to be practical and not by people who are selling products that will not make much difference in the long term.

Finally there are the multiples: these really have to be tackled at the earliest possible opportunity.

4-068-000

**Peter Jahr (PPE).** - Herr Präsident! Es ist von meinem Kollegen richtig gesagt worden: Wir brauchen faire Bedingungen zwischen den Marktteilnehmern. Genau diese fairen Bedingungen haben wir nicht. Andererseits haben wir eine soziale Marktwirtschaft. Das heißt, die Politik ist hier auch verpflichtet, wenn man so will, ordnend einzugreifen.

Wir brauchen dann aber auch eine Sprache, die der Markt versteht. Schlechte Preise für die Landwirte müssen auch ganz einfach bedeuten, dass wir dann weniger anbieten. Nun haben wir das Problem des Ungleichgewichts: eine klein strukturierte Landwirtschaft, viele Marktteilnehmer in der Landwirtschaft auf der einen Seite und eine mittelständische Verarbeitungsindustrie und eine hohe Konzentration im Handel auf der anderen. Das kann einfach nicht funktionieren.

Was wir aus meiner Sicht unbedingt brauchen, sind starke Interessen- und Wirtschaftsverbände für die Landwirte, die hier den Markt regeln können. Dazu brauchen die Landwirte Interessenverbände und Marktinformationen. Und es muss ihnen auch gestattet sein, Preisabsprachen zu treffen. Wir müssen hier also auch das Kartellrecht zugunsten unserer Landwirtschaft verändern.

4-069-000

**Petru Constantin Luhan (PPE).** - Agricultura este și va rămâne un sector strategic al economiei Uniunii Europene și, pentru a face față provocărilor viitoare și pentru a asigura coerența intervențiilor în cadrul unei anumite regiuni, în primul rând este necesar să conturăm strânse legături între politica agricolă, politica de dezvoltare rurală și politica regională. În ceea ce privește reacția asimetrică a prețurilor alimentelor la fluctuațiile prețurilor produselor de bază, consider că aceasta este legată în principal de numărul intermediarilor ce operează de-a lungul lanțului de aprovizionare.

Susțin astfel adoptarea unor instrumente prin care să fie promovate și susținute lanțurile scurte de aprovizionare și piețele în care agricultorii își pot desface direct marfa. În acest fel, se va crea o legătură directă între consumatorii și agricultorii dintr-o anumită regiune, prin care aceștia din urmă vor obține o pondere crescută din valoarea prețului final, în timp ce populația se va bucura de prețuri mai avantajoase.

4-070-000

*Fin del procedimiento de solicitud incidental de uso de la palabra*

(«catch the eye»)

4-071-000

**Antonio Tajani, Vicepresidente de la Comisión.** - Señor Presidente, después de mi primera intervención, muy larga, y después de este debate, también muy largo, y antes de escuchar las palabras del señor Bové, mi intervención como conclusión puede ser bastante rápida.

Después de este homenaje a la Presidencia, hablo en mi lengua, en italiano.

Signor Presidente, onorevoli deputati, alcuni punti per quel che riguarda il tema dei prezzi.

Sulle pratiche commerciali scorrette, la Commissione cerca di promuovere un approccio consensuale tra le parti e, ripeto, questo approccio corrisponde al principio di buona legislazione che abbiamo già favorevolmente accolto grazie al lavoro di questo Parlamento



con la relazione Corazza Bildt e in questo senso abbiamo credo ottenuto buoni risultati concreti nel 2011.

La Commissione e il forum di alto livello sulla filiera alimentare, come ho detto, dovranno analizzare i possibili strumenti di applicazione delle linee guida contenute nel documento che riceverete. I rappresentanti del settore sono impegnati a partecipare ad un'ulteriore fase di dialogo per elaborare una proposta entro la metà del 2012. Come ho detto, la Commissione dovrà decidere se insistere per trovare una soluzione grazie al dialogo oppure intervenire con un'attività di tipo legislativo.

Certamente, la conclusione del dialogo deve essere fatta in tempi rapidi, non può essere rinviata alle calende greche, ecco perché, se non ci sarà ragionevolezza e vera volontà di concludere saremo costretti ad intervenire, sarò costretto, anche se preferisco sempre un accordo che non intervenire con un'azione di tipo legislativo.

Il ritardo nei pagamenti è un'altra misura essenziale. Ho detto quanto è forte il mio impegno perché venga recepita in tempi rapidi prima del termine fissato – fine marzo 2013 – la direttiva sul ritardo dei pagamenti, ho scritto, ripeto, a tutti i ministri dell'Industria dell'Unione europea. Ricordo che la direttiva fissa dei termini non soltanto tra la pubblica amministrazione e le imprese, ma anche tra le grandi imprese e le piccole e medie imprese, salvo accordi tra le parti purché non siano perniciosi per le piccole e medie imprese. E credo che questa direttiva, parte importante dello "Small Business Act", possa veramente dare una risposta ai problemi dei piccoli imprenditori della filiera agroalimentare.

Per rispondere poi alla vostra domanda sulla necessità di portare avanti un'analisi appropriata sui prezzi dei generi alimentari nell'Unione, al fine di monitorare il rispetto della trasparenza, vorrei ricordarvi il lavoro importante di Eurostat, il servizio statistico della Commissione, sullo strumento europeo di monitoraggio dei prezzi. Questo strumento si basa sulla cooperazione essenziale tra Eurostat e gli istituti statistici nazionali su un gruppo di lavoro specifico nel forum di alto livello sulla filiera alimentare.

La Commissione coopera altresì con le altre organizzazioni internazionali che lavorano nella stessa direzione, come l'Organizzazione per la cooperazione e lo sviluppo economico. Tuttavia, in ragione della diversità dei mercati alimentari in Europa e della complessità dei fattori che influenzano i prezzi pagati dai consumatori, un'analisi dettagliata dei prezzi e dei margini a livello europeo non è realistica.

Ciò deve essere portato avanti a livello nazionale, come accade già in alcuni Stati membri ed ecco perché attraverso il forum che ho istituito proviamo a sviluppare sinergie tra gli osservatori nazionali dei prezzi, scambiando idee e proposizioni, ad esempio, sulle metodologie utilizzate.

Per quanto riguarda il tema della concorrenza, che è stato al centro di non pochi interventi nel corso del dibattito, la Commissione ha presentato proposte legislative per migliorare la trasparenza dei mercati derivati delle materie prime, comprese quelle agricole. In particolare queste proposte riguardano i prodotti derivati *over-the-counter*, i mercati degli strumenti finanziari, gli abusi del mercato, come ho detto, e come ben sapete queste proposte sono al centro del dibattito in Parlamento.

C'è una cosa che io voglio chiedere al Parlamento. Le proposte che riguardano i prodotti derivati, i mercati e gli strumenti finanziari, gli abusi di mercato sono attualmente in fase di codecisione. Credo che questa Assemblea possa dare una risposta positiva e possa giocare una partita di straordinaria importanza.

Dicevo la concorrenza. La Direzione generale lavora in stretta cooperazione con le autorità nazionali in seno alla rete europea della concorrenza. Queste autorità sono in grado di esaminare e sanzionare le attività anticoncorrenziali nei rispettivi mercati nazionali e, nel corso degli ultimi anni, molte autorità nazionali hanno effettuato approfondite indagini di settore nel campo agricolo e alimentare.

Ciò ha permesso l'adozione di importanti provvedimenti sanzionatori, molti dei quali riguardanti abusi appunto nei confronti degli agricoltori. Comunque, la Commissione pubblicherà a breve un rapporto in proposito e il Parlamento europeo ne sarà certamente informato.

4-073-000

**José Bové**, *rapporteur*. – Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire, je pense que M. Tajani aura remarqué que le Parlement européen, quand il s'agissait d'agriculture, parlait d'une seule voix. Je crois que c'est très important.

Que mes collègues aient voulu, aujourd'hui, parallèlement au rapport que j'ai déposé sur les intrants, poser à nouveau, à travers une résolution, la question de la chaîne alimentaire et du fait que les paysans n'étaient pas pris en compte et étaient toujours victimes soit de la transformation, soit de la grande distribution, et ce au moment où on discute de la question des intrants, montre que, depuis le mois de septembre 2010, où nous avons adopté le rapport sur la chaîne alimentaire, les choses n'ont pas évolué suffisamment vite. C'est, véritablement, une question de fond qui est aujourd'hui posée. La question de fond, c'est que les paysans sont, aujourd'hui, étranglés – comme je le disais tout à l'heure – entre l'amont et l'aval.

Aujourd'hui, le paysan est de moins en moins autonome dans ses choix: choix de production, choix de modèle d'agriculture, parce qu'il est complètement bloqué. Alors, à présent, ce que nous vous demandons, c'est de replacer le paysan, l'agriculteur, au cœur de la politique agricole européenne, à travers la PAC, mais aussi à travers des règles très claires, en termes d'économie, de protection face à la distribution et de capacités de négociation avec la grande transformation. Je crois qu'un tel accord est central.

Aujourd'hui, vous avez vu que nous parlions d'une seule voix, quel que soit le groupe politique auquel nous appartenons. Aujourd'hui, pour nous, l'agriculture est une question primordiale! L'agriculture est la première politique intégrée européenne, comme je le disais tout à l'heure. Il faut aussi que la défense des paysans soit aujourd'hui au cœur de la résolution des crises, parce que la question de l'agriculture, c'est la question de l'alimentation de 500 millions d'Européens! Ou nous sommes capables de nourrir nos concitoyens, ou alors l'Europe n'a plus de sens!

4-074-000

**El Presidente.** – Para cerrar el debate se han presentado 6 propuestas de resolución <sup>(1)</sup> de conformidad con el artículo 115, apartado 5, del Reglamento.

Se cierra el debate.

La votación tendrá lugar hoy, a las 12.00 horas.

**Declaraciones por escrito (artículo 149 del Reglamento)**

---

(1) Véase el Acta.

4-075-000

**Robert Dušek (S&D)**, *písemně*. – Zemědělství čelí stále složitější situaci. Zatímco náklady na nákup zemědělských vstupů jako energie, strojního vybavení, krmných směsí, syntetických hnojiv, pesticidů, osiva či vody výrazně stoupají, zisky zemědělců stagnují. Zemědělská činnost spotřebovává velké množství energie. Zemědělci usilují o maximální úsporu energie zateplováním zemědělských objektů, prostřednictvím alternativních zdrojů energie apod. S ohledem na strategickou pozici zemědělství pro Evropu, produkování nezávadných potravin, zajišťování nezávislé obživy pro evropské obyvatelstvo žádám, aby Komise a Rada zvážily možnosti pro stanovení maximálních cen energií pro primární zemědělskou výrobu. Druhým ekonomicky zatěžujícím faktorem na vstupu jsou náklady na umělá hnojiva a pomocné půdní látky. Zde je prostor pro zlepšení na straně zemědělců. Zemědělci si navykli používat velké množství umělých hnojiv. Omezení masivního užívání chemie půdním ekosystémům prospěje a napomůže přirozenému obnovování. Nabádám proto k většímu používání přírodních hnojiv a přírodních produktů, které již v zemědělství vznikají jako vedlejší produkty. Zdůrazňuji také podporu biologického zemědělství. Třetím zásadním problémem zemědělců jsou rapidně se zvyšující náklady na osivo a sadební materiál. Tento znepokojující stav je způsoben masivním nákupem certifikovaného osiva a malým využíváním osiva vyprodukovaného v hospodářství. Přitom osivo vyprodukované v hospodářství je ekonomicky výhodné a prospívá životnímu prostředí. Vyzývám k revizi všech nařízení, která zemědělce v užívání vlastního osiva omezují.

4-075-500

**Jim Higgins (PPE)**, *in writing*. – The widening gap between input and production costs and farm-gate prices is not economically viable; for the younger generation farming is not a viable option. Only 7 % of Irish farmers are under 35 years old. We now have a world population of 7 billion; by 2027 it is projected that the world population will reach 8 billion and by 2046, 9 billion! This means that a decreasing numbers of farmers will have to double food production, while also battling climate change and maintaining food standards. The total input costs for EU farmers climbed by 40 % between 2000 and 2010, while farm-gate prices have increased by only 25 %. Farmers are living on their overdrafts or savings and that cannot continue. We need to ensure that farming is a real career choice for our young people.

4-076-000

**Jarosław Kalinowski (PPE)**, *na piśmie*. – Wzrastające koszty produkcji i środków produkcji rolnej przy niewiele zwiększających się cenach skupu prowadzą do zmniejszenia dochodu rolników. Statystyki jednoznacznie wskazują na wzrost cen pasz, nasion, nawozów i środków ochrony roślin. Chciałbym tutaj podkreślić znaczenie energii, której koszty w ostatnim dziesięcioleciu wzrosły wg Eurostatu o ok. 60%, wliczając w to elektryczność, gaz oraz paliwa. Budowa biogazowni, infrastruktury wykorzystującej energię wiatrową, słoneczną czy geotermalną, to niewątpliwie duży wydatek, ale w perspektywie długoterminowej z pewnością opłacalny, zwiększający dochody i pozytywnie wpływający na ochronę środowiska naturalnego.

Praktyki mające na celu oszczędzanie energii i zwiększenie wydajności energetycznej muszą być rozpowszechniane i wdrażane w każdym gospodarstwie, na szczeblu lokalnym, z inicjatywy indywidualnej lub poprzez współpracę kilku sąsiadujących ze sobą rolników. Poza tym, jeśli rolnicy będą ze sobą współpracować z myślą o lepszym zarządzaniu zasobami i dobrych praktykach gospodarowania, wzrośnie ich siła przetargowa i stabilność

rynkowa, co przekłada się bezpośrednio na wyższe dochody. Współpraca z ośrodkami badawczymi, zmniejszenie deficytu białka, systemy monitorowania cen i dostępu do gruntów, to oczywiście pozostałe wyzwania, z którymi będzie musiała sobie poradzić przyszła wspólna polityka rolna.

4-077-000

**Tokia Saïfi (PPE)**, *par écrit*. – Depuis la fin des années 90, quand le prix des denrées alimentaires augmente en moyenne de 3,3% par an, le prix effectivement perçu par les agriculteurs n'augmente que de 2,1%. A ce constat, il convient d'ajouter celui de l'escalade des coûts d'exploitation agricole qui connaissent une hausse annuelle de 3.6%. Et le déséquilibre est encore aggravé par la spéculation sur les matières premières alimentaires. Cette situation, qui atteint autant les agriculteurs que les consommateurs, ne peut plus durer. Il nous faut protéger à la fois les producteurs et les consommateurs, en s'assurant que le secteur de la grande distribution ne se taille pas la part du lion. J'ai voté en faveur de cette résolution car il est de notre devoir de stabiliser la chaîne alimentaire européenne et, à cette fin, de rééquilibrer d'urgence la répartition des bénéfices.

#### 4. Estrategia espacial de la UE (breve presentación)

4-079-000

**El Presidente**. – El siguiente punto es el informe de Aldo Patriciello, en nombre de la Comisión de Industria, Investigación y Energía, sobre una estrategia espacial de la Unión Europea al servicio del ciudadano (2011/2148(INI)) (A7-0431/2011).

4-080-000

**Aldo Patriciello**, *relatore*. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, lo spazio è divenuto ormai un argomento di stringente attualità. Lo dimostrano il profondo interesse mediatico verso il lancio dei primi due satelliti di Galileo che hanno preso il volo il 21 ottobre scorso dalla base europea di Kourou, rappresentando il primo passo verso il raggiungimento di un'indipendenza dell'Unione europea nella navigazione satellitare.

Il conseguimento di questo ambizioso traguardo è in gran parte merito della spinta propulsiva fornita dall'articolo 189 del trattato di Lisbona, che in modo chiaro ed inequivocabile attribuisce all'Unione europea la responsabilità di coordinare e consolidare le politiche e i programmi spaziali nazionali mediante un approccio comune in grado di favorire il progresso scientifico, tecnico e la competitività industriale.

Un obiettivo, quello fissato dal trattato, che riconosce l'importanza dello spazio e dei servizi che esso genera per i cittadini comunitari in ambito sociale, economico e strategico considerandolo funzionale affinché l'Unione europea possa concorrere nella scena mondiale con i propri *competitors*. Il trattato dunque fornisce una base autorevole finalizzata al raggiungimento di obiettivi ambiziosi per i quali le Istituzioni europee devono predisporre risorse adeguate e strumenti legislativi congrui.

A tal riguardo, ho avuto l'onore di lavorare nei mesi scorsi nell'ambito della commissione ITRE all'elaborazione del progetto di relazione sulla strategia spaziale dell'Unione europea al servizio dei cittadini. Mi auguro che la versione finale del testo possa rispecchiare in modo forte gli ambiziosi propositi che abbiamo inteso includere nella relazione.

Mi riferisco soprattutto alla disparità di trattamento che è emersa tra i due programmi strategici della politica spaziale europea, Galileo e GMES. In effetti, pur condividendo fermamente l'importanza finora data dalla Commissione a Galileo, uno dei pilastri della politica spaziale europea, reputo che, alla luce degli investimenti finora sostenuti – ben 3,5 miliardi di euro – e della strategicità del programma, anche GMES meriti parità di trattamento sia economico sia strategico.

Sono convinto che solo valorizzando sinergicamente entrambi i programmi si possa garantire indipendenza tecnologica e politica al nostro continente apportando ingenti benefici economici e sociali ai cittadini europei. È per tale ragione che nella relazione licenziata dalla commissione ITRE, che voteremo a breve, ho espresso il mio convinto rammarico circa la decisione della Commissione di non includere il finanziamento di GMES nel quadro finanziario pluriennale 2014-2020, consapevole che la mancanza di un piano finanziario di sostegno economico rischia di rendere inutili i cospicui investimenti realizzati fino ad oggi.

Altro aspetto rilevante da chiarire è la strategia che la Commissione intenderà portare avanti circa gli aspetti gestionali dei programmi Galileo e GMES al fine di razionalizzare la struttura organizzativa ed avere un quadro preciso dei costi di mantenimento.

Nella relazione abbiamo inteso inoltre evidenziare la necessità che l'Europa si doti di una propria indipendenza in materia di accesso allo spazio e che gli accordi commerciali fatti con i paesi terzi siano basati sul rapporto di perfetta reciprocità, evitando situazioni di dipendenza da fornitori extraeuropei per quanto concerne alcune tecnologie chiave come i lanciatori. Questi ultimi, insieme alla creazione di un sistema europeo di sorveglianza e dell'ambiente spaziale e al rafforzamento delle attività di ricerca, sono gli elementi chiave di un testo ambizioso che speriamo possa dare quelle risposte che i cittadini europei si attendono.

Per essere lungimirante la politica spaziale europea non può prescindere dal sostegno all'industria. In un momento come quello attuale di profonda crisi economica appare quantomai necessario che l'Unione supporti economicamente il comparto produttivo spaziale al fine di mantenere inalterata la competitività del nostro continente in un sistema globale sempre più concorrenziale.

Solo se forniremo all'industria europea delle prospettive reali tangibili potremo pretendere che questa stessa investa in risorse umane, in tecnologie complesse di lungo periodo. Solo se l'industria europea manterrà la propria leadership nel know-how spaziale il nostro continente potrà rimanere protagonista in questo settore nevralgico.

È in tale direzione che, in qualità di *rapporteur* della politica spaziale europea, ho inteso procedere, con l'auspicio che un convinto voto del Parlamento possa dare forza ad un testo che, in linea con l'articolo 189 del nuovo trattato, garantisca lo sviluppo scientifico e tecnologico in un settore la cui crescita sostenibile è condizione imprescindibile per l'Unione.

4-081-000

*Procedimiento de solicitud incidental de uso de la palabra («catch the eye»)*

4-082-000

**Artur Zasada (PPE).** - Panie Przewodniczący! Bardzo często nie zdajemy sobie sprawy, że działalność kosmiczna oraz usługi i produkty kosmiczne są kluczowe dla wzrostu gospodarczego i rozwoju naszych społeczeństw. Moim zdaniem największym

beneficjentem technologii kosmicznych będzie sektor lotniczy. Programy Galileo i EGNOS pełnią zasadniczą rolę w tworzeniu *single european sky* oraz w dalszym rozwoju bezpiecznego zarządzania ruchem lotniczym nad Europą.

Jestem przekonany również, że technologie kosmiczne przyczynią się do zwiększenia bezpieczeństwa w transporcie drogowym i morskim, przede wszystkim w kontekście kontroli ruchu drogowego, systemów pobierania opłat za użytkowanie dróg, eCall i systemów śledzenia obiektów w czasie rzeczywistym.

Na zakończenie krótka uwaga: w ciągu dotychczasowych siedmiu spotkań Rada ds. Przestrzeni Kosmicznej tylko raz odniosła się do kwestii transportowych. W związku z tym chciałbym zaapelować do jej członków o większe zainteresowanie tą kwestią podczas... *(Przewodniczący odebrał mówcy głos.)*

4-083-000

**Silvia-Adriana Țicău (S&D).** - Uniunea Europeană trebuie să investească pentru a asigura garantarea accesului european la spațiul și la infrastructurile orbitale. Subliniez importanța intensificării cooperării industriale în domeniul politicii spațiale, cu țările terțe și în special cu SUA, Japonia, Rusia, China, India, Brazilia, Argentina, Chile, precum și cu statele din Africa și Orientul Mijlociu. Subliniez importanța unei strategii pentru cercetare și inovare în domeniul politicii spațiale, care să asigure progresul tehnologic, dezvoltarea industrială și competitivitatea Uniunii și să creeze locuri de muncă pe teritoriul Uniunii. Solicităm Comisiei să sprijine întreprinderile mici și mijlocii pentru a obține mai ușor acces la finanțarea europeană destinată inovării în domeniul aplicațiilor și serviciilor GNSS, în special în baza programelor-cadru de cercetare. Sistemul EGNOS ar trebui să acopere întreg teritoriul Uniunii în vederea consolidării pieței comune, și subliniez necesitatea extinderii acestuia în sudul, estul și sud-estul Europei. *(Voritorul a fost întrerupt)*

4-084-000

**Jaroslav Paška (EFD).** - Aktivita Európskej únie v oblasti využívania kozmického priestoru sa sústreďujú najmä na projekty Galileo a európsky program monitorovania Zeme.

Najmä od programu Galileo by sme mohli v najbližšom čase očakávať, že začne poskytovať európskej verejnosti svoje prvé počiatkové služby. Od roku 2014 by malo byť napríklad spustené aj testovanie služby ochrany života tohto systému. Vzhľadom na to, že systém sa buduje ako interoperabilný a už s oboma dvoma prevádzkovanými systémami GPS a Lonas, bude možné sa s jeho prevádzkou zapojiť aj do medzinárodnej spolupráce programov globálnych navigačných systémov. Vzhľadom na to, že služby oblasti kozmického priestoru sa rýchlo rozrastajú a systém Galileo poskytuje isté výhody v porovnaní s konkurenčnými systémami, je možné očakávať, že nám nadchádzajúcom období prinesie primeraný sociálny a hospodársky úžitok. Pred Komisiou však ostáva ešte odpoveď na otázku ďalšieho prevádzkovania, financovania európskeho programu monitorovania Zeme od roku 2014, ktorá nie je doposiaľ vyriešená. Preto očakávam, že nás ... *(príhovor pána poslanca bol prerušený)*

4-085-000

**Andrew Henry William Brons (NI).** - Mr President, political states that want to demonstrate that they have come of age plan achievements that are both monumental and symbolic. Spain achieved unity under Christian rulers in 1492, and within a year sent Christopher Columbus on a historic quest to discover a western route to the East and, of

course, discovered the New World, the existence of which Donald Rumsfeld – had he been around – might have said we did not know that we did not know about.

The Commission is quite right to point out that great enterprises bring in their wake consequential benefits: new products, new knowledge, riches and inspiration for innovation, as well as a few detriments, of course. However, the real motivation is to confer authority and legitimacy on a political entity that might otherwise falter.

In the words of the Commission, ‘space serves to cement the EU’s position as a major player on the international stage and contributes to the Union’s economic and political independence’. For the EU’s independence, read our slavery.

4-086-000

**Petru Constantin Luhan (PPE).** - În cadrul subcomisiei SEDE discutăm foarte intensiv în ceea ce privește strategia spațială, în special referitor la politica de securitate și apărare.

Uniunea Europeană ar trebui să se situeze în avangarda sectorului spațial, jucând un rol strategic pe scena internațională.

Pentru aceasta consider ca fiind foarte esențiale:

- în primul rând, intensificarea cooperării industriale în domeniul politicii spațiale și cu țările terțe; avem nevoie de Statele Unite ale Americii, avem nevoie de Japonia, China, India și alte țări cu o putere și cu o însemnătate deosebită în acest domeniu;

- apoi avem nevoie de atragerea unui volum mai mare de capital din sectorul privat, pentru programul european de observare a Pământului GMES; acest lucru până în momentul de față nu s-a reușit;

- nu în ultimul rând, avem nevoie de continuarea investițiilor în finalizarea sistemului Galileo. Ar fi o greșeală să renunțăm în acest moment la acest sistem pe care l-am început și care promite să aibă un mare succes.

4-087-000

**Vittorio Prodi (S&D).** - Signor Presidente, onorevoli colleghi, Commissario Tajani, queste sono vere infrastrutture europee indispensabili per la realizzazione delle politiche europee.

GMES specificatamente per la sicurezza e l’ambiente e la gestione delle politiche di mitigazione, del riscaldamento globale e di revisione di eventi meteorologici estremi. Questo deve essere incluso nel bilancio pluriennale dell’Unione europea. Se questo non è possibile, può essere però l’occasione per introdurre i *project bond* che hanno anche una funzione anticongiunturale. Non ho alcun dubbio che questo sia un investimento nel nostro futuro e che si ripagherà in pochissimi anni. Andiamo avanti su questa strada, Commissario.

4-088-000

*Fin del procedimiento de solicitud incidental de uso de la palabra*

(«*catch the eye*»)

4-089-000

**Antonio Tajani**, *Vicepresidente della Commissione*. – Signor Presidente, onorevoli deputati, considero la politica per lo spazio una priorità del mio mandato di Commissario sia per quanto riguarda i servizi che potranno essere resi e che già si cominciano a rendere ai cittadini della nostra Unione, sia perché considero il settore dell'industria e delle imprese – perché sono migliaia le piccole e medie imprese che operano in questo settore – al centro di quella che chiamo la terza rivoluzione industriale, cioè quella politica industriale che può permettere all'Europa di puntare su crescita e sviluppo basati sul mercato interno e quindi l'economia reale.

Bene, risultati concreti sono stati ottenuti, on. Patriciello la ringrazio per il lavoro che ha svolto insieme ai suoi colleghi e ringrazio l'intero Parlamento, l'on. Prodi per il sostegno forte alla politica della Commissione. Ci troviamo in perfetta sintonia quando chiediamo una politica spaziale veramente competitiva per la nostra Unione europea.

Dicevo, risultati importanti in questi ultimi mesi sono stati ottenuti. Egnos comincia ad essere operativo. Abbiamo lanciato a ottobre da Kourou nella Guyana francese i primi due satelliti operativi di Galileo. Il giorno stesso del lancio ho aperto la procedura per l'acquisto di otto nuovi satelliti e il 1° febbraio annuncerò i risultati della gara di appalto per l'acquisto di altri satelliti di Galileo. Ecco, questa tempistica, il rispetto delle previsioni ha permesso di risparmiare circa 500 milioni di euro rispetto alle previsioni fatte all'inizio del 2011, anche di fronte al gruppo interistituzionale, anche di fronte a questo Parlamento nel documento sulla politica spaziale che abbiamo presentato.

Bene, Galileo va avanti, è mia intenzione rendere operativi i servizi di Galileo entro la fine del 2014 ed avere il sistema completo con trenta satelliti, cercando di risparmiare il più possibile e rispettando i tempi entro la fine del 2020.

Signor Presidente, onorevoli parlamentari, per l'implementazione di Galileo nella proposta di prospettive finanziarie che abbiamo presentato al Parlamento e al Consiglio, noi prevediamo investimenti di circa 7 miliardi di euro. Questo per l'implementazione, circa 1 miliardo e qualche cosa per il lancio di tutti i satelliti e il resto per la manutenzione e la piena implementazione dei servizi, tenendo conto che il risparmio sarà, una volta che Galileo diventerà operativo, di circa 90 miliardi di euro.

Ho recepito anche il messaggio dell'on. Patriciello per quanto riguarda GMES. La Commissione ha adottato una comunicazione, ha fatto una proposta, noi crediamo che si debba andare avanti per quanto riguarda GMES, però abbiamo proposto di istituire un fondo di finanziamento ad hoc al di fuori del bilancio comunitario, ma nell'ambito dell'Unione, cioè attraverso un accordo specifico tra i 27 Stati membri.

Ho affrontato quest'argomento anche in occasione dell'ultimo Consiglio Spazio, ne ho parlato al Consiglio Competitività. Perché abbiamo fatto questa proposta? Perché sappiamo qual è la situazione del bilancio. La Commissione europea e questo Parlamento avrebbero voluto scelte più ambiziose da parte degli Stati membri per quanto riguarda il bilancio, ma purtroppo la risposta non è stata quella che noi ci attendevamo e quella che noi speravamo.

Siamo arrivati ad una conclusione che purtroppo ci costringe a non poter includere tutte le azioni che noi vogliamo realizzare tra il 2014 e il 2020 all'interno del bilancio dell'Unione. Ecco perché, al di là del convincimento dell'importanza di GMES nel quadro di una politica spaziale europea – il GMES, voglio ricordarlo, ci permette anche di rafforzare i nostri collegamenti internazionali.



Sono reduce dalla firma di alcuni accordi con paesi dell'America latina per quanto riguarda la politica dello spazio. Abbiamo lavorato durante la Presidenza belga molto con l'Unione africana e stiamo continuando a lavorare molto con l'Unione africana per quanto riguarda la politica dello spazio, per quanto riguarda GMES, per quanto riguarda l'osservazione della terra.

Però, per come stanno le cose, ci sono dei problemi legati al bilancio. Da qui, la scelta della Commissione. Devo dire che crediamo talmente tanto nella politica spaziale europea che nelle prospettive finanziarie abbiamo deciso, nel grande pacchetto di 80 miliardi di euro destinati alla ricerca e all'innovazione, di investire non poco per la ricerca e lo sviluppo nel settore dello spazio. Quindi un valore aggiunto che noi vogliamo dare a tutta la politica spaziale.

Ecco, noi abbiamo bisogno del vostro appoggio per questa strategia e mi pare che gli interventi che sono seguiti alla relazione dell'on. Patriciello vanno tutti in questa direzione e credo che la cooperazione tra Parlamento europeo e Commissione per quanto riguarda la politica spaziale nelle prossime settimane, nei prossimi mesi e nei prossimi anni sarà sempre forte e credo potremo puntare tutti verso i medesimi obiettivi.

4-090-000

**El Presidente.** – Con esto se cierra este punto.

La votación tendrá lugar hoy, a las 12.00 horas.

#### ***Declaraciones por escrito (artículo 149 del Reglamento)***

4-090-500

**Luís Paulo Alves (S&D),** *por escrito.* – A política espacial europeia pretende melhorar a vida quotidiana dos cidadãos europeus, fomentar o potencial de inovação, apoiar os progressos científicos e criar emprego qualificado, daí que assuma um papel importante na Estratégia 2020. E tem hoje desafios pela frente: executar os projetos emblemáticos, cooperar e competir internacionalmente e potenciar a atual relevância económica dos serviços que se prestam no domínio da radionavegação. E, para tal, importa aproveitar todo o potencial dos territórios da UE e os investimentos já realizados.

Neste sentido, gostava de salientar a utilidade da Estação de Satélites da Ilha de Santa Maria nos Açores, que desenvolve atividades relacionadas com a monitorização dos oceanos ou o acompanhamento de missões espaciais, como a Galileo. A UE deve estar atenta à centralidade atlântica das ilhas açorianas e à forma como esta deve ser potenciada, nomeadamente recebendo novas valências. Destaco também a utilidade de se criarem *clusters* espaciais. Não só contribuem para os objetivos da UE que citei, como também para a promoção da economia local, através do recrutamento de mão-de-obra altamente qualificada ou das necessárias parcerias com empresas locais, como tem acontecido nos Açores. É mais uma oportunidade para alavancar os indicadores de convergência com a UE, particularmente nas regiões ultraperiféricas.

4-091-000

**Jiří Havel (S&D),** *písemně.* – Evropský kosmický program s projektem Galileo pro satelitní navigaci v čele dosáhl v minulém roce značných úspěchů. Totéž platí pro projekt GMES, který monitoruje klimatické změny a bezpečnostní hrozby. Mezi ty nejvýznamnější úspěchy patří především vyslání dvou satelitů v rámci programu Galileo do vesmíru. Přitom

zdaleka nejde jen o drahý rozmar vědců. Oba projekty mají praktické využití v řadě oblastí, jako je zemědělství, doprava, ochrana životního prostředí a samozřejmě národní bezpečnost. Co víc, služby navazující na tyto programy mají obrovský ekonomický potenciál a vytváří nová pracovní místa. Jen evropský kosmický průmysl měl v minulém roce obrát 5,4 miliardy eur a zaměstnal na 31 000 pracovníků. Tak jako ostatní výzkumné programy, i ten vesmírný však ohrožují rozpočtové škrty. Omezením těchto projektů by se EU vzdala mnoha příležitostí k ekonomickému růstu zejména v budoucnu, a proto bych chtěl podpořit adekvátní financování kosmického programu ve víceletém finančním rámci.

4-091-500

**Eija-Riitta Korhola (PPE), kirjallinen.** – Arvoisa puhemies, Euroopan avaruusstrategian tulee palvella sekä taloutta että perustutkimusta. Siksi on keskeistä, että GALILEOn tyylisen lippulaivaprojektien kunnialla toteuttamisen ohella panostetaan riittävästi perustutkimukseen, sillä se on kiistan investointi tulevaisuuteen.

Euroopan arvoille ja arvovallalle ei sovi jättäytyä tieteen vapaamatkustajaksi. Avaruustutkimus on ihmiskunnan ehkä jopa velvollisuutenakin pidettävä etuoikeus ottaa selvää asuttamastaan maailmankaikkeudesta, ja Euroopan on näytettävä asiassa esimerkkiä. On kuitenkin selvää, että tutkimukseen sijoitetun rahan tulee korreloida tutkimuksen tieteelle tuoman lisäarvon kanssa. Tämän vuoksi projektien kustannustehokkuus tulee pitää mielessä, minkä lisäksi kansainvälisestä yhteistyöstä ja työnjaosta on sovittava muiden vartenotettavien tahojen kanssa.

Itsenäisen satelliittipaikannusjärjestelmän turvallisuuspoliittista tärkeyttä ei voi liiaksi korostaa. Rajavartio-, kriisinhallinta-, sotilas- ja katastrofiavustusjoukoille on välttämätöntä saada sijaintitiedot maailmanpoliittisesta tilanteesta riippumatta. Naton ja erityisesti Yhdysvaltojen kanssa sovellettavaa GPS-yhteistyötä tulee kuitenkin jatkaa hyvässä hengessä pitäen mahdollisuudet avoinna järjestelmien osittaiseen yhteensovittamiseen. Euroopalla on erinomaiset lähtökohdat avaruustutkimukselle: koulutettu väestö, laukaisupaikka lähellä päiväntasaajaa sekä vahva arvopohja. Siltä vain puuttuu, kuten monessa muussakin suhteessa, riittävä ennakkoluulottomuus ja oma-aloitteisuus olla ansaitsemassaan asemassa maailman mittakaavassa.

## 5. Cómo evitar el desperdicio de alimentos (breve presentación)

4-093-000

**El Presidente.** – El siguiente punto es el informe de Salvatore Caronna, en nombre de la Comisión de Agricultura y Desarrollo Rural, sobre cómo evitar el desperdicio de alimentos: estrategias para mejorar la eficiencia de la cadena alimentaria en la UE (2011/2175(INI)) (A7-0430/2011).

Quiero decirle, señor Caronna, que esta mañana, por lo menos la televisión de mi país ha informado ampliamente sobre el punto que vamos a tratar ahora y me figuro que esa habrá sido también la realidad en otros países europeos. Por lo tanto, entramos en un tema que ha sido trasladado a la opinión pública como pocas veces suele hacerse respecto de nuestros debates.

4-094-000

**Salvatore Caronna**, *relatore*. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, innanzitutto vorrei ringraziare i membri della commissione agricoltura per la collaborazione avuta durante la stesura di questa relazione.

Una collaborazione feconda che ci ha portato in tempi rapidi, e quasi all'unanimità, ad approvare un testo su un tema, quello dello spreco di alimenti, che per troppo tempo è stato sottovalutato dalle istituzioni e dalla politica. Una sottovalutazione che non possiamo più permetterci.

Infatti, se è vero, come ormai tutte le più accreditate fonti specializzate dicono, che uno dei problemi principali dell'immediato futuro sarà quello di far fronte ad una nuova e fortissima domanda di cibo e che dunque il tema della sicurezza alimentare è diventato uno dei problemi più difficili da affrontare perché in futuro la domanda di cibo tenderà a superare l'offerta, noi non possiamo più permetterci di rimanere inerti di fronte ad un fenomeno, quello dello spreco di alimenti – quando parliamo di alimenti parliamo di alimenti ancora perfettamente commestibili – che ha assunto una dimensione imponente e non più sostenibile.

Infatti, siamo giunti ad un livello tale – la FAO stima che un terzo del cibo prodotto ogni anno nel mondo che viene destinato al consumo dell'uomo viene sprecato, in Europa siamo già al 50%, e che ogni cittadino in media spreca 105 chilogrammi all'anno di cibo – da farci dire che non ci troviamo solo di fronte ad un problema etico, ma ad una vera e propria questione economica, sociale, con enormi implicazioni sull'ambiente.

Per questo, con questa relazione, noi vogliamo che la lotta allo spreco alimentare diventi una priorità nell'agenda della politica dell'Unione europea. Per questo chiediamo che la Commissione guidi i 27 Stati membri nell'adottare una strategia comune in grado di promuovere un vero e proprio salto di qualità capace di ridurre, da qui al 2025, in modo significativo, lo spreco di alimenti.

Per questo chiediamo che vengano valorizzate tutte quelle associazioni, quei gruppi di volontariato, quei centri di iniziativa che in diversi paesi hanno dato vita a progetti concreti su questo terreno. Queste esperienze hanno generato un sistema virtuoso che ha garantito un recupero notevole di prodotti da destinare a quelle fasce di popolazione in difficoltà economiche.

Ricordo che in Europa, nella ricca Europa, sono quasi 70 milioni i cittadini che vivono sotto la soglia di povertà e in condizioni di malnutrizione. Per questo, chiediamo delle direttive precise da parte della Commissione.

In modo particolare, sarebbe importante modificare le normative sugli appalti pubblici per i servizi di ristorazione in mense ed ospedali in modo da privilegiare in sede di aggiudicazione, a parità di condizioni, quelle imprese che garantiscono un modello di gestione impostato alla lotta allo spreco di alimenti. Sotto questo aspetto, lo voglio richiamare, il fatto importante è che le prime a dare l'esempio devono essere le istituzioni europee, a partire da questo Parlamento.

Infine, chiediamo una responsabilizzazione di tutti gli attori della filiera alimentare. Occorre promuovere una vera e propria campagna di sensibilizzazione che veda in prima fila le grandi organizzazioni di agricoltori, il mondo dell'industria, le scuole, le università, capace di far emergere una cultura civile e scientifica orientata ad un modello di consumo più sobrio e sostenibile per l'ambiente.

Con questa relazione il Parlamento europeo ha fatto la sua parte, ora ci auguriamo che la Commissione raccolga questo lavoro mettendo in campo una strategia efficace. Innanzitutto, ci auguriamo che da subito si attivi per proclamare il 2014 come Anno europeo contro lo spreco alimentare; sarebbe il segno tangibile di un vero, forte ed immediato impegno di questa istituzione su questo terreno.

In questo modo si darebbe subito un segnale a tutti i cittadini che l'Unione europea è in grado di essere all'avanguardia nel definire un modello di sviluppo più giusto ed equilibrato.

4-095-000

*Procedimiento de solicitud incidental de uso de la palabra («catch the eye»)*

4-096-000

**Giovanni La Via (PPE).** - Signor Presidente, onorevoli colleghi, non possiamo consentire che lo spreco alimentare cresca ancora e dobbiamo contrastarlo tramite specifici strumenti, ma anche attraverso una cultura volta a illustrarne effetti economici, ambientali e sociali.

Il fenomeno dello spreco alimentare nell'ultimo trentennio è cresciuto del 50% con ricadute non solo etiche ma anche economiche, ambientali, sociali, nutrizionali e sanitarie. Non appare eticamente sostenibile che, a fronte dei circa 70 milioni di persone che in Europa vivono al di sotto del livello di povertà, vi siano tonnellate di cibo ancora consumabile che viene buttato nella spazzatura e che non si riesca a differenziare quanto più possibile le materie impiegate per la produzione e il confezionamento di tali cibi.

Quest'eliminazione avviene quindi attraverso elevati costi economici e sociali. Le proposte della commissione agricoltura ricoprono ambiti che, dal packaging a più dettagliate informazioni circa la scadenza, mirano ad aiutare i cittadini ad evitare gli sprechi e riutilizzare i prodotti.

4-097-000

**Silvia-Adriana Țicău (S&D).** - Producția anuală de deșeuri alimentare din cele 27 de state membre este estimată la aproximativ 179 de kilograme pe cap de locuitor. Cu toate acestea, în Uniune, 79 de milioane de oameni trăiesc sub pragul sărăciei, iar 16 milioane dintre aceștia au primit ajutoare alimentare de la instituții caritabile.

Securitatea alimentară este un drept fundamental al omului, care se realizează prin disponibilitatea, accesibilitatea și stabilitatea în timp a unei alimentații sănătoase, suficiente, adecvate și hrănitoare. Problema risipei de alimente ar trebui abordată din punctul de vedere al eficienței resurselor și invităm Comisia să lanseze inițiative specifice, care să abordeze risipa de alimente în cadrul inițiativei „O Europă eficientă din punctul de vedere al utilizării resurselor” pentru a-i acorda aceeași atenție și sensibilizare ca și eficienței energetice, ambele fiind la fel de importante pentru mediu și pentru ... (*Președintele a retras cuvântul vorbitorului*).

4-098-000

**Janusz Wojciechowski (ECR).** - Panie Przewodniczący! Problem marnotrawstwa żywności jest bardzo ważny i dobrze, że Parlament Europejski tym się zajmuje, zwłaszcza w kontekście dramatycznych prognoz żywnościowych na najbliższe dziesięciolecia i wielkiego wzrostu zapotrzebowania na żywność. Problem marnotrawstwa wiąże się blisko z tym, o czym dyskutowaliśmy kilkadziesiąt minut wcześniej – z koncentracją handlu, z

tym że większość handlu produktami żywnościowymi przejmują wielkie sieci handlowe. W oczywisty sposób powoduje to zwiększone marnotrawstwo żywności, choćby z tego powodu, że w supermarketach kupuje się zazwyczaj więcej żywności niż w małym sklepiu blisko miejsca zamieszkania. Także ta sprawa jest szczególnie ważna. Pamiętając o marnotrawstwie żywności pamiętajmy również o marnotrawstwie ziemi. Kryzys żywnościowy bierze się również z tego również, że coraz więcej ziemi wypada spod produkcji rolniczej. To jest bardzo niebezpieczny proces.

4-099-000

**Miroslav Mikolášik (PPE).** - 90 % až 115 kg na osobu vyplytvaných potravín ročne považujem za dostatočne pádny dôvod na to, aby sa potravinový odpad stal politickou prioritou. Pokračovanie v súčasnom tempe plytvania v poľnohospodársko-potravinárskom reťazci nie je len dlhodobou neúnosnou a nezodpovednou voči najchudobnejším častiam populácie, ale má aj negatívne účinky na životné prostredie a prináša vysoké straty podnikom a hospodárstvu. Racionalizácia výroby, uskladňovania, spracovania a následnej distribúcie a spotreby, ktorej sa ročne v EÚ stratí až 50 % zdravých a použiteľných, požívateľných potravín, si preto vyžaduje vypracovanie komplexnej európskej stratégie. Predsa tých 70 miliónov Európanov, ktorí žijú pod prahom chudoby, si (príhovor pána poslanca bol prerušený) ...

4-100-000

**Mairead McGuinness (PPE).** - Mr President, I compliment the rapporteur for his work on this report. It seems to me that it would be an excellent idea to focus our attention on this issue and the year dedicated to it – we proposed 2014. This would be quite sensible. It is also an election year and it is a very practical issue that we can talk about with our citizens. This is not simply about the food we throw out at home: there is huge waste in this institution, I dare say, in hospitals, in public places and right through the food chain.

The debate in this Chamber this morning feeds into, if I can use that phrase, our earlier debate about the entire food supply chain. If we can reduce food waste we will have a more efficient and more sustainable supply chain, which is vital.

4-101-000

**Phil Prendergast (S&D).** - Mr President, the world population reached seven billion last year and it is expected to reach more than nine billion by 2050. Because of this it is vital that we consider the issue of food security and of ensuring that we can produce enough food to feed our growing populations. In focusing on producing enough food for people, we must also look at how we use the food we produce and, to that end, we must also focus on food waste.

Food waste happens at all points of the food chain – at the level of production, at the point of sale and at the point of consumption. However, the points at which food waste typically occurs differ depending on the country. In industrialised countries, most waste is concentrated at the final stages, in distribution and consumption.

In Ireland it is estimated that up to a third of the food we buy ends up in the bin, potentially costing families more than EUR 1 000 per year. The website [stopfoodwaste.ie](http://stopfoodwaste.ie) was set up under the National Waste Prevention Programme to educate people about the issue and to promote awareness of measures to prevent food waste. *(The President cut off the speaker)*

4-102-000

**Rareș-Lucian Niculescu (PPE).** - Economia de hrană înseamnă totodată economie de apă, de energie, de cheltuieli cu forța de muncă; nu în ultimul rând, reprezintă un bun răspuns la problema penuriei de terenuri, atât de mult discutată în ultima vreme.

Să nu uităm că Europa este mult mai dependentă din punct de vedere alimentar de terenuri din afara granițelor sale decât orice altă regiune a lumii, folosind anual 640 de milioane de hectare de teren, echivalentul a o dată și jumătate suprafața propriilor terenuri. Aproape 60% din terenurile utilizate pentru nevoile Europei se situează în realitate în alte părți ale lumii, fiind vorba de o suprafață de zece ori mai mare decât Germania, de exemplu. Din nou se ridică întrebarea ce facem: utilizăm mai mult teren, căutăm în altă parte mai mult teren sau ne folosim cât mai bine resursele disponibile?

4-103-000

**Mario Mauro (PPE).** - Signor Presidente, onorevoli colleghi, oltre a ringraziare l'on. Caronna perché ha saputo presentare questo tema non solo per le implicazioni dello scandalo sociale, ma anche per le opportunità potenziali legate alla lotta allo spreco, vorrei rivolgermi al Commissario Tajani nella sua veste di Vicepresidente della Commissione per sottolineare quello che è in chiave strategica per noi il punto fondamentale.

Come può la Commissione contribuire alla lotta allo spreco? Definendo con precisione dove vengono allocati i capitoli di spesa che servono a questa strategia. Perché è rimasto insoluto il problema se questo debba essere incentrato nell'organizzazione della spesa sociale o ritornare alla gestione e all'uso della filiera della DG Agricoltura. Questo rimane un punto chiave perché quella DG che ha la tradizione e le competenze per permettere alla filiera agroalimentare e alle associazioni di cittadini e agli altri *stakeholders*... *(il Presidente ritira la parola all'oratore)*.

4-104-000

**Anna Záborská (PPE).** - V čase krízy a šetrenia nemožno ignorovať, že sa až polovica vyrobených potravín zmení na odpad skôr, než sa dostane k spotrebiteľovi. Chcem poďakovať spravodajcovi, že otvoril túto tému na pôde Parlamentu. Vinu na súčasnom stave nesie aj legislatíva. Povinnosť výrobcov uvádzať minimálnu trvanlivosť a dátum spotreby, spôsobila, že 18 % potravín skončí ako odpad, len preto, že ich ľudia nepovažujú za bezpečné. V niektorých štátoch zákon naumožňuje znížiť cenu výrobku pod nákladovú cenu ani v deň dátumu spotreby. Toto treba zmeniť. Je škoda, že správa nespomína potravinové banky. Tieto neziskové organizácie sa snažia, aby sa plytvanie potravinami nahradilo ich distribúciou tým, ktorí to najviac potrebujú. Vyhadzujeme potraviny do odpadkov a zároveň Európska únia platí potravinovú pomoc. Podporíme radšej potravinové banky.

4-105-000

**Anna Maria Corazza Bildt (PPE).** - Herr talman! Idag slänger vi en fjärdedel av innehållet matkassen vi bär hem i Sverige. Det är oacceptabelt för miljön, moralen och ekonomin. Alla kan göra någonting åt det i sitt kök, i sitt hem och när man köper mat.

Vår roll är att lyfta debatten, öka medvetenhet och sprida rätt information. Kommissionen måste tydliggöra datummärkningen. Bäst-före-datum handlar om kvalitet, inte om säkerhet. Mer märkning skulle förvirra konsumenterna i stället. Lägre temperatur i kylkedjan skulle

också öka hållbarheten. Jag har varit drivande också när det gäller att engagera branschen att i ökad utsträckning ta sin del av ansvaret. De träffar miljoner människor varje dag.

Vi måste gå tillbaka till den bondekultur som innebär att man använder sina sinnen och sitt sunda förnuft, tar tillvara maten och återanvänder rester. I stället är det en plastkultur som vi lever i idag. Jag hoppas att vi tillsammans kan ändra på det. Det är en utmaning.

4-106-000

*Fin del procedimiento de solicitud incidental de uso de la palabra*

(«catch the eye»)

4-107-000

**Antonio Tajani**, *vice-président de la Commission*. – Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les députés, je vois M. Swoboda, qui est assis à sa place. Je veux lui présenter mes meilleurs vœux pour sa nouvelle fonction. Je veux aussi remercier, bien sûr, le rapporteur, M. Caronna, ainsi que les membres de la commission de l'agriculture, de la commission de l'environnement et de la commission du marché intérieur pour ce rapport. Je les remercie également au nom de M. Ciolos, commissaire responsable de la politique agricole, qui est à Dublin pour présenter la politique agricole commune en Irlande.

Compte tenu de ses effets négatifs, en particulier pour l'environnement et la sécurité alimentaire, la question du gaspillage des denrées alimentaires retient à l'évidence de plus en plus l'attention. Dans ce contexte, je tiens également à mentionner la conférence, qui s'est tenue au Parlement européen le 28 octobre 2010. Que pouvons-nous faire au niveau de l'Union? La Commission, qui a déjà adopté plusieurs propositions, est en train d'en élaborer d'autres qui contribueront à s'attaquer au problème du gaspillage des denrées alimentaires à différents niveaux.

J'ai déjà mentionné la réforme de la PAC, qui porte essentiellement sur le stade de la production et de la transformation de la chaîne agroalimentaire. Les mesures en vigueur, qui contribueront à renforcer la durabilité du secteur agricole, par exemple, les programmes agro-environnementaux, seront maintenues. D'autres seront mises en place pour répondre aux autres recommandations contenues dans le rapport, telles que la possibilité d'inclure dans les programmes de développement rural des sous-programmes thématiques pour soutenir les petites exploitations agricoles et favoriser la création de filières d'approvisionnement courtes. C'est la question des kilomètres alimentaires.

La Commission développe aussi actuellement un partenariat européen pour l'innovation sur la productivité et le développement durable de l'agriculture, dont l'objectif est de promouvoir une agriculture durable qui permette d'obtenir davantage de résultats avec moins de ressources. Les forums à haut niveau sur l'amélioration du fonctionnement de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, dont nous avons déjà discuté ce matin, travaillent également sur les questions de l'optimisation de l'emballage alimentaire et de la limitation maximale des déchets alimentaires.

La Commission utilise des plates-formes telles que le forum européen du commerce de détail sur la durabilité, la table ronde européenne pour une production et une consommation alimentaires durables et un réseau informel d'États membres pour s'attaquer à la question de la viabilité environnementale.

En outre, le 20 septembre, la Commission a défini une feuille de route pour une Europe efficace dans l'utilisation des ressources, qui vise à transformer l'économie européenne en un système durable d'ici à 2050. Il en ressort que les denrées alimentaires constituent l'un des secteurs clés susceptibles de contribuer à la réalisation de nos objectifs en matière d'utilisation efficace des ressources. La feuille de route fixe ainsi l'objectif ambitieux de réduire de moitié le gaspillage d'aliments encore propres à la consommation dans l'Union européenne d'ici à 2020, et de parvenir à une diminution de 20 % des ressources dans la chaîne agroalimentaire pour la même date. Cette question figure dans les recommandations du rapport. La feuille de route appelle, également, à l'élaboration, en 2013, d'une communication sur l'alimentation durable pour faire progresser ce dossier complexe d'une manière cohérente et concrète. Elle préconise également l'élaboration d'une méthodologie, basée sur des critères de durabilité, pour les principales denrées alimentaires, d'ici à 2014.

Dans la recommandation 35 de votre rapport, vous demandez à la Commission et au Conseil de proclamer 2013 "Année européenne de lutte contre le gaspillage alimentaire". Mon collègue, le commissaire Dalli, a examiné cette possibilité avec votre rapporteur, car tout le monde s'accorde généralement à dire qu'il faut faire quelque chose pour lutter contre le gaspillage des denrées alimentaires dans l'ensemble de la chaîne agroalimentaire. La date de 2013 est toutefois prématurée, tout d'abord parce que la Commission a proposé, en août dernier, de désigner l'année 2013 "Année européenne des citoyens", et ensuite, parce qu'il faut environ deux ans pour préparer pleinement tous les aspects d'une année européenne.

Si, comme je l'ai compris au cours de ce débat, on parle de 2014, cela pourrait être possible. Je vais transmettre le message aux collègues Ciolos et Dalli parce que je pense qu'on peut travailler de concert vers cet objectif.

Un grand merci à vous tous, ainsi qu'au Président, pour ce débat très intéressant et très important pour nous tous.

4-108-000

**El Presidente.** – Con esto se cierra este punto.

La votación tendrá lugar hoy, a las 12.00 horas.

### ***Declaraciones por escrito (artículo 149 del Reglamento)***

4-108-500

**Louis Grech (S&D),** *in writing.* – This report identifies the negative impact that food wastage has on the general population and in particular on people living near or below the poverty line. Food wastage occurs at each of the different stages of the food chain – most notably at the final stages of distribution and consumption. A change in practice, management and conduct at the various stages could both make industry more responsible and citizens more aware of this significant problem. We need a long-term action plan which will improve the entire supply chain and will focus on the ethical, economic, environmental, social, nutritional and health implications of food wastage in Europe and worldwide. Action needs to be taken at both national and European level to develop policies which will reduce waste while also improving food-production practices in developing countries. The EU needs to address this salient issue in a spirit of cooperation, coordination and through the exchange of policy expertise to enable Europe to use food sustainably – from the moment of production to that of consumption.



4-091-250

**Anneli Jäätteenmäki (ALDE)**, *kirjallinen*. – Arvoisa puhemies, tuntuu uskomattomalta, että Euroopassa jopa 50 prosenttia ruoasta päättyy hukkaan. Samaan aikaan yli miljardi ihmistä kärsii maailmalla nälästä. Kuluttajilla on oltava mahdollisuus ostaa ruokaa pienissä pakkauksissa. On myös suosittava lähiruokaa, jolloin ruoka ei pilaannu jo matkalla kauppaan. Lähiruoasta hyöttyy sekä kuluttaja että tuottaja. Lähiruoka on tuoretta, turvallista ja kotimaista. Se myös tukee paikallisen seudun elinvoimaisuutta. Suosikaamme lähiruokaa.

4-109-000

**Jaromír Kohlíček (GUE/NGL)**, *písemně*. – Plýtvání potravinami, špatný zdravotní stav populace, nevyužívání duševního potenciálu, to jsou jenom některé z projevů krize dnešního světa. Pokud jde o potraviny, potom v současné době je lidstvo schopné vyrobit dostatečné množství potravin netradičními způsoby počínaje hydroponií a konče metodami, které tradiční živočišnou a rostlinnou výrobu vůbec nepřipomínají. Na druhé straně je na světě několik miliard lidí, kteří se žijí podobně jako desítky minulých generací jejich předchůdci primitivním zemědělstvím, a řada z nich pravidelně žije na pokraji hladu. Tento svět plný neracionálních postupů, které s sebou nese převaha neolibérálních hospodářských schémat prosazovaných nejsilnějšími státy světa, má zároveň velký problém s údržbou a zlepšováním stavu venkovské krajiny. Likvidace přebytků potravin na jedné straně, snaha po alespoň nepatrných společensky žádoucích krocích, jako jsou programy konzumace ovoce a mléčných výrobků ve školách, a na druhé straně možnost využití – i když nepříliš racionálního – některých druhů rostlin pro výrobu energetických surovin ukazuje, že ani tak vyspělé společnosti, jako je Evropská unie, nemá v současné době recept na řešení této závažné otázky. Snad pouze radikální systémová změna hospodářského systému v rozhodující části světa by přinesla skutečné řešení. Protože tento požadavek je nereálný, podporujeme alespoň vyhlášení roku 2013 Evropským rokem boje proti plýtvání potravinami.

4-110-000

**Vladimír Maňka (S&D)**, *písomne*. – Svetová populácia rastie, zdroje sú obmedzené a najchudobnejšie skupiny majú nedostatočný prístup k potravinám. Na druhej strane všade vo svete dochádza k vyradovaniu plne použiteľných potravín: od strát pri zbere a skladovaní, cez dopravu v nie príliš bezpečných podmienkach a chyby pri balení, až po zlé návyky spotrebiteľov pri nákupe a využívaní potravinárskych výrobkov.

Za posledných 40 rokov sa plytvanie potravinami vo svete zvýšilo o 50 %.

Výroba potravín, ktoré neskonzumuje, predstavuje vysoké náklady na energiu a prírodné zdroje (najmä vodné), emisie skleníkových plynov. Približne 89 miliónov ton potravín vyhodnených v Európe vyprodukuje ročne 170 miliónov ton CO<sub>2</sub>. Okrem škôd na životnom prostredí, zapríčinených výrobou potravín, je potrebné vziať do úvahy náklady na spracovanie a likvidáciu odpadov.

Boj proti plytvaniu potravinami sa musí stať prioritou v rámci európskeho politického programu. Komisia, Rada a členské štáty musia prijať konkrétne opatrenia zamerané na obmedzenie plytvania potravinami na polovicu do roku 2025.

Musíme občanov informovať nielen o príčinách a dôsledkoch plytvania, ale aj o spôsoboch, ako ho obmedziť.

4-111-000

**Tiziano Motti (PPE)**, *per iscritto*. – Signor Presidente, uno studio commissionato dalla FAO rivela che 1,3 miliardi di tonnellate di cibo per il consumo umano vanno sprecati ogni anno.

Lo studio inoltre evidenzia che i paesi industrializzati e quelli in via di sviluppo dissipano all'incirca la stessa quantità di cibo – rispettivamente 670 e 630 milioni di tonnellate. Ogni anno i consumatori dei paesi più ricchi sprecano quasi la stessa quantità di cibo (222 milioni di tonnellate) dell'intera produzione alimentare netta dell'Africa sub-sahariana (230 milioni di tonnellate). Frutta e verdura sono gli alimenti che vengono sprecati maggiormente.

L'ammontare di cibo che va perduto o sprecato ogni anno è equivalente a più di metà dell'intera produzione annuale mondiale di cereali (2,3 miliardi di tonnellate nel 2009/2010). Informazioni nelle scuole ed iniziative politiche potrebbero essere un punto di partenza per cambiare questo comportamento favorendo persino, insieme ad altre politiche, anche la lotta alle malattie metaboliche su base alimentare.

Serve una presa di coscienza collettiva che riesca ad indebolire il valore commerciale dell'apparenza e della quantità del cibo, adattandola maggiormente ai bisogni reali di ciascun consumatore. È una sfida difficile, ma l'Unione europea può farcela come è riuscita in passato con politiche di impatto sociale molto forte, quali l'interdizione del fumo negli ambienti pubblici.

4-112-000

**Sirpa Pietikäinen (PPE)**, *kirjallinen*. – Olen ilahtunut siitä, että me EU:ssa olemme vihdoin kiinnittämässä entistä enemmän huomiota erääseen keskeiseen ruokapolitiittiseen kysymykseen, eli ruuan haaskaukseen. Esillä oleva mietintö tiivistää hyvin keskeisimmät ruuan haaskaamiseen liittyvät ongelmat. Kyse ei ole vain eettisestä haasteesta, vaan ruuan haaskauksella on selvät linkit niin maataloussektorin uudistamiseen, sosiaaliseen oikeudenmukaisuuteen kuin nälkäkysymykseen. On meille kaikille itsestään selvää, että on täysin mieletön tilanne, että ruuasta 30-50 prosenttia, arviosta riippuen, päättyy jätteeksi. Ja vielä useimmiten jätteeksi, jota ei hyödynnetä millään lailla.

Nyt käsittelyssä olevan mietinnön esitys siitä, että puolitamme ruuan haaskaamisen vuoteen 2025 mennessä, on erinomaisen tärkeä ja annan sille täyden tukeni. Mutta samalla kun pohdimme tapoja vähentää haaskausta niin tuotannon eri vaiheissa, kuin kuluttajan toimesta, meidän tulee pitää mielessä suurempi kuva. Maatalouspolitiikka on ruokapolitiikkaa. Toivonkin, että tämän raportin hyväksymisen myötä pääsemme yhdessä miettimään tapoja ja seurantamekanismeja, joilla arvioimme kokonaisvaltaisesti sitä, millaista ruokapolitiikkaa edistämme. Ruuan haaskaamisen vähentäminen on keskeinen osa tätä tehtävää. Mietinnön esittämä ”ruuan haaskaamisen vastainen eurooppalainen vuosi 2013” tarjoaisi meille hyvän mahdollisuuden tarttua kestävämpään ruokapolitiikkaan.

4-113-000

**Pavel Poc (S&D)**, *písemně*. – Podle Stockholmského mezinárodního vodohospodářského institutu (SIWI) se až polovina světové sklizně ztrácí „mezi polem a vidličkou“. Za klíčové pro ukončení tohoto plýtvání považuji stanovení konkrétních cílů a povinný sběr potravinového odpadu v domácnostech a pohostinských zařízeních. K tomu bude zapotřebí získat dostatek dat o množství odpadu vyprodukovaného v jednotlivých členských státech, aby bylo následně možné zajistit účinné statistické srovnání. Komise nesmí otálet s novým

legislativním návrhem a musí zahájit sběr potřebných dat co nejrychleji. Až 50 % jedlých a nezávadných potravin je v evropských domácnostech, supermarketech a restauracích každý rok vyhazováno, zatímco 79 milionů občanů EU žije pod hranicí chudoby a 16 milionů je závislých na potravinové pomoci z dobročinných institucí. Podle studie zveřejněné Komisí se plýtvání potravinami do roku 2020 zvýší o 40 %, pokud nebudou přijaty účinné kroky. To, že se více než jedna třetina toho, co vypěstujeme, nakonec nespotřebuje, není problém jen z etického hlediska, ale také z hlediska poškozování životního prostředí. Každá tuna potravinového odpadu představuje ekvivalent 4,5 tuny CO<sub>2</sub>, zbytečnou spotřebu vody, energie i zbytečné využití zemědělské půdy. Pokud bychom vysadili stromy všude tam, kde se v současnosti pěstují plodiny, které nebudou nikdy spotřebovány, teoreticky bychom pohltili 100 % emisí skleníkových plynů ze spalování fosilních paliv.

4-113-500

**Daciana Octavia Sârbu (S&D)**, *în scris*. – As dori sa salut raportul domnului Caronna , într-un context în care se discuta tot mai ardent despre securitatea alimentara si agricultura sustenabila. La nivel mondial se produc suficiente alimente pentru a satisface nevoia de hrana, însa problema este repartizarea inegala si risipirea lor. In timp ce în Africa se moare de foame, conform unui studiu FAO în Europa, cetățenii europeni si nord-americani risipesc în fiecare an între 95 si 115% kg de mâncare pe cap de locuitor. Pe aceasta cale, solicit Comisiei sa promoveze campanii de sensibilizare a publicului în legătura cu risipade alimente si sa indemne atat agricultorii cat si agentii economici sa ia masuri impotriva risipei de produsele agricole atât pe câmp cat si în lanțul alimentar.

4-114-000

**Valdemar Tomaševski (ECR)**, *na písmie*. – Panie Przewodniczący! Marnotrawienie żywności osiągnęło tak wysoki poziom, że można je uznać za problem globalny. Od lat siedemdziesiątych XX wieku wzrosło ono na świecie aż o ponad pięćdziesiąt procent. Żywność jest marnowana wszędzie – już na polach podczas zbiorów, w przemyśle przetwórczym i, co najistotniejsze, przede wszystkim w domach konsumentów. W tej niechlubnej rywalizacji niezaprzeczalny prym wiodą Europa i Ameryka Północna. Mieszkańcy obu tych kontynentów marnują do 115 kg żywności rocznie na osobę. W samej Unii Europejskiej ten wskaźnik jest jeszcze wyższy – według danych Komisji Europejskiej statystyczny Europejczyk wyrzuca 179 kg żywności, co daje około 89 milionów ton nieodwracalnie zmarnowanej żywności rocznie.

To nie nadprodukcja żywności, jak się powszechnie uważa, jest głównym sprawcą marnotrawienia żywności, a w dalszej konsekwencji głodu, lecz nieodpowiednie zarządzanie zapasami oraz błędne strategie marketingowe nastawione wyłącznie na maksymalizację zysków. Wydaje się jednak, że największy wpływ na przyrost odpadów ma umieszczanie na etykietach jednej tylko daty przydatności „należy spożyć przed”. Należałoby zachęcać producentów do umieszczania dwóch informacji, dodając jeszcze jedną: „spożyć do”. Określenie „spożyć przed” odnosi się do jakości produktu, podczas gdy określenie „spożyć do” odnosi się do jego bezpieczeństwa. Pomoże to konsumentom dokonywać świadomych wyborów, a co najistotniejsze zapobiegnie wyrzucaniu do kosza żywności wciąż nadającej się do spożycia.

4-114-500

**Dominique Vlasto (PPE)**, *par écrit*. – Monsieur le Président, le gaspillage alimentaire s'aggrave d'année en année, alors que les matières premières se raréfient et que la malnutrition s'étend en Europe. 89 millions de tonnes de nourriture sont jetées chaque année (soit 179 kg/an/personne), dont la majeure partie est pourtant saine et comestible. Il me semble nécessaire de rechercher les causes du gaspillage afin de réduire ce phénomène. Il faut à mon sens sensibiliser l'opinion publique à l'aide de campagnes au niveau européen et national et, plus précisément, faire des efforts pédagogiques dans les établissements scolaires. Une double date de péremption, distinguant date limite de vente et date limite de consommation, permettrait par exemple d'éviter la perte de produits alimentaires. L'arrivée de cette double étiquette dans le commerce doit néanmoins être accompagnée d'une information des clients, qui doivent connaître sa signification. L'Union européenne doit donc selon moi favoriser un élan de solidarité des services de restauration et de la grande distribution afin qu'ils redistribuent gratuitement les invendus encore consommables aux banques alimentaires ou aux personnes les plus démunies. Si nous ne réagissons pas d'urgence à cette situation, les citoyens européens ne le comprendraient pas!

4-115-000

*(La sesión, suspendida a las 11.55 horas, se reanuda a las 12.00 horas)*

4-116-000

## PRESIDENZA DELL'ON. GIANNI PITTELLA

*Vicepresidente*

### 6. Varie

4-118-000

**Presidente.** – Buongiorno colleghe e colleghi, ha chiesto la parola l'on. Rübzig per una mozione d'ordine. Prego on. Rübzig.

4-119-000

**Paul Rübzig (PPE).** - Herr Präsident! Ich möchte als Vorsitzender des STOA-Ausschusses des Europäischen Parlaments Mister Steve Tolan – er ist der Programmdirektor des „Chipembele Wildlife Education Trust“ in Sambia – gratulieren zum Erhalt des Sustainable Energy Preises vom STOA-Ausschuss des Europäischen Parlaments. Er ist hier auf der Tribüne und ich würde darum bitten, dass wir ihm applaudieren.

4-120-000

**Presidente.** – Grazie on. Rübzig, naturalmente noi ci associamo, la Presidenza si associa all'applauso che è stato dato da tutta l'Aula. Do ora la parola all'on. Morganti.

4-121-000

**Claudio Morganti (EFD).** - Signor Presidente vorrei che facesse osservare un minuto di silenzio in memoria delle vittime dell'incidente occorso alla nave da crociera Concordia nei pressi dell'Isola del Giglio in Toscana. Ad oggi sono undici le vittime accertate di diversa nazionalità, ma il problema è che sono ventinove ancora i dispersi e quindi il bilancio potrebbe essere ancora più grave.

4-122-000

**Presidente.** – On. Morganti, la Presidenza e tutti i colleghi si associano ai suoi sentimenti di profondo dolore e anche di sconcerto per quanto è avvenuto e propongo di osservare un minuto di silenzio.

*(L'Assemblea, in piedi, osserva un minuto di silenzio)*

4-123-000

**Pat the Cope Gallagher (ALDE).** - Mr President, I tried to draw the attention of the President on Monday, and your attention now, to sending a vote of sympathy to the Irish Fishermen's Organisation who lost five fishermen when their boat *Tit Bonhomme* foundered off the coast of Cork last weekend. Miraculously, there was one survivor, but unfortunately five perished, so perhaps you, and the Members, would associate a vote of sympathy on this with the previous one.

4-124-000

**Presidente.** – Sicuramente onorevole collega, ha fatto bene a fare questa sottolineatura, ci associamo.

## **7. Approvazione del processo verbale della seduta precedente: vedasi processo verbale**

## **8. Lotta contro la proliferazione di alghe (dichiarazione scritta)**

4-127-000

**Presidente.** – La dichiarazione scritta n. 0041/2011 presentata dai deputati Alain Cadec e altri sulla lotta contro la proliferazione di alghe ha raccolto le firme di più della maggioranza dei membri che compongono il Parlamento e quindi sarà trasmessa a norma dell'articolo 123 ai suoi destinatari e pubblicata nei testi approvati della presente seduta con l'indicazione dei nomi dei firmatari.

4-128-000

**Alain Cadec (PPE).** - Monsieur le Président, mes chers collègues, je ne doute pas que la Commission tiendra compte de cette déclaration écrite et permettra ainsi une prise en compte communautaire de ce grave problème qui touche notre littoral européen. Nous devons élaborer un plan d'action européen contre les proliférations des algues parasites grâce à la coopération entre les États membres.

Merci à tous les signataires qui m'ont supporté, à ceux, en tous les cas, qui ont supporté l'insistance que j'ai montrée devant l'hémicycle depuis quatre sessions, ici à Strasbourg, où nous sommes si bien, mes chers collègues. En tout état de cause, je remercie particulièrement les collègues qui m'ont accompagné dans cette démarche, M. Olejniczak, pour les socialistes et démocrates, M. Tremopoulos, pour le groupe des Verts et M. Zanoni, pour les libéraux. Merci à tous, mes chers collègues.

*(Applaudissements)*

## **9. Istituzione del Patto delle isole in quanto iniziativa ufficiale europea (dichiarazione scritta)**

4-130-000

**Presidente.** – La dichiarazione scritta n. 0037/2011 presentata dai deputati Danellis e altri sull'istituzione del Patto delle isole in quanto iniziativa ufficiale europea ha raccolto le firme di più della maggioranza dei membri che compongono il Parlamento e quindi sarà trasmessa a norma dell'articolo 123 ai suoi destinatari e pubblicata nei testi approvati della presente seduta con l'indicazione dei nomi dei firmatari.

4-131-000

**Σπύρος Δανέλλης (S&D).** - Αγαπητοί συνάδελφοι, είναι αισιόδοξο να εκφράζουμε την κοινή μας βούληση για ενίσχυση της συνοχής, την έμπρακτη στήριξη στη νησιωτικότητα, καθώς και την προώθηση της βιώσιμης, περιβαλλοντικά κοινωνικά και οικονομικά, ανάπτυξης. Θέλω να ευχαριστήσω από καρδιάς τους καλούς συναδέλφους, Maria Da Graça Carvalho, Giommara Uggias, Κυριάκο Μαυρονικόλα, Alyn Smith, και όλους εσάς που συνυπογράψατε τη δήλωσή μας, καθώς επίσης τους συνεργάτες μας, την Inge και τον Alessandro.

4-132-000

**Presidente.** – Complimenti anche a voi e adesso procediamo alle votazioni.

## **10. Turno di votazioni**

4-134-000

**Presidente.** – L'ordine del giorno reca il turno di votazioni.

*(Per i risultati dettagliati della votazione: vedasi processo verbale)*

**10.1. Codice comunitario dei visti (A7-0441/2011 - Louis Michel) (votazione)**

**10.2. Accordo UE-Georgia sulla protezione delle indicazioni geografiche dei prodotti agricoli e alimentari (A7-0450/2011 - Vital Moreira) (votazione)**

**10.3. Adesione dell'Unione al regolamento n. 29 della Commissione economica per l'Europa delle Nazioni Unite (A7-0005/2012 - Vital Moreira) (votazione)**

**10.4. Sicurezza dei pedoni e sorgenti luminose a diodi fotoemettitori (LED) (A7-0004/2012 - Vital Moreira) (votazione)**

**10.5. Accordo UE-Indonesia su alcuni aspetti relativi ai servizi aerei (A7-0448/2011 - Brian Simpson) (votazione)**

**10.6. Memorandum di cooperazione tra l'Unione europea e l'Organizzazione internazionale dell'aviazione civile (A7-0391/2011 - Brian Simpson) (votazione)**

**10.7. Nomine nelle commissioni parlamentari (votazione)**

**10.8. Rifiuti di attrezzature elettriche ed elettroniche (A7-0334/2011 - Karl-Heinz Florenz) (votazione)**

**10.9. Immissione sul mercato e uso dei biocidi (A7-0336/2011 - Christa Kläß)**  
(votazione)

**10.10. Filiera di approvvigionamento dei prodotti agricoli (A7-0421/2011 - José Bové) (votazione)**

4-145-000

- *Dopo la votazione*

4-146-000

**José Bové, rapporteur.** – Après l'adoption de ce texte, je pense qu'il est important de souligner qu'un travail collectif a été mené par toute la commission de l'agriculture et du développement rural, et que, grâce à ce travail collectif, nous allons pouvoir accentuer encore un peu la pression sur la Commission et le Conseil pour que, enfin, en Europe, les agriculteurs soient pris en compte, que cela soit au niveau de leurs charges ou au niveau de leurs revenus.

Je veux donc remercier cette Assemblée pour cela et remercier aussi mes collègues qui m'ont permis de faire ce rapport et notamment M. Lorensen.

**10.11. Squilibri nella filiera alimentare (B7-0006/2012) (votazione)**

4-148-000

- *Dopo la votazione*

4-149-000

**Anna Maria Corazza Bildt (PPE).** - Mr President, with regard to this joint resolution on imbalances in the food supply chain, I would like to invite our colleagues from the AGRI Committee to work better in the future with others in this House, in particular with the members of the Internal Market and Consumer Protection Committee, because we share the same concerns. Rather than working in bureaucratic ways, we would like to join forces: it would help us to be more credible in the eyes of the outside world and to have more impact.

Thank you for your understanding and cooperation.

**10.12. Strategia spaziale dell'Unione europea (A7-0431/2011 - Aldo Patriciello)**  
(votazione)

**10.13. Evitare lo spreco di alimenti (A7-0430/2011 - Salvatore Caronna) (votazione)**

4-152-000

**Presidente.** – L'ordine del giorno reca le dichiarazioni di voto sulle conclusioni del Consiglio europeo.

**11. Dichiarazioni di voto**

4-154-000

**Dichiarazioni di voto orali**

4-155-000

### **Proposta di risoluzione B7-0003/2012**

4-156-000

**Daniel Hannan (ECR).** - Mr President, I have often felt that this Chamber is out of touch with reality, but observing its reaction to the recent downgrades I began to feel that lack of touch was toppling into clinical neurosis.

We have seen the downgrading not only of our sovereign countries that make up the eurozone, but of the fund that is supposed to pay for all the bail-outs – and the reaction in this Chamber, as in the palaces and chanceries of Europe, is to try to turn off the volume, to stick fingers in ears, and to pretend that if the ratings agencies do not report what is happening then there is not really a problem. We had Mr Brok claiming, in an interview in *Die Welt*, that it was all a wicked Anglo-Saxon plot against the euro, that the ratings agencies are not interested in making money, and that they are trying to drive the euro to destruction.

My friends, there is no alternative to tackling the underlying problem. You cannot improve the weather by turning down the weather forecast. As my countryman Louis MacNeice put it, 'The glass is falling hour by hour, the glass will fall for ever, / But if you break the bloody glass you can't hold up the weather.'

4-157-000

**Ashley Fox (ECR).** - Mr President, in relation to the conclusions of the Council last month, I just wish to make the point that we in this Chamber delude ourselves if we think that we are the only democratic voice in Europe. We talk a great deal about the Community Method, but in fact we have to understand that this intergovernmental Treaty is signed by 26 democratic governments accountable to their peoples. My government chose not to participate. We do not think it is good for Britain, nor for the eurozone, but we wish the eurozone well as it tries to sort out its problems.

I have to say that the inclusion in our resolution of a reference to the financial transaction tax was entirely inappropriate. This is displacement activity. We should be talking about making Europe more competitive, not about adopting more taxes which actually harm growth within the European Union.

4-158-000

**Lena Kolarska-Bobińska (PPE).** - W uzasadnieniu głosowania chciałam powiedzieć, że niedawno przez wiele lat dyskutowaliśmy nad traktatem lizbońskim. Bardzo długo też przyjmowaliśmy go w różnych referendach. Tymczasem teraz zamiast wdrażać postanowienia traktatu lizbońskiego dzięki postanowieniom pewnych rządów, a głównie Francji i Niemiec, zaczynamy się wycofywać z wielu ustaleń traktatu lizbońskiego. W okresie kryzysu Unia cofa się więc o parę kilometrów i parę lat do tyłu. Jest to bardzo niedobre, ponieważ zamiast umacniać polityki wspólnotowe, instytucje wspólnotowe, zamiast współdziałać, zaczynamy rozmontowywać powoli ład polizboński. Musimy się temu zdecydowanie przeciwstawić.



4-159-000

**Kay Swinburne (ECR).** - Mr President, in voting against the resolution concerning the intergovernmental agreement I am not voting against its content, I am voting against this Parliament taking a position on the agreement at all. This is not an EU Treaty and should therefore not be treated as one in this House.

The crisis in the eurozone is continuing and it seems that most of the solutions that have been put forward so far via complicated regulations and ever more complex financial structures have not calmed the markets. An intergovernmental agreement could be faster to agree and simpler for the markets to understand if it were necessary, but as the most important aspects of this treaty are already included in a six-pack on economic governance I do not see any value in Parliament wasting its time on this rehashed agreement.

If it takes an intergovernmental treaty for Member States to live up to these commitments already in secondary EU legislation, then why are we wasting time legislating in this House? If Member States do not trust each other to deliver on agreed legislation, how can investors begin to trust them?

4-160-000

**Anneli Jäätteenmäki (ALDE).** - Arvoisa puhemies, pelkään pahoin, että EU on jälleen luomassa sääntöjä, joita kellään ei ole edes tarkoitus noudattaa. Tämä on samanlainen sääntö kuin se, kun päätettiin, että Eurooppa on maailman kilpailukykyisin alue vuonna 2010. En usko, että jäsenvaltiot tulevat saavuttamaan 0,5 prosentin alijäämätavoitetta. Tässä vaiheessa minun mielestäni olisi ollut tärkeintä, että olisi luotu ohjelma, miten tämä saavutetaan, ja sen lisäksi olisi täytynyt keskittyä kasvuun ja työllisyyden ylläpitoon. EU ei ole kiinnittänyt huomiota siihen, miten veroparatiisit lakkautetaan. Miten jäsenvaltioissa kerättäisiin veroja? Nyt kaivattaisiin tällaisia todellisia toimia.

4-161-000

**Sirpa Pietikäinen (PPE).** - Arvoisa puhemies, pidän tätä parlamentin kannanottoa erinomaisen tärkeänä. Sen takia, että Euroopan unionin keskeisiin periaatteisiin kuuluu se, että lainsäädäntö tehdään, sitä valmistellaan ja toteutetaan normaalissa yhteisömenettelyssä, joka takaa avoimuuden ja demokraattisen prosessin. Jos poliittisista syistä on jouduttu menemään siihen, että jäsenvaltiot periaatteessa etenevät epätahtisesti, on äärimmäisen tärkeää, että saamme toteutuksen normaaliin yhteisölainsäädäntöön. Meillähan on olemassa sekä six-pack että käsittelyssä olevat alijäämiä koskevat lainsäädännöt juuri parlamentissa. Tätä kautta voimme toteuttaa aivan normaalissa lainsäädäntömenettelyssä sen, mitä jäsenvaltiot haluavat.

4-162-000

**Anna Záborská (PPE).** - Nemohla som hlasovať za spoločné uznesenie k záverom posledného zasadnutia Európskej rady. Nesúhlasím s tým, aby tento Parlament odopieral členským štátom právo dohodnúť sa medzi sebou ako rovnocenní partneri na riešení naliehavých ekonomických otázok. Ak má Európa úspešne zvládnuť krízu, musia členské štáty opäť získať dôveru finančných trhov. Jedinou správnou cestou k tejto dôvere je prevzatie zodpovednosti. Hľadanie ďalších spôsobov, ako si požičať peniaze na neefektívne štátne a európske projekty, je typ uvažovania, ktorý nás do krízy priviedol. Je to cesta k novým verejným dlhom, cesta do pekla. Preto nemôžem podporiť uznesenie, ktoré

presadzuje ustanovenie projektových dlhopisov, zavedenie dane z fiškálnych transakcií a stabilizačné dlhopisy.

4-163-000

### **Raccomandazione per la seconda lettura: Karl-Heinz Florenz (A7-0334/2011)**

4-164-000

**Daniel Hannan (ECR).** - Mr President, I have been struck by the tone of a lot of the remarks in this Chamber since the recent summit to the effect that Britain is now disengaged from Europe, that we should simply go our own way, return to the sea and so on. They are often delivered in a rather disparaging tone, but I take them as a constructive basis for negotiation.

It seems that if we are not going to be part of this new Treaty on Fiscal Union, this new FU Treaty, then it is logical that this should become the main forum for further integration. It should be, for example, the forum in which any tax harmonisation happens. It should indeed be not only the unit of economic governance, but of wider political amalgamation.

This would leave Britain in, if you like, an outward shell of the EU which would have been drained of its substance, as the weasel was said to suck the contents out of an egg while leaving the shell untouched. It would still be called the European Union, but it would in practice have subsided into a free trade area bolstered by a little bit of intergovernmental cooperation. Would that not keep all sides happy? It would certainly please my constituents, and I put it to you, colleagues, that you would lose a bad and grudging tenant, but gain a good and friendly neighbour.

4-165-000

**Charles Tannock (ECR).** - Mr President, I voted in favour of the Florenz report. The past twenty years or so has seen an increasingly widespread ownership and proliferation of personal household and electrical equipment by our citizens, and technology continues to develop at a rapid rate to satisfy increasing demands for cutting-edge products. As a result, electrical hardware often becomes obsolete after a comparatively short shelf-life and needs discarding.

This report makes out that only a third of such hardware is disposed of in the prescribed manner and recycled. This disposal figure needs to increase and Parliament must continue to support the Commission's 2020 target of 65%, with an interim target of 45%. I particularly welcome the proposal for retailers to provide collection points for redundant small portable equipment – objects such as our mobile phones. The effect of the poisonous pollutants emanating from the avoidable, incorrect disposal of electronic goods does not respect national boundaries. We owe it to our citizens to have a clean environment throughout the whole of the European Union.

4-166-000

**Sirpa Pietikäinen (PPE).** - Arvoisa puhemies, kannatan lämpimästi tätä lainsäädäntöä, jolla käytännön keinoilla päästään niihin tavoitteisiin, joihin komissio ja koko Euroopan unioni tähtää resurssitehokkuustiekartalla ja raaka-ainestrategiallaan. Meillä on samanaikaisesti huutava pula keskeisistä raaka-aineista, erityisesti arvokkaista metalleista ja yleisesti globaalisti resursseista. Tarvitsemme niitä käytännön työkaluja, kuten elektroniikkajätteen kierrätys, joilla saamme nämä strategiat käytännössä toimimaan.

4-167-000

**Elena Băsescu (PPE).** - Am votat în favoarea acestui raport deoarece apreciez că amendarea directivei va aduce modificările oportune. Am în vedere, în special clarificările privind metodologia de colectare, precum și categoriile de echipamente electrice și electronice. Un alt element pozitiv este accentul pus pe recuperarea materiilor prime strategice, alături de acțiunile de valorificare, reciclare și reutilizare.

Doresc să subliniez importanța măsurilor de sensibilizare și informare publică. Se asigură astfel reușita programelor de gestionare a deșeurilor. Totodată, încurajez Comisia să promoveze schimbul de bune practici în domeniu. De exemplu, autoritățile române au creat un site care oferă toate informațiile despre colectarea și reciclarea echipamentelor electrice și electronice. De asemenea, în 2007 a fost lansată campania națională „Marea debarasare”. Derulată anual, ea a permis strângerea câtorva mii de tone de deșeuri.

4-168-000

**Alajos Mészáros (PPE).** - Az Európai Unió egyik leggyorsabban növekvő hulladékai közé az elhasznált elektromos berendezések tartoznak. Mindent el kell követnünk a szakszerű újrahasznosításuk érdekében, hogy mérsékelni tudjuk a nyersanyagok elvesztését. A környezeti és egészségügyi károk megelőzése érdekében törekednünk kell a megfelelő begyűjtés biztosítására. Hatásvizsgálatokból kiderül, hogy az efféle hulladékok 85%-át már ugyan összegyűjtik az Unió tagországain belül, de csupán ezek 33%-a kerül megfelelő feldolgozásra. A begyűjtésben és a kezelésben részt vevő összes szereplőnek az irányelvnek megfelelő magatartást kell tanúsítania a már meglévő és bevált rendszerek megőrzésével.

Eddigi tapasztalataink sajnos azt mutatták, hogy a jelenlegi irányelvet a tagállamok nem egyféleképpen értelmezik. Törekednünk kell arra, hogy az újonnan csatlakozott országok is felzárkózva tudják követni az irányelvben foglaltakat. Ebbe beletartozik a hulladékok szelektíven történő gyűjtése is. A nagymértékű EU-n kívülre irányuló illegális szállítást is mérsékelni tudnánk a szelektív gyűjtésnek köszönhetően. Úgy gondolom, hogy a begyűjtés és a kezelés során keletkező költségeket be kell építeni a termék árába, hogy az ösztönzőleg hasson a költségek csökkentésére. Én is támogattam a javaslatot.

4-169-000

**Kay Swinburne (ECR).** - Mr President, this report on waste electrical and electronic equipment seems to strike the right balance in terms of what should be decided at EU level and what should be left to Member States. For Wales, a key element will be the way in which the collection target will be calculated – the current method being kept until the end of 2013, after which there will be an interim target and then an ambitious target of 65% of electrical and electronic equipment (EEE) placed on the market from 2020.

Member States such as my own will now have the choice of opting for a more ambitious 85% target should they wish to do so. Conversely, I welcome the proposal that the Commission will assist those Member States who are struggling to meet the targets, with transitional adjustments. While it is important to increase the amount of EEE being recycled and to reduce the waste, it is equally important that the approach should not be too prescriptive but should give Member States the flexibility to choose the most appropriate and achievable target for them. Delivering a positive result will now be up to the Member States: it will be up to them to demonstrate commitment turned into reality.

4-170-000

**Seán Kelly (PPE).** - A Uachtaráin, ar dtús ba mhaith liom comhghairdeas a dhéanamh le mo chomhghleacaí Karl-Heinz Florenz as ucht an dea-obair atá déanta aige, ní amháin sa tuarascáil seo ach ina lán tuarascálacha eile. I ndáiríre tá gaisce déanta aige.

Mr Florenz, who has now departed – thankfully not this life but the Chamber – has done good work and it has been recognised by all the speakers in the House.

This is certainly a huge area for us. As more and more electrical and electronic equipment comes onto the market, it is important that it be disposed of properly and also recycled, and particularly important to end some terrible practices such as exporting waste electrical and electronic equipment to third countries. By abiding by the proposals here, we can help to improve the environment, we can secure secondary raw materials and we can help to improve the health of our citizens. This is another instance of ‘win-win’ for all Europe’s citizens.

4-172-000

### **Raccomandazione per la seconda lettura: Christa Kläß (A7-0336/2011)**

4-173-000

**Charles Tannock (ECR).** - Mr President, I voted in favour of the Kläß report concerning the placing on the market and the use of biocidal products. I believe that the package will be a balanced one, and it will see the Biocidal Products Directive repealed, hopefully, and replaced with a better alternative, while still keeping at the forefront its two main aims. In addition, with the retention of the two-step Biocidal Products Directive, the procedure particularly of assessing chemical active ingredients and the approval system that differentiates between the so-called ‘normal’ and ‘problematic’ substances will still remain in force. This is essential for the legislation to be effective.

I believe the labelling requirements introduced by the compromise package for those materials treated with biocides and the simplification of data protection rules to be positive steps. The mandatory data sharing mechanism is also important and has been put forward in the report. This would mean the avoidance of duplication of vertebrate animal studies and the use of more vivisection which, generally speaking, I reject. I feel that the report will make the rules surrounding the products a lot easier to understand and also to enforce throughout the European Union.

4-174-000

**Elena Băsescu (PPE).** - Am votat în favoarea acestui raport deoarece produsele biocide au o gamă largă de utilizare, inclusiv în industria alimentară, cosmetică și textilă. În consecință, este nevoie ca folosirea lor să fie reglementată cu atenție. Sunt necesare proceduri simplificate de autorizare. Totodată, trebuie menținut un grad înalt de protecție în domeniul sănătății.

Consider că sistemul centralizat de autorizare va avea efecte benefice la nivel european. De asemenea, sunt oportune măsurile privind etichetarea completă a produselor tratate cu biocide. Ele vor permite o mai bună informare și protecție a consumatorilor.

Appreciez atenția acordată efectelor cumulative. În prezent nu există o definiție acceptată sau criterii unice de analiză. Din acest punct de vedere, includerea metodologiei de evaluare în ghidurile orientative, prezentate de Comisie, reprezintă un pas înainte.

4-175-000

**Peter Jahr (PPE).** - Herr Präsident! Das Europäische Parlament und die Mitgliedstaaten haben sich heute auf eine Neufassung der EU-Verordnung zu Bioziden verständigt. Ich begrüße es sehr, dass es eine EU-weite Zulassung für Biozidprodukte geben wird, und sich auch nichteuropäische Hersteller um europäische Zulassungen bemühen müssen. Das bedeutet, dass auch ausländische Hersteller sich an die hohen europäischen Standards halten müssen, wenn sie ihre Produkte in Europa verkaufen wollen. Aus Sicht der Landwirtschaft ist es allerdings wichtig, dass nach wie vor Biozide verfügbar sind, die unsere Bauern nützen können.

Hier ist ein guter Kompromiss gelungen, der eine nachhaltige Nutzung von Bioziden ermöglicht und mögliche Risiken bei der Anwendung weiter verringert. Das heißt, auch bei diesem Thema sind wir auf dem Weg und werden uns natürlich nicht das letzte Mal im Europäischen Parlament damit beschäftigt haben.

4-176-000

**Kay Swinburne (ECR).** - Mr President, maintaining the use of existing biocidal products in the absence of viable alternatives is vital for industry, households and our communities at large. This report balances usage requirements whilst upholding a high level of protection for human and animal health and the environment. It is important that the process of assessing the active ingredient and the subsequent authorisation of a biocidal product will be maintained at current standards to ensure the highest level of protection.

Coming from a background of biochemistry, I welcome that there will be a regular review of biocides, with the initial approval or subsequent renewals having a limit of 10 years. However, despite the report initially proposing a ban on all carcinogens, it is important that they will still be permitted to be used in a controlled manner particularly with regard to rodent control pesticides, which are widely used by the farming community in my region in Wales. Safe, regulated use is far preferable to an outright ban. I also support the rules for mutual recognition which will of course provide for a single market in biocides across the whole of the EU.

4-177-000

**Relazione: José Bové (A7-0421/2011)**

4-178-000

**Charles Tannock (ECR).** - Mr President, I voted in favour of the Bové report on the farm input supply chain. Given that farming is such a labour- and machinery-intensive, costly industry, and with ever-growing demand for food, it can sometimes be difficult for farmers to always make a profit and this report recognises this as fact.

The report is particularly good in that it also acknowledges that legislation imposed by the EU can and often does decrease the global competitiveness of the farms it is actually trying to help. One of the key elements of the report is the proposition that greening measures in pillar one should be made optional. These measures, which are part of the Commission's draft legislation on the common agricultural policy post-2013, could pose difficulties to

many of our farmers and place an extra unnecessary burden on the farming industry at a time when we should all be striving to implement measures that have exactly the opposite effect.

4-179-000

**Sirpa Pietikäinen (PPE).** - Arvoisa puhemies, samalla tavalla resurssitehokkuuteen kuin elektroniikkajätteen kierrätykseen kuuluu myöskin kysymys siitä, miten elintarvikkeita hukataan yli puolet tuotetusta määrästä sekä globaalisti että myöskin Euroopan unionin alueella. Kannatan lämpimästi tätä erittäin hyvää mietintöä, joka lähtee siitä, että tarvitsemme toimenpiteitä joka askeleella tuotantoketjussa, lähtien siitä, mitä ja miten tuotetaan. Missä tuotetaan? Miten kuljetetaan? Minkälaista maatalousjärjestelmää tuetaan? Ja miten elintarvikkeketju, ravintolat ja julkiset hankinnat tukevat sitä, että käytämme arvokkaan kaloripääoman ja terveellisen ravinnon mahdollisimman oikeudenmukaisella tavalla hyväksi eri puolilla Eurooppaa ja samalla tuemme biodiversiteettitavoitteita ja vähennämme myöskin ruokatuoannon ilmastovaikutusta.

4-180-000

**Elena Băsescu (PPE).** - Am votat pentru raportul colegului Bové deoarece consider că pe piețele agricole mecanismul prețurilor trebuie să asigure o distribuție echitabilă a profitului. Astăzi, lanțul de aprovizionare se caracterizează prin opacitate și lipsă de comunicare. La acestea se adaugă concentrarea marilor lanțuri de magazine, scumpirea utilităților și scăderea puterii de cumpărare a populației.

Din păcate, cei mai afectați sunt fermierii din zonele periferice, de munte, sau izolate. Din cauza condițiilor naturale dificile ei sunt nevoiți să investească mai mult în transportul și conservarea produselor, păstrând totodată un preț competitiv.

Aș dori să întreb Comisia ce fel de măsuri compensatorii le poate oferi acestor fermieri? De asemenea, ei trebuie să fie informați asupra pachetului pentru regiuni periferice și ultraperiferice, oferit de fondurile structurale.

4-181-000

**Peter Jahr (PPE).** - Herr Präsident! Mit dem heutigen Initiativbericht aus dem Agrarausschuss machen wir auf ein wichtiges Problem in der Landwirtschaft aufmerksam. So sind in den vergangenen Jahren die Betriebs- und Produktionskosten viel schneller gestiegen als die Erzeugerpreise.

Wir brauchen faire Bedingungen zwischen allen Marktteilnehmern. Deshalb haben wir auch eine soziale Marktwirtschaft. Soziale Marktwirtschaft heißt, dass auch die Politik eingreifen muss, wenn diese fairen Marktbedingungen nicht gegeben sind.

Wir haben nun einmal das Problem im Sektor Landwirtschaft, dass wir einerseits viele landwirtschaftliche Betriebe haben. Dann haben wir eine mittelständige Verarbeitungsindustrie, und zum Schluss haben wir einen hochkonzentrierten Handel, der in der Hand von wenigen Marktteilnehmern ist. Und dann ziehen natürlich die weniger organisierten Landwirte meist auch den Kürzeren. Das heißt, wir brauchen auch viel mehr Interessenverbände, die Marktinformationen erhalten, und die sich auch über Preise absprechen dürfen. Das gegenwärtige Kartellrecht wird diesen Anforderungen nicht gerecht und muss demzufolge noch angepasst werden.

4-182-000

**Seán Kelly (PPE).** - A Uachtaráin, arís bhí an-áthas orm vótáil ar son na tuarascála seo, agus éisteacht agus páirt a ghlacadh sa díospóireacht a bhí againn air seo ar maidin. Bhí an díospóireacht ar fheabhas ar fad.

I ndeireadh na dála táimid ag dul i ngleic leis an bhfadhb mhór seo, mar a bhfuil brabús iontach á dhéanamh ag na ceannaithe móra – na *multinationals* ach go háirithe – agus brabús an-bheag nó gan aon bhrabús á dhéanamh ag na feirmeoirí. Caithfear é seo a chur ina cheart. Caithfear deireadh a chur le droch-chleachtais, go háirithe cleachtais cosúil le *hello money*, mar a thugann siad air. Má éiríonn linn é seo a cheartú beidh cothrom na Féinne ag ár bhfeirmeoirí. Tá sé in am dúinn é sin a dhéanamh, mar go dtí seo tá rith an ráis leis na ceannaithe móra agus níl sé sin féaráilte d'aon duine.

4-183-000

### **Proposta di risoluzione B7-0006/2012**

4-184-000

**Seán Kelly (PPE).** - Mr President, this is very similar to the previous topic and the same issues apply. I just want to emphasise again that we really need to tackle it at producer level and, particularly, at the level of the multinationals. If we do that and establish parity for everybody along the food chain, then we will be doing a good job. It is a big task but we must keep at it until it is complete.

4-185-000

### **Relazione: Aldo Patriciello (A7-0431/2011)**

4-186-000

**Daniel Hannan (ECR).** - Mr President, space has always exerted a pull on the imagination of a certain kind of European integrationist. Space exploration is seen almost in Cold War terms, as a kind of virility symbol, a way of asserting Europe's place in the world.

One thinks of President Chirac's description of the Galileo project as a way of breaking the technological imperialism of the United States; one thinks of the obsession of successive French Presidents with putting a Frenchman *sur la lune* – which of course we would all support, although I think there would need to be intergovernmental negotiations on whether to bring him back again, depending on which Frenchman it was.

My friends, space has become an almost perfect symbol of the European Union. In order to publicise the most recent European election in the UK, we had the image of a ballot box in orbit – and there, writ large, is what the European Union has become: disconnected, unworldly, looking down on the rest of us, cut off, remote.

Even as your feet sink into the mire, you, my federalist friends, are still gazing fixedly at the stars.

4-187-000

**Charles Tannock (ECR).** - Mr President, I voted in favour of the Patriciello report; there are clear merits for the European Union to coordinate its efforts for a better EU space strategy. The combined technical expertise of all our scientists and engineers would serve

to improve space technology that aids both the EU economy and improves the quality of life of our citizens. For example, the GPS satellites that millions of motorists rely on across Europe could be enhanced to give further accuracy and innovation for traffic management and secure the passage of merchant shipping, which delivers the bulk of imported goods to our European economy.

I would also support the EU's Global Monitoring for Environment and Security (GMES) programme, which aims to create a capacity for earth observation and the environmental benefits we would hope that it would eventually bestow. However, I support the report's call for the GMES to be funded through the Multiannual Financial Framework, which is preferable to the Commission's wish that it be funded outside of the European Union budget, placing an added financial burden on Member States during these times of increased austerity.

4-188-000

**Kay Swinburne (ECR).** - Mr President, the report on space strategy for the European Union makes sound and sensible proposals in an area where shared Member State resources can be made to go further.

Having an EU space strategy facilitates the pooling of resources and intelligence so that we can make real, innovative progress that will benefit the entire EU and beyond. This is particularly important given the increasingly competitive world we are operating in and the spin-offs that space research often delivers for everyday products for our constituents.

An EU space strategy will ensure independent access to space, which is likely to become increasingly important over time. It will also allow further development of Galileo – our satellite navigation system project – and will assist us in developing our own high-precision positioning system in Europe.

This is an area of EU added value.

4-189-000

**Relazione: Salvatore Caronna (A7-0430/2011)**

4-190-000

**Daniel Hannan (ECR).** - Mr President, Lukashenko's dictatorship in Belarus is sometimes described as the last surviving piece of Soviet apparatus in Europe, but I think that overlooks the common agricultural policy, with its central plans, with its state support of prices, with its regulation. We have rehearsed many times the case against the CAP, the terrible damage it does to developing countries, particularly in Africa, the way in which it falls disproportionately on the poorest, the inflationary effect it has on our economies through higher food prices, the distortion of incentives in the countryside, the way in which it particularly penalises countries such as mine which are net food importers.

One thing which I think deserves more study is the way in which it funnels money to a particular kind of people in all the Member States – and they are not farmers, or at least not necessarily. The payments have become disconnected from the land. A lot of public sector institutions, NGOs and generally wealthy individuals are now receiving subsidy cheques from the European Union, and that, in a sense, is the point: we have purchased – or the EU has purchased – the loyalty of a powerful and articulate caste of people in every Member State.



I would say this is the best mechanism in Europe for redistributing money from the poor to the rich, but of course that honour must now go to our policy of bank bail-outs.

4-191-000

**Mr Charles Tannock (ECR).** - Mr President, I voted along with my group, the ECR, in favour of the changes suggested by the Caronna report. In the current economic crisis, with the global population increasing at its current rate and with widespread famine in Africa a major problem, the need to reduce food wastage has never been greater. Therefore, exchanging methods of best practice is important, as is better coordination between Member States.

One of the most important matters highlighted by the report is the fact that the rules concerning below-cost selling in our supermarkets are not the same throughout the European Union. It is important to allow retailers to sell food at discounted prices as it nears its sell-by date: this practice reduces food wastage significantly in countries such as the United Kingdom, where it is permitted. In some of our Member States, believe it or not, there is a ban on below-cost selling – absurdly making this sensible practice illegal. I hope that, with better coordination between Member States, this situation will change.

Lastly I agree with my colleague Dan Hannan that a radical reform of the CAP is essential for the future.

4-192-000

**Markus Pieper (PPE).** - Herr Präsident! Ich habe dem Bericht sehr gerne zugestimmt. In der Europäischen Union landen jährlich fast 90 Millionen Tonnen verwertbare Lebensmittel im Müll. Es ist unerträglich, dass fast die Hälfte der Nahrungsmittel während der Produktion und Versorgung als Abfall entsorgt werden. Hier muss uns einfach mehr einfallen.

Ich fordere von der Kommission eine genauere Ursachenanalyse und wir müssen auch die Unterschiede nach Mitgliedstaaten viel genauer analysieren. Und wenn wir als Verbraucher die Hauptverantwortung dieser Verschwendung tragen, muss uns politisch einfach mehr einfallen.

Ein Ansatzpunkt ist sicher die Mindesthaltbarkeit von Lebensmitteln, die oft zu übertriebener Vorsicht und damit natürlich auch zur Verschwendung von Lebensmitteln führt. In Polen heißt es etwa anstelle des Mindesthaltbarkeitsdatums „am besten verzehren vor dem ....“, in Österreich wird eine empfohlene Verbrauchsfrist aufgedruckt. Wir sollten also von denen lernen, die am nachhaltigsten mit ihren Lebensmitteln umgehen.

4-193-000

**Elena Băsescu (PPE).** - Am votat în favoarea raportului redactat de colegul Caronna, având în vedere avertismentele FAO cu privire la dezechilibrele mondiale de producție alimentară. Consider că este nevoie de promovarea agriculturii de calitate, dublată de un consum rațional, precum și evitarea risipei. Astfel se poate ajunge la o ofertă nutrițională sănătoasă. Ea constituie baza securității alimentare, un drept fundamental nou al cetățenilor europeni și nu numai.

În timp ce de la fiecare cetățean european 180 de kilograme de mâncare iau anual calea coșului de gunoi, Somalia este devastată de foamete de șase luni. În prezent, ONU apreciază că în acest stat se înregistrează cea mai înaltă rată a malnutriției din lume, în special în

rândul copiilor. Susțin și eu desemnarea anului 2013 ca Anul european împotriva risipei alimentare, pentru a sensibiliza astfel opinia publică.

4-194-000

**Peter Jahr (PPE).** - Herr Präsident! Das Europäische Parlament hat sich in dieser Woche mit einem zentralen Thema in den Industrieländern befasst: Der Verschwendung von Lebensmitteln. Und ich war auch sehr froh darüber, denn es betrifft ja immerhin in den Mitgliedstaaten der Europäischen Union etwa die Hälfte der produzierten Nahrungsmittel, d.h. die Nahrungsmittel kommen nicht da an, wo sie eigentlich hingehören, nämlich letztendlich beim Verbraucher zum Verzehr, sondern werden weggeworfen.

Ich muss noch einmal ergänzend zum Kollegen Pieper betonen: Es muss uns hier auch einfach wirklich mehr einfallen. Der Bericht ist ein Schritt in die richtige Richtung, aber wir brauchen auch wirklich greifbare und akzeptable Aktionen.

Ich möchte noch einen anderen Punkt betonen, was mich als Landwirte persönlich immer wieder ärgert: Wir müssen auch bestehende Stoffkreisläufe schließen. Denn es wird nach wie vor immer wieder vorkommen, dass Lebensmittel für den menschlichen Verzehr nicht mehr geeignet sind. Aber zur Zeit müssen diese vernichtet werden und können nicht mehr als Tierfutter eingesetzt werden. Auch hier bitte ich die Kommission, Maßnahmen zu ergreifen, dass Nahrungsmittel, die nicht mehr verzehrt werden können, zumindest noch als Tierfutter verwendet werden können.

4-195-000

**Kay Swinburne (ECR).** - Mr President, given the pressures that are already being put on our farmers to produce more food with fewer resources, the report on how to avoid food waste seems to strike the right tone.

With the UN estimating that the global population will reach nine billion by 2050, it is only sensible that we reduce food wastage as part of our food supply strategy. I support a coordinated strategy across the EU, with a network being established to facilitate the exchange of intelligence and best practice on how to achieve this reduction. The network should also seek to further coordinate research and development into improved technologies for the treatment of waste products, particularly in energy generation.

The report acknowledges that there is a need for industry to play its part in reducing food wastage, especially in terms of packaging, though I would also like to see more innovative approaches to the actual use of close-to-date food.

We need to ensure that a competitive market delivers our food in an economic and efficient form. However, we need to be careful not to replace market solutions with overly burdensome legislation.

4-196-000

**Eduard Kukan (PPE).** - Mr President, the question of food wastage is a growing European problem that is reflected right along the food supply chain.

In this context, I would like to welcome the Commission proposal on food wastage reduction by 2020. I hope that the report we have voted on today, which I supported, will contribute to this objective.

I agree with Commissioner Potočnik that in the recent situation, where many countries of the world have been suffering from food shortages, the food waste produced in Europe is morally, economically and environmentally irresponsible.

Above all, I think that people should be better informed, not only on the causes and effects of waste, but also on ways of reducing it. I support Parliament's request to declare 2013 the European Year Against Food Waste, which would serve as a key information and awareness-raising tool on this important issue.

4-197-000

**Seán Kelly (PPE).** - A Uachtaráin, nuair a rinne mé taighde ar an ábhar seo, chuir na figiúirí sceoin orm i ndáiríre. Tá a lán tithé, agus tá siad ag caitheamh amach suas go EUR 1 000 bia gach uile bliain. Is mór an méid airgid é sin, agus caithfear rud éigin a dhéanamh faoi.

This report is very important. It points out some startling statistics – for instance that 60% of the food that is thrown out need not be thrown out, and 20% is thrown out due to confusion over dates and product labelling. So that is the first thing we need to get right, and then we need to make consumers aware of it.

We also need to take into account the greenhouse gas emissions entailed in producing food that is not going to be used, and then to look at the other side of this question: at proper biowaste management for food that will not be required. We have a lot of work to do, but this is a basis.

4-199-000

**Mitro Repo (S&D).** - Arvoisa puhemies, *(Puhuja aloitti ilman mikrofonia.)* ...valinnastanne varapuhemieheksi numero yksi. Minäkin äänestin äsken ruoanhaaskauksen välttämistä koskevan mietinnön puolesta. Kun lähes 80 miljoonaa EU-kansalaista elää köyhyysrajan alapuolella taistellen jokapäiväisestä toimeentulosta ja kun yli 900 miljoonaa ihmistä ympäri maailmaa on aliravitsemuksen kurimuksessa, niin samaan aikaan ruokajätettä kertyy täällä Euroopassa vuosittain lähes 180 kiloa henkeä kohden. Minä painan 120 kiloa.

Elintarvikejätteiden osalta etenkin syömäkelpoisen ruoan joutuminen roskakoriin on ekologisesti, taloudellisesti ja myös eettisesti täysin kestäväntöntä. Jos syömäkelpoista ruokaa heitetään roskiin, raaka-aineiden ja ruoanjalostuksesta aiheutuneet ympäristövaikutukset ovat syntyneet myös täysin turhaan. Syömäkelpoisen ruoan käyttämättä jättäminen on myös taloudellisesti järjetöntä. Kyse on siis samasta kuin että heittäisimme rahaa suoraan roskiin.

4-200-000

## Dichiarazioni di voto scritte

4-201-000

### Relazione: Louis Michel (A7-0441/2011)

4-201-500

**Luís Paulo Alves (S&D),** *por escrito.* – Voto favoravelmente este relatório, pois trata de uma simples e necessária modificação técnica ao Regulamento (CE) n.º 810/2009, adotado o ano passado. Nomeadamente, clarificam-se as normas relativas ao trânsito nas zonas

internacionais dos aeroportos, a meu ver, a bem da segurança jurídica e da transparência. Em suma, as alterações justificam-se porque é, de facto, inútil controlar novamente uma pessoa que já é titular de um visto ou de uma autorização de residência.

4-201-750

**Roberta Angelilli (PPE)**, *per iscritto*. – Ho votato a favore della proposta di modifica del regolamento sul codice comunitario dei visti, in quanto si tratta di alcuni cambiamenti tecnici che non modificheranno la prassi degli Stati membri. Con questa modifica del codice dei visti si potranno garantire maggiore certezza del diritto e un'applicazione armonizzata delle norme. Inoltre, sono disposizioni di importanza pratica per viaggiatori e compagnie aeree, che eviteranno di ripetere i controlli sulle persone che sono già state controllate e per le quali è stata verificata la non sussistenza del rischio di immigrazione illegale.

4-201-875

**Sophie Auconie (PPE)**, *par écrit*. – Jusqu'à présent, l'exemption de l'obligation de visa de transit aéroportuaire (VTA) n'était pas claire et c'est pourquoi j'ai voté en faveur de cette modification du règlement datant de 2009. La modification n'est qu'une correction technique mais elle va permettre de réduire la charge administrative des États membres, de simplifier la vie des individus, des aéroports européens et des compagnies aériennes. Il servira principalement aux ressortissants de pays tiers, qui seront désormais exemptés de VTA, s'ils ont un visa d'un Etat membre de l'Union européenne, même si c'est un pays qui ne fait pas partie de la zone Schengen. Comme l'explique notre rapporteur Louis Michel, « la modification est logique: il est en effet inutile de contrôler une nouvelle fois une personne qui est déjà en possession d'un visa ou d'un titre de séjour étant entendu que cette personne a déjà été contrôlée auparavant » et « à ce titre, déjà été reconnue comme ne présentant pas de risque d'immigration illégale ».

4-201-937

**Regina Bastos (PPE)**, *por escrito*. – A livre circulação de pessoas é um direito fundamental dos cidadãos da União Europeia. A supressão das fronteiras internas exige, contudo, uma gestão reforçada das fronteiras externas da União, assim como a regulamentação da entrada e residência de cidadãos de países terceiros. Estas alterações vão permitir que os nacionais de países terceiros titulares de vistos ou de autorizações de residência válidos, emitidos por um Estado-Membro que não aplique na íntegra as disposições Schengen, fiquem isentos da obrigação de possuir um visto de escala aeroportuária. Assim, votei favoravelmente este relatório que altera o Código Comunitário de Vistos com o objetivo de clarificar o texto, assegurar uma aplicação harmonizada das regras e reduzir a carga administrativa dos Estados-Membros.

4-202-000

**Vilija Blinkevičiūtė (S&D)**, *raštu*. – Balsavau dėl šio pranešimo, kuris yra techninis nuostatų dėl oro uosto tranzitinės vizos pakoregavimas. Kaip ir nurodoma pranešime, šis pakoregavimas nepakeis ES valstybių narių praktikos. Taigi, šiame Europos Parlamento pranešime siūlomi tik techniniai pakeitimai, nes iš dalies keičiant Reglamentą numatyta, kad trečiosios šalies piliečiams, turintiems valstybės narės, taikančios (dar) ne visas Šengeno *acquis* nuostatas (Jungtinė Karalystė, Airija, Kipras, Bulgarija ir Rumunija), išduotą galiojančią vizą arba galiojantį leidimą gyventi, taikoma reikalavimo turėti oro uosto tranzitinę vizą išimtis. Europos Parlamentas laikosi nuomonės, jog toks pakoregavimas yra logiškas,

kadangi nenaudinga dar kartą kontroliuoti asmenį, kuris jau turi vizą arba leidimą gyventi, jei šis asmuo jau buvo kontroliuotas anksčiau ir tai atlikus buvo pripažinta, kad jis nekelia neteisėtos imigracijos pavojaus. Be to, pasiūlymu taip pat turėtų būti sumažinta valstybių narių administracinė našta.

4-202-500

**Maria Da Graça Carvalho (PPE)**, *por escrito*. – Votei favoravelmente por considerar que esta proposta pretende clarificar, em termos práticos, quer para os passageiros quer para as companhias aéreas, as normas relativas ao trânsito através das zonas internacionais dos aeroportos, de forma a contribuir para uma maior transparência e segurança jurídica. Pretende-se que os nacionais de países terceiros titulares de vistos ou de autorizações de residência válidos, emitidos por um Estado-Membro que ainda não aplique a totalidade das disposições Schengen, beneficiem de uma isenção relativamente à necessidade de visto de escala aeroportuária.

4-203-000

**Nessa Childers (S&D)**, *in writing*. – While I supported the S&D Group in voting for this motion, Ireland remains outside the Schengen area, and so will not be affected by this vote.

4-204-000

**Carlos Coelho (PPE)**, *por escrito*. – É essencial a existência de uma Política Comum de Vistos que permita facilitar as deslocações legítimas de nacionais de países terceiros e que preveja a implementação de medidas tendentes a facilitar o processo de requerimento e tratamento de pedidos de visto, como é o caso da simplificação do procedimento de emissão, redução de custos, utilização de vistos para entradas múltiplas, previsão de prazos de validade mais adequados, etc. O Código Comunitário de Vistos, criado em 2009, foi o fator decisivo para dotar a Política Comum de Vistos de uma maior coerência, permitindo integrar todas as disposições que regulavam a emissão de vistos e as decisões de recusa, prorrogação, anulação, revogação e redução dos vistos num único Código. Apoio a presente proposta que introduz uma mera alteração técnica, mas com enorme relevância em termos práticos, quer para os passageiros quer para as companhias aéreas, destinada a clarificar as normas relativas ao trânsito através das zonas internacionais dos aeroportos, de forma a contribuir para uma maior transparência e segurança jurídica.

Prevê-se, assim, que os nacionais de países terceiros titulares de vistos ou de autorizações de residência válidos, emitidos por um Estado-Membro que ainda não aplique a totalidade das disposições Schengen, beneficiem de uma isenção relativamente à necessidade de visto de escala aeroportuária.

4-205-000

**Ioan Enciu (S&D)**, *în scris*. – Am votat în favoarea acestui raport întrucât modificările aduse Codului Vizelor aduc certitudine juridică pentru persoanele posesoare de vize sau permise de ședere pentru acele state membre UE care sunt în afara spațiului Schengen. De asemenea, clarifică regulile aplicabile în aeroporturile din întreaga Uniune Europeană și elimină posibilitatea folosirii de standarde diferite de către autoritățile de securitate din statele membre Schengen și non-Schengen.

Dincolo de modificările tehnice propuse, este vorba și de transmiterea unui mesaj simbolic care spune că statele membre trebuie să fie tratate în mod egal și nediscriminatoriu,

indiferent de apartenența lor la spațiul Schengen. Cred că este o lecție de aplicat și în ceea ce privește aderarea la spațiul Schengen a României și Bulgariei sau în cadrul mai larg al reformării guvernantei Schengen.

După adoptarea acestui raport Comisia trebuie să ia măsurile necesare pentru modificarea în consecință a Manualului privind prelucrarea cererilor de viză care trebuie să țină cont de noile prevederi.

4-205-500

**Edite Estrela (S&D)**, *por escrito*. – Votei favoravelmente este relatório por defender a implementação de um Código Comunitário de Vistos que clarifica as normas relativas à circulação de passageiros que efetuam escalas nas zonas internacionais dos aeroportos. Esta clarificação, de caráter técnico, acaba com a obrigação de os passageiros europeus possuírem um visto de escala aeroportuária. Estas medidas contribuem para uma maior segurança jurídica e para a redução de burocracia acessória.

4-205-750

**Diogo Feio (PPE)**, *por escrito*. – Esta proposta restringe-se a uma alteração técnica envolvendo a clarificação do texto preexistente, de modo a explicitar que os nacionais de países terceiros detentores de vistos ou autorizações de residência válidos emitidos por um Estado-membro que não aplique plenamente a política comum de vistos sejam cobertos pela isenção de IVA e que esta também abranja as pessoas que detenham um visto quando viajem para o país terceiro emissor do visto, para qualquer outro país terceiro, e quando, tendo usado o visto, regressem do país terceiro que o emitiu. O resultado da votação em sede de comissão parlamentar confirma o caráter consensual desta matéria reforçando a minha não oposição a esta alteração.

4-205-812

**José Manuel Fernandes (PPE)**, *por escrito*. – O relatório presente, elaborado pelo colega Louis Michel, versa sobre a proposta de regulamento do Parlamento Europeu e do Conselho que altera o Regulamento (CE) n.º 810/2009, de 13 de julho, que define o Código Comunitário de Vistos vulgarmente conhecido por *Código de Vistos*. Tem sido preocupação do PE diminuir toda a carga administrativa e burocrática que incide sobre os cidadãos europeus, nomeadamente, facilitando a mobilidade das pessoas e eliminando a duplicação de controlos que não coloquem em causa a segurança de pessoas e bens. Considerando que esta proposta se limita a uma alteração técnica com o objetivo de clarificar que os cidadãos *de países terceiros titulares de vistos ou de autorizações de residência válidos, emitidos por um Estado-Membro que não aplique o acervo de Schengen na sua totalidade* (Reino Unido, Irlanda, Chipre, Bulgária e Roménia) estão isentos da obrigatoriedade de apresentação de visto de escala aeroportuária, não modificando as práticas adotadas pelos Estados-Membros, votei favoravelmente este relatório.

4-205-875

**João Ferreira (GUE/NGL)**, *por escrito*. – Este relatório propõe uma correção técnica de importância prática para determinado tipo de passageiros, que ficarão assim isentos de um segundo controlo, desnecessário face ao controlo prévio que os titulos de visto. Sendo uma correção que não modifica as práticas em uso pelos Estados-Membros, mas que visa apenas facilitar a vida aos passageiros e reduzir a carga administrativa dos Estados-Membros, votámos a favor.

4-205-937

**Carlo Fidanza (PPE)**, *per iscritto*. – Ho votato a favore della proposta perché si tratta di una correzione che non modificherà la prassi degli Stati membri, ma che serve per esentare dall'obbligo di presentazione di un visto aeroportuale i cittadini provenienti da paesi membri dell'UE che ancora non hanno applicato tutte le disposizioni di Schengen (Regno Unito Irlanda, Cipro, Romania, Bulgaria). Ritengo la modifica logica perché sarebbe inutile controllare ulteriormente una persona che già possiede un visto o un titolo di soggiorno e che è già stata controllata e riconosciuta innocua per quanto riguarda il rischio di immigrazione clandestina. La proposta ridurrebbe anche l'onere amministrativo dei paesi membri.

4-205-968

**Monika Flašíková Beňová (S&D)**, *písomne*. – S cieľom zabezpečiť právnu istotu a transparentnosť je potrebné stanoviť pravidlá pre tranzit cez medzinárodné tranzitné priestory letísk. Štátni príslušníci tretích krajín, na ktorých sa vzťahuje vízová povinnosť podľa článku 3 ods. 1 a 2 nariadenia (ES) č. 810/2009 a ktorí sú držiteľmi platného víza vydaného členským štátom, Kanadou, Japonskom alebo Spojenými štátmi americkými alebo sú držiteľmi platného povolenia na pobyt, ktorý vydal členský štát, Andorra, Kanada, Japonsko, San Marino alebo Spojené štáty americké, sú oslobodení od povinnosti mať letiskové tranzitné vízum. Návrh sa obmedzuje na technické zmeny a doplnenia upravujúce ustanovenia o letiskových vízach. Zmenou a doplnením nariadenia sa stanovuje, že štátni príslušníci tretích krajín, ktorí sú držiteľmi platného víza alebo povolenia na pobyt vydaného členským štátom, ktorý v plnej miere neuplatňuje (alebo ešte neuplatňuje) ustanovenia schengenského *acquis* (Spojené kráľovstvo, Írsko, Cyprus, Bulharsko a Rumunsko), sú oslobodení od povinnosti mať letiskové tranzitné vízum. Je totiž zbytočné opätovne kontrolovať osobu, ktorá už je držiteľom víza alebo povolenia na pobyt, keďže táto osoba už bola kontrolovaná, a z tohto dôvodu už bola uznaná za osobu, ktorá nepredstavuje riziko z hľadiska nezákonného prisťahovalectva. Okrem toho by sa na základe tohto návrhu mala znížiť administratívna záťaž členských štátov.

4-206-000

**Philippe Juvin (PPE)**, *par écrit*. – L'objet de ce rapport est de modifier de manière partielle le code des visas en apportant une correction technique aux dispositions concernant le visa de transit aéroportuaire. J'ai voté en faveur de ce rapport.

4-206-500

**Agnès Le Brun (PPE)**, *par écrit*. – L'objet de ce rapport en faveur duquel j'ai voté est de clarifier la rédaction d'une partie du règlement (CE) n° 810/2009 établissant un Code communautaire des visas. Ce règlement en date du 13 décembre 2009 permet de simplifier le transit aéroportuaire des ressortissants non communautaires titulaires d'un titre de séjour valide ou d'un visa délivré par un Etat membre. Il s'agit d'une modification purement technique qui va permettre une application plus simple de l'exemption de l'obligation de visa de transit aéroportuaire.

4-207-000

**Petru Constantin Luhan (PPE)**, *în scris*. – În vederea asigurării securității juridice și a unei transparențe sporite, este necesară modificarea Regulamentului privind codul comunitar al vizelor, astfel încât să fie clarificate toate normele privind tranzitul aferent

zonelor internaționale ale aeroporturilor. Elementul de noutate introdus în acest regulament se referă la exonerarea obligației de a deține o viză de tranzit aeroportuar pentru resortisanții țărilor terțe care se află în posesia unui permis de ședere valabil sau a unei vize eliberate de unul dintre statele membre care nu aplică integral acquis-ul Schengen.

Statele în cauză sunt Regatul Unit și Irlanda, state ce au decis să nu aplice acquis-ul Schengen și Cipru, Bulgaria și România, state ce sunt în curs de aderare la spațiul Schengen. Consider că această modificare este normală, având în vedere că respectivele persoane au fost deja controlate de către o autoritate a UE și în plus este o propunere care va reduce obligațiile birocratice ale statelor membre.

4-208-000

**David Martin (S&D)**, *in writing* . – I voted for this proposal which makes technical adjustments to the provisions dealing with the ATV. This adjustment will not alter the way Member States implement those provisions. The amended regulation provides that third-country nationals who hold a valid visa or residence permit issued by a Member State which does not (yet) apply the Schengen acquis in full (United Kingdom, Ireland, Cyprus, Bulgaria and Romania) are to be covered by the ATV exemption. I regard this change as logical: it is pointless to insist that persons who already hold a visa or residence permit should undergo a further identity check, given that they have already been checked and, on that basis, have been deemed not to present a risk of illegal immigration. What is more, the proposal should reduce the administrative burden on the Member States.

4-209-000

**Clemente Mastella (PPE)**, *per iscritto* . – Riteniamo necessario istituire un codice comunitario dei visti al fine di chiarire le regole relative al transito attraverso la zona internazionale degli aeroporti e garantire così la sicurezza giuridica e la trasparenza.

Risulta indispensabile apportare alcune modifiche di ordine tecnico onde poter garantire la certezza del diritto ed un'applicazione armonizzata delle norme. Tale chiarimento riveste un'importanza pratica per i singoli viaggiatori e per le stesse compagnie aeree.

Si tratta di una correzione tecnica delle disposizioni concernenti il visto di transito aeroportuale. Tale correzione non modificherà la prassi degli Stati membri. La modifica del regolamento prevede che i cittadini dei paesi terzi titolari di un visto o di un titolo di soggiorno valido rilasciato da uno Stato membro che non applica (ancora) tutte le disposizioni Schengen (Regno Unito, Irlanda, Cipro, Bulgaria, Romania) siano esentati dall'obbligo di disporre di un visto di transito aeroportuale.

Riteniamo inutile controllare ancora una volta una persona già in possesso di un visto o di un titolo di soggiorno se questa è già stata controllata in precedenza ed è stato riconosciuto, a questo titolo, che essa non presenta un rischio di immigrazione illegale. In questo modo si dovrebbe ridurre anche l'onere amministrativo degli stessi Stati membri.

4-209-500

**Mario Mauro (PPE)**, *per iscritto* . – Il mio voto alla relazione del collega Michel è favorevole. Concordo sulle modifiche proposte al suddetto regolamento. E' necessario eliminare ogni possibile incomprensione circa le regole relative al transito attraverso la zona internazionale degli aeroporti e garantire, così facendo, la sicurezza giuridica e la trasparenza.



4-210-000

**Jean-Luc Mélenchon (GUE/NGL)**, *par écrit*. – Je désapprouve les conditions trop restrictives d'octroi des visas de court séjour et l'existence de transits aéroportuaires. Les premiers impliquent une discrimination disproportionnée par l'argent, les seconds une discrimination en fonction du pays d'origine. C'est inacceptable. Néanmoins, ce rapport favorisant techniquement l'augmentation du nombre d'exemptions de visas de transit aéroportuaire dans les textes européens, je vote pour.

4-210-500

**Louis Michel (ALDE)**, *par écrit*. – Il s'agit d'une correction technique des dispositions concernant le visa de transit aéroportuaire (VTA). Cette correction ne modifiera pas la pratique des États membres. La modification du règlement prévoit que les ressortissants de pays tiers titulaires d'un visa ou d'un titre de séjour valide délivré par un Etat Membre n'appliquant pas (ou pas encore) l'intégralité des dispositions Schengen (Royaume-Uni, Irlande, Chypre, Bulgarie, Roumanie) soient exemptés de l'obligation de disposer d'un visa de transit aéroportuaire. En vertu de cette nouvelle disposition, une personne de nationalité irakienne, par exemple, pourra, si elle est titulaire d'un visa délivré par la Bulgarie, voyager sans visa de transit aéroportuaire. La modification paraît logique: il est en effet inutile de contrôler une nouvelle fois une personne qui est déjà en possession d'un visa ou d'un titre de séjour (qui a donc déjà été contrôlée auparavant et qui, à ce titre, a déjà été reconnue comme ne présentant pas de risque d'immigration illégale). En outre, la proposition devrait également réduire la charge administrative des États membres. Je soutiens entièrement cette proposition.

4-210-750

**Alexander Mirsky (S&D)**, *in writing*. – The Community Code on Visas has been in force since 10 April 2010. During the process of preparing the Handbook, it became clear to me that the wording of the articles concerning exemption from the airport transit visa (ATV) requirement was unclear. According to the Visa Code, third-country nationals who hold a valid ATV issued by a Member State, Canada, Japan or the United States of America or who hold a valid residence permit issued by a Member State, Andorra, Canada, Japan, San Marino or the United States of America are exempted from the ATV requirement. I support the modifications proposed by the Commission, particularly in order to avoid people who already hold a visa or residence permit covered by the ATV exemption being subjected to further ID checks, when it is clear that they do not present a risk for irregular entry.

4-211-000

**Andreas Mölzer (NI)**, *schriftlich*. – Die Abschaffung der Visumpflicht war schon 2009 im Hinblick auf einige Länder wie Bosnien-Herzegowina und Albanien bedenklich. Mit diesem Änderungsantrag sollen nun auch Nordzypern, Rumänien und Bulgarien in diesen Katalog aufgenommen werden. Nordzypern erfüllt in politischer und wirtschaftlicher Hinsicht die Voraussetzungen, und seine Aufnahme wäre zu begrüßen. Rumänien und Bulgarien sind aber weit davon entfernt, ein funktionierendes, korruptionsfreies Staatswesen zu etablieren, welches die Kriminalitätsrate senken könnte. Wir müssen einen massiven Anstieg an Kriminalität, Menschenhandel und Zuwanderung aus diesen Ländern befürchten. Aus diesen Gründen habe ich dagegen gestimmt.

4-212-000

**Norica Nicolai (ALDE)**, *in writing*. – I voted in favour of the Community Code on Visas because it clarifies some key technical aspects of the visa regime. Following the adoption of this report, third-country nationals who already hold a visa issued by a Member State are also entitled to exemption from the airport transit visa (ATV) requirement by those Member States which do not apply the Schengen *acquis*. This is a logical step because once such a third-country national has passed all the required identification steps for securing the said visa, he/she should not require a second set of identification checks in order to obtain an ATV.

4-212-500

**Rolandas Paksas (EFD)**, *raštu*. – Pritariu šiai rezoliucijai. Manau, kad yra netikslinga ir nenaudinga pakartotinai atlikti kontrolės procedūras trečiosios šalies piliečiui, kuris jau turi galiojančią vizą ar leidimą gyventi, kadangi pirminio patikrinimo metu jau buvo įsitikinta, kad jis nekelia neteisėtos imigracijos pavojaus. Be to, siekiant užtikrinti teisinį tikrumą ir skaidrumą bei efektyvų nuostatų dėl oro uosto tranzitinės vizos taikymą, išimtyms dėl reikalavimo turėti oro uosto tranzitinę vizą netaikymo turi būti aiškiai ir nedviprasmiškai išdėstytos ir taikomos laikantis griežtų reikalavimų. Taip pat labai svarbu pabrėžti, kad naujos šio reglamento nuostatos atneš naudą ne tik atskiriems keliautojams ir oro transporto bendrovėms, bet ir valstybėms narėms, kadangi leis sumažinti administracinę naštą.

4-212-750

**Alfredo Pallone (PPE)**, *per iscritto*. – Il testo approvato sulla modifica del regolamento sul codice comunitario dei visti per il transito aeroportuale consiste esclusivamente nell'apportare una modifica correttiva al codice in vigore dall'aprile del 2010. Tale modifica fa riferimento ai cittadini di paesi terzi con l'obbligo di visti specifici, questi, se titolari di un visto o di un titolo di soggiorno valido rilasciato da uno Stato membro che non applichi ancora tutte le disposizioni Schengen (Regno Unito, Irlanda, Cipro, Bulgaria, Romania), sono esentati dall'obbligo di disporre di un visto di transito aeroportuale perché già controllati all'interno dell'apparato burocratico europeo. Per gli Stati membri non cambia nulla e per i cittadini in questione si tratta di uno alleggerimento delle prassi e della possibilità di viaggiare più facilmente.

4-212-875

**Γεώργιος Παπανικολάου (PPE)**, *γραφτώς*. – Υπερψήφισα την πρόταση. Η τροποποίηση του κανονισμού για τη θέσπιση κοινοτικού κώδικα θεωρήσεων αποσκοπεί στη διασαφήνιση των κανόνων που διέπουν τη διέλευση από τις διεθνείς ζώνες των αεροδρομίων, ώστε να επιτευχθεί ασφάλεια δικαίου και διαφάνεια. Η αποσαφήνιση αυτή, αν και τεχνική που δεν τροποποιεί την πρακτική που ακολουθούν τα κράτη μέλη, έχει πρακτική αξία για την διευκόλυνση των ταξιδιωτών προβλέποντας ότι οι υπήκοοι τρίτων χωρών που είναι κάτοχοι έγκυρης θεώρησης κράτους μέλους ή έγκυρης άδειας διαμονής κράτους μέλους που δεν εφαρμόζει (ή δεν εφαρμόζει ακόμη) πλήρως τις διατάξεις του κεκτημένου του Σένγκεν (Ηνωμένο Βασίλειο, Ιρλανδία, Κύπρος, Βουλγαρία, Ρουμανία) απαλλάσσονται της υποχρέωσης θεώρησης διέλευσης από αερολιμένα. Η σχετική πρόταση αποτελεί μέρος της γενικότερης συζήτησης για την αναθεώρηση της λειτουργίας του Σένγκεν. Σύντομα το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο θα τοποθετηθεί συνολικά όσον αφορά την τροποποίηση και επικαιροποίηση του Κώδικα Σένγκεν.

4-212-937

**Maria do Céu Patrão Neves (PPE)**, *por escrito*. – Dei o meu voto favorável ao presente relatório que tem por objetivo modificar o Regulamento (CE) n.º 810/2009, que estabelece o Código Comunitário de Vistos (Código de Vistos), de forma a clarificar as normas relativas ao trânsito através das zonas internacionais dos aeroportos, a bem da segurança jurídica e da transparência.

4-212-968

**Aldo Patriciello (PPE)**, *per iscritto*. – Lo scopo della proposta è di chiarire le regole relative al transito attraverso la zona internazionale degli aeroporti e garantire, così facendo, la sicurezza giuridica e la trasparenza. Convenendo con la necessità di modificare il codice dei visti per quanto concerne l'esenzione dell'obbligo di visto di transito aeroportuale (VTA) al fine di assicurare la certezza del diritto e un'applicazione armonizzata delle norme, il che contribuisce anche a ridurre l'onere amministrativo degli Stati membri, esprimo il mio voto favorevole alla proposta.

4-212-984

**Paulo Rangel (PPE)**, *por escrito*. – O Regulamento (CE) n.º 810/2009, de 13 de julho de 2009, que estabeleceu o Código Comunitário de Vistos, procurou introduzir uma regulamentação uniforme do trânsito de passageiros através das zonas internacionais dos aeroportos. Ao elaborar-se o manual relativo ao tratamento dos pedidos de visto e à alteração dos vistos emitidos, notou-se, contudo, um desajuste entre a redação do art. 3.º, 5, b) e c), e a sua finalidade. Com esta alteração, visa-se clarificar esta norma, reforçando-se, por um lado, a segurança jurídica, e consagrando-se normativamente, por outro, aquela que tem sido a prática seguida. Deste modo, votei favoravelmente.

4-213-000

**Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE)**, *in writing*. – In favour. The aim of the proposal is to amend Regulation (EC) No 810/2009 establishing a Community Code on Visas (Visa Code) with a view to clarifying the rules governing transit through the international zone of airports and so guaranteeing legal certainty and transparency. Regulation (EC) No 810/2009 has been in force since 5 April 2010. In accordance with the Visa Code, instructions on the practical application of the provisions of the regulation have been drawn up by means of the Commission decision establishing the Handbook for the processing of visa applications and the modification of issued visas, which was adopted on 19 March 2010. During the process of preparing the Handbook, it was noted that the wording of Article 3(5)(b) and (c), concerning exemption from the airport transit visa (ATV) requirement, was unclear. As the Handbook cannot impose legally binding obligations on Member States, the Visa Code must be amended to guarantee legal certainty and the harmonised application of the rules. Clarification of this kind is of practical importance for individual travellers and for airlines.

4-213-500

**Νικόλαος Σαλαβράκος (EFD)**, *γραφτώς*. – Υπερψήφισα την έκδοση του κυρίου Michel, σχετικά με την τροποποίηση του κανονισμού 810/2009, διότι η διόρθωση των διατάξεων του κανονισμού, ενώ δεν τροποποιεί την ήδη εφαρμοζόμενη πρακτική των κρατών μελών, μειώνει τον γραφειοκρατικό φόρτο τους και διευκολύνει την κίνηση των μεμονωμένων ταξιδιωτών

υπηκόων τρίτων χωρών που έχουν στην κατοχή τους έγκυρη θεώρηση ή άδεια διαμονής σε κράτος μέλος της Ε.Ε. Διευκολύνει επίσης τις διαδικασίες που ακολουθούν οι αεροπορικές εταιρείες.

4-214-000

**Sergio Paolo Francesco Silvestris (PPE)**, *per iscritto*. – L'obiettivo del voto odierno è di chiarire le regole relative al transito attraverso la zona internazionale degli aeroporti e garantire, così facendo, la sicurezza giuridica e la trasparenza.

Il regolamento vigente, infatti, presenta delle lacune. Ad esempio non è molto chiaro il punto riguardante l'esenzione dell'obbligo di visto di transito aeroportuale. Poiché il manuale non può creare obblighi giuridicamente vincolanti per gli Stati membri, è necessario modificare il codice dei visti per garantire la certezza del diritto e un'applicazione armonizzata delle norme. Questo chiarimento riveste un'importanza pratica per i singoli viaggiatori e per le compagnie aeree.

Adesso, dopo questo voto, i cittadini di paesi terzi titolari di un visto rilasciato da uno Stato membro che non applica pienamente la politica comune in materia di visti devono essere esentati dall'obbligo di visto di transito aeroportuale.

4-214-500

**Nuno Teixeira (PPE)**, *por escrito*. – O teor deste relatório é puramente técnico, uma vez que a prática comum dos Estados-Membros já vai ao encontro desta alteração, que produz a diminuição da carga administrativa para os Estados-Membros afetados. Este regulamento prevê o Código Comunitário de Vistos, para uma clareza jurídica nas regras referentes ao trânsito nas zonas internacionais dos aeroportos. Esta alteração ao Regulamento (CE) n.º 810/2009 diz respeito aos nacionais de países terceiros titulares de vistos ou de autorizações de residência válidos, emitidos por um Estado-Membro onde o acervo Schengen não tenha sido implementado em pleno, nomeadamente no Reino Unido, em Chipre, na Irlanda, na Bulgária e na Roménia. A alteração implica que estes nacionais fiquem isentos da necessidade de um visto de escala aeroportuária.

4-214-750

**Marie-Christine Vergiat (GUE/NGL)**, *par écrit*. – J'ai voté pour ce rapport qui modifie légèrement le règlement communautaire existant actuellement, concernant les visas. Il s'agit d'élargir l'exemption de visa, en particulier dans le cas de visa de transit aéroportuaire (VTA) car ceux-ci font souvent doublon avec l'obligation de visa simple. Cette modification technique, qui supprime une lourdeur administrative, a le mérite de faciliter la seule liberté de circulation que l'Union européenne a du mal à mettre en œuvre : celle des Hommes. En ces temps d'Europe forteresse où seuls les capitaux sont libres de circuler sans contrôle, j'espère sincèrement que cette mesure permettra de résoudre la situation de quelques milliers de personnes.

4-215-000

**Angelika Werthmann (NI)**, *schriftlich*. – Es ist nicht notwendig, Drittstaatenangehörige, die ein gültiges Visum von einem EU-Mitgliedstaat besitzen, mittels eines Transitvisums ein zweites Mal zu kontrollieren, da die mögliche Gefahr einer illegalen Einwanderung schon im Rahmen der Visumsausstellung vorab geprüft wurde. Eine dahingehende Abänderung der Verordnung ist daher dringend notwendig, nicht zuletzt, um den Verwaltungsaufwand der mitgliedstaatlichen Behörden zu verringern.

4-215-500

**Inês Zuber (GUE/NGL)**, *por escrito*. – Este relatório propõe uma correção técnica de importância prática para um determinado tipo de passageiros que ficarão, desta forma, isentos de um segundo controlo, desnecessário face ao controlo prévio que os titulos de visto. Sendo uma correção que não modifica as práticas em uso pelos Estados-Membros, mas visa apenas agilizar os procedimentos de vistos a que os passageiros estão obrigados, bem como reduzir a carga administrativa dos Estados-Membros, o nosso voto foi favorável.

4-216-000

**Raccomandazione: Vital Moreira (A7-0450/2011)**

4-216-500

**Luís Paulo Alves (S&D)**, *por escrito*. – Voto favoravelmente este relatório pois visa dar o consentimento do Parlamento Europeu a uma norma importante para os produtores e para os consumidores, no caso, um acordo entre a UE e a Geórgia sobre a proteção das indicações geográficas dos produtos agrícolas e dos géneros alimentícios. Estou certo que conduzirá a uma maior proteção da autenticidade e qualidade dos produtos europeus e dos produtos da Geórgia, bem como a uma maior aproximação da legislação dos países vizinhos com a da UE nesta matéria, visto ser o primeiro acordo deste género celebrado com um parceiro da Política de Vizinhança.

4-216-750

**Sophie Auconie (PPE)**, *par écrit*. – Depuis son adhésion à l'OMC en 2000, la Géorgie ne cesse de faire des pas vers l'Union européenne. Cet accord, visant à la protection mutuelle des indications géographiques, est un signe supplémentaire de la volonté de la Géorgie d'élargir ses relations commerciales avec nous. La Géorgie est d'ores et déjà partie à l'accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC). Elle reconnaît donc la notion d'indications géographiques pour les noms de lieux utilisés pour identifier l'origine et la qualité, la renommée et d'autres caractéristiques des produits. Cet accord concerne plus particulièrement les produits agricoles et les denrées alimentaires en provenance de Géorgie et de l'Union européenne et entérine la protection des caractéristiques de qualité et d'origine des produits venant des deux partenaires. Je ne peux qu'approuver cette initiative qui diversifie les relations commerciales de l'Union européenne tout en protégeant nos producteurs.

4-216-875

**Zigmantas Balčytis (S&D)**, *raštu*. – Balsavau už šį dokumentą. Europos Sąjunga (ES) ir Gruzija sudarė susitarimą, kurio tikslas – abipusiškai apsaugoti daugelio žemės ūkio produktų, pvz., sūrio, aliejaus ir riebalų, duonos ir kepinių, vaisių, daržovių, šviežios mėsos ir mėsos produktų, šviežios žuvies ir jūros produktų, vynų, alkoholinių gėrimų ir alaus, geografines nuorodas. Šiuo susitarimu abi šalys įgyvendino dar 1999 m. liepos 1 d. įsigaliojusiam partnerystės ir bendradarbiavimo susitarime numatytą išipareigojimą, kurio įvykdymo prielaidas sudarė Gruzijos tapimas Pasaulio prekybos organizacijos (PPO) nare 2000 m. Šis susitarimas bus abipusiškai naudingas. ES jis turėtų padėti užtikrinti, kad apie 820 maisto produktų geografinių nuorodų, 1 930 vynų ir 320 alkoholinių gėrimų (iš 23 valstybių narių), užregistruotų ES, bus apsaugoti Gruzijoje, kas yra labai naudinga ES žemės ūkio produkcijai. Vienintelės geografinės Gruzijos nuorodos yra padarytos su vynais (18

geografinių nuorodų), kadangi vynininkystė yra viena seniausių Gruzijos specializacijos sričių, daranti didelį poveikį visai šalies ekonomikai.

4-216-937

**Mara Bizzotto (EFD)**, *per iscritto*. – L'accordo negoziato dalla Commissione con la Georgia per la protezione delle indicazioni geografiche di prodotti agroalimentari è il primo testo che tutela bilateralmente le indicazioni geografiche concluso tra l'UE e un partner della politica di vicinato. L'accordo consentirà la tutela di un grandissimo numero di prodotti europei in territorio georgiano, in cambio della protezione nel territorio degli Stati Membri di pochi prodotti provenienti dal Paese caucasico. Il contenuto del testo negoziato quindi non può che trovarmi d'accordo, anche se di fatto la Georgia non rappresenta una realtà problematica per quanto attiene al riconoscimento delle indicazioni geografiche nel settore agroalimentare. Ben altre sono le realtà che pongono difficoltà legislative e politiche all'avanzamento di un negoziato bilaterale di mutua tutela e reciproco riconoscimento delle indicazioni geografiche. Questo accordo va quindi accolto positivamente, ma la speranza è che questo sia solo il primo di altri accordi simili da negoziare al più presto con soggetti che operano nei confronti dei prodotti europei consistenti e abbondanti pratiche di concorrenza sleale. Il mio voto alla relazione Moreira è positivo.

4-217-000

**Vilija Blinkevičiūtė (S&D)**, *raštu*. – Balsavau dėl šios rekomendacijos, kadangi Europos Sąjunga (ES) ir Gruzija sudarė susitarimą, kurio tikslas – abipusiškai apsaugoti daugelio žemės ūkio produktų, pavyzdžiui, sūrio, aliejaus ir riebalų, duonos ir kepinų, vaisių, daržovių, šviežios mėsos ir mėsos produktų, šviežios žuvies ir jūros produktų, vynų, alkoholinių gėrimų ir alaus, geografinės nuorodas. Šis susitarimas yra išsamus ir suderinamas su išpareigojimais, prisiimtais pagal Sutartį dėl intelektinės nuosavybės teisių aspektų, susijusių su prekyba. Kaip ir nurodoma Europos Parlamento rekomendacijoje, šalys susitaria dėl kriterijų ir procedūrų, taikomų geografinių nuorodų registravimui jų teritorijose, nes naujos geografinės nuorodos gali būti pridedamos, jei nei viena iš abiejų šalių neprieštaruja, ir iš abiejų šalių atstovų bus sudarytas Jungtinis komitetas susitarimo įgyvendinimui stebėti ir dvišalio bendradarbiavimo geografinių nuorodų srityje sąlygoms gerinti. Atsižvelgiant į tai, kad Gruzijos žemės ūkis yra tipinis pragyvenimo sektorius, nuo kurio priklauso pusės Gruzijos gyventojų pragyvenimas, šis susitarimas yra ypač svarbus Gruzijai.

4-217-500

**Jan Březina (PPE)**, *písemně*. – Hlasoval jsem pro Dohodu o vzájemné ochraně zeměpisných označení, neboť představuje pro EU i Gruzii specifické výhody. Na straně EU by měla tato dvoustranná dohoda zajistit, aby přibližně 820 zeměpisných označení potravinářských produktů, 1 930 vín a 320 lihovin ze 23 členských států, jež jsou registrovány v EU, požívalo v Gruzii ochrany, což je pro zemědělskou produkci EU velmi uklidňující, neboť jsou tak respektovány její specifické rysy a její kvalita. Tuto dohodu lze také považovat za pozitivní krok na cestě k rozšíření obchodních vztahů mezi EU a Gruzii. EU totiž zahájila v červenci 2010 s Gruzii jednání o dvoustranné dohodě o přidružení, která by měla mít také obchodní část, tj. rozsáhlou a komplexní dohodu o volném obchodu (DCFTA). Před vstupem do jednání o DCFTA Evropská komise očekává, že Gruzie splní soubor klíčových doporučení stanovených jako součást Východního partnerství a schválených Radou, aby bylo zajištěno, že tento východní partner má právní a institucionální kapacitu pro provádění dohody DCFTA. Tato dohoda o zeměpisných

označených proto stanoví kapacitu Gruzie pro vedení jednání a uzavření významné dohody s EU, jež se týká klíčových otázek v oblasti obchodu, včetně technických závazků.

4-218-000

**Andrea Cozzolino (S&D)**, *per iscritto*. – L'ampliamento del numero di paesi con i quali l'UE ha concluso un accordo per la tutela delle IGT non può che essere accolto con favore. Esso ha un'incidenza che va ben oltre il dato economico e che si riflette sul prestigio e sul buon nome delle eccellenze della produzione agroalimentare europea.

Troppo spesso situazioni di *vacatio legis* consentono la distribuzione a livello internazionale di marchi che, in maniera fraudolenta, imitano il *packaging* di prodotti IGT, senza tuttavia possederne le caratteristiche, traendo in inganno il consumatore e arrecando un danno economico, oltre che di immagine, a quelle aziende che quotidianamente sono impegnate a mantenere alti gli standard qualitativi dei beni tutelati. Ultimamente, un caso eclatante ha riguardato l'esportazione negli Stati Uniti di finti "pomodori San Marzano".

Ebbene, pur di fronte all'evidenza dell'abuso perpetrato, la Commissione ha ammesso di non poter agire, perché non esiste un accordo bilaterale con gli Stati Uniti per la tutela dei marchi registrati e, per vedersi riconosciuto il diritto alla tutela, occorre appellarsi alle norme statunitensi in materia. Una situazione paradossale, alla quale occorre porre rimedio con celerità.

Esprimendo parere favorevole alla raccomandazione, si vuole cogliere, appunto, l'occasione per chiedere di abbreviare i tempi di gestione degli accordi.

4-219-000

**Ryszard Czarnecki (ECR)**, *na piśmie*. – To bardzo ważny dokument i dobrze, że Parlament zdecydował się zawrzeć tę umowę. Jest to także ważne z punktu widzenia zacieśniania relacji z naszym ważnym strategicznym partnerem – Gruzją. Jest to ważne nie tylko z merytorycznego punktu widzenia, ale także dlatego, że Gruzja jest ważnym partnerem Unii Europejskiej. Ta umowa to kolejny most między Gruzją a UE i UE a Gruzją.

4-219-500

**Mário David (PPE)**, *por escrito*. – No âmbito da Política Europeia de Vizinhança, da parceria oriental e da adesão da Geórgia à OMC, é com bastante agrado que verifico, mais uma vez, a aproximação do enquadramento legislativo georgiano aos padrões europeus, desta feita no que diz respeito à proteção das Indicações Geográficas (IGs).

Embora as 18 IGs referentes à produção vitivinícola da Geórgia estejam bem longe da cerca de 3100 IGs europeias (sendo 1930 referentes exclusivamente à produção vitivinícola), espero que este Acordo possa funcionar como estímulo a uma maior promoção e perceção da qualidade dos produtos georgianos nos mercados externos (em especial nos mercados não tradicionais para as suas exportações) através da proteção das suas IGs, muito em especial no que diz respeito aos produtos agrícolas, que desempenham um papel decisivo na economia de subsistência das populações e que têm visto um incremento nas suas exportações para a UE nos últimos 10 anos.

Espero ainda que, no âmbito da PEV, este acordo possa inspirar uma maior integração legislativa com outros países vizinhos da nossa União, não só no domínio da proteção das IGs, uma vez que este é o primeiro acordo a ser celebrado!

4-220-000

**Christine De Veyrac (PPE)**, *par écrit*. – J'ai voté en faveur de cet accord qui permettra de protéger nos produits du terroir en reconnaissant leurs caractéristiques et en préservant leurs spécificités.

4-220-500

**Edite Estrela (S&D)**, *por escrito*. – Votei favoravelmente o relatório relativo ao *Acordo UE-Geórgia sobre a proteção das indicações geográficas dos produtos agrícolas e géneros alimentícios*, que irá assegurar uma proteção recíproca das respetivas indicações geográficas e irá contribuir para uma aproximação da legislação da UE e dos países vizinhos.

4-220-750

**Diogo Feio (PPE)**, *por escrito*. – O presente acordo é um passo importante nas relações entre a UE e a Geórgia e consiste no reconhecimento mútuo das indicações geográficas (IG) de vários produtos agrícolas, tais como produtos lácteos, produtos de padaria e pastelaria, frutas, legumes e cereais e bebidas, entre outros. Isto vai significar que 820 géneros alimentícios, 1930 vinhos e 320 bebidas espirituosas (de 23 Estados-Membros) vejam a sua indicação geográfica protegidas na Geórgia, com os necessários ganhos em termos de segurança e de qualidade. Permite também que inúmeros produtos da Geórgia, nomeadamente os seus vinhos, vejam a sua indicação geográfica reconhecida na UE.

4-220-812

**José Manuel Fernandes (PPE)**, *por escrito*. – Vital Moreira, no presente relatório, analisa a recomendação sobre o projeto de decisão do Conselho no que respeita à assinatura de um Acordo entre a União Europeia e a Geórgia em relação à proteção das indicações geográficas (IG) de produtos agrícolas e géneros alimentícios. Não obstante a Geórgia apenas ter aderido à Organização Mundial do Comércio (OMC) em 2000, desde o dia 1 de julho de 1999 que existe um Acordo de Parceria e Cooperação entre a UE e este país. Prosseguindo uma tradição ancestral, as IG visam identificar a origem, a qualidade e as características de determinados produtos, ligando-os às terras onde são produzidos, de modo a garantir a sua reputação. Votei favoravelmente esta proposta de recomendação porque considero que, quer a Geórgia, quer a UE, particularmente os seus agricultores, serão muito beneficiados pois verão as características dos seus produtos (queijos, matérias gordas, produtos de padaria e pastelaria, frutas, produtos hortícolas, cereais, carnes frescas e produtos à base de carne, peixes e mariscos frescos, vinho, bebidas espirituosas e cerveja) reconhecidos e protegidos. Saúdo, também, o reforço das relações comerciais entre a UE e a Geórgia.

4-220-875

**João Ferreira (GUE/NGL)**, *por escrito*. – As Indicações Geográficas (IG) constituem um instrumento que se destina a proteger certos nomes que identificam produtos com uma ligação especial ao seu território de origem. As IG são indicações que identificam um produto como originário de um dado território, em que uma determinada qualidade, reputação ou outra característica do produto pode essencialmente ser atribuída à sua origem geográfica. No atual contexto internacional, marcado pela desregulação e liberalização do comércio mundial, pela standardização dos métodos de produção, pela intensificação e homogeneização da produção, pela conseqüente perda de modos de produção e de produtos tradicionais e pela redução da biodiversidade, nas suas múltiplas



vertentes, as IG constituem um instrumento que pode ajudar a preservar e a respeitar as características e a qualidade de determinadas produções locais e regionais. Apoiamos o estabelecimento de IG para vários produtos agrícolas, tais como queijos, frutas, hortícolas, cereais, carnes, peixes e mariscos, produtos de padaria e pastelaria, vinhos e bebidas espirituosas, oriundos de vários países da UE (23) e da Geórgia. Mas importa lembrar que este instrumento não constitui a panaceia para fazer face aos malefícios da desregulação do comércio. O que é necessário é, pois, pôr em causa o dogma do comércio livre. Lamentavelmente, o relator insiste (mesmo neste relatório) em abrir-lhe a porta.

4-220-937

**Monika Flašíková Beňová (S&D)**, *písomne*. – Európska únia a Gruzínsko uzavreli dohodu zameranú na vzájomnú ochranu zemepisných označení vzťahujúcu sa na širokú škálu poľnohospodárskych výrobkov, ako sú syry, oleje a tuky, chlieb a pečivo, ovocie, zelenina, obilniny, čerstvé mäso a mäsové výrobky, čerstvé ryby a morské živočíchy, víno, liehoviny a pivo. Dohoda je krokom, ktorý obaja partneri prijali v súlade s dohodou o partnerstve a spolupráci a je prvou svojho druhu s partnerom v rámci európskeho susedstva. Možno ju tiež považovať za pozitívny krok smerom k širším obchodným vzťahom medzi EÚ a Gruzínskom, keďže sa ňou Gruzínsku udeľuje schopnosť rokovať a uzavrieť s EÚ podstatnú dohodu o kľúčových otázkach súvisiacich s obchodom vrátane technických záväzkov. Taktiež, gruzínske poľnohospodárstvo je typickým sektorom zabezpečujúcim pokrytie základných potrieb a závisí od neho živobytie polovice gruzínskych obyvateľov. Je teda vítaný každý krok na posilnenie vyhladok na vývoz poľnohospodárskych výrobkov. Táto dohoda by mala trend vývozu ešte zintenzívniť. Keďže z nej plynú obom partnerom osobitné výhody, zastávam názor, že je vhodné, aby Parlament s jej uzatvorením udelil súhlas.

4-221-000

**Jarosław Kalinowski (PPE)**, *na piśmie*. – Powinniśmy nie tylko zgodzić się na podpisanie umowy z Gruzją, ale także ją wspierać. Rolą lepiej rozwiniętych krajów Unii jest promować dobre rozwiązania wśród państw, które dopiero co rozbudowują swoją gospodarkę. Przypadek Gruzji jest szczególny ze względu na jej burzliwą historię, także wtedy, kiedy stanowiła część Związku Radzieckiego, i konflikty etniczne, które do tej pory mają miejsce na jej terytorium. Gruzja to kraj bogaty w tradycję, szczególnie kulinarną i winiarską. Bogactwo upraw, potraw i win jest jedyne w swoim rodzaju. I jako uczciwy partner handlowy powinniśmy pomóc Gruzynom chronić ich niepowtarzalne produkty, przy jednoczesnej promocji ich wysokiej jakości. Na szczególną uwagę zasługują wina, które przez lata obecności w WNP były produkowane na masową skalę, co obniżało ich jakość. Teraz należy wesprzeć odbudowę marki wina gruzińskiego, aby ta gałąź gospodarki mogła się lepiej rozwijać.

4-221-500

**Agnès Le Brun (PPE)**, *par écrit*. – Mon vote est allé à cet accord entre l'Union européenne et la Géorgie qui permet d'accomplir de grands progrès dans la protection des indications géographiques des produits agricoles ou des denrées alimentaires. L'accord contient une liste étendue des indications mutuellement reconnues. Ainsi, cet accord permet une protection accrue de la grande variété et la qualité de nos produits du terroir qui sont une part de notre identité et de notre richesse.

4-222-000

**David Martin (S&D)**, *in writing*. – I welcome the fact that the European Union (EU) and Georgia have concluded an agreement aiming at mutually protecting the geographical indications (GIs) and covering a wide range of agricultural products such as cheeses, oils and fats, bread and pastry, fruit, vegetables, cereals, fresh meats and meat products, fresh fish and seafood, wines, spirits and beers. This Agreement is a step taken by both partners as foreseen in the Partnership and Cooperation Agreement which entered into force on 1 July 1999. It has been made possible by the accession of Georgia to the World Trade Organization (WTO) in 2000. It has been described as a bilateral agreement for the protection of GIs which is the first of this kind with a partner from the European Neighbourhood.

4-223-000

**Jiří Maštálka (GUE/NGL)**, *písemně*. – Uzavření Dohody mezi Evropskou unií a Gruzii o ochraně zeměpisných označení zemědělských produktů a potravin je třeba hodnotit jednoznačně pozitivně, a to jak z hlediska obchodních vztahů mezi oběma smluvními stranami, tak z hlediska zkvalitňování ochrany práv na označení obecně. Tato dohoda je unikátní, neboť jde o první dvoustrannou dohodu tohoto druhu, kterou uzavírá Evropská unie s partnerem v rámci evropského sousedství. Výhody dohody pro obě strany jsou nesporné: pro EU to znamená, že v Gruzii bude požívat ochrany 820 zeměpisných označení potravin, 1930 vín a 320 lihovin registrovaných na úrovni EU, a pokud jde o Gruzii, na teritoriu EU se ochrana zeměpisných označení zemědělských produktů a potravin bude vztahovat zatím „jen“ na 18 označení týkajících se výhradně vína. Je však správně připomínáno, že právě vinařství má v Gruzii mimořádnou tradici a ekonomický efekt, k jehož posílení nepochybně přispěje ochrana zeměpisných označení gruzínských produktů v EU.

4-224-000

**Clemente Mastella (PPE)**, *per iscritto*. – Sosteniamo con favore la conclusione tra Unione europea e Georgia di un accordo che mira alla tutela reciproca delle indicazioni geografiche, includendo una vasta gamma di prodotti agricoli, quali formaggi, oli e grassi, prodotti della panetteria, ortofrutticoli, cereali, carni fresche e prodotti a base di carne, pesci e frutti di mare, vini, liquori e birre.

Si tratta di un accordo bilaterale per la tutela delle indicazioni geografiche ed è il primo di questo genere ad essere concluso con un partner della politica europea di vicinato. L'accordo presenta vantaggi specifici per entrambe le parti: quanto all'UE, esso dovrebbe garantire la tutela in Georgia di circa 820 indicazioni geografiche di prodotti alimentari (provenienti da 23 Stati membri) registrate dall'Unione europea, fatto molto rassicurante per la produzione agricola europea, poiché sarà garantito il rispetto delle caratteristiche e della qualità che la distinguono.

L'accordo può inoltre essere ritenuto un passo positivo in vista di relazioni commerciali più ampie tra l'UE e la Georgia: nel luglio 2010 l'Unione europea ha avviato dei negoziati con la Georgia per elaborare un accordo bilaterale di associazione che dovrebbe comprendere una componente commerciale, ovvero un accordo di libero scambio più approfondito e completo.

4-224-500

**Iosif Matula (PPE)**, *in writing*. – The EU-Georgia Agreement on protection of geographical indications of agricultural products and foodstuffs is an important step in bolstering trade between these two regions. Upon the entry into force of the 1999 Partnership and Cooperation Agreement, Georgia acceded to the World Trade Organization in 2000 and has since then been party to the Agreement on Trade Related Aspects of Intellectual Property Rights (TRIPS). The purpose of this EU-Georgia agreement is to safeguard the geographical indications, or place names used to identify origin and quality, reputation and other characteristics of agricultural products and foodstuffs. Exports of Georgia's products to the EU in the last ten years have not only diversified, they have increased fourfold. While the agreement aims to streamline trade between the EU and Georgia, it also allows Georgia to strengthen its export economy to regions outside its traditional trade route. In the case of my home country Romania, a tool such as this agreement can be quite instrumental for often overlooked countries to gain visibility and recognition in markets abroad.

4-224-750

**Mario Mauro (PPE)**, *per iscritto*. – Ci sono innumerevoli vantaggi che un accordo sulla protezione delle indicazioni geografiche dei prodotti agricoli e alimentari tra Georgia e Unione europea comporterebbe. Confortano le cifre fornite dal relatore: l'accordo bilaterale dovrebbe garantire la tutela in Georgia di circa 820 indicazioni geografiche di prodotti alimentari, 1 930 indicazioni di vini e 320 indicazioni di liquori registrate dall'Unione europea, fatto molto rassicurante per la produzione agricola dell'UE, poiché sarà garantito il rispetto delle caratteristiche e della qualità che la distinguono. Il mio voto è favorevole.

4-225-000

**Jean-Luc Mélenchon (GUE/NGL)**, *par écrit*. – Je vote pour la protection des indications géographiques de nos produits et des produits en général. Mon vote ne vaut pas approbation de l'accord de libre-change conclu entre l'Union européenne et la Géorgie.

4-225-500

**Alexander Mirsky (S&D)**, *in writing*. – Though the Agreement will enable the reciprocal protection of the geographical indications of the respective parties and will contribute to the approximation of legislation among the EU's neighbouring countries, I voted against, since I do not consider cooperation with Saakashvili's regime possible.

4-226-000

**Andreas Mölzer (NI)**, *schriftlich*. – Georgien wurde in den letzten zehn Jahren ein immer wichtigerer Exportpartner für die EU. Vor allem Wein, der traditionell vornehmlich nach Russland exportiert wurde, wird immer öfter von europäischen Konzernen produziert und auch europaweit vertrieben. Zum gegenseitigen Schutz geografischer Angaben der meisten landwirtschaftlichen Produkte – hierbei allem voran natürlich des Weines – haben Georgien und die Europäische Union bereits 1999 ein Abkommen geschlossen, das heute als Basis für weitere Abkommen mit Georgien dient. Denn damit hat das zur Östlichen Partnerschaft gehörende Land bewiesen, die rechtlichen und institutionellen Kapazitäten zu besitzen, um eine Freihandelszone zu errichten. Vorteile, weitere Handelsbeziehungen mit Georgien einzugehen, bestünden für beide Seiten. Ich habe mich meiner Stimme enthalten, da aus dem Bericht nicht deutlich hervorgeht, welche Vorteile sich für die EU-Mitgliedstaaten in weiterer Folge ergeben.

4-226-500

**Claudio Morganti (EFD)**, *per iscritto*. – Il riconoscimento delle indicazioni geografiche dei prodotti agricoli e alimentari è da ritenersi senz'altro utile, al fine di identificare in maniera rapida l'origine, la qualità, la notorietà e le caratteristiche proprie di determinati prodotti. Con la Georgia si è raggiunto un accordo soddisfacente, che permette a 820 prodotti alimentari, 1930 tipi di vini e 320 liquori, tutte eccellenze europee, di ottenere un riconoscimento quali prodotti di qualità e con determinate garanzie, sicuramente utile per la loro commercializzazione nel Paese caucasico; l'Unione europea si impegna invece a riconoscere mutualmente 18 tipi di vino georgiano di qualità, fatto che può sicuramente essere un aiuto concreto a un settore importante per l'economia di quell'area. L'Unione europea dovrebbe riuscire a impegnarsi a concludere accordi di questo tipo anche con altri Paesi, poiché tali accordi consentono di ottenere molteplici benefici: da un lato tuteliamo le nostre aziende migliori da pericoli di contraffazione e abusi, e dall'altro possiamo favorire la crescita e lo sviluppo di Paesi confinanti, in maniera tale che possano godere di migliori condizioni e opportunità di lavoro, senza dover quindi essere costretti a emigrare altrove.

4-226-750

**Radvilė Morkūnaitė-Mikulėnienė (PPE)**, *raštu*. – Palaikau ES ir Gruzijos susitarimą dėl žemės ūkio ir maisto produktų geografinių nuorodų apsaugos. Šis susitarimas bus abipusiškai naudingas. 820 maisto produktų geografinių nuorodų, 1 930 vynu ir 320 alkoholinių gėrimų, užregistruotų ES, bus apsaugoti Gruzijoje. Nors Gruzija kol kas neturi geografinių nuorodų, susijusių su maisto produktais, o registruotų 18 nuorodų yra susijusių tik su vynais, pažymėtina, kad ilgainiui abipusiškai pripažįstamų geografinių nuorodų sąrašas galės būti pildomas. Tikiu, kad susitarimas padės Gruzijai labiau diversifikuoti eksporto rinkas. Šiuo metu Gruzija eksportuoja daugiausiai į Rusijos ir kitų NVS šalių rinkas, tačiau palaiptiesniui auga mineralinio vandens, vyno ir maisto produktų eksportas ir į ES rinkas. Susitarimas šią augimo tendenciją turėtų sustiprinti, taip pat padės Gruzijai pilnavertiškai įsijungti į pasaulinę intelektinės nuosavybės apsaugos prekybos srityje sistemą. Geografinių nuorodų apsaugos susitarimo sudarymas yra vienas iš žingsnių link gilaus ir visaapimančio laisvosios prekybos susitarimo tarp ES ir Gruzijos sudarymo. Tikiuosi, kad neilgai trukus bus pradėtos derybos dėl DCFTA. Tolimesnis ES ir Gruzijos prekybos santykių glaudinimas yra vienas iš esminių Europos kaimynystės politikos tikslų.

4-227-000

**Norica Nicolai (ALDE)**, *in writing*. – I voted in favour of this report because, as the ALDE shadow rapporteur for Georgia in the AFET Committee, I understand the significance of moving forward in pursuing closer trade relations with Georgia. This is a positive step in EU-Georgia relations because it will serve to enhance Georgia's access to a wider share of the EU market, which can only have positive effects on its economy. This agreement on protection of geographical indications ensures Georgia's capacity to assume key technical commitments and to implement them within a wider Deep and Comprehensive Free Trade Agreement.

4-227-500

**Franz Obermayr (NI)**, *schriftlich*. – Die EU hat mit Georgien haben ein Abkommen zum gegenseitigen Schutz geografischer Angaben für zahlreiche landwirtschaftliche Erzeugnisse wie Käse, Öle und Fette, Brot und Backwaren, Obst, Gemüse, Getreide, Frischfleisch und Fleischprodukte, frischen Fisch und Meeresfrüchte, Wein, Spirituosen und Bier

abgeschlossen. Mit dem Beitritt zur WTO ist Georgien auch Vertragspartei des Übereinkommens über handelsbezogene Aspekte der Rechte des geistigen Eigentums (TRIPS-Übereinkommen) geworden. Demzufolge ist Georgien verpflichtet Ortsnamen als geografische Angaben, welche Aufschluss über Herkunft und Qualität des Produktes geben, anzuerkennen. Auf dieser Basis wurde ein Abkommen abgeschlossen, um den gegenseitigen Handel mit landwirtschaftlichen Erzeugnissen und Lebensmitteln zu fördern, insbesondere georgischen Wein. Seit einiger Zeit investieren europäische Unternehmen immer mehr in die georgische Wein- und Spirituosenproduktion. Der Schutz geografischer Angaben für landwirtschaftliche Erzeugnisse ist von zentraler Bedeutung für hochwertige Produkte aus der EU. Das vorliegende Abkommen unterstützt allerdings hauptsächlich die georgische Weinproduktion, die konkreten Vorteile für europäische Erzeuger sind hingegen weniger ersichtlich. Ich habe mich daher der Stimmabgabe enthalten.

4-227-750

**Rolandas Paksas (EFD)**, *raštu*. – Balsavau už šią rezoliuciją, kadangi abiem šalims yra itin svarbu sudaryti susitarimą, kuris užtikrins tinkamą žemės ūkio ir maisto produktų geografinių nuorodų apsaugą. Pažymėtina, kad šio susitarimo nuostatos padės užtikrinti, kad ES užregistruotos geografinės nuorodos būtų tinkamai saugomos Gruzijoje, o kartu ir tinkamai įvertinami žemės ūkio produkcijos ypatumai ir kokybė. Be to, labai svarbu pažymėti, kad adekvati apsauga bus taikoma ir Gruzijos geografinėms nuorodoms, susijusioms su vynais. Manau, kad pripažįstamos Gruzijos vynu geografinės nuorodos neabejotinai darys teigiamą poveikį šio sektoriaus bei žemės ūkio ekonomikai, taip pat skatins žemės ūkio produktų eksporto pažangą. Manau, kad šis susitarimas yra didelis postūmis siekiant platesnių ES ir Gruzijos prekybos santykių. Taip pat tai yra puiki galimybė Gruzijai derėtis ir su ES sudaryti esminį susitarimą dėl pagrindinio su prekyba susijusio aspekto, įskaitant techninius įsipareigojimus.

4-227-875

**Alfredo Pallone (PPE)**, *per iscritto*. – Cari colleghi, la politica europea di vicinato offre grandi opportunità commerciali ai cittadini europei e soprattutto ai cittadini degli Stati membri confinanti. La stipula di accordi di partenariato e di cooperazione è importante in vista di relazioni commerciali future e il testo in questione, sulla protezione delle indicazioni geografiche dei prodotti agricoli e alimentari, tende proprio a regolarizzare il mercato interno sia dell'UE che della Georgia per cercare di mantenere ben distinta qualità, provenienza e denominazione degli alimenti presenti sul mercato con vantaggi non indifferenti da ambedue le parti. Trasparenza nei confronti dei consumatori e competitività dei prodotti.

4-227-937

**Maria do Céu Patrão Neves (PPE)**, *por escrito*. – Votei favoravelmente este relatório sobre o acordo celebrado entre a União Europeia e a Geórgia com o objetivo de proteger as indicações geográficas (IG) de vários produtos agrícolas, tais como queijos, matérias gordas, produtos de padaria e pastelaria, frutas, produtos hortícolas, cereais, carnes frescas e produtos à base de carne, peixes e mariscos frescos, vinho, bebidas espirituosas e cervejas. As indicações geográficas dos produtos alimentares europeus devem ser protegidas a todo o custo, quer pela via de acordo bilaterais, quer pela via de acordos multilaterais, pois não faz qualquer sentido manter relações comerciais com países terceiros sem que as indicações geográficas europeias sejam devidamente acauteladas, nomeadamente através de políticas

anticontrafação que devem ser postas em prática pelos países terceiros que queiram iniciar ou manter relações comerciais com a UE.

4-227-968

**Aldo Patriciello (PPE)**, *per iscritto*. – L'accordo bilaterale per l'indicazione delle denominazioni geografiche concluso tra l'UE e la Georgia rappresenta un'intesa comune volta a promuovere gli scambi di prodotti agricoli e alimentari provenienti dalla Georgia e dall'Unione europea, rispettando al contempo le caratteristiche di qualità e di origine dei prodotti provenienti da entrambi i partner. Convenendo che il riconoscimento delle indicazioni geografiche georgiane può essere ritenuto un passo positivo in vista di relazioni commerciali più ampie tra l'UE e la Georgia, e riscontrando in tal senso un importante incremento delle esportazioni dei prodotti agricoli georgiani verso l'UE dal 10% del 1997 al 40% del 2007, esprimo il mio voto favorevole alla conclusione dell'accordo.

4-228-000

**Fiorello Provera (EFD)**, *per iscritto*. – L'intesa siglata con la Georgia è un passo importante per il riconoscimento della qualità dei nostri prodotti all'estero. È la prova tangibile del fatto che gli accordi di partenariato possono essere il volano della tutela delle indicazioni geografiche.

Per queste ragioni, mi unisco all'apprezzamento unanime espresso dalla commissione per il commercio internazionale per la relazione dell'on. Moreira. Se la Commissione europea riuscisse a raggiungere altri accordi come questo, magari con quei paesi la cui cultura del marchio non è ancora come la nostra, sarebbe un grande successo per i consumatori stranieri e per i produttori europei.

4-228-500

**Paulo Rangel (PPE)**, *por escrito*. – Sendo ambas as partes contratantes membros da OMC e do Acordo sobre os Aspectos dos Direitos de Propriedade Intelectual relacionados com o Comércio, reconhecem as indicações geográficas, quer como instrumento de identificação das características dos produtos, quer enquanto valor autónomo de mercado. Nessa medida, o acordo entre a UE e a Geórgia (o primeiro desta natureza celebrado com um parceiro da Vizinhança Europeia) representa um passo natural no contexto do aprofundamento das relações entre os dois espaços. Do lado comunitário, o acordo protegerá a indicação geográfica de cerca de 820 géneros alimentícios, 1930 vinhos e 320 bebidas espirituosas; do lado georgiano, proteger-se-ão as indicações geográficas de cerca de 18 vinhos. Note-se, porém, que o mercado vinícola assume uma expressão substancial no contexto da economia da Geórgia, tendo as exportações de produtos agrícolas deste Estado para o espaço comunitário aumentado, entre 1997 e 2007, de 10 para 40 %. Na esperança de que este acordo estreite as relações entre os dois espaços, votei favoravelmente.

4-229-000

**Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE)**, *in writing*. – In favour. The European Union (EU) and Georgia have concluded an agreement aiming at mutually protecting the geographical indications (GIs) and covering a wide range of agricultural products such as cheeses, oils and fats, bread and pastry, fruit, vegetables, cereals, fresh meats and meat products, fresh fish and seafood, wines, spirits and beers. This Agreement is a step taken by both partners as foreseen in the Partnership and Cooperation Agreement which entered into force on 1 July 1999. It has been made possible by the accession of Georgia to the World Trade

Organization (WTO) in 2000. It has been described as a bilateral agreement for the protection of GIs which is the first of this kind with a partner from the European Neighbourhood.

4-229-500

**Tokia Saïfi (PPE)**, *par écrit*. – L'Union européenne est le principal partenaire commercial de ce pays (près de 30% de ses échanges commerciaux). J'ai voté en faveur de cet accord car au vu de ce chiffre, il est important de garantir une protection efficace de nos indications géographiques dans ce pays, ce que permettront les dispositions de cet accord. En effet, elles comprennent une liste d'indications géographiques reconnues par les deux parties, garantissant la sécurité juridique des opérateurs, des dispositions spécifiques aux indications géographiques agricoles et une procédure d'objection ouverte aux parties prenantes (producteurs, entreprises). De plus, c'est la première fois qu'un accord de ce type est conclu avec un des pays de la politique européenne de voisinage. J'ai soutenu cette initiative afin de donner un signal à la Commission européenne: elle doit entamer et poursuivre les négociations de ce type d'accord avec les autres pays du voisinage.

4-230-000

**Nuno Teixeira (PPE)**, *por escrito*. – A União Europeia e a Geórgia celebraram um Acordo com o objetivo de proteger mutuamente as indicações geográficas de vários produtos agrícolas, tais como queijos, matérias gordas, produtos de padaria e pastelaria, frutas, produtos hortícolas, cereais, carnes frescas e produtos à base de carne, peixes e mariscos frescos, vinho, bebidas espirituosas e cervejas. O Acordo, que é o primeiro do género celebrado com um parceiro da Política Europeia de Vizinhança, apresenta benefícios específicos para ambas as partes, sendo de destacar que deverá assegurar que as indicações geográficas de cerca de 820 géneros alimentícios, de 1 930 vinhos e de 320 bebidas espirituosas (de 23 Estados-Membros) registados pela UE sejam protegidas na Geórgia, e que também representa um importante passo no sentido do alargamento das relações comerciais entre a UE e a Geórgia. Pelas razões expostas, votei a favor do documento.

4-231-000

**Angelika Werthmann (NI)**, *schriftlich*. – Im Lichte des geplanten Freihandelsabkommens zwischen der EU und Georgien ist eine Verbesserung der Handlungsbeziehungen dringend notwendig. Das Abkommen zum gegenseitigen Schutz geographischer Angaben und Erzeugnisse ist ein erster Schritt dazu. Das Abkommen sichert die Achtung der Qualitäts- und Herkunftsmerkmale beider Vertragspartner und gewährleistet, dass in der EU geschützte geographische Angaben auch in Georgien anerkannt werden. Ich habe zugestimmt.

4-231-500

**Marina Yannakoudakis (ECR)**, *in writing*. – When British Prime Minister Winston Churchill attended the Yalta Conference in 1945 he was offered a glass of Georgian brandy. The great man was so impressed by the taste that he mistook the Georgian spirit for a French cognac. I voted for this report because it means that geographical indications such as cognac and Scotch whisky will be protected. Georgian brandies will no longer be able to call themselves cognacs. This will make it easier for consumers to make the right choice. Now the only way consumers can be misled is if – like Mr Churchill – they are deceived by the taste of the product.

4-232-000

**Raccomandazione: Vital Moreira (A7-0005/2012)**

4-232-500

**Luís Paulo Alves (S&D)**, *por escrito*. – Sou a favor da aprovação do projeto de decisão do Conselho, pela simples razão de que a adoção desta legislação harmonizada conduzirá à redução da burocracia, particularmente para a indústria europeia, neste caso no que concerne às prescrições uniformes relativas à homologação de veículos sobre a proteção dos ocupantes da cabina de um veículo comercial.

4-232-750

**Sophie Auconie (PPE)**, *par écrit*. – Le Forum mondial de la Commission économique des Nations unies pour l'Europe (CEE-ONU) a pour but de réunir les principaux pays constructeurs de véhicules afin d'harmoniser les normes relatives à leur construction, aux types de pièces utilisées, etc. Ici, il s'agissait plus particulièrement de la protection des occupants de la cabine d'un véhicule utilitaire. Avec mes collègues du groupe PPE, nous avons voté en faveur de ce règlement CEE-ONU qui « ouvrira la voie à l'application des mêmes normes dans de nombreux pays, en supprimant les lourdeurs administratives ». Nous avons donc autorisé la Commission européenne, représentante de l'Union européenne au sein de la CEE-ONU, à voter en faveur de ce règlement qui renforcera le poids de nos entreprises sur le marché mondial.

4-232-875

**Mara Bizzotto (EFD)**, *per iscritto*. – Le misure contenute nel progetto di regolamento redatto dalla Commissione Economica della Nazioni Unite propongono una serie di misure meramente tecniche dirette ai produttori che operano su scala mondiale. L'obiettivo di questi accordi, come in precedenza per più di un centinaio di regolamenti simili, è quello di introdurre nel mercato globale regole per l'omologazione di una determinata categoria di prodotti, così da ridurre gli oneri burocratici a carico dell'industria. Condivido l'obiettivo dell'accordo della Commissione Economica di Ginevra, e il mio voto alla raccomandazione sulla proposta di decisione del Consiglio UE è pertanto positivo.

4-232-937

**Maria Da Graça Carvalho (PPE)**, *por escrito*. – Congratulo-me com a aprovação deste projeto de decisão sobre as prescrições uniformes relativas à homologação de veículos no que diz respeito à proteção dos ocupantes da cabina de um veículo comercial. Este regulamento permitirá a aplicação das mesmas normas em muitos países, reduzindo, assim, a burocracia e contribuindo para que a indústria europeia possa competir a um nível mais vasto e com maior facilidade. Estes requisitos técnicos serão aplicados a muitos países, não só da UE, mas também a países terceiros da Europa Oriental, Ocidental e do Sudeste da Europa, à Comunidade de Estados Independentes, ao Japão e à América do Norte, que são Partes Contratantes no Acordo UNECE de 1958. Uma homologação diretamente baseada em normas acordadas a nível internacional traduz-se na melhoria do acesso ao mercado e no aumento da competitividade da indústria da UE.

4-232-952

**Mário David (PPE)**, *por escrito*. – Para não correr o risco de me repetir, remeto para a minha declaração de voto sobre o regulamento relativo às fontes de iluminação LED a



relevância da escala, a importância da aprovação de regulamentos técnicos a nível global e o enaltecimento do trabalho da UNECE. Nesta declaração de voto sobre as prescrições uniformes relativas à homologação de veículos no que diz respeito à proteção dos ocupantes da cabina de um veículo comercial, gostaria apenas de relevar a importância da unanimidade parlamentar relativamente a certas matérias, como é o caso destas. Concordo com a ideia de que a unanimidade em certas circunstâncias é preocupante (v.g. em regimes opressores e/ou quando estão em causa a eleição de pessoas). Nas matérias relativas às regulamentações técnicas, a união do Parlamento indicia que praticamente a totalidade dos cidadãos dos nossos Estados-Membros concorda com os ganhos de escala/segurança proporcionados por estas regulamentações. Porque não assumir, desse modo, a criação de normas europeias (inicialmente) ou mundiais (desejavelmente) para produtos industriais como uma prioridade da nossa União? Não é esse um dos objetivos primeiros da nossa Comunidade? Um mercado único? Porque não perspectivá-lo desde logo à escala mundial no âmbito da sua regulamentação técnica?

4-232-968

**Diogo Feio (PPE)**, *por escrito*. – Saúdo todos os instrumentos jurídicos destinados a proteger os seres humanos e a reforçar a sua segurança. Este regulamento enquadra-se precisamente nesse tipo de instrumentos ao assegurar o reconhecimento e a fiabilidade da homologação de veículos. Faço votos para que a União Europeia procure assegurar aos seus cidadãos os mais altos padrões de fiabilidade e segurança dos veículos em circulação no seu território, contribuindo, deste modo, para a redução da sinistralidade rodoviária e para que possa estabelecer parcerias fiáveis neste tocante, que assegurem a qualidade dos veículos provindos do exterior.

4-232-976

**José Manuel Fernandes (PPE)**, *por escrito*. – O relatório em apreço, elaborado por Vital Moreira, incide sobre a recomendação relativa ao projeto de decisão do Conselho no que respeita à adesão da União Europeia ao Regulamento n.º 29 da Comissão Económica das Nações Unidas para a Europa (UNECE) sobre as prescrições uniformes relativas à homologação de veículos no que diz respeito à proteção dos ocupantes da cabina de um veículo comercial. O Fórum Mundial para a Harmonização das Regulamentações Aplicáveis a Veículos (WP.29) da UNECE é um grupo de trabalho permanente a funcionar no âmbito das Nações Unidas e debruça-se sobre os regulamentos aplicáveis aos veículos a motor. A segurança de todos os passageiros de veículos a motor, quer particulares, quer comerciais sempre foi preocupação da UE. Até ao momento, a UNECE aprovou 126 Regulamentos, tendo a UE aderido a 106. Acresce referir que a Diretiva 2007/46/CE prevê a possibilidade de impor a aplicação obrigatória dos regulamentos UNECE para efeitos de homologação CE dos veículos. Neste sentido, votei favoravelmente esta proposta de recomendação pois estou ciente que, através da aplicação das normas referidas neste regulamento aos Estados-Membros, não só haverá uma redução substancial da burocracia, mas também uma melhoria da competitividade da indústria europeia.

4-232-984

**João Ferreira (GUE/NGL)**, *por escrito*. – O Acordo da Comissão Económica para a Europa das Nações Unidas (UNECE), de 1958, prevê que qualquer parte contratante, no momento da adesão, poderá declarar não ficar vinculada por certos regulamentos UNECE. Este relatório propõe que o Parlamento Europeu dê a sua aprovação à adesão da União Europeia ao Regulamento n.º 29 da UNECE, sobre as prescrições relativas à homologação de veículos,

no que diz respeito à proteção dos ocupantes da cabina de um veículo comercial. Os requisitos técnicos dos regulamentos UNECE não se aplicam apenas à UE, mas também a países terceiros da Europa Oriental, Ocidental e do Sudeste da Europa, ao Japão e à América do Norte, entre outros, que são Partes Contratantes no Acordo UNECE de 1958. Pretende-se que as homologações concedidas ao abrigo dos regulamentos UNECE sejam consideradas homologações CE, evitando-se, deste modo, duplicações em matéria não só de requisitos técnicos, mas também de procedimentos administrativos e de certificação, reduzindo-se assim a carga burocrática, daqui resultando vantagens para a indústria e para as autoridades nacionais.

4-232-992

**Monika Flašíková Beňová (S&D)**, *pisomne*. – Svetové fórum pre harmonizáciu predpisov o vozidlách (pracovná skupina zriadená podľa článku 29) Európskej hospodárskej komisie Organizácie Spojených národov (EHK OSN) poskytuje jedinečný rámec pre globálne harmonizované predpisy o vozidlách, do ktorého sú zapojení účastníci z celého sveta, najmä však krajiny s najväčšou produkciou motorových vozidiel. Prínos týchto harmonizovaných predpisov je zrejmy v oblasti bezpečnosti cestnej premávky, ochrany životného prostredia a obchodu. Pracovná skupina zriadená podľa článku 29 je v inštitucionálnom rámci OSN stálou pracovnou skupinou fungujúcou ako globálne fórum, ktoré umožňuje otvorenú diskusiu o predpisoch v oblasti motorových vozidiel. V rámci EHK OSN bolo dosiaľ schválených 126 predpisov. Európska únia zatiaľ pristúpila k 106 predpisom. Doposiaľ však nepristúpila k predpisu EHK OSN č. 29 o jednotných ustanoveniach pre schvaľovanie vozidiel z hľadiska ochrany cestujúcich v kabíne úžitkového vozidla. Domnievam sa, že je vhodné, aby Parlament udelil súhlas s návrhom rozhodnutia EHK OSN č. 29 o jednotných ustanoveniach pre schvaľovanie vozidiel z hľadiska ochrany cestujúcich v kabíne úžitkového vozidla, pretože na základe tohto predpisu EHK OSN bude možné uplatňovať v mnohých krajinách rovnaké normy, čím sa odstráni byrokracia a európskemu priemyslu sa umožní, aby sa na hospodárskej súťaži zúčastňoval vo väčšom rozsahu a za jednoduchších podmienok.

4-232-996

**Jim Higgins (PPE)**, *in writing*. – I welcome this resolution which should be the first step towards improving the safety of vehicles with regard to the safety and protection of the occupants of the cab of commercial vehicles.

4-233-000

**Philippe Juvin (PPE)**, *par écrit*. – Le règlement relatif à l'adhésion de l'Union au règlement n°29 de la Commission économique pour l'Europe des Nations unies sur les prescriptions uniformes relatives à l'homologation des véhicules en ce qui concerne la protection des occupants de la cabine d'un véhicule utilitaire est un très bon rapport. J'ai donc décidé de le soutenir.

4-234-000

**David Martin (S&D)**, *in writing*. – I support Parliament giving its consent to the draft Council Decision on the accession of the Union to Regulation No 29 of the United Nations Economic Commission for Europe on uniform provisions concerning the approval of vehicles with regard to the protection of the occupants of the cab of a commercial vehicle, because this UNECE Regulation will allow for the application of the same standards in

many countries, taking away red tape and allowing European industry to compete more widely and easily.

4-234-500

**Alexander Mirsky (S&D)**, *in writing*. – Since this procedure is aimed at giving the EP's consent to the accession of the EU to Regulation No 29 of the United Nations Economic Commission for Europe on uniform provisions concerning the approval of vehicles with regard to the protection of the occupants of the cab of a commercial vehicle, I supported the rapporteur.

4-235-000

**Andreas Mölzer (NI)**, *schriftlich*. – Harmonisierte Regelungen hinsichtlich Kraftfahrzeugbestimmungen können für die Verkehrssicherheit, den Umweltschutz und den Handel von Vorteil sein. Typgenehmigungen nach den UN/ECE-Regelungen, also EG-Typgenehmigungen und solche auf international vereinbarten Standards ermöglichen die Anwendung der gleichen Standards in vielen Ländern und vermeiden damit Doppelarbeit, verringern den Verwaltungsaufwand und können die Wettbewerbsfähigkeit der europäischen Industrie stärken. Maßnahmen zum Bürokratieabbau und Verwaltungsvereinfachungen sind zwar prinzipiell zu begrüßen, in manchen Bereichen nimmt die EU jedoch sicherheitstechnisch eine Vorreiterrolle ein, diese Möglichkeit sollte nicht verbaut werden. Ich habe mich daher der Stimme enthalten.

4-235-002

**Rolandas Paksas (EFD)**, *raštu*. – Manau, kad yra tikslinga ir labai svarbus prisijunti prie Jungtinių Tautų Europos ekonomikos komisijos taisyklės, kuri nustato vienodus standartus, susijusius su variklinėmis transporto priemonėmis, taikomus visame pasaulyje. Tokiu būdu bus užtikrinamas tinkamas apsaugos laipsnis kelių eismo saugos, aplinkos apsaugos ir prekybos srityse. Be to, labai svarbu pažymėti, kad šios taisyklės įtraukimas į ES variklinių transporto priemonių tipo patvirtinimo sistemą ir jos efektyvus taikymas panaikins daugelį biurokratinių kliūčių ir Europos pramonei sukurs palankias konkurencines galimybes.

4-235-006

**Alfredo Pallone (PPE)**, *per iscritto*. – La raccomandazione relativa all'adesione dell'Unione al regolamento n. 29 della Commissione economica per l'Europa delle Nazioni Unite (UNECE) del collega Moreira, è un testo relativo alla concessione alla Commissione europea del mandato a negoziare e votare per conto dell'UE in seno all'UNECE, un forum globale delle Nazioni Unite sede di discussioni aperte in materia di regolamenti sui veicoli a motore al quale l'UE ha aderito stabilendo l'applicazione obbligatoria di 62 sui 106 regolamenti esistenti. Fino ad oggi l'UE non aveva ancora aderito al regolamento n. 29 dell'UNECE recante disposizioni uniformi relative all'omologazione dei veicoli relativamente alla protezione degli occupanti della cabina di un veicolo commerciale. Ho votato a favore dell'approvazione del testo perché permetterà di applicare le stesse norme in molti Stati, snellendo la burocrazia e conferendo e migliorando l'industria europea.

4-235-003

**Γεώργιος Παπανικολάου (PPE)**, *γραφτώς*. – Το Παγκόσμιο Φόρουμ για την Εναρμόνιση των Κανονισμών για τα Οχήματα είναι μια μόνιμη ομάδα εργασίας μέσα στο θεσμικό πλαίσιο του ΟΗΕ που προωθεί την ανοιχτή συζήτηση σχετικά με τους κανονισμούς που αφορούν τα

μηχανοκίνητα οχήματα. Όλες οι χώρες μέλη του ΟΗΕ και όλοι οι οργανισμοί περιφερειακής οικονομικής ολοκλήρωσης που έχουν δημιουργηθεί από χώρες μέλη του ΟΗΕ μπορούν να συμμετέχουν πλήρως στις δραστηριότητες αυτού του παγκόσμιου φόρουμ και να γίνουν συμβαλλόμενα μέρη στις συμφωνίες που διαχειρίζεται το φόρουμ αυτό. Η Ευρώπη, από την πλευρά της, πέραν των άλλων συμφωνιών στις οποίες έχει προσχωρήσει, έχει συμφέρον να επικυρώσει και τον κανονισμό αριθ. 29 της Οικονομικής Επιτροπής των Ηνωμένων Εθνών για την Ευρώπη που αφορά ενιαίες διατάξεις σχετικά με την έγκριση οχημάτων ως προς την προστασία των επιβαίνοντων στον θάλαμο οδήγησης ενός οχήματος επαγγελματικής χρήσης. Οι κανονισμοί αυτοί θα επιτρέψουν την εφαρμογή των ίδιων προδιαγραφών σε πολλές χώρες, με αποτέλεσμα να περιορίζεται το διοικητικό κόστος και να δίνεται επομένως μία μικρή βοήθεια στην ευρωπαϊκή βιομηχανία να ανταγωνιστεί ευρύτερα και αποτελεσματικότερα σε μια οικονομικά κρίσιμη για αυτήν περίοδο. Για αυτό τον λόγο και υπερψήφισα την έκθεση.

4-235-007

**Maria do Céu Patrão Neves (PPE)**, *por escrito*. – Com o presente relatório pretende-se aprovar a adesão da União Europeia ao Regulamento n.º 29 da Comissão Económica das Nações Unidas para a Europa sobre as prescrições uniformes relativas à homologação de veículos no que diz respeito à proteção dos ocupantes da cabina de um veículo comercial. Uma vez que os benefícios da harmonização das referidas regulamentações são tangíveis na segurança rodoviária, na proteção ambiental e no comércio, dei o meu voto favorável ao presente relatório.

4-235-004

**Aldo Patriciello (PPE)**, *per iscritto*. – Il Forum mondiale per l'armonizzazione delle regolamentazioni sui veicoli (WP.29) della commissione economica per l'Europa delle Nazioni Unite (UNECE) costituisce un Forum globale in materia di regolamenti sui veicoli a motore, con l'obiettivo di promuovere prescrizioni tecniche armonizzate che riducano i costi di sviluppo, impediscano doppiioni delle procedure amministrative per l'industria e contribuiscano così all'efficienza e a costi ridotti per i consumatori e la società. Convenendo sul fatto che detto regolamento UNECE consentirà l'applicazione delle medesime norme in numerosi paesi e che i vantaggi di tali regolamentazioni armonizzate trovano riscontro nella sicurezza stradale, nella protezione ambientale e nel commercio, esprimo il mio voto favorevole al progetto di decisione del Consiglio sull'adesione dell'Unione al regolamento n. 29 della Commissione economica per l'Europa recante disposizioni uniformi relative all'omologazione dei veicoli relativamente alla protezione degli occupanti della cabina di un veicolo commerciale.

4-235-005

**Paulo Rangel (PPE)**, *por escrito*. – No contexto da Comissão Económica para a Europa das Nações Unidas (UNECE), o Fórum Mundial para a Harmonização das Regulamentações Aplicáveis a veículos procura traçar linhas de regulamentação uniformes que levem em conta a segurança rodoviária, a proteção ambiental e as trocas comerciais entre os diversos Estados. Até ao momento, de 126 regulamentos acordados no âmbito da UNECE, a UE já aderiu a 106, dos quais 62 já se aplicam no espaço comunitário. Trata-se de um quadro regulativo que também conhece aplicação em países europeus que não integram a UE, em países membros da Comunidade de Estados Independentes, no Japão e na América do Norte. Deste modo, e atendendo à forte indústria automóvel europeia, justifica-se a adesão ao Regulamento n.º 29 sobre as prescrições uniformes relativas à homologação de veículos no que diz respeito à proteção dos ocupantes da cabina de um veículo comercial, cuja

aplicação era já pressuposta pelo Regulamento (CE) n.º 661/2009. Assim e tendo em conta a recomendação da Comissão do Comércio Internacional, votei em sentido favorável.

4-236-000

**Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE),** *in writing* . – In favour. The World Forum for Harmonization of Vehicle Regulations (WP.29) of the United Nations Economic Commission for Europe (UNECE) offers a unique framework for globally harmonised regulations on vehicles with participants coming from all over the world, especially the main motor vehicle producing countries. The benefits of such harmonised regulations are tangible in road safety, environmental protection and trade. WP.29 is a permanent working party in the institutional framework of the United Nations with a specific mandate and rules of procedure. It works as a global forum allowing open discussions on motor vehicle regulations. Any member country of the United Nations and any regional economic integration organisation, set up by country members of the United Nations, may participate fully in the activities of the World Forum and may become a Contracting Party to the Agreements on vehicles administered by the World Forum.

4-237-000

**Sergio Paolo Francesco Silvestris (PPE),** *per iscritto* . – La raccomandazione che abbiamo votato in Aula questa mattina fornisce un buon esempio della funzione che svolge l'Unione europea, ossia di armonizzare a livello globale i diversi sistemi, in questo caso in tema di sicurezza stradale, nella protezione ambientale e nel commercio, al fine di giungere ad una semplificazione del quadro normativo.

Le omologazioni rilasciate a norma dei regolamenti UNECE (commissione economica per l'Europa delle Nazioni Unite) saranno d'ora in poi considerate omologazioni UE, evitando così duplicazioni non solo a livello di prescrizioni tecniche, ma anche di certificazioni e procedure amministrative, a vantaggio dell'industria e delle autorità nazionali, visti i vantaggi che la nostra approvazione al progetto di decisione del Consiglio sull'adesione dell'Unione al regolamento della commissione economica per l'Europa recante disposizioni uniformi relative all'omologazione dei veicoli relativamente alla protezione degli occupanti della cabina di un veicolo commerciale

4-238-000

**Nuno Teixeira (PPE),** *por escrito* . – O Fórum Mundial para a Harmonização das Regulamentações Aplicáveis a Veículos (WP.29) da Comissão Económica para a Europa das Nações Unidas (UNECE) constitui um quadro único para a harmonização global destas regulamentações, contando com participantes de todo o mundo, em particular dos principais países produtores de veículos a motor. Os benefícios da harmonização dessas regulamentações são tangíveis na segurança rodoviária, na proteção ambiental e no comércio. O relator propõe ao Parlamento que aprove o projeto de decisão do Conselho relativo à adesão da União ao Regulamento n.º 29 da UNECE sobre as prescrições uniformes relativas à homologação de veículos no que diz respeito à proteção dos ocupantes da cabina de um veículo comercial, uma vez que este permitirá a aplicação das mesmas normas em muitos países, reduzindo, assim, a burocracia e contribuindo para que a indústria europeia possa competir a um nível mais vasto e com maior facilidade. Por estes motivos, votei a favor.

4-238-500

**Silvia-Adriana Țicău (S&D)**, *în scris*. – Am votat pentru decizia Consiliului privind aderarea UE la Regulamentul nr. 29 al UNECE referitor la dispozițiile uniforme privind omologarea vehiculelor în ceea ce privește protecția pasagerilor aflați în cabina unui vehicul comercial. Aderarea UE la acest regulament UNECE face posibilă aplicarea aceluiași standarde în numeroase țări, eliminând birocrăția, îmbunătățind siguranța rutieră, protecția mediului și comerțul și contribuind la menținerea competitivității industriei europene pe plan internațional. Omologările de tip acordate în temeiul regulamentelor UNECE vor fi considerate drept omologări CE de tip, evitându-se astfel redundanțele nu numai în privința cerințelor tehnice, dar și a procedurilor de certificare și a procedurilor administrative, în beneficiul industriei și al autorităților naționale. Aceste cerințe tehnice se vor aplica în numeroase țări localizate în special în UE, în țări din afara UE din Europa de Vest și de Est, Europa de Sud-Est, în Comunitatea Statelor Independente, Japonia și America de Nord, care sunt părți contractante la Acordul din 1958 al UNECE. Omologarea de tip, legată direct de standarde convenite la nivel internațional și aplicată în atât de multe țări, va fi adoptată și de alte țări terțe, ceea ce va îmbunătăți și mai mult accesul la piețe și va consolida competitivitatea industriei din UE.

4-239-000

**Angelika Werthmann (NI)**, *in writing*. – Fair international trade and thus distributed access to welfare as well as a strong European automotive industry form part of the focus of this report on which I fully agree. Therefore I voted in favour of it. Its adoption will improve market access and enhance the European Union's automotive industry competitiveness.

4-240-000

### **Raccomandazione: Vital Moreira (A7-0004/2012)**

4-240-500

**Luís Paulo Alves (S&D)**, *por escrito*. – Voto favoravelmente. Trata-se de mais um relatório que pretende que se apliquem as mesmas normas em vários países, agregando agora os Estados-Membros da UE, neste caso sobre a segurança dos peões e as fontes de iluminação por diodo emissor de luz (LED). Esta harmonização e desburocratização permitirão que a indústria europeia possa ser mais competitiva, a um nível mais vasto.

4-240-750

**Roberta Angelilli (PPE)**, *per iscritto*. – Ho votato a favore della decisione del Consiglio riguardo la posizione dell'Unione in sede di negoziazione all'interno dell'UNECE in merito ai due nuovi progetti di regolamento concernenti la sicurezza dei pedoni e le luci LED. Ritengo che l'applicazione delle disposizioni contenute nei testi apportino un maggiore miglioramento delle norme in materia di sicurezza stradale, ambito nel quale ancora molto può essere fatto per ridurre le numerose vittime degli incidenti stradali. Purtroppo, nonostante l'impegno degli Stati membri, ancora oggi sono molte le vittime coinvolte in questi gravissimi avvenimenti. Infatti, solo nel 2009 sono stati registrati 35000 morti e un milione e mezzo di feriti, e secondo le ultime stime 16000 sono bambini. Per questi motivi è necessario che l'Unione, che attualmente aderisce a ben 126 regolamenti UNECE, adegui le disposizioni in vigore a quelle più recenti contenute nei regolamenti della Commissione economica per l'Europa delle Nazioni Unite.

4-240-812

**John Attard-Montalto (S&D)**, *in writing* . – As a new member of the Committee on International Trade it is fitting that my first speech in the second half of this legislature should be related to a report by this Committee. The Moreira Report deals with pedestrian safety and light emitting diodes (LEDs). The introduction of LEDs for pedestrian safety is definitely a subject everyone is in agreement with. Indeed many third-world countries have introduced LEDs into their traffic control systems. It is strange that most European countries have not done the same. The only argument being put forward is that, during a time of austerity, this is not the right time for capital expenditure. I do not agree for three reasons. In the long term this is cost effective. Firstly, LEDs are energy savers reducing the cost of energy. Secondly, if they help to reduce pedestrian injuries, they reduce the very high costs of hospitalisation and rehabilitation. Thirdly, if they help to prevent death then the investment in that particular human (i.e. education) will not be lost. But the most important reason is that all human life is sacred and must be protected at all costs.

4-240-875

**Sophie Auconie (PPE)**, *par écrit* . – J'ai voté en faveur du projet de règlement de la Commission économique pour l'Europe des Nations unies sur la sécurité des piétons et le projet de règlement sur les sources lumineuses à diodes électroluminescentes (LED). Ici encore, le règlement vise principalement à supprimer les barrières administratives et permettra aux entreprises européennes d'être à même d'opérer sur les marchés mondiaux. Nous avons donc autorisé la Commission européenne, représentante de l'Europe au sein de la Commission économique des Nations unies pour l'Europe, à voter en faveur de ce règlement. Enfin, si nous observons des avancées en termes de sécurité routière et d'échanges commerciaux, ce texte a également un impact environnemental.

4-240-937

**Zigmantas Balčytis (S&D)**, *raštu* . – Jungtinių Tautų Europos ekonominės komisijos (JTEEK) pasaulio transporto priemonių taisyklių derinimo forumas (WP.29) suteikia bendrą pasaulio lygmeniu suderintą transporto priemonių taisyklių sistemą, kurios dalyviai yra iš viso pasaulio, ypač pagrindinės motorinės transporto priemonės gaminančios šalys. Tokių suderintų taisyklių nauda juntama kelių eismo saugos, aplinkos apsaugos ir prekybos srityse. Šiuo metu pagal JTEEK sistemą susitarta dėl 126 taisyklių. Europos Sąjunga šiuo metu yra prisijungusi prie 106 JTEEK taisyklių, iš kurių ji nusprendė ES privalomai taikyti 62 taisykles. JTEEK lygiu balsuoti parengti dviejų naujų taisyklių projektai: pirmasis susijęs su pėsčiųjų sauga, o antrasis – su šviesos diodų (LED) maitinimo šaltiniais. Pritariu Europos Sąjungos pozicijai (Komisija ES vardu derasi su JTEEK), nes šios JTEEK taisyklės sudarys sąlygas daugelyje šalių taikyti tokius pačius standartus sumažinant biurokratizmą ir sudarant sąlygas Europos pramonei konkuruoti lengviau ir platesniu mastu.

4-240-968

**Mara Bizzotto (EFD)**, *per iscritto* . – Le misure contenute nel progetto di regolamento redatto dalla Commissione Economica della Nazioni Unite propongono una serie di misure meramente tecniche dirette ai produttori che operano su scala mondiale. L'obiettivo di questi accordi, come in precedenza per più di un centinaio di regolamenti simili, è quello di introdurre nel mercato globale regole per l'omologazione di una determinata categoria di prodotti, così da ridurre gli oneri burocratici a carico dell'industria. In questo caso, il testo redatto dall'UNECE contiene regole che individuano standard produttivi comuni

sull'omologazione dei veicoli, individuati anche di concerto con i produttori del settore. Condivido l'obiettivo dell'accordo della Commissione Economica di Ginevra, e il mio voto alla raccomandazione sulla proposta di decisione del Consiglio UE è pertanto positivo.

4-240-984

**Maria Da Graça Carvalho (PPE)**, *por escrito*. – Congratulo-me com a aprovação deste projeto de decisão relativo à segurança dos peões e ao projeto de regulamento da Comissão Económica para a Europa das Nações Unidas relativo às fontes de iluminação por díodo emissor de luz (LED). Este permitirá a aplicação das mesmas normas em muitos países, reduzindo, assim, a burocracia e contribuindo para que a indústria europeia possa competir a um nível mais vasto e com maior facilidade.

4-241-000

**Nessa Childers (S&D)**, *in writing*. – Given a series of recent road deaths in Ireland, it is crucial to highlight pedestrian safety, and so I call on the Commission and Parliament to redouble their efforts in the wake of this vote.

4-242-000

**Ryszard Czarnecki (ECR)**, *na piśmie*. – Głosowałem za tym zaleceniem, ponieważ co roku w moim kraju giną setki pieszych, a w skali UE tysiące. To poważny problem, bo cały czas przybywa coraz szybszych aut, a także niedoświadczonych kierowców. Trzeba zrobić wszystko, aby wykorzystać wszelkie możliwe środki techniczne i ograniczyć liczbę ofiar śmiertelnych.

4-242-250

**Mário David (PPE)**, *por escrito*. – Existem organismos pouco conhecidos do grande público que desenvolvem um trabalho importante para o nosso quotidiano e que por isso devem ser relevados e exultados. A UNECE é um deles. Estabelecido inicialmente como organização regional da ONU, é hoje aberto a todos os países do mundo e a organizações profissionais, ONG ou organizações regionais, integrando hoje cerca de 70. No âmbito do Fórum Mundial para a Harmonização das Regulamentações Aplicáveis a Veículos (WP.29) da UNECE, discute-se e aprova-se a harmonização global destas regulamentações, em especial para os países produtores de veículos a motor. Parece-me evidente que, face à nossa UE, existe um ganho de escala em considerar estas regulamentações/homologações à escala mundial, não só tendo em conta os interesses dos produtores, mas também a segurança dos utilizadores e dos cidadãos em geral. Muito principalmente porque se elimina burocracia (pois as homologações UNECE são consideradas homologações CE, por exemplo), mas também porque, objetivamente, se eleva a fasquia (qualitativa, segurança, proteção ambiental, fiabilidade, etc...) em termos das exigências para os produtos fabricados. Aplaudo por isso o trabalho da UNECE em geral, muito em especial o trabalho do WP.29 e em concreto este projecto de regulamento relativo às fontes de iluminação LED.

4-242-500

**Edite Estrela (S&D)**, *por escrito*. – Votei favoravelmente esta recomendação da Comissão Económica para a Europa das Nações Unidas por considerar que a harmonização das Regulamentações Aplicáveis a Veículos contribui para o melhoramento da segurança rodoviária e da proteção ambiental dos países signatários.



4-242-750

**Diogo Feio (PPE)**, *por escrito*. – A Comissão Económica para a Europa das Nações Unidas (UNECE) produziu dois regulamentos que deverão ser brevemente votados: um acerca da segurança dos peões e outro quanto às fontes de iluminação por diodo emissor de luz (LED). Para que a Comissão Europeia possa votar favoravelmente ambos os relatórios em nome da União, em sede da UNECE, mostra-se necessária a aprovação do Parlamento. Pela minha parte, não vejo inconveniente em autorizar a Comissão a fazê-lo, de modo a facilitar a remoção de entraves burocráticos e permitir melhores possibilidades de competição que a indústria europeia.

4-242-812

**José Manuel Fernandes (PPE)**, *por escrito*. – O Fórum Mundial para a Harmonização das Regulamentações Aplicáveis a Veículos (WP.29) da UNECE é um grupo de trabalho permanente que reúne três vezes por ano e funciona no âmbito das Nações Unidas. Até ao momento, a UNECE aprovou 126 regulamentos, tendo a União Europeia, aderido a 106. Acresce referir que a Diretiva 2007/46/CE prevê a possibilidade de impor a aplicação obrigatória dos regulamentos UNECE para efeitos de homologação CE. Quem negocia e vota, em nome da UE, é a Comissão, a qual necessita da adoção, por parte do Conselho, de uma decisão de autorização. Todavia, o Conselho só pode autorizar essa votação após a aprovação do Parlamento Europeu. Considerando que, a nível da UNECE, foram elaborados dois regulamentos, um relativo à segurança dos peões e outro sobre as fontes de iluminação por diodo emissor de luz (LED), os quais se encontram prontos a ser votados, voto favoravelmente o presente relatório, elaborado por Vital Moreira, sobre a recomendação relativa ao projeto de decisão do Conselho no que respeita à posição a assumir pela Comissão, em nome da UE, sobre os projetos de regulamento da UNECE quanto à segurança dos peões e às fontes de iluminação por LED.

4-242-875

**João Ferreira (GUE/NGL)**, *por escrito*. – A Comissão Económica para a Europa das Nações Unidas (UNECE) negociou dois novos regulamentos com a Comissão Europeia. O primeiro é relativo às prescrições para a homologação de veículos, no que respeita à segurança dos peões. O segundo é relativo às prescrições para a homologação de veículos, no que respeita às fontes de iluminação por diodo emissor de luz (LED). Para que a Comissão possa votar e aderir aos regulamentos é necessário o consentimento do Parlamento Europeu. Após a adesão ao regulamento, a UE pode decidir torná-los obrigatórios na aprovação de veículos. À semelhança do que já sucedeu com a homologação de veículos no que diz respeito à proteção dos ocupantes da cabina de um veículo comercial, a retificação destes regulamentos UNECE permitirá a aplicação da uniformização das normas em muitos países, levando a uma redução da burocracia. As homologações concedidas ao abrigo dos regulamentos UNECE serão consideradas homologações CE, evitando-se, deste modo, duplicações em matéria não só de requisitos técnicos, mas também de procedimentos administrativos e de certificação, reduzindo-se assim a carga burocrática, daqui resultando vantagens para a indústria e para as autoridades nacionais.

4-242-937

**Monika Flašíková Beňová (S&D)**, *písomne*. – Svetové fórum Európskej hospodárskej komisie Organizácie Spojených národov (EHK OSN) pre harmonizáciu predpisov týkajúcich sa vozidiel (WP.29) poskytuje jedinečný rámec pre celosvetovú harmonizáciu predpisov

o vozidlách. Výhody takýchto harmonizovaných predpisov sú hmatateľné v oblasti bezpečnosti cestnej premávky, ochrany životného prostredia a obchodu. V rámci EHK OSN bolo doposiaľ schválených 126 predpisov a Európska únia doposiaľ pristúpila k 106 predpisom EHK OSN. Na úrovni EHK OSN boli vypracované dva nové návrhy predpisov, ktoré sú pripravené na zaradenie do hlasovania: prvý sa týka bezpečnosti chodcov a druhý zase zdrojov svetla využívajúcich svetelné diódy (LED). Domnievam sa, že Parlament by mal vysloviť súhlas s návrhom rozhodnutia Rady o stanovisku EÚ k návrhu predpisu EHK OSN týkajúceho sa bezpečnosti chodcov a tiež s návrhom týkajúcim sa zdrojov svetla využívajúcich LED, pretože vďaka týmto predpisom EHK OSN bude možné uplatňovať rovnaké normy v mnohých krajinách, čím sa zmenší byrokratická záťaž a umožní sa, aby bol európsky priemysel jednoduchšie a v širšej miere konkurencieschopný.

4-242-984

**Jim Higgins (PPE)**, *in writing*. – I commend this recommendation, which should streamline the technical specifications for pedestrian safety and Light Emitting Diode (LED) light sources, not just in the EU, but in many car producing countries.

4-243-000

**David Martin (S&D)**, *in writing*. – I voted for Parliament to give its consent to the draft Council decision on the position of the European Union in relation to the draft regulation of the United Nations Economic Commission for Europe concerning pedestrian safety and to the draft regulation of the United Nations Economic Commission for Europe concerning light emitting diode (LED) light sources together with its corrigenda, because these UNECE regulations will allow for the application of the same standards in many countries, taking away red tape and allowing European industry to compete more widely and easily.

4-243-500

**Mario Mauro (PPE)**, *per iscritto*. – Anche per quanto concerne il progetto di regolamento della Commissione economica per l'Europa delle Nazioni Unite concernente la sicurezza dei pedoni e il progetto di regolamento della Commissione economica per l'Europa delle Nazioni Unite concernente le sorgenti luminose a diodi fotoemettitori (LED) il mio voto è favorevole. Le motivazioni sono le stesse, quindi snellimento e sburocratizzazione, maggiore competitività.

4-243-625

**Louis Michel (ALDE)**, *par écrit*. – La résolution concernant la sécurité des piétons et les diodes électroluminescentes favorisera l'harmonisation des normes dans divers pays. Par conséquent, elle ouvrira l'accès à de nouveaux marchés et permettra à de nombreuses entreprises de réaliser de nouveaux échanges. La compétitivité au sein de l'Union se verra ainsi stimulée. Outre cet atout en matière d'opérations commerciales, cette résolution offre une sécurité pour les piétons et est à l'écoute de la protection de l'environnement dans la mesure où les diodes électroluminescentes ont une longue durée de vie.

4-243-750

**Alexander Mirsky (S&D)**, *in writing*. – This proposal is very timely for provisions concerning the approval of vehicles with regard to Light Emitting Diode (LED) light sources. I am in favour.

4-244-000

**Andreas Mölzer (NI)**, *schriftlich*. – Harmonisierte fahrzeugtechnische Regelungen können für die Verkehrssicherheit, den Umweltschutz und den Handel von Vorteil sein. Mehrere Richtlinien bezüglich der Typgenehmigung von Kraftfahrzeugen, von Kraftfahrzeuganhängern und von Systemen, Bauteilen und selbstständigen technischen Einheiten sollen durch Verweise auf die entsprechenden UN/ECE-Regelungen ersetzt werden. Maßnahmen zum Bürokratieabbau und Verwaltungsvereinfachungen sind zwar prinzipiell zu begrüßen, in manchen Bereichen nimmt die EU jedoch sicherheitstechnisch eine Vorreiterrolle ein, diese Möglichkeit sollte nicht verbaut werden. Ich habe mich daher der Stimme enthalten.

4-244-500

**Rolandas Paksas (EFD)**, *raštu*. – Pritariu šiai rezoliucijai, kadangi siekiant užtikrinti aukštą pėsčiųjų apsaugos lygį, būtina taikyti vienodas taisykles ne tik ES, bet ir pasauliniu mastu. Įsigaliojus šioms taisyklėms ratinėse transporto priemonėse bus vienodai montuojami šviesos diodai. Be to, labai svarbu pažymėti, kad standartizuoti reikalavimai pašalins technines kliūtis ir užtikrins, kad transporto priemonių sauga ir apsauga būtų aukšto lygio.

4-244-625

**Alfredo Pallone (PPE)**, *per iscritto*. – Il testo del collega Moreira sulla posizione dell'Unione europea riguardo al progetto di regolamento della Commissione economica per l'Europa delle Nazioni Unite (UNECE), è un testo relativo alla concessione alla Commissione europea del mandato a negoziare e votare per conto dell'UE in seno all'UNECE, un forum globale delle Nazioni Unite sede di discussioni aperte in materia di regolamenti sui veicoli a motore al quale l'UE ha aderito stabilendo l'applicazione obbligatoria di 62 sui 106 regolamenti esistenti. La Commissione europea invia quindi ogni anno al Consiglio e al Parlamento un documento relativo alle attività del Forum mondiale per le regolamentazioni sui veicoli. In questo caso si parla di sicurezza dei pedoni e delle sorgenti luminose a diodi fotoemettitori (LED).

4-244-750

**Maria do Céu Patrão Neves (PPE)**, *por escrito*. – Votei favoravelmente o presente relatório relativo à posição da União Europeia sobre os projetos de regulamento da Comissão Económica para a Europa das Nações Unidas relativos: 1) à segurança dos peões e; 2) às fontes de iluminação por diodo emissor de luz (LED). Para além de, em ambos os casos, a aprovação da UE contribuir para a segurança rodoviária e a proteção ambiental, é importante sublinhar que estes regulamentos UNECE permitirão a aplicação das mesmas normas em muitos países, reduzindo assim a burocracia e contribuindo para que a indústria europeia possa competir a um nível mais vasto e com maior facilidade.

4-244-875

**Aldo Patriciello (PPE)**, *per iscritto*. – Il Forum mondiale per l'armonizzazione delle regolamentazioni sui veicoli (WP.29) della commissione economica per l'Europa delle Nazioni Unite (UNECE) costituisce un Forum globale in materia di regolamenti sui veicoli a motore, con l'obiettivo di promuovere prescrizioni tecniche armonizzate che riducano i costi di sviluppo, impediscano doppioni delle procedure amministrative per l'industria e contribuiscano così all'efficienza e a costi ridotti per i consumatori e la società.

Convenendo sul fatto che questo regolamento UNECE consentirà l'applicazione delle medesime norme in numerosi paesi e che i vantaggi di tali regolamentazioni armonizzate trovano riscontro nella sicurezza stradale, nella protezione ambientale e nel commercio, esprimo il mio voto favorevole alla proposta di decisione del Consiglio circa la posizione dell'UNECE concernenti la sicurezza dei pedoni e le sorgenti luminose a diodi fotoemittitori (LED).

4-244-937

**Paulo Rangel (PPE)**, *por escrito*. – No contexto da Comissão Económica para a Europa das Nações Unidas (UNECE), o Fórum Mundial para a Harmonização das Regulamentações Aplicáveis a veículos procura traçar linhas de regulamentação uniformes que levem em conta a segurança rodoviária, a proteção ambiental e as trocas comerciais entre os diversos Estados. Até ao momento, de 126 regulamentos acordados no âmbito da UNECE, a UE já aderiu a 106, dos quais 62 já se aplicam no espaço comunitário. Trata-se de um quadro regulativo que também conhece aplicação em países europeus que não integram a UE, em países membros da Comunidade de Estados Independentes, no Japão e na América do Norte. Deste modo, e atendendo, até, à forte indústria automóvel europeia, justifica-se a adesão a dois novos regulamentos entretanto apresentados relativos à segurança dos peões e às fontes de iluminação por diodo emissor de luz (LED). Tendo em conta a recomendação da Comissão do Comércio Internacional, votei em sentido favorável.

4-244-968

**Νικόλαος Σαλαβράκος (EFD)**, *γραπτώς*. – Υπερψήφισα την έκθεση του κυρίου Moreira, διότι θεωρώ ότι οι προτάσεις της Ομάδας Εργασίας WP 29 του ΟΗΕ θα συνεισφέρουν θετικά στην οδική ασφάλεια, το περιβάλλον και το εμπόριο, θέματα που αποτελούν υποχρέωση όλων των χωρών. Επιπλέον, οι κανονισμοί της ΟΕΕ/ΟΗΕ θα διευκολύνουν την εφαρμογή ιδίων προδιαγραφών σε πολλές χώρες, με αποτέλεσμα να περιοριστεί το διοικητικό κόστος και να γίνει πιο ανταγωνιστική η ευρωπαϊκή βιομηχανία.

4-245-000

**Sergio Paolo Francesco Silvestris (PPE)**, *per iscritto*. – Negli ultimi anni l'Unione europea ha fatto molto per migliorare la sicurezza stradale e in particolar modo la sicurezza dei pedoni allargando la tematica anche alle altre realtà del pianeta.

A questo processo ha contribuito innanzitutto il Forum mondiale per l'armonizzazione delle regolamentazioni sui veicoli, che ha coinvolto i principali paesi produttori di veicoli a motore, non soltanto europei ma anche asiatici e americani. Alle sessioni del Forum mondiale, infatti, hanno partecipato costantemente più di 120 rappresentanti.

Con il voto favorevole di oggi auspico che i due nuovi progetti di regolamento, il primo relativo alla sicurezza dei pedoni e il secondo riguardante le sorgenti luminose a Led portino a risultati in termini di sicurezza ancora più soddisfacenti rispetto a quelli già ottenuti.

4-246-000

**Nuno Teixeira (PPE)**, *por escrito*. – Neste documento, o relator propõe a aprovação pelo Parlamento Europeu do projeto de decisão do Conselho relativo à posição da União Europeia sobre o projeto de regulamento da Comissão Económica para a Europa das Nações Unidas relativo à segurança dos peões e ao projeto de regulamento da Comissão Económica para a Europa das Nações Unidas relativo às fontes de iluminação por diodo emissor de luz

(LED), assim como a respetiva retificação. Por considerar que estes regulamentos UNECE permitirão a aplicação das mesmas normas em muitos países, reduzindo assim a burocracia e contribuindo para que a indústria europeia possa competir a um nível mais vasto e com maior facilidade, votei a favor da recomendação.

4-246-500

**Silvia-Adriana Țicău (S&D)**, *în scris*. – Am votat pentru rezoluția legislativă a Parlamentului European referitoare la proiectul de decizie a Consiliului cu privire la poziția UE față de proiectul de regulament al Comisiei Economice pentru Europa a Organizației Națiunilor Unite (CEE-ONU) privind siguranța pietonilor și proiectul de regulament al CEE-ONU privind sursele de lumină cu diode electroluminiscente (LED). Comisia Europeană, ca reprezentant al UE, consideră că cele două proiecte de regulament, atât cel cu privire la siguranța pietonilor, cât și cel cu privire la sursele de lumină cu diode electroluminiscente ar trebui incluse în sistemul Uniunii Europene de omologare de tip a autovehiculelor. Astfel, cele două proiecte de regulamente CEE-ONU devin parte a sistemului european de omologare de tip a autovehiculelor. Cerințele standardizate ale proiectului de regulament al CEE-ONU privind dispozițiile referitoare la omologarea vehiculelor cu privire la siguranța pietonilor și dispozițiile referitoare la omologarea vehiculelor cu privire la sursele de lumină cu diode electroluminiscente vizează să înlăture barierele tehnice existente în comerțul cu autovehicule între părțile contractante la Acordul revizuit din 1958 (privind cerințele tehnice pentru vehiculele cu roți) și să garanteze că aceste vehicule oferă un nivel ridicat de siguranță și protecție.

4-247-000

**Angelika Werthmann (NI)**, *in writing*. – Pedestrian safety, especially with ever increasing traffic, is of high importance to the European Union and its citizens and therefore this report has to be supported, which I did by my vote in favour. Any technical means like LEDs which support pedestrian safety have to be utilised.

4-247-500

**Marina Yannakoudakis (ECR)**, *in writing*. – I voted for this report because I approve of measures which are designed to prevent injuries to pedestrians. The proposals will ensure that cars' bumpers are designed so as to limit the impact on pedestrians if a collision occurs. The standardisation of LED lights fitted to cars, caravans or trailers will make it easier to see stop lights, indicators and hazard lights, thereby increasing safety on our roads.

4-248-000

**Janusz Władysław Zemke (S&D)**, *na piśmie*. – Poparłem zalecenie w sprawie projektu decyzji Rady w sprawie stanowiska Unii Europejskiej odnośnie do projektu regulaminu Europejskiej Komisji Gospodarczej Organizacji Narodów Zjednoczonych dotyczącego bezpieczeństwa pieszych oraz projektu regulaminu Europejskiej Komisji Gospodarczej Organizacji Narodów Zjednoczonych dotyczącego diodowych źródeł światła (LED). Omawiana regulacja zakłada bowiem obowiązkowe stosowanie regulaminów Europejskiej Komisji Gospodarczej ONZ do homologacji typu WS. Oznaczałoby to, że homologacja pojazdów silnikowych, ich przyczep i układów oraz części technicznych byłaby stosowana bez konieczności przeprowadzania kolejnej, dodatkowej homologacji. Stanowiłoby to znaczne ułatwienie dla producentów w Europie, dla władz poszczególnych państw i dla użytkowników, uniknęło by bowiem powielania wymogów technicznych i procedur

certyfikacyjnych. Takie same normy byłyby stosowane w wielu państwach, co radykalnie ograniczałoby wymogi biurokratyczne.

4-249-000

### **Raccomandazione: Brian Simpson (A7-0448/2011)**

4-249-500

**Luís Paulo Alves (S&D)**, *por escrito*. – Voto favoravelmente, na medida em que se trata de um acordo que visa harmonizar os 19 acordos bilaterais já existentes entre a UE e a República da Indonésia, bem como alterar algumas das suas disposições que, segundo o Tribunal de Justiça da União Europeia, infringem a lei da UE. Sublinho a importância de se evitarem discriminações entre as transportadoras aéreas da UE e de se proibirem práticas anticoncorrenciais, preocupações oportunamente manifestadas neste relatório.

4-249-750

**Sophie Auconie (PPE)**, *par écrit*. – Toujours engagée lorsqu'il s'agit de respecter la conformité d'un accord avec le droit de l'Union européenne, j'ai voté en faveur de cet accord entre l'Union européenne et l'Indonésie puisqu'il permet de rectifier les clauses de désignation nationales qui figuraient dans des accords bilatéraux et qui étaient devenues, depuis une décision de la Cour de Justice en 2002, contraires à la législation de l'Union européenne. Ainsi, pour éviter toute discrimination entre les transporteurs aériens de l'Union, on remplace les clauses de désignation nationales par une clause de désignation de l'Union. Comme l'indique notre rapporteur Brian Simpson, « l'objectif est de permettre à tous les transporteurs aériens de l'Union européenne d'accéder sans discrimination aux liaisons aériennes entre les États membres de l'Union concernés et l'Indonésie ». Par ailleurs, alors que les accords bilatéraux traditionnels tendent à exempter les vols internationaux de taxes sur le carburant, cette taxation est autorisée pour les opérations menées sur le territoire de l'Union européenne. L'objectif de l'accord est donc d'étendre ce droit dont bénéficient les États membres de l'Union aux compagnies aériennes indonésiennes qui souhaitent assurer des vols au sein de l'Union.

4-249-875

**Zigmantas Balčytis (S&D)**, *raštu*. – Balsavau už šį dokumentą. Valstybių narių ir trečiųjų šalių tarptautiniai aviacijos ryšiai tradiciškai būdavo nustatomi dvišaliais oro susisiekimo paslaugų susitarimais. 2002 m. ES Teisingumo Teismas nusprendė, kad nacionaliniai dvišalių susitarimų paskyrimų straipsniai pažeidžia ES teisę. Jie leidžia trečiajai šaliai atmesti, panaikinti arba sustabdyti leidimą arba įgaliojimą oro vežėjui, kurį paskyrė valstybė narė, tačiau kurio pagrindinis akcijų paketas nepriklauso tai valstybei narei ar jos nacionaliniam subjektui ir kuris nėra veiksmingai jų kontroliuojamas. Tai buvo įvertinta kaip ES oro vežėjų, kurie yra įsisteigę vienoje valstybėje narėje, bet priklauso ir yra kontroliuojami kitos valstybės narės, diskriminavimas. Komisija vedė derybas dėl susitarimo, kuriame būtų pakeistos tam tikros nuostatos, nustatytos 19 galiojančių dvišalių ES valstybių narių ir Indonezijos susitarimų dėl oro susisiekimo paslaugų. Šiuo susitarimu siekiama užtikrinti, kad visi ES oro vežėjai galėtų be diskriminacijos pasinaudoti oro susisiekimo maršrutais tarp atitinkamų ES valstybių narių ir Indonezijos, bei draudžiama antikonkurencinė veikla.

4-249-937

**Regina Bastos (PPE)**, *por escrito*. – As relações internacionais entre os Estados-Membros e os países terceiros no domínio da aviação têm sido reguladas através de acordos bilaterais de serviços aéreos. Em 2002, um acórdão do Tribunal de Justiça da União Europeia considerou que as cláusulas de designação nacionais incluídas nos acordos bilaterais infringiam o Direito da União, constituindo uma discriminação contra as transportadoras da UE estabelecidas no território de um Estado-Membro, mas que são propriedade e estão sob o controlo de nacionais de outros Estados-Membros. A presente recomendação, que apoiei, propõe que a Comissão dos Transportes emita parecer favorável sobre a celebração do acordo. Com este acordo, as cláusulas de designação nacionais são substituídas por uma cláusula de designação da UE, aplicável a todas as transportadoras da UE. O objetivo é dar a todas as transportadoras aéreas da UE acesso não discriminatório às rotas entre o Estado-Membro da UE envolvido e a Indonésia.

4-249-968

**Mara Bizzotto (EFD)**, *per iscritto*. – La Commissione ha firmato un accordo con il governo indonesiano per addvenire alla sostituzione di disposizioni presenti nei precedenti accordi bilaterali UE-Indonesia. Le disposizioni che l'UE intende sostituire riguardano il settore del trasporto aereo, e lo scopo sarebbe quello di porre fine a pratiche discriminatorie contro vettori aerei europei, pratiche finora per l'appunto rese possibili dalla natura di precedenti accordi bilaterali. Tali discriminazioni, oltretutto economicamente dannose per le compagnie aeree europee, costituiscono anche, secondo il diritto comunitario, una violazione delle disposizioni dei Trattati europei sul pari trattamento dovuto ai cittadini stabiliti in uno Stato membro diverso da quello di origine. L'operato della Commissione è pertanto volto alla tutela della compagnie aeree europee e degli interessi commerciali europei. Il mio voto alla raccomandazione è quindi positivo.

4-250-000

**Vilija Blinkevičiūtė (S&D)**, *raštu*. – Balsavau dėl šios rekomendacijos, kadangi Europos Sąjungos (ES) ir Indonezijos Respublikos Vyriausybės susitarimu dėl oro susisiekimo paslaugų siekiama užtikrinti avacijos saugą, išvengti ES oro vežėjų diskriminacijos bei užtikrinti konkurencijos taisyklių atitikimą. Pirmiausia, siekiant išvengti ES oro vežėjų diskriminacijos, nacionaliniai straipsniai dėl paskyrimų, kuriuose nurodomi dvišalį susitarimą pasirašiusių valstybių narių oro vežėjai, pakeičiami ES straipsniu dėl paskyrimo, kuriame nurodomi visi ES oro vežėjai. Šiuo straipsniu siekiama užtikrinti, kad visi ES oro vežėjai galėtų be diskriminacijos pasinaudoti oro susisiekimo maršrutais tarp atitinkamų ES valstybių narių ir Indonezijos. Kalbant apie saugos užtikrinimą, pagal susitarimą dvišalių susitarimų saugos nuostatos turi būtų taikomos tais atvejais, kai oro vežėjo reguliavimo kontrolę vykdo kita valstybė narė nei ta, kuri tą oro vežėją paskyrė. Trečia, pagal šį susitarimą draudžiama antikonkurencinė veikla. Taigi, šio susitarimo tikslas – valstybių narių teisę taikyti ir Indonezijos oro transporto bendrovėms, kurios pageidauja vykdyti skrydžius Europos Sąjungos viduje.

4-250-500

**Maria Da Graça Carvalho (PPE)**, *por escrito*. – Congratulo-me com a aprovação deste acordo que visa corrigir situações de discriminação contra as transportadoras da UE estabelecidas no território de um Estado-Membro, mas que são propriedade e estão sob o controlo de nacionais de outros Estados-Membros. As relações internacionais entre os

Estados-Membros e os países terceiros no domínio da aviação têm sido tradicionalmente reguladas através de acordos bilaterais de serviços aéreos. Este acordo visa substituir determinadas disposições dos atuais 19 acordos bilaterais de serviços aéreos celebrados entre os Estados-Membros da UE e a Indonésia, assegurando, ao nível da concorrência, a conformidade com o direito da União.

4-251-000

**Christine De Veyrac (PPE)**, *par écrit*. – Cet accord, dans la droite ligne des autres accords conclus entre l'UE et les pays tiers, profitera à nos compagnies aériennes en interdisant toute forme de discrimination à l'accès au marché indonésien.

4-251-500

**Edite Estrela (S&D)**, *por escrito*. – Votei favoravelmente esta recomendação por apoiar a celebração do Acordo entre a União Europeia e o Governo da República da Indonésia sobre certos aspetos dos serviços aéreos. Com este Acordo, todas as transportadoras aéreas da UE terão acesso não discriminatório às rotas entre o Estado-Membro envolvido e a Indonésia, salvaguardando, entre outras questões, uma concorrência leal entre companhias aéreas europeias.

4-251-750

**Diogo Feio (PPE)**, *por escrito*. – O acordo que aprovamos hoje é um importante passo para o reforço das relações da UE com a Indonésia no setor da aviação. Este acordo permite ganhos importantes em matéria de reconhecimento mútuo de companhias de aviação, não permitindo a discriminação de companhias europeias, em termos de regras e procedimentos de segurança e, ainda, em matéria de concorrência, na medida em que são proibidas quaisquer práticas anticoncorrenciais entre as partes.

4-251-812

**José Manuel Fernandes (PPE)**, *por escrito*. – A presente recomendação, da autoria de Brian Simpson, versa sobre o projeto de decisão do Conselho relativa à celebração de um Acordo entre a União Europeia e o Governo da República da Indonésia sobre certos aspetos dos serviços aéreos. O Tratado de Lisboa, cuja entrada em vigor ocorreu a 1 de dezembro de 2009, veio alterar substantivamente as competências de várias Instituições europeias, nomeadamente do Parlamento Europeu, que, no novo contexto, é chamado a pronunciar-se sobre matérias que, anteriormente, não eram da sua competência, como o caso presente de um acordo internacional entre a UE e a República da Indonésia quanto aos serviços aéreos. De referir que este acordo, negociado pela Comissão, substitui determinadas disposições dos 19 acordos bilaterais em vigor celebrados entre os Estados-Membros da UE e a República da Indonésia. Saúdo o estabelecimento de mais um acordo cujo objetivo é proporcionar a todas as transportadoras aéreas oriundas dos Estados-Membros acesso não discriminatório às rotas que têm como destino a Indonésia e que representa um passo importante no reforço das relações entre a UE e a República da Indonésia no setor da aviação, inclusive quanto à segurança e à tributação do combustível utilizado na aviação.

4-251-875

**João Ferreira (GUE/NGL)**, *por escrito*. – Esta proposta de acordo surge na sequência de diversos acordos idênticos já assinados entre a UE e outros países. Tal como referimos relativamente a esses outros acordos, no quadro concreto atual em que se desenvolve a



atividade da aviação civil, esta proposta de acordo suscita-nos dúvidas quanto ao seu alcance e possíveis consequências. Com efeito, *evitar discriminações entre as transportadoras aéreas da UE*, com a alegada criação de condições iguais às diversas companhias europeias, poderá concorrer para a facilitação da concentração monopolista no setor (processo já em curso). A referência à prevalência da livre concorrência (artigo 4.º) insere-se nesta linha, visando reduzir a capacidade de os Estados-Membros defenderem as suas companhias de transporte aéreo de bandeira, num setor que é, por diversas razões, estratégico para a salvaguarda de interesses nacionais. Saliente-se todavia que, neste caso, as possíveis implicações para Portugal serão comparativamente menores do que nos casos de acordos anteriores já assinados, como foi o caso do Brasil, EUA e Canadá.

4-251-937

**Monika Flašíková Beňová (S&D)**, *písomne*. – Medzinárodné vzťahy v oblasti leteckej dopravy medzi členskými štátmi a tretími krajinami sa zvyčajne riadia dvojstrannými dohodami o leteckých službách. Súdny dvor EÚ v roku 2002 rozhodol, že doložky o určení štátnej príslušnosti uvedené v dvojstranných dohodách sú v rozpore s právom EÚ. Umožňujú tretej krajine zamietnuť, odňať alebo pozastaviť povolenia alebo oprávnenia leteckého dopravcu, ktorý nesie označenie členského štátu EÚ, ale ktorý nie je z väčšej časti vo vlastníctve tohto členského štátu alebo jeho štátnych príslušníkov a nepodlieha účinnej kontrole tohto členského štátu alebo jeho štátnych príslušníkov. To sa považuje za diskrimináciu voči dopravcom EÚ, ktorí majú sídlo na území členského štátu, ale sú vo vlastníctve a pod kontrolou štátnych príslušníkov iných členských štátov. Komisia i z tohto dôvodu prerokovala dohodu, ktorou sa nahrádzajú určité ustanovenia v jestvujúcich 19 dvojstranných dohodách o leteckých službách uzavretých medzi členskými štátmi EÚ a Indonéziou. Tá bola podpísaná 29. júna 2011 a obe jej strany súhlasili, že budú postupovať v súlade s touto dohodou odo dňa jej podpisu až dotedy, kým nevstúpi do platnosti. Na jej uzatvorenie potrebuje Rada získať súhlas od Európskeho parlamentu. Som toho názoru, že je vhodné, aby sa Výbor pre dopravu a cestovný ruch vyslovil za uzavretie dohody.

4-251-968

**Jim Higgins (PPE)**, *in writing*. – I welcome this agreement, which replaces provisions in the existing 19 bilateral air services agreements concluded between EU Member States and Indonesia, and thus streamlines the legal arrangement.

4-252-000

**Philippe Juvin (PPE)**, *par écrit*. – Il s'agit d'un accord dit "classique" négocié par la Commission dans le cadre de son "mandat horizontal". L'objectif principal de cet accord est de permettre à tous les transporteurs aériens de l'Union européenne d'accéder sans discrimination aux liaisons aériennes entre les États membres de l'Union concernés et l'Indonésie. J'ai voté en faveur de ce rapport.

4-252-500

**Agnès Le Brun (PPE)**, *par écrit*. – Traditionnellement, les relations internationales dans le domaine aérien avec les pays tiers étaient régies par des accords bilatéraux, c'est à dire d'un Etat à un autre. Cependant, en 2002, la Cour de justice des communautés européennes a censuré la présence de clauses de désignation nationales dans tels accords car cela pouvait conduire à des discriminations entre les transporteurs de l'Union européenne (UE). L'accord pour lequel j'ai voté prévoit de remplacer les clauses de désignation nationales par une

clause de désignation de l'UE. Désormais, les transporteurs aériens de l'UE pourront accéder sans risque de discrimination au marché Indonésien.

4-252-750

**Bogdan Kazimierz Marcinkiewicz (PPE)**, *na piśmie* . – Panie Przewodniczący, głosowałem za sprawozdaniem, ponieważ moim zdaniem zapewni ono w nowej umowie zawartej pomiędzy Unią Europejską a Indonezją uchronienie przewoźników z UE przed brakiem wolnego od dyskryminacji dostępu do tras między zainteresowanymi państwami członkowskimi a właśnie Indonezją. Ponadto zapewnia szereg przepisów gwarantujących zakazanie stosowania praktyk antykonkurencyjnych.

4-253-000

**David Martin (S&D)**, *in writing* . – I voted for this proposal. International aviation relations between Member States and third countries have traditionally been governed by bilateral air services agreements. The EU Court of Justice ruled in 2002 that national designation clauses in the bilateral agreements infringe EU law. They allow a third country to reject, withdraw or suspend the permissions or authorisations of an air carrier that has been designated by a Member State but that is not substantially owned and effectively controlled by that Member State or its nationals. This has been found to constitute discrimination against EU carriers established in the territory of a Member State but owned and controlled by nationals of other Member States. This is contrary to Article 49 of the Treaty on the Functioning of the European Union which guarantees nationals of Member States who have exercised their freedom of establishment the same treatment in the host Member State as that accorded to nationals of that Member State. There are also further issues, such as competition, where compliance with EU law should be ensured. Thus, the Commission has negotiated the Agreement that replaces certain provisions in the existing 19 bilateral air services agreements concluded between EU Member States and Indonesia.

4-253-500

**Mario Mauro (PPE)**, *per iscritto* . – Il mio voto alla relazione dell'on. Simpson è favorevole. La conclusione di un accordo Ue-Indonesia è necessaria, soprattutto per consentire a tutti i vettori aerei dell'UE un accesso non discriminatorio alle rotte tra gli Stati membri dell'UE interessati e l'Indonesia.

4-253-625

**Louis Michel (ALDE)**, *par écrit* . – Ce nouvel accord entre l'Union européenne et l'Indonésie sur certains aspects des services aériens stimulera la croissance économique, un enjeu aujourd'hui indispensable. En effet, cette politique encourage l'exploitation de systèmes spatiaux dont des mécanismes financiers et législatifs. Elle permettra d'insuffler un esprit d'initiative et d'innovation, instigateur de la compétitivité européenne. Cette politique permettra également de mettre en œuvre une cohérence au sein de l'Europe en harmonisant et renforçant les programmes spatiaux nationaux. Finalement, en remplaçant certaines dispositions des accords bilatéraux, la discrimination entre les transporteurs de l'Union sera éliminée.

4-253-750

**Alexander Mirsky (S&D)**, *in writing* . – The main goal, as we know, is to bring the existing 19 bilateral agreements concluded between Member States and Indonesia in line

with EU law. Thus, the Agreement amends the bilateral agreements in the areas falling under EU competence. I voted in favour.

4-254-000

**Andreas Mölzer (NI)**, *schriftlich*. – Die EU-Kommission hat ein Abkommen ausgehandelt, in dem bestimmte Klauseln in den 19 bilateralen Luftverkehrsabkommen zwischen EU-Mitgliedstaaten und Indonesien ersetzt werden. Die wichtigsten Ziele sind: allen Luftfahrtunternehmen der EU einen diskriminierungsfreien Zugang zu den Strecken zu gewährleisten; die Sicherheitsvorschriften sollen nicht nur von dem Mitgliedsstaat anwendbar sein, in dem sich der Sitz des Luftfahrtsunternehmens befindet; das Vornehmen von Flugkraftstoffbesteuerung auf indonesische Luftfahrtunternehmen innerhalb der EU sowie das Untersagen von Praktiken, die gegen die Wettbewerbsvorschriften verstoßen. Der Bericht hat meine Stimme nicht erhalten, da die EU mit den Klauseln, die ersetzt werden sollen, meines Erachtens zu sehr in die bilateralen Abkommen der einzelnen Mitgliedsstaaten eingreift.

4-254-500

**Rolandas Paksas (EFD)**, *raštu*. – Balsavau už šią rekomendaciją, kuria siekiama suderinti susitarimo tarp ES ir Indonezijos dėl oro susisiekimo paslaugų nuostatas su ES teise bei pašalinti esamus prieštaravimus. Naujos nuostatos užtikrins palankesnes sąlygas ES vežėjams ir suteiks teisę be diskriminacijos naudotis oro susisiekimo maršrutais tarp atitinkamų ES valstybių narių ir Indonezijos. Taip pat pritariu pasiūlymui, kuriuo valstybėms narėms suteikiama teisė taikyti kuro mokestį ir Indonezijos oro transporto bendrovėms, kurios pageidauja vykdyti skrydžius Sąjungos viduje.

4-254-750

**Alfredo Pallone (PPE)**, *per iscritto*. – Ho votato a favore della relazione del collega Simpson sulla conclusione di un accordo bilaterale tra l'UE e la Repubblica di Indonesia relativamente ai servizi aerei perché tale accordo vuole raggiungere l'obiettivo di concedere a tutti i vettori aerei dell'UE un accesso non discriminatorio alle rotte verso l'Indonesia. Generalmente tutte le relazioni tra gli Stati UE e i paesi terzi sul trasporto aereo sono disciplinate da accordi bilaterali e in questo caso il testo non è altro che un'integrazione ai 19 accordi già esistenti. Maggiori margini di movimento migliorano i rapporti tra gli Stati e agevolano i cittadini; per questo credo che si assisterà in futuro ad un aumento e rinnovamento costante degli accordi bilaterali.

4-254-875

**Maria do Céu Patrão Neves (PPE)**, *por escrito*. – Votei favoravelmente a celebração de um Acordo entre a União Europeia e o Governo da República da Indonésia sobre certos aspetos dos serviços aéreos. O Tribunal de Justiça da União Europeia, em 2002, considerou determinadas cláusulas incluídas em acordos bilaterais entre Estados-Membros da UE e países terceiros como violadoras do direito comunitário. Consequentemente, a Comissão negociou um acordo que substitui determinadas disposições dos atuais 19 acordos bilaterais de serviços aéreos celebrados entre os Estados-Membros da UE e a Indonésia e que agora se aprova.

4-254-937

**Aldo Patriciello (PPE)**, *per iscritto*. – Gli accordi bilaterali tra Stati membri e paesi terzi nel settore del trasporto aereo internazionale possono comportare discriminazioni nei confronti dei vettori dell'UE stabiliti sul territorio di uno Stato membro ma che sono di proprietà o sono controllati da cittadini di altri Stati membri. Convenendo con lo scopo di garantire ai cittadini degli Stati membri che hanno esercitato la loro libertà di stabilimento lo stesso trattamento che lo Stato membro ospitante accorda ai propri cittadini e con l'obiettivo di assicurare la conformità con il diritto dell'UE modificando o integrando le disposizioni vigenti contenute negli accordi bilaterali sui servizi aerei fra Stati membri e paesi terzi, esprimo il mio voto favorevole alla conclusione dell'accordo.

4-254-968

**Paulo Rangel (PPE)**, *por escrito*. – De momento, vigoram 19 acordos bilaterais de serviços aéreos entre os Estados-Membros da UE e a Indonésia. Contudo, nalguns desses acordos, encontram-se cláusulas que, segundo a jurisprudência do Tribunal de Justiça da União Europeia, violam o direito comunitário. É este o caso das chamadas cláusulas de designação, que autorizam um país terceiro a recusar, retirar ou suspender as licenças ou autorização concedidas às transportadoras aéreas designadas por um Estado-Membro, quando nem o capital nem o controlo da transportadora pertencam a esse Estado-Membro ou aos seus nacionais. Ora, com o presente acordo pretende-se justamente garantir a harmonização destes aspetos com o direito comunitário. Votei, por isso, em sentido favorável.

4-255-000

**Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE)**, *in writing*. – In favour. International aviation relations between Member States and third countries have traditionally been governed by bilateral air services agreements. The EU Court of Justice ruled in 2002 that national designation clauses in the bilateral agreements infringe EU law. They allow a third country to reject, withdraw or suspend the permissions or authorisations of an air carrier that has been designated by a Member State but that is not substantially owned and effectively controlled by that Member State or its nationals. This has been found to constitute discrimination against EU carriers established in the territory of a Member State but owned and controlled by nationals of other Member States. This is contrary to Article 49 of the Treaty on the Functioning of the European Union which guarantees nationals of Member States who have exercised their freedom of establishment the same treatment in the host Member State as that accorded to nationals of that Member State. There are also further issues, such as competition, where compliance with EU law should be ensured through amending or complementing existing provisions in bilateral air services agreements between Member States and third countries.

4-255-500

**Νικόλαος Σαλαβράκος (EFD)**, *γραφτιώς*. – Υπερψήφισα την έκθεση του κυρίου Simpson, διότι θεωρώ ότι η έλλειψη διακρίσεων μεταξύ των αερομεταφορέων της Ε.Ε. καθώς και η εξασφάλιση του δικαιώματος της ισότιμης πρόσβασής τους στην πραγματοποίηση πτήσεων προς την Ινδονησία αποτελούν σημαντικά θέματα. Επιπλέον, η υπερψήφιση της εκθέσεως θα συμβάλει στη συμμόρφωση των κανόνων του ανταγωνισμού με το δίκαιο της Ε.Ε. και στην εξασφάλιση της φορολογήσεως των αεροπορικών καυσίμων, όταν πραγματοποιούνται διεθνείς πτήσεις.

4-256-000

**Sergio Paolo Francesco Silvestris (PPE)**, *per iscritto*. – Con il voto di oggi poniamo dei correttivi alle diversità e alle anomalie dei 19 accordi bilaterali sui servizi aerei conclusi tra gli Stati membri dell'Unione europea e l'Indonesia.

Nel settore del trasporto aereo internazionale, infatti, le relazioni tra Stati membri e paesi terzi sono disciplinate tradizionalmente da accordi bilaterali sui servizi aerei. Nel 2002, la Corte di giustizia ha deciso che le clausole di designazione nazionali contenute negli accordi bilaterali violano il diritto dell'Unione, in quanto consentono a un paese terzo di rifiutare, revocare o sospendere i permessi o le autorizzazioni di un vettore aereo designato da uno Stato membro, ma di cui una quota rilevante della proprietà o il controllo effettivo non facciano capo a tale Stato membro o a suoi cittadini.

Con il nostro voto tale situazione discriminatoria sarà sanata.

4-256-500

**Nuno Teixeira (PPE)**, *por escrito*. – Estão em vigor 19 acordos bilaterais de serviços aéreos entre os Estados-Membros e a Indonésia. A celebração deste acordo pretende pôr fim aos acordos bilaterais e estabelecer um só que regule as relações sobre certos aspetos dos serviços aéreos com a Indonésia. Vários acordos deste tipo têm vindo a ser assinados, uma vez que o acórdão do TJUE de 2002 referiu que as cláusulas de designação nacionais incluídas nos acordos bilaterais infringiam o direito da UE. Assim, para evitar cláusulas que discriminem companhias aéreas da UE e a violação do artigo 49.º do TFUE, de liberdade de estabelecimento, este acordo estabelece o princípio da designação da UE a todas as transportadoras da UE. Para além disto, o acordo uniformiza o controlo regulamentar de segurança, o princípio da concorrência e a tributação do combustível. A aprovação deste acordo irá diminuir as distâncias geográficas e possibilitar o estreitar de relações políticas e económicas.

4-256-750

**Silvia-Adriana Țicău (S&D)**, *în scris*. – Am votat pentru proiectul de decizie a Consiliului privind încheierea Acordului între Uniunea Europeană și Guvernul Republicii Indonezia cu privire la anumite aspecte ale serviciilor aeriene. Acordul semnat la data de 29 iunie 2011 înlocuiește anumite dispozitii cuprinse în cele 19 acorduri bilaterale existente privind serviciile aeriene încheiate între statele membre ale UE și Indonezia. Anumite dispoziții din acordurile bilaterale privind serviciile aeriene dintre statele membre ale UE și Indonezia conțineau dispoziții care contravin legislației Uniunii Europene și trebuie să devină conforme cu aceasta, în vederea stabilirii unui temei juridic solid pentru serviciile aeriene dintre Uniunea Europeană și Indonezia, precum și pentru a păstra continuitatea respectivelor servicii aeriene. Acordul are ca obiectiv acordarea dreptului la acces nediscriminatoriu tuturor transportatorilor aerieni din UE la rutele dintre statele membre în cauză și Indonezia. Prin acest acord, UE nu urmărește mărirea volumului total al traficului aerian dintre Uniune și Indonezia, și nici afectarea echilibrului dintre transportatorii aerieni din Uniunea Europeană și cei din Indonezia sau negocierea modificărilor aduse dispozițiilor privind drepturile de trafic din acordurile bilaterale existente privind serviciile aeriene. Acordul conține dispoziții privind siguranța, impozitarea combustibilului de aviație și interzicerea practicilor anticoncurențiale.

4-257-000

**Angelika Werthmann (NI)**, *schriftlich*. – Durch die Ersetzung der nationalen Benennungsklauseln durch eine EU-Benennungsklausel wird allen Luftverkehrsunternehmen der EU ein diskriminierungsfreier Zugang zu Strecken zwischen den Mitgliedstaaten und Indonesien gewährleistet und somit die Niederlassungsfreiheit garantiert. Weiters schafft das Abkommen verbesserte Sicherheitsbestimmungen.

4-257-500

**Marina Yannakoudakis (ECR)**, *in writing*. – Indonesia is one of the largest emerging markets in the world and yet there is no direct flight between Jakarta and my home constituency of London. Direct flights have been shown to help improve trade; firms do more business and invest more in markets which are the most convenient to reach. I hope that the EU-Indonesia Air Services Agreement will help to increase EU-Indonesia trade and that soon we will have a daily flight from Jakarta to Heathrow allowing British firms to tap into an economy which has an annual growth rate of 6.5 %.

4-258-000

**Raccomandazione: Brian Simpson (A7-0391/2011)**

4-258-500

**Luís Paulo Alves (S&D)**, *por escrito*. – Voto a favor do relatório porque propõe que se estabeleça um quadro de cooperação reforçado entre a UE e a Organização da Aviação Civil Internacional (ICAO). Qualquer parceria com a ICAO é benéfica, porque se trata de um organismo especializado das Nações Unidas, com já 190 Estados-Membros, que cooperam nos domínios da segurança da aviação, gestão do tráfego aéreo e proteção do ambiente. É importante que nestes domínios a UE tome as melhores decisões e, como tal, esta cooperação é bem-vinda e merece um acompanhamento próximo do Parlamento Europeu.

4-258-750

**Sophie Auconie (PPE)**, *par écrit*. – A la lumière des précédents désaccords avec l'OACI, en raison de l'affrontement entre l'Union européenne et les compagnies aériennes opposées à l'inclusion du transport aérien dans le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (EU-ETS) à partir du 1er janvier 2012, il me semble nécessaire que l'UE collabore avec la communauté internationale. Il est capital d'aboutir à un accord international permettant de prendre en compte les émissions de gaz à effet de serre (GES) du transport aérien. J'ai donc voté en faveur de ce protocole de coopération afin que l'Union européenne fasse bénéficier l'OACI de son expertise et de ses ressources de manière générale. Il est fondamental que l'Union européenne pèse dans les négociations avec la communauté internationale en matière d'aviation civile et notamment sur les enjeux de développement durable.

4-258-875

**Zigmantas Balčytis (S&D)**, *raštu*. – Bendradarbiavimo memorandumo tikslas – įforminti ir sustiprinti ES ir Tarptautinės civilinės aviacijos organizacijos (ICAO) santykius ir bendradarbiavimą. Jis pasirašytas 2011 m. balandžio 28 d. Monrealyje ir tų pačių metų gegužės 4 d. Briuselyje ir nuo tada yra laikinai taikomas. ICAO buvo įsteigta pagal 1944 m. Čikagos konvenciją kaip specializuota Jungtinių Tautų agentūra. 190 dabartinių jos

valstybių narių bendradarbiauja aviacijos saugos, aviacijos saugumo, oro eismo valdymo ir aplinkos apsaugos srityse. Į daugumą ICAO standartų ir reikalavimų yra atsižvelgta ES teisės aktuose ar jie net iš esmės perkelti į Europos teisę (pvz., orlaivių aplinkosaugos standartai). Todėl ES labai suinteresuota prisidėti prie ICAO politikos formavimo proceso, ypač siekdama savo pačios civilinės aviacijos pramonės konkurencingumo. Pritariau memorandumo sudarymui, kuris leis užtikrinti didesnę standartų suderinimą, geresnę atitinkamų veiksmų koordinavimą bei geresnę ribotų išteklių naudojimą.

4-258-937

**Elena Bănescu (PPE)**, *în scris*. – Am votat în favoarea rezoluției deoarece cooperarea dintre UE și Organizația Aviației Civile Internaționale trebuie consolidată. Acest memorandum sprijină obiectivele fundamentale ale politicii externe europene în domeniul aviației. Este deosebit de important ca UE să contribuie la procesul decizional din cadrul OACI, în contextul în care organizația numără în prezent 190 state. Cooperarea în domeniul precum siguranța aviației, securitatea aeriană, managementul traficului aerian și protecția mediului ar trebui aprofundată. Instituirea de mecanisme comune va contribui la o mai bună coordonare a planificării programelor și a asistenței tehnice. Este necesară promovarea pe plan mondial a noilor sisteme și tehnologii. Ea va spori competitivitatea sectorului aviației civile europene. Salut angajamentul reciproc de a atinge cele mai înalte niveluri de siguranță a aviației în lume.

4-258-968

**Regina Bastos (PPE)**, *por escrito*. – A Organização da Aviação Civil Internacional (ICAO) foi criada pela Convenção de Chicago de 1944 como órgão especializado das Nações Unidas. Os Estados signatários cooperam nos domínios da segurança da aviação, gestão do tráfego aéreo e proteção do ambiente. Com o presente Memorando de Cooperação (MC) pretende-se formalizar e incrementar as relações entre a União Europeia e a Organização da Aviação Civil Internacional, garantindo uma maior harmonização das normas e uma melhor coordenação das respetivas atividades. O MC visa uma melhor utilização dos recursos disponíveis, evitando a duplicação de esforços e preservando simultaneamente a integridade das partes. As partes concordam numa cooperação estreita com vista à coordenação das suas atividades no domínio da segurança. Esta cooperação inclui disposições para que a UE disponibilize competências especializadas e recursos à Organização da Aviação Civil Internacional, podendo os observadores da UE participar nas missões de auditoria da ICAO nos Estados da UE com o acordo destes últimos e no mais rigoroso respeito da confidencialidade das missões de auditoria. Pelo exposto, apoiei a presente recomendação.

4-258-984

**Mara Bizzotto (EFD)**, *per iscritto*. – L'Organizzazione internazionale dell'aviazione civile, a norma del suo statuto, consente solo agli Stati di accedervi in qualità di membri. Tuttavia, alcuni anni fa la Commissione ha cercato di avviare negoziati per far accedere l'UE, sperando in una modifica dello statuto dell'ICAO. Tale modifica non è avvenuta, e l'UE continua ad essere esclusa dalla piena partecipazione. Con il memorandum ora proposto dal Consiglio, l'UE sta tentando di aggirare gli ostacoli posti dal diritto internazionale, al fine di accedere in maniera informale all'ICAO ed esercitare la propria influenza al suo interno pur non avendone legalmente diritto. In sostanza, l'accordo in questione sembra essere un "cavallo di Troia" che permetterà alla Commissione di aggirare il diritto internazionale, per di più a scapito degli Stati membri dell'UE i quali, al contrario,

sono legalmente e a pieno titolo membri dell'ICAO, ma ciononostante potrebbero gradualmente perdere la loro capacità di esercitare i loro diritti all'interno dell'ICAO stessa se questo memorandum entrasse in vigore. Certamente, ci sarebbero concreti benefici che deriverebbero da un maggiore coinvolgimento dell'UE nell'ICAO, tuttavia tali benefici verrebbero raggiunti aggirando le disposizioni del diritto internazionale, e scavalcando i diritti legalmente garantiti agli Stati membri. Il mio voto è quindi contrario.

4-258-992

**Vilija Blinkevičiūtė (S&D)**, *raštu*. – Balsavau už šį pranešimą, nes pritariu jo pagrindiniam tikslui – aviacijos, ypač civilinės aviacijos, saugumo stiprinimui. Konkrečiai šio pranešimo tikslas – pritarti Europos Sąjungos ir Tarptautinės civilinės aviacijos organizacijos (ICAO) bendradarbiavimo memorandumo sudarymui. Šiuo bendradarbiavimo memorandumu siekiama didesnio standartų suderinimo ir geresnio atitinkamų veiksmų koordinavimo, o taip pat, išsaugant abiejų šalių vientisumą, bendradarbiavimo memorandumu siekiama, kad būtų geriau naudojami riboti išteklių ir būtų išvengta veiksmų dubliavimo. Šis memorandumas jau yra laikinai taikomas nuo praėjusių metų gegužės 4 d. ICAO buvo įsteigta 1944 m. ir šiandien 190 jos valstybių narių bendradarbiauja aviacijos saugos, aviacijos saugumo, oro eismo valdymo ir aplinkos apsaugos srityse. Į daugumą ICAO standartų ir reikalavimų jau yra atsižvelgiama ES teisės aktuose ar jie net iš esmės perkelti į Europos teisę, todėl ES labai suinteresuota prisidėti prie ICAO politikos formavimo proceso. Tai taip pat leistų padidinti Europos Sąjungos civilinės aviacijos pramonės konkurencingumą.

4-258-996

**Maria Da Graça Carvalho (PPE)**, *por escrito*. – Congratulo-me com a aprovação deste Memorando de Entendimento cujo objetivo global é garantir uma maior harmonização das normas e uma melhor coordenação das respetivas atividades, utilizando melhor os recursos disponíveis e evitando a duplicação de esforços, preservando simultaneamente a integridade das Partes. É fundamental que haja uma cooperação estreita e uma coordenação das atividades no domínio da segurança. Esta abordagem baseia-se num compromisso mútuo, tendo em vista alcançar o mais alto nível de segurança aérea a nível mundial e a harmonização das normas e práticas recomendadas.

4-259-000

**Carlos Coelho (PPE)**, *por escrito*. – A Organização da Aviação Civil Internacional (ICAO), a funcionar desde 1944, incorpora neste momento cerca de 190 Estados membros. É fundamental para a UE estreitar a sua relação com a ICAO através da celebração deste Memorando de cooperação de forma a permitir uma maior coordenação das suas atividades ao nível da segurança da aviação e também da gestão do tráfego aéreo e da proteção do ambiente. Permitirá, assim, que a UE dê o seu contributo para a definição das políticas da ICAO, o que é importante não só para a competitividade do seu próprio setor da aviação civil, mas também para se poder alcançar um mais elevado nível de segurança aérea a nível mundial, bem como harmonizar as normas e práticas recomendadas.

Apoio, assim, o reforço da posição da UE no âmbito da ICAO, bem como o estabelecimento deste quadro de cooperação reforçada, que neste momento apenas define disposições em matéria de segurança da aviação, como é o caso da identificação de transportadoras aéreas não seguras. Espero que a curto prazo se possa alargar esta cooperação a outras disposições



nos domínios da segurança da aviação, gestão do tráfego aéreo e proteção do ambiente, que deverão ser anexados a este Memorando de cooperação.

4-259-500

**Mário David (PPE)**, *por escrito*. – O Memorando de Cooperação (MC) que agora votámos favoravelmente visa formalizar e incrementar as relações entre a União Europeia e a Organização da Aviação Civil Internacional (ICAO) e já se encontrava aplicado provisoriamente desde 4 de maio passado, data da sua assinatura em Bruxelas. O objetivo principal deste memorando é garantir uma maior harmonização das normas e uma melhor coordenação das respetivas atividades. Além disso, o MC visa criar sinergias, de forma a evitar duplicação de tarefas e não pretende substituir prévias cooperações acordadas, como as que dizem respeito à auditoria de supervisão da segurança e a auditorias/inspeções de segurança, que são objeto de memorandos separados. O âmbito e os domínios da cooperação agora acordados encontram-se bem explanados no memorando (e resumidamente na recomendação do Parlamento Europeu) e, no futuro, outras disposições nas áreas da segurança, proteção do ambiente e gestão do tráfego aéreo poderão ser aditadas como anexos a este MC. As Nações Unidas encontram-se, infelizmente, desacreditadas: a sua Assembleia Geral, o Conselho de Segurança, o Conselho de Direitos Humanos (CNUDH), mas, felizmente, agências como a FAO, a UNECE, a UNICEF ou a ICAO desenvolvem um excelente trabalho!

4-260-000

**Christine De Veyrac (PPE)**, *par écrit*. – J'ai voté en faveur de ce protocole car le droit européen tient aujourd'hui compte de la plupart des normes et des exigences de l'OACI en matière d'aviation internationale. L'Union européenne a donc tout intérêt à contribuer au processus de prise de décision de l'OACI si elle veut protéger la compétitivité de sa propre industrie aéronautique civile, secteur clef de l'activité et du développement économiques de la région Midi-Pyrénées.

4-260-500

**Anne Delvaux (PPE)**, *par écrit*. – Le rapport que j'ai voté porte sur un accord classique, nécessitant une simple procédure d'approbation du Parlement européen, et qui est déjà appliqué provisoirement. Ledit accord vise à renforcer la coopération entre l'Union et l'OACI notamment par l'échange d'experts et la mise en place de programmes permettant une harmonisation vers le haut des normes de sécurité et de sûreté aériennes.

4-260-750

**Edite Estrela (S&D)**, *por escrito*. – Votei favoravelmente esta recomendação por reforçar a posição da UE no âmbito das relações com a Organização da Aviação Civil Internacional. Este Memorando, que estabelece um quadro de cooperação reforçada, garante uma maior harmonização das normas e uma melhor coordenação das respetivas atividades, além de possibilitar uma utilização mais eficiente dos limitados recursos disponíveis.

4-260-875

**Diogo Feio (PPE)**, *por escrito*. – Esta nossa votação hoje pretende formalizar a aplicação do Memorando de Cooperação (MC) entre a União Europeia e a Organização da Aviação Civil Internacional, assinado em Montreal em 28 de Abril e em Bruxelas em 4 de Maio de 2011 e aplicado provisoriamente desde então.

4-260-937

**José Manuel Fernandes (PPE)**, *por escrito*. – A presente recomendação, elaborada por Brian Simpson, incide sobre a proposta de decisão do Conselho relativa à celebração de um Memorando de Cooperação (MC) entre a União Europeia e a Organização da Aviação Civil Internacional (ICAO) que cria um quadro de cooperação reforçada, prevendo regras processuais conexas. A ICAO, criada pela Convenção de Chicago de 1944, é um órgão especializado das Nações Unidas e integra 190 Estados-Membros que colaboram nas seguintes áreas: segurança da aviação, gestão do tráfego aéreo e proteção do ambiente. Apesar dos custos associados a este MC se cifrarem em 500.000€ durante três anos, concordo com a posição do relator de que o Parlamento Europeu deve contribuir para uma posição reforçada da UE no seio da ICAO. Porque considero que está em causa uma maior harmonização das normas processuais no âmbito da aviação e uma melhor coordenação das atividades respetivas, o que, certamente, melhorará a competitividade do setor da aviação civil no seio da UE, votei favoravelmente esta recomendação.

4-261-000

**João Ferreira (GUE/NGL)**, *por escrito*. – O Memorando de Cooperação (MC) visa formalizar e incrementar as relações entre a UE e a Organização da Aviação Civil Internacional (ICAO). Os objetivos globais do MC passam pelo reforço das relações e do quadro de cooperação entre a UE e a ICAO, estabelecendo os termos, condições e mecanismos de implementação da cooperação, no sentido de uma maior harmonização das normas e melhor coordenação das respetivas atividades. O MC não substitui, nem prejudica, outras formas de cooperação entre as partes envolvidas e estabelece uma cooperação mais estreita nos domínios da segurança da aviação, gestão do tráfego aéreo e proteção do ambiente. Não sendo aplicável às decisões de harmonização e de regulamentação, estabelece, contudo, cooperação regulamentar nas fases preparatórias dessas atividades, coordenação dos programas de auditorias e de inspeção, assim como assistência técnica. No quadro concreto em que hoje se desenvolve a atividade da aviação, e conhecido que é o papel e pressões da UE no sentido da sua liberalização (o que, entre outros aspetos, sempre prejudica as questões da segurança), é com reservas que avaliamos estes acordos. Ademais, existem preocupações relativamente a possíveis aditamentos ao conceito de segurança da aviação que possam pôr em causa o respeito pelos direitos, liberdades e garantias dos passageiros e dos trabalhadores deste setor.

4-261-500

**Carlo Fidanza (PPE)**, *per iscritto*. – Indubbiamente una formalizzazione ed un miglioramento delle relazioni fra fra UE ed ICAO, porterà un rafforzamento ed un consolidamento delle stesse. A questo scopo io e i miei colleghi abbiamo approvato all'unanimità il memorandum di cooperazione tra l'Unione europea e l'organizzazione internazionale dell'aviazione civile. L'ICAO è stata fondata come agenzia specializzata dell'ONU e gli Stati membri collaborano in materie di sicurezza aerea, gestione del traffico aereo e protezione ambientale. Di conseguenza, l'UE non può che essere interessata a contribuire alla definizione delle politiche dell'ICAO. Questo memorandum di cooperazione (MC) mira a ottenere una maggiore armonizzazione ed un più stretto coordinamento delle rispettive attività e, non da ultimo, garantire un più proficuo impiego delle limitate risorse a disposizione, ad esempio evitando la ripetizione delle medesime attività. Sicuramente una maggiore collaborazione, come ad esempio la possibilità di accesso reciproco alle

proprie banche dati, porterà ad un miglioramento e ad una semplificazione di tutto l'apparato.

4-261-750

**Monika Flašíková Beňová (S&D)**, *pisomne*. – Cieľom memoranda o spolupráci (MOC) je formalizovať a posilniť vzťahy a spoluprácu medzi EÚ a Medzinárodnou organizáciou civilného letectva (ICAO). Podpísané bolo 28. apríla v Montreale a 4. mája 2011 v Bruseli a odvtedy sa dočasne uplatňuje. ICAO bola založená v roku 1944 na základe Chicagského dohovoru ako osobitná agentúra OSN. Jej súčasných 190 členských štátov spolupracuje v oblasti bezpečnosti letectva, bezpečnostnej ochrany letectva, manažmentu letovej prevádzky a ochrany životného prostredia. Celkovým cieľom MOC je zaručiť väčšiu harmonizáciu noriem a užšiu koordináciu príslušných činností. Doteraz boli vypracované len ustanovenia o bezpečnosti letectva. Zmluvné strany sa dohodli na úzkej spolupráci a koordinácii svojich činností v oblasti bezpečnosti. Prístup je založený na vzájomnom záväzku dosiahnuť čo najvyššiu úroveň bezpečnosti letectva na celom svete a celosvetovú harmonizáciu bezpečnostných noriem a odporúčaných postupov (SARP). Stanovenie oblastí a leteckých dopravných spoločností, ktoré nie sú bezpečné, predstavuje spoločný základný záujem a významnú časť spoločných činností. Domnievam sa, že Parlament by sa mal podieľať na posilnení pozície EÚ v rámci ICAO, a je preto na mieste, aby Výbor pre dopravu a cestovný ruch udelil svoj súhlas s uzavretím memoranda o spolupráci medzi Európskou úniou a Medzinárodnou organizáciou civilného letectva, čím by sa zabezpečil rámec pre posilnenú spoluprácu.

4-261-875

**Jim Higgins (PPE)**, *in writing*. – I welcome this new mutual commitment to achieving the highest levels of aviation safety worldwide and a global harmonisation of safety standards and recommended practices (SARPs). To identify unsafe areas and carriers is of common fundamental interest to all parties to this agreement.

4-262-000

**Philippe Juvin (PPE)**, *par écrit*. – Cet accord vise à renforcer la coopération entre l'Union et l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) notamment grâce à l'échange d'experts et la mise en place de programmes. L'idée est d'arriver à terme à une harmonisation vers le haut des normes de sécurité et de sûreté aériennes. Ce rapport ne pose aucune difficulté, j'ai donc voté pour.

4-262-500

**Agnès Le Brun (PPE)**, *par écrit*. – En vertu de l'article 81 de son règlement, le Parlement européen est en droit de donner son approbation à la conclusion d'un protocole de coopération de l'Union européenne (UE). J'ai voté en faveur du protocole qui vise à resserrer les relations et la coopération entre l'UE et l'Organisation de l'aviation civile internationale (ICAO). Il est essentiel que l'Union européenne participe à la prise de décision au sein de l'ICAO afin de protéger la compétitivité de sa propre industrie.

4-263-000

**Petru Constantin Luhan (PPE)**, *în scris*. – Acest memorandum de cooperare are ca obiectiv reglementarea și aprofundarea relațiilor și cooperării dintre UE și Organizația Aviației Civile Internaționale (OACI). Consider că Uniunea Europeană trebuie să acorde

mai multă importanță acestei cooperări deoarece cele mai multe chestiuni vizate de Convenția de la Chicago sunt de competența Uniunii. Organizația Aviației Civile Internaționale reglementează politici în domeniile siguranței, securității, mediului și managementului traficului aerian. În plus, standardele și cerințele OACI reprezintă temeiul pentru legislația comunitară și în concluzie consider că este foarte important pentru UE să se implice în activitatea și în procesul de definire a politicilor OACI cu scopul de a contribui la elaborarea de politici adecvate pentru sectorul aviației civile. De asemenea, memorandumul prevede că părțile vor face schimb de informații electronice, date și publicații oficiale și își vor acorda reciproc acces la bazele de date, fapt ce va duce la o consolidare a relațiilor dintre cele două entități.

4-263-500

**Bogdan Kazimierz Marcinkiewicz (PPE)**, *na piśmie* . – Panie Przewodniczący, głosowałem za Porozumieniem o współpracy między Unią Europejską a Organizacją Międzynarodowego Lotnictwa Cywilnego, ponieważ uważam, że zapewni ono ściślejszą współpracę zwłaszcza w zakresie bezpieczeństwa, które powinno być zapewniane pasażerom w najwyższym stopniu. Porozumienie ma na celu wyznaczenie na świecie bezpieczeństwa w lotnictwie na najwyższym poziomie przy jednoczesnym zapewnieniu harmonizacji norm z nim związanych.

4-264-000

**David Martin (S&D)**, *in writing* . – I voted for this proposal, which should contribute to a strengthened EU position within ICAO.

4-264-500

**Mario Mauro (PPE)**, *per iscritto* . – La messa a punto di un quadro di cooperazione rafforzata consentirebbe all'Unione europea di aumentare giustamente il proprio peso all'interno dell'ICAO. Il memorandum sarebbe inoltre importante per garantire una maggiore armonizzazione delle norme e un più stretto coordinamento delle rispettive attività. Il mio voto è favorevole.

4-264-750

**Alexander Mirsky (S&D)**, *in writing* . – The Memorandum of Cooperation is meant to ensure greater harmonisation of standards and closer coordination of the parties' respective activities, as well as a better use of resources by avoiding duplication of effort. Cooperation will also include the sharing of confidential data and the participation of EU observers in initial civil aviation organisation audit missions. Relevant provisions for actions in the field of aviation safety and security, traffic management and environmental protection are an integral part of the Memorandum of Cooperation. I am in favour.

4-265-000

**Andreas Mølzer (NI)**, *schriftlich* . – Die Internationale Zivilluftfahrtorganisation ist eine Sonderagentur der NATO. Ziel dieser Zusammenarbeit ist es, den Austausch von personenbezogenen Daten zu erleichtern. Um das zu ermöglichen, werden von der EU dafür die Mittel bereitgestellt. Bedenklich war es schon, wenn unter dem Deckmantel der Terrorismusbekämpfung der Datenschutz mit Füßen getreten wurde. Dieses Memorandum ist ein weiterer Schritt zum gläsernen Menschen. Nicht nur, dass die EU die Daten nun

herausgeben muss, sie bezahlt auch noch für die strukturellen Rahmenbedingungen. Da ich mich für den Schutz der Daten unserer Bürger ausspreche, stimme ich dagegen.

4-265-500

**Franz Obermayr (NI)**, *schriftlich*. – Durch die gegenständliche Kooperationsvereinbarung sollen die Beziehungen und die Zusammenarbeit zwischen der EU und der Internationalen Zivilluftfahrt-Organisation (ICAO), einer Sonderagentur der NATO, formalisiert und vertieft werden: Ziel ist es, den Austausch von personenbezogenen Daten zu erleichtern. Um dies zu ermöglichen, soll die EU eine jährliche finanzielle Unterstützung in Höhe von 500.000 EUR bereitstellen. Zusätzlich sind die Mitgliedstaaten und die Europäische Agentur für Flugsicherheit angehalten, diese Summe aufzustocken. Es ist nicht einzusehen, dass die EU den USA unter dem Deckmantel der Terrorismusbekämpfung weiterhin Daten unbescholtener Bürger übermitteln soll. Und schon gar nicht ist es einzusehen, dass die EU für den Datentransfer auch noch finanziell aufkommen soll! Ich habe im Sinne der Bürgerrechte und des Datenschutzes gegen den vorliegenden Bericht gestimmt.

4-265-750

**Rolandas Paksas (EFD)**, *raštu*. – Pritariu šiai rezoliucijai dėl bendradarbiavimo memorandumų. Manau, kad Europos Sąjunga ir Tarptautinė civilinės aviacijos organizacija turi itin glaudžiai bendradarbiauti, siekiant visiško standartų suderinamumo ir geresnio tam tikrų veiksmų koordinavimo saugos srityje. Be to, labai svarbu pažymėti, kad ES suteikta puiki galimybė pasinaudoti ICAO kompetencija ir stiprinti savo pozicijas šioje pasaulinėje organizacijoje. Taip pat šis memorandumas sudarys palankesnes sąlygas naudoti ribotus išteklius, kartu padės pašalinti veiksmų dubliavimąsi ir visame pasaulyje užtikrins aukščiausio lygio aviacijos saugą.

4-265-875

**Maria do Céu Patrão Neves (PPE)**, *por escrito*. – A proposta de celebração de um Memorando de Cooperação entre a União Europeia e a Organização da Aviação Civil Internacional, que estabelece um quadro de cooperação reforçada e que prevê regras processuais conexas, mereceu o meu voto favorável, uma vez que o objetivo global do Memorando é garantir uma maior harmonização das normas e uma melhor coordenação das respetivas atividades. Além disso, o Memorando visa utilizar melhor os limitados recursos disponíveis e evitar a duplicação de esforços, preservando simultaneamente a integridade das Partes.

4-265-937

**Aldo Patriciello (PPE)**, *per iscritto*. – Il memorandum di cooperazione (MC) fra l'UE e l'Organizzazione internazionale dell'aviazione civile (ICAO) inteso a formalizzare e migliorare le relazioni e la cooperazione, mira a rafforzare la collaborazione nei settori della sicurezza aerea, della protezione della navigazione aerea, della gestione del traffico aereo e della protezione ambientale. Alla luce del forte interesse dell'UE a contribuire al rafforzamento delle politiche dell'ICAO e delle molte norme e prescrizioni dell'ICAO che sono state già incluse nel diritto dell'Unione europea, esprimo il mio voto favorevole sulla proposta di decisione del Consiglio relativa alla conclusione del memorandum che stabilisce un quadro di cooperazione rafforzata e che fissa le relative modalità procedurali per il suo funzionamento.

4-265-968

**Paulo Rangel (PPE)**, *por escrito*. – A Organização da Aviação Civil Internacional (ICAO), que opera no contexto das Nações Unidas, tem por objeto a cooperação em matéria de segurança da aviação, gestão do tráfego aéreo e proteção do ambiente. Na medida em que a maioria das disposições aprovadas no contexto desta organização já se encontra vertida no ordenamento jurídico comunitário, justifica-se, em sede de economia de custos, que a União Europeia desempenhe um papel de primeira grandeza no contexto da ICAO, procurando colaborar, no quadro do processo legislativo, na adoção de soluções técnicas e na definição dos objetivos a alcançar. Um memorando de cooperação entre ambas as organizações surge, por isso, como um passo natural para reforçar, primeiro, o papel da União Europeia no contexto da ICAO e, segundo, para, por via da conjugação de esforços, contribuir para a segurança aérea mundial. Por estas razões, votei em sentido favorável a celebração do presente memorando de cooperação.

4-266-000

**Crescenzo Rivellini (PPE)**, *per iscritto*. – Mi congratulo per l'ottimo lavoro svolto dal collega Simpson.

Attraverso l'approvazione di questa raccomandazione il Parlamento, vista la proposta di decisione del Consiglio, si impegna a contribuire al rafforzamento della posizione dell'UE in seno all'ICAO.

Risulta necessario, come proposto dal Consiglio, pervenire alla conclusione del memorandum di cooperazione tra l'Unione europea e l'Organizzazione internazionale dell'aviazione civile e occorre che, alla luce del suo funzionamento, i ruoli che verranno assegnati all'interno del comitato misto siano svolti attivamente dalla Commissione, dal Consiglio e dagli Stati membri. Questo comitato diventerà fondamentale per l'applicazione del memorandum di cooperazione e per l'adozione delle disposizioni riguardanti la collaborazione in aree specifiche.

Sarà inoltre necessario stabilire ulteriori regole nei settori della protezione della navigazione aerea, della gestione del traffico aereo e della salvaguardia dell'ambiente, così da ottenere il più alto livello di sicurezza aerea in tutto il mondo.

4-267-000

**Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE)**, *in writing*. – I voted in favour. The memorandum of cooperation (MOC) aims to formalise and enhance relations and cooperation between the EU and the International Civil Aviation Organisation (ICAO). It was signed on 28 April 2011 in Montreal and on 4 May 2011 in Brussels and has been applied provisionally since then. By letter of 16 June, the Council submitted to Parliament its draft decision to conclude the MOC. Parliament is entitled to give its consent to the conclusion by means of a single vote, in accordance with Rule 81 of the Rules of Procedure. No amendments to the agreement itself may be tabled.

4-267-500

**Tokia Saïfi (PPE)**, *par écrit*. – Garante de la mobilité, de la sécurité et de la sûreté de ses citoyens, il est indispensable que l'Union Européenne s'implique davantage dans le processus normatif international en matière d'aviation civile. L'Organisation de l'Aviation Civile Internationale, agence spécialisée des Nations Unies, constitue un lieu de décision et d'influence privilégié. Y siéger en tant qu'entité européenne, et non comme un groupe

d'Etats membres, accompagnera nos efforts et accélèrera notre projet de ciel unique européen. Voilà pourquoi j'ai voté en faveur du protocole de coopération entre l'UE et l'OACI. Ces décisions ayant un effet direct sur notre législation communautaire, nous devons impérativement nous assurer de leur conformité avec nos orientations stratégiques et nos considérations éthiques; au premier rang desquelles se trouve notre vision d'un développement durable de l'aviation civile.

4-267-750

**Νικόλαος Σαλαβράκος (EFD)**, γραπτώς. – Υπερψήφισα την έκθεση του κυρίου Simpson, διότι τα περισσότερα πρότυπα (όπως π.χ. η προστασία του περιβάλλοντος) και οι απαιτήσεις της ΔΟΠΑ (ICAO) είναι συμβατές με την ευρωπαϊκή νομοθεσία. Θέματα όπως η ασφάλεια των πτήσεων, η διαχείριση της εναέριας κυκλοφορίας και η προστασία του περιβάλλοντος είναι ιδιαίτερης σημασίας και απαιτείται να δοθεί προτεραιότητα στη ρύθμισή τους. Επιπλέον, η έγκριση του μνημονίου συνεργασίας μεταξύ Ε.Ε. και ΔΟΠΑ αποτελεί απόφαση που εξυπηρετεί τα συμφέροντα της Ε.Ε., δεδομένου ότι ενισχύει τη θέση της στο εσωτερικό της ΔΟΠΑ και εξασφαλίζει την ανταγωνιστικότητα του τομέα της δικής της πολιτικής αεροπορίας.

4-268-000

**Sergio Paolo Francesco Silvestris (PPE)**, *per iscritto*. – Votando per l'approvazione del memorandum di cooperazione si miglioreranno le relazioni fra l'Unione europea e l'Organizzazione internazionale dell'aviazione civile.

L'obiettivo generale del memorandum di cooperazione, infatti, è quello di garantire una maggiore armonizzazione delle norme e un più stretto coordinamento delle rispettive attività. Inoltre, pur preservando l'integrità di entrambe le parti, il memorandum ha lo scopo di ottenere un impiego più proficuo delle risorse limitate ed evitare la ripetizione delle stesse attività.

Il memorandum di cooperazione fornirà un sostegno finanziario di 500 mila euro l'anno per un periodo iniziale di tre anni sulla base di un accordo di contribuzione specifico nell'ambito dell'accordo quadro finanziario e amministrativo tra l'Unione e l'ONU. Questo bilancio potrà essere completato da un sostegno finanziario degli Stati membri o dell'Agenzia europea per la sicurezza aerea.

4-268-500

**Nuno Teixeira (PPE)**, *por escrito*. – Este Memorando de Cooperação, assinado em maio do ano transato, estabelece o desenvolver de relações entre a UE e a Organização da Aviação Civil Internacional (ICAO), órgão especializado da ONU nas áreas da segurança, gestão de tráfego aéreo e proteção ambiental. O objetivo deste acordo é harmonizar as normas da sua área de competência e evitar uma duplicação de esforços pelas partes integrantes. O direito da UE já incorpora a maioria das normas e requisitos da ICAO. Por outro lado, a UE pretende ter voz na definição das medidas da ICAO, dada a importância do setor da aviação para os Estados-Membros. Voto favoravelmente este acordo, mas lamento que o Parlamento Europeu não tenha um envolvimento maior nas decisões aprovadas pelo Comité Misto, que comporta o Conselho, a Comissão e os respetivos representantes dos Estados-Membros.

4-268-750

**Silvia-Adriana Țicău (S&D),** *în scris* . – Am votat pentru rezoluția Parlamentului referitoare la decizia Consiliului privind încheierea Memorandumului de cooperare (MC) dintre UE și OACI, de instituire a unui cadru de cooperare consolidată și de stabilire a demersurilor procedurale conexe. Obiectivul general al memorandumului este asigurarea armonizării standardelor, o coordonare strânsă a activităților din domeniul aviației civile precum și realizarea unei utilizări eficiente a resurselor și evitarea suprapunerii eforturilor. Potrivit deciziei și în conformitate cu prevederile Tratatului privind funcționarea UE, Consiliul decide poziția UE în cadrul comitetului mixt privind adoptarea și modificarea dispozițiilor. Uniunea este reprezentată în cadrul comitetului mixt de Comisie, asistată de reprezentanți ai statelor membre. Comisia stabilește poziția UE pentru cooperarea privind condițiile de muncă, aspectele financiare și cele legate de resurse, consultarea și schimbul de informații, interoperabilitatea noilor tehnologii și coordonarea programelor de inspecții și audit. Respectând normele de confidențialitate ale OACI, părțile fac schimb de informații electronice, date și publicații oficiale și își acorda reciproc acces la bazele de date. Memorandumul prevede un sprijin financiar de 500 000 de euro anual, pe o perioadă inițială de 3 ani. Ulterior, dispoziții în domeniul securității aviației, al managementului traficului aerian și al protecției mediului, adoptate în prealabil de Consiliu, vor fi incluse în anexe la memorandum.

4-269-000

**Angelika Werthmann (NI),** *in writing* . – The ICAO has an important role in the coordination of air traffic, thus serving aviation and passenger security, air traffic management, environmental protection and efficiency to the benefit of air passengers and airlines. I voted in favour of this opinion because it is obvious that the European Union should support ICAO fully.

4-270-000

**Janusz Władysław Zemke (S&D),** *na piśmie* . – Popieram zalecenie w sprawie współpracy między Unią Europejską a Organizacją Międzynarodowego Lotnictwa Cywilnego. Warto przypomnieć, że organizacja ta działa od 1944 roku, a obecnie skupia 190 państw członkowskich. Szczególne znaczenie ma współpraca w zakresie bezpieczeństwa lotnictwa na całym świecie, a nie tylko w Europie. Bardzo ważne jest, żeby ujednoczyć normy i sposoby postępowania w sferze bezpieczeństwa w skali globalnej. Trzeba wspólnie definiować państwa, obszary, porty lotnicze i przewoźników o niewystarczającym poziomie bezpieczeństwa. Leży to ewidentnie w interesie pasażerów, mieszkańców państw UE.

4-270-001

### **Nomine nelle commissioni parlamentari**

4-270-500

**Luís Paulo Alves (S&D),** *por escrito* . – Aprovo este relatório na medida em que vai ao encontro da decisão tomada pela Conferência de Líderes e porque traduz uma proposta equilibrada, com base na experiência adquirida até ao momento.



4-270-750

**Monika Flašíková Beňová (S&D)**, *písomne*. – Európsky parlament prakticky dohliada na všetky aktivity Európskej únie. Samotný proces menovania do jednotlivých pozícií mu umožňuje uplatniť kontrolnú funkciu nielen vo vzťahu k európskym inštitúciám, ale i vo vzťahu k jeho ďalším zložkám. V uplynulých dňoch sa na práve prebiehajúcim úvodnom plenárnom zasadnutí v roku 2012 uskutočnilo i prerozdelenie poslaneckých kresiel v jednotlivých parlamentných výboroch. Opomenúc v tejto chvíli ich samotné zloženie v zmysle zastúpenia členmi a členkami jednotlivých politických frakcií, podľa môjho názoru za každých okolností pri riešení zodpovedajúcich problematík je predovšetkým potrebné zohľadňovať odbornosť či predchádzajúce skúsenosti. V neposlednom rade je dôležité dbať na dodržiavanie rodovej rovnosti, keďže napriek mnohým úspechom pri posilňovaní postavenia žien naďalej existuje veľa otázok v rôznej oblasti (v sociálnej, kultúrnej, politickej a hospodárskej) života, kde ženy nemajú tie isté podmienky ako muži.

4-270-875

**Nuno Teixeira (PPE)**, *por escrito*. – Considerando a proposta da Conferência de Presidentes, a decisão de 15 de julho de 2009 e a decisão de 14 de dezembro de 2010, votei a favor da alteração da composição numérica das comissões parlamentares como inscrita no documento e que as Mesas das comissões possam ser constituídas por um número máximo de quatro vice-presidentes até ao final do presente mandato.

4-271-000

### **Raccomandazione per la seconda lettura: Karl-Heinz Florenz (A7-0334/2011)**

4-271-500

**Luís Paulo Alves (S&D)**, *por escrito*. – Para combater as alterações climáticas, para evitar danos ambientais e manter o domínio dos recursos valiosos dos equipamentos eletrónicos, precisamos de taxas de recolha mais elevadas, altas taxas de reciclagem e normas de reciclagem adequadas, legislação forte contra exportação ilegal, responsabilidade do produtor maior, equipamentos mais bem concebidos e uma distribuição equitativa das responsabilidades e custos entre produtores, consumidores e autoridades públicas. Este relatório, em grande medida, manifesta estas preocupações, daí o meu voto favorável.

4-271-750

**Sophie Auconie (PPE)**, *par écrit*. – Le Parlement européen ouvre la voie à la refonte de la directive sur les Déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), qui permettra aux consommateurs de retourner gratuitement leurs petits équipements chez les détaillants sans obligation de nouvel achat. A travers mon vote, j'ai milité pour l'amélioration de la collecte et le recyclage des DEEE. Je soutiens cet accord basé sur des objectifs ambitieux mais réalisables. Cette directive resserre les objectifs de collecte sélective, élargit le champ d'application et impose de nouvelles obligations de reprise et de traitement aux producteurs et détaillants. C'est un grand pas pour l'environnement et pour le consommateur. L'objectif annuel de collecte par État membre de 4 kg par habitant est transformé en un niveau de collecte de 45 % des DEEE mis sur le marché au cours des trois années précédentes collectés d'ici 2016, puis 65 % en 2019. Enfin, la directive, tout en réduisant les formalités administratives pour les producteurs, qui sont financièrement responsables de la gestion des déchets, modifie la définition du producteur qui couvre désormais toute « entité plaçant l'équipement sur le marché ».

4-271-875

**Zigmantas Balčytis (S&D)**, *raštu*. – Balsavau už šią svarbią direktyvą. Ja siekiama prisidėti prie tvarios gamybos ir vartojimo pirmiausia užkertant kelią elektros ir elektroninės įrangos (EEI) atliekoms, taip pat pakartotinai naudojant, perdirbant ir kitaip naudojant tas atliekas taip, kad sumažėtų šalinamų atliekų apimtys, būtų veiksmingiau naudojami išteklių ir atgaunamos strateginės žaliavos. Šia direktyva taip pat siekiama gerinti visų veiklos vykdytojų, dalyvaujančių EEI gyvavimo ciklo etapuose, pavyzdžiui, gamintojų, platintojų ir vartotojų, ypač tų veiklos vykdytojų, kurie tiesiogiai susiję su EEI atliekų surinkimu ir apdorojimu, aplinkos apsaugos veiklą. Dėl įvairiose šalyse skirtingai taikomo gamintojo atsakomybės principo iš esmės skiriasi ekonominės veiklos vykdytojų finansinė našta, o dėl skirtingų EEI atliekų tvarkymo nacionalinių strategijų neįmanoma veiksmingai įgyvendinti atliekų perdirbimo politikos. Pritariu, kad esminius kriterijus reikėtų nustatyti Sąjungos lygiu ir reikėtų parengti EEI atliekų surinkimo ir apdorojimo Europos standartus.

4-271-937

**Jean-Luc Bennahmias (ALDE)**, *par écrit*. – Nous voyons aujourd'hui toutes les limites de nos sociétés "court termistes", d'ailleurs à bout de souffle, où l'hyper consommation et le jetable sont rois: la question du traitement des déchets, de leur recyclage mais aussi celle de l'obsolescence des produits de consommation courante sont au cœur des problématiques que nous avons à gérer au sein de nos sociétés. La directive que nous adoptons aujourd'hui porte sur les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE). Chaque citoyen européen compte 17 à 20 kg de déchets électroniques en moyenne par an! L'objectif est à la mesure de la situation: la directive prévoit que chaque État membre devra accroître sa collecte de DEEE, indépendamment du fait qu'il réponde déjà - ou non - à l'objectif de 4 kg par personne et par an. Cette directive est positive pour les consommateurs européens, ils pourront dorénavant retourner les petits articles aux détaillants et entreprises sans obligation d'achat d'un nouveau produit. Cette directive constitue une nouvelle avancée pour le recyclage et le traitement des DEEE en Europe. Je salue vivement les contrôles plus stricts sur les expéditions illégales de DEEE dans les pays tiers, afin d'empêcher que le traitement des DEEE ne mette en danger les travailleurs.

4-271-968

**Philippe Boulland (PPE)**, *par écrit*. – Après d'âpres négociations avec le Conseil, le Parlement peut être satisfait des objectifs ambitieux qu'il vient d'imposer à l'ensemble de l'Union européenne en matière de collecte de déchets électroniques. Dès 2016, la plupart des États membres devront collecter 45 tonnes de déchets électroniques par 100 tonnes de produits électroniques mis sur le marché au cours des trois années précédentes. L'adoption de cet accord est d'autant plus important qu'il s'inscrit dans une stratégie européenne nécessaire et urgente d'approvisionnement en matières premières et en terres rares. Seuls des investissements dans les techniques de recyclage et une meilleure collecte des déchets électroniques permettront à l'Union européenne de réduire sa dépendance envers la Chine détentrice de 95 % des matières premières nécessaires aux nouvelles technologies.

4-272-000

**Zuzana Brzobohatá (S&D)**, *písemně*. – Plénium Evropského parlamentu dne 19. 1. 2012 přijalo doporučení pro druhé čtení k přijetí návrhu směrnice o odpadních elektrických a elektronických zařízeních. Dohoda mezi Radou a Parlamentem stanovuje velmi

ambiciózní cíle pro členské státy a současně přináší změnu v evropském přístupu k problematice recyklování. Hlavní přínos návrhu směrnice je v tom, že povinnost recyklace bude rozšířena na celé spektrum elektrických a elektronických zařízení, včetně solárních panelů. Směrnice zlepšuje kategorizaci jednotlivých zařízení pro sběr surovinového materiálu, zejména zavádí novou kategorii pro malá IT zařízení a telefonické přístroje, což povede k využití takto nasbíraného surovinového materiálu pro výrobu chytrých mobilních zařízení a další podobných přístrojů. Recyklace přírodního bohatství tedy bude mnohem efektivnější.

4-272-500

**Maria Da Graça Carvalho (PPE)**, *por escrito*. – Congratulo-me com as novas regras para a recolha e reciclagem de equipamentos elétricos e eletrónicos aprovadas hoje pelo Parlamento Europeu. Estas novas regras irão melhorar a recolha e a reciclagem de resíduos de equipamentos elétricos e eletrónicos e evitar a sua transferência ilegal para outros países. Neste sentido, os países da UE vão ter de aumentar a recolha e a reciclagem de resíduos de equipamentos elétricos e eletrónicos (EEE).

4-273-000

**Nessa Childers (S&D)**, *in writing*. – This issue only increases in importance as environmental waste and the subsequent environmental damage increase. I was pleased to support this vote.

4-274-000

**Carlos Coelho (PPE)**, *por escrito*. – É com agrado que verifico que a Diretiva 2002/96/CE relativa aos resíduos de equipamentos elétricos e eletrónicos (REEE) foi sujeita a uma revisão extensiva para corrigir os elementos incoerentes e contraditórios que continha. Considero os objetivos identificados pelo relator pertinentes e fundamentais para um melhor desempenho da Diretiva. Por conseguinte, a revisão pretende eliminar a excessiva e desnecessária carga burocrática (problemas técnicos, jurídicos e administrativos) que origina esforços onerosos por parte dos intervenientes no mercado e Estados-Membros, danos ambientais contínuos, reduzida inovação na recolha e tratamento de resíduos, ausência de condições equitativas ou mesmo distorção da concorrência. Dos diversos objetivos listados no relatório, gostaria de salientar aqueles que mais peso têm, nomeadamente o de redução de custos através de uma eliminação de toda a carga burocrática desnecessária, sem que a segurança ambiental seja afetada; de um esforço adicional no sentido de tornar a Diretiva REEE mais eficaz e aplicável, através de um aumento na taxa de cumprimento e redução do parasitismo; e finalmente de redução do impacto da recolha, tratamento e recuperação dos produtos REEE no ambiente, de modo a maximizar o benefício líquido para a sociedade.

4-275-000

**Andrea Cozzolino (S&D)**, *per iscritto*. – La crescita esponenziale dei rifiuti da RAEE rende non procrastinabili incisive modifiche delle normative che ne regolano il riciclaggio e la produzione.

La crescita del segmento è direttamente proporzionale all'incidenza sugli obiettivi Europa 2020 verso un'economia efficiente delle risorse: per questo non sono più sufficienti legislazioni nazionali, ma è necessaria una organica normativa europea. In linea con questi obiettivi, oltre che per evitare ulteriori danni all'ambiente e per trattenere risorse preziose,

sono necessari elevati tassi di raccolta, adeguati standard di riciclaggio, azioni incisive contro l'esportazione illegale e una distribuzione più equa delle responsabilità e dei costi tra produttori, consumatori e autorità pubbliche.

Il testo emendato dal Parlamento appare in linea con queste esigenze e, inoltre, fa propri due aspetti particolarmente sensibili che meritano attenzione e sostegno. Anzitutto, una progettazione ecocompatibile, non solo in merito agli standard di consumo energetico, ma anche in funzione di una semplificazione delle procedure di smaltimento o recupero delle materie prime.

Non meno importate l'esigenza che i costi generati dal recupero e dal trattamento delle materie prime diventino parte integrante del prezzo del prodotto, in maniera da rappresentare una forma di incentivo all'acquisto di prodotti a minore impatto. Per questo si esprime voto favorevole.

4-275-500

**Mário David (PPE)**, *por escrito*. – A Diretiva relativa aos resíduos de equipamentos elétricos e eletrónicos (REEE) foi amplamente revista, em segunda leitura e após 4 rondas de trilogos, onde o relator Karl-Heinz Florenz (a quem gostaria, desde já, de cumprimentar pelo excelente trabalho realizado) representou o Parlamento Europeu. Esta revisão surgiu por duas razões essenciais que se encontram bem explicadas no relatório. Em primeiro lugar pela experiência acumulada na implementação da Diretiva desde que entrou em vigor e que detetou algumas deficiências na sua arquitetura e implementação. E em segundo lugar pelo facto de que os resíduos de equipamentos elétricos e eletrónicos (REEE) são os resíduos que mais têm crescido na União em número, pelo que enfrentam uma série de novos desafios. As alterações agora acordadas irão dar maior eficácia à Diretiva, diminuir a burocracia, aumentar a sua aplicabilidade e proteger o ambiente, pelo que obviamente contou com o meu voto favorável.

4-276-000

**Christine De Veyrac (PPE)**, *par écrit*. – J'ai voté en faveur de ce texte qui fixe des objectifs chiffrés plus ambitieux pour le retraitement des déchets d'équipements électriques et électroniques. Ces déchets, dont certains composants peuvent devenir toxiques, nécessitent une prise en charge spéciale pour une parfaite innocuité. Ce texte permettra également à nos concitoyens de se débarrasser plus aisément de leurs équipements hors d'usage, sans avoir à engager de dépenses supplémentaires.

4-276-500

**Edite Estrela (S&D)**, *por escrito*. – Votei favoravelmente o relatório sobre "Resíduos de equipamentos elétricos e eletrónicos", porque apresenta medidas importantes para gerir melhor estes resíduos e assim proteger o ambiente e combater as alterações climáticas, definindo elevadas taxas de recolha e reciclagem, bem como normas rigorosas para combater as exportações ilegais e responsabilizar os produtores.

4-276-750

**Diogo Feio (PPE)**, *por escrito*. – Os resíduos de equipamentos elétricos e eletrónicos têm crescido exponencialmente em toda a União e o seu tratamento e reconversão constituem hoje um problema particularmente importante no quadro europeu. Para além da questão ambiental e de saúde pública, que, por si só, é preocupante, a não reutilização de

matérias-primas acarreta ineficiência e um custo adicional para o sistema produtivo, que poderia ser colmatado por um melhor aproveitamento dos materiais integrantes dos equipamentos em questão. Desejo que a União Europeia faça um uso cada vez mais racional dos mecanismos e equipamentos eletrónicos e eléctricos e que possa reaproveitá-los de modo ambientalmente seguro e socialmente responsável.

4-276-875

**José Manuel Fernandes (PPE)**, *por escrito*. – O crescimento exponencial do mercado de equipamentos eléctricos e eletrónicos (EEE) nas últimas décadas (sobretudo telemóveis, computadores e televisores), devido às inovações tecnológicas e às campanhas promocionais muito agressivas, fez com que aumentassem as toneladas de resíduos provenientes destes equipamentos, os quais, não sendo objeto de uma recolha seletiva, acabam depositados em lixeiras a céu aberto ou exportados ilegalmente. Esta situação, além dos problemas ambientais que provoca (pondo em risco a saúde humana), constitui um enorme desperdício de materiais - alguns nobres como o ouro, a platina e a prata – que podia contribuir para a recuperação da economia mundial e reduzir a extração de recursos naturais. A presente recomendação para segunda leitura, elaborada por Karl-Heinz Florenz, versa sobre a posição do Conselho, manifestada em primeira leitura, quanto à adoção da diretiva do Parlamento Europeu e do Conselho em relação a estes resíduos. Dado que se torna imperioso proceder à implementação de medidas que incentivem a recolha seletiva, a reciclagem e/ou recuperação destes materiais, votei favoravelmente este relatório e faço votos para que a nova diretiva seja aplicada o mais rapidamente possível, contribuindo, assim, para melhorar a saúde pública e evitar a exportação ilegal de REEE para países onde não há um controlo ambiental.

4-277-000

**João Ferreira (GUE/NGL)**, *por escrito*. – Esta é a fase final da adoção de uma diretiva que estabelece medidas de proteção do ambiente e da saúde humana, prevenindo ou reduzindo os impactos adversos decorrentes da geração e gestão de resíduos de equipamentos eléctricos e eletrónicos (EEE). A realidade mostra que os fluxos de resíduos têm vindo a crescer no espaço da União Europeia e, desta forma, torna-se necessário operacionalizar abordagens no que toca à recolha e tratamento dos resíduos, tendo por objetivos uma maior reciclagem e uma maior reutilização, nomeadamente no que respeita a matérias-primas secundárias. A diretiva estende o seu âmbito a todos os EEE, a menos que explicitamente excluídos; novas definições são adicionadas para aumentar a segurança jurídica e a coerência com outra legislação comunitária.

Quanto a metas, dentro de 4 anos os Estados-Membros deverão alcançar uma taxa de recolha de 45 % de REEE, tendo em conta os EEE colocados no mercado nos últimos 3 anos. As metas de recuperação e combinados de reciclagem/reutilização são aumentadas em 5 % nos próximos 3 anos.

4-277-500

**Monika Flašíková Beňová (S&D)**, *písomne*. – Smernica 2002/96/ES o odpade z elektrických a elektronických zariadení (OEEZ) bola prijatá 27. januára 2003 a účinnosť nadobudla 13. februára 2003. Od členských štátov sa vyžadovalo, aby požiadavky smernice transponovali do 13. augusta 2004. Od prijatia smernice sa nezmenili príčiny problémov, ani dôvody na zber a recykláciu OEEZ. Skúsenosti s vykonávaním smernice o OEEZ v prvých rokoch poukázali na technické, právne a administratívne problémy, výsledkom

ktorých sú neúmyselne nákladné snahy trhových aktérov a správnych orgánov, pokračujúce poškodzovanie životného prostredia, nízka úroveň inovácie pri zbere a spracovaní odpadov, nerovnaké podmienky alebo dokonca narušenie hospodárskej súťaže a zbytočná administratívna záťaž. Komisia je odhodlaná vytvárať lepšie regulačné prostredie, ktoré je zároveň jednoduché, pochopiteľné, účinné a právne vymáhateľné. Konkrétnymi cieľmi preskúmania smernice o OEEZ preto boli nasledujúce oblasti: zníženie administratívnych nákladov pri súčasnom zachovaní úrovne ochrany životného prostredia; vykonávanie smernice prostredníctvom posilneného dodržiavania požiadaviek a zníženej miery zneužívania systému; obmedzenie vplyvov zberu, spracovania a zhodnocovania OEEZ na životné prostredie na úroveň, pri ktorej vznikajú najväčšie čisté prínosy pre spoločnosť. V prípade, že by neboli prijaté potrebné opatrenia, problémy a nezrovnalosti v danej problematike by pretrvávali naďalej. I z tohto dôvodu bola predmetná smernica zodpovedajúcim spôsobom zmenená a doplnená.

4-277-750

**Sylvie Guillaume (S&D)**, *par écrit*. – Chaque année, 8,7 millions de tonnes de déchets d'équipements électriques et électroniques sont jetés dans l'Union européenne, mais seulement 25% de ces déchets sont collectés et traités. Or il est fréquent de trouver dans ce type de déchets des composants particulièrement dangereux pour la santé et l'environnement, cette situation appelant un changement indispensable des pratiques actuellement en cours dans nos Etats membres. C'est dans ce contexte que j'ai apporté ma voix au compromis obtenu après de longues années de négociations, qui fixe notamment un objectif chiffré de collecte de ces déchets, soit 85% en 2019. Ainsi, malgré l'opposition de certaines entreprises se plaignant de voir peser sur elles un lourd fardeau, il est prévu que les grands distributeurs devront mettre en place des points de collecte pour les téléphones usagés et les autres petits appareils pour encourager les consommateurs à recycler. Une nouvelle obligation sera également mise en place afin d'éviter que les entreprises européennes n'envoient des marchandises potentiellement dangereuses en dehors de l'UE. Enfin, autre avantage : le recyclage de métaux précieux, comme l'or, l'argent et les terres rares contenus dans ces produits usagés, ce qui permettra de réduire notre dépendance envers l'étranger pour ces matières.

4-277-875

**Jim Higgins (PPE)**, *in writing*. – I welcome the revision of the WEEE Directive. At present there is a real lack of clarity regarding the products covered by the WEEE Directive and their categorisation, with different interpretations by different Member States and stakeholders. This is an area in desperate need of clarification. The lack of enforcement requirements has resulted in the directive being widely ignored; one cannot help but question the effectiveness of the current WEEE Directive. I support the WEEE Report and voted in favour of this recast but, as always, we must ensure that we do not place overly burdensome regulations on already struggling SMEs and retailers.

4-277-937

**Brice Hortefeux (PPE)**, *par écrit*. – Je salue l'adoption du rapport sur les déchets d'équipements électroniques et électroniques qui scelle l'accord obtenu avec le Conseil de l'Union européenne en deuxième lecture. Cette refonte a pour objectif d'améliorer le fonctionnement de la filière de collecte et de traitement de ces déchets. Grâce à cette directive et aux efforts consentis par les Etats membres, la collecte des déchets devra s'élever chaque année à 45% du poids moyen des équipements vendus sur les territoires des Etats membres.

Ces efforts devront être portés à 65% dans les quatre années qui suivent l'entrée en vigueur du texte. Cette directive aura également un impact sur le quotidien des citoyens puisqu'elle prévoit la mise en place obligatoire de points de collecte des déchets de petite dimension dans les magasins vendant des équipements électriques et électroniques. Cette mesure préserve toutefois les entreprises artisanales qui ne seront pas contraintes de disposer d'un point de collecte dans leurs locaux à condition qu'un système similaire se trouve dans leur voisinage immédiat.

4-278-000

**Philippe Juvin (PPE)**, *par écrit*. – Alliant nouveaux objectifs plus contraignants, flexibilité, encouragement à la réutilisation des équipements et obligation de points de collecte des déchets de petite dimension, le rapport Florenz est équilibré. J'ai donc choisi de soutenir l'accord qui a été obtenu en deuxième lecture.

4-278-500

**Eija-Riitta Korhola (PPE)**, *kirjallinen*. – Arvoisa puhemies, äänestin WEEE-lainsäädännön päivittämisen puolesta, sillä muistan vielä hyvin, kun toissa vaalikaudella tätä lainsäädäntöä työstimme. Kollegani Florenz oli silloinkin esittelijä, ja samalla haluan onnitella häntä tästä menestyksekkästä jatkosta tässä tärkeässä aiheessa. Mietintö oli silloin yksi sen vaalikauden merkittävimmistä saavutuksista parlamentille, ja on hyvä että sitä nyt ajantasaistetaan.

Lakiuudistuksen ansiosta yhä useampi elektroniikkalaite korjataan ja kierrätetään kun mikä aiemmin on ollut käytännössä edes mahdollista. Niin kuin jo edellisen WEEE-käsittelyn yhteydessä totesin, juuri näin varmistetaan ympäristömyönteisen tuotesuunnittelun toteutuminen ja siten koko direktiivin toimivuus. Tuottajan tietäessä joutuvansa laitteen loppuvaiheiden maksimieheksi kustannukset minimoidaan jo etukäteen varmistaen, että jätettä syntyy mahdollisimman vähän ja sekin vähä mahdollisimman kierrätettävää. Siten koko ketju – tuottajat, maahantuojaat, kauppiaat, kuluttajat, jätehuollon ja kierrätyksen järjestäjät sekä viranomaiset – ovat kukin osaltaan vastuullisessa asemassa. Juuri niin kuin tuleekin olla.

4-278-750

**Giovanni La Via (PPE)**, *per iscritto*. – La risoluzione relativa alla posizione del Consiglio in prima lettura, in vista dell'adozione della direttiva del Parlamento europeo e del Consiglio sui rifiuti di apparecchiature elettriche ed elettroniche, è stata oggi approvata a larga maggioranza in seno all'Aula. Si tratta di un buon risultato, se consideriamo il lungo percorso ed i difficili negoziati che stanno dietro al compromesso raggiunto. Come è noto, la direttiva impone agli Stati membri la raccolta differenziata delle apparecchiature elettriche ed elettroniche e stabilisce obiettivi di recupero e di riciclaggio. Con l'aggiornamento oggi votato, che deve essere formalmente adottato dal Consiglio prima di essere pubblicato sulla Gazzetta Ufficiale, si pongono degli obiettivi ambiziosi, soprattutto per quanto riguarda l'incremento della quota di raccolta dei rifiuti di prodotti elettronici. In tal senso, ritengo opportuna la decisione di prevedere una proroga per quei paesi che, come l'Italia, non sono provvisti al momento di infrastrutture adeguate, concedendo loro più tempo per implementare correttamente la nuova normativa europea.

4-278-875

**Elżbieta Katarzyna Łukacijewska (PPE)**, *por escrito*. – Koleżanki i Koledzy, Opracowanie europejskich norm dotyczących zbierania i obróbki zużytego sprzętu elektrotechnicznego

i elektronicznego jest istotne w odniesieniu do skutecznego, a przede wszystkim przyjaznego dla środowiska recyklingu. Chciałabym zauważyć, że władze samorządowe i podmioty zajmujące się recyklingiem powinny odgrywać wiodącą rolę w zakresie wykonywania dyrektywy, ponieważ są oni najbliższym obywatela. Nowe przepisy mają za cel zwiększyć wydajność i efektywność systemu gospodarowania zużytym sprzętem dlatego między innymi głosowałam za przyjęciem przepisów dyrektywy PE i Rady w sprawie zużytego sprzętu elektrycznego i elektronicznego Karl Heinz Florenz. Dziękuję

4-279-000

**David Martin (S&D),** *in writing* . – I voted for this proposal and particularly support Amendment 10. Collection and treatment costs should be incorporated into the product price so that there is an incentive to reduce those costs. Flat rates reflect neither the actual costs of a product at the end of its service life nor its environmental impact. In the final analysis, consumers receive no information on recyclability and actual treatment costs.

4-280-000

**Marisa Matias (GUE/NGL),** *por escrito*. – Este relatório visa impedir a exportação ilegal de resíduos de equipamento elétrico e eletrónico. Nas últimas décadas, este tipo de resíduos foi o que mais cresceu na União Europeia, e muitas vezes é depositado ilegalmente em lixeiras a céu aberto em países em desenvolvimento. Este cenário agrava o desenvolvimento da UE à custa do consumo de recursos naturais e da saúde e ambiente dos países mais pobres. Esta versão de segunda leitura melhora a legislação proposta, apresentando um âmbito melhorado, objetivos de recolha e reciclagem mais ambiciosos e regulação das exportações mais exigentes. Os consumidores vão poder passar a efetuar a deposição de resíduos elétricos e eletrónicos muito pequenos, como os telemóveis, em várias lojas de retalho sem a obrigação de nova compra. Por estes motivos votei favoravelmente. Contudo, considero que os nanomateriais não deveriam ter tratamento normal como os demais compostos, dado que são extremamente perigosos para a saúde e para o ambiente e podem ser igualmente perigosos mesmo no processo de reciclagem.

4-280-500

**Mario Mauro (PPE),** *per iscritto* . – Sono favorevole al testo, così emendato proposto dal Parlamento europeo. In molti casi si tratta della richiesta di ristabilire la posizione del Parlamento europeo in prima lettura. Sono molto significativi i chiarimenti alla direttiva richiesti dalla nostra istituzione. Ad esempio è fondamentale che la definizione dei concetti sia chiarita in modo definitivo nella direttiva stessa e non porti ad una frammentazione del mercato interno proprio attraverso applicazioni e prassi nazionali diverse.

4-281-000

**Mairead McGuinness (PPE),** *in writing* . – Waste electrical and electronic equipment (WEEE) accounts for approximately 9-10 million tonnes of waste in the EU per annum, projected to increase to 12-13 million tonnes by 2020.

I welcome this substantial improvement on the existing directive, outlining broader scope and increased collection and recycling targets. Ireland is a leader in Europe in the field of electrical and electronic equipment collection, already collecting around 9 kg per inhabitant per year – an amount equivalent to 35% of the EEE placed on the market. The target of 45% of EEE placed on the market by 2016 is welcome and should be achievable. In the



context of resource efficiency, it is imperative that further efforts are made to increase WEEE recycling and reuse rates.

The final outcome is more ambitious than originally hoped for, and I voted in favour of this report.

4-282-000

**Jean-Luc Mélenchon (GUE/NGL)**, *par écrit*. – Ce rapport propose de fixer un objectif de collectes des déchets d'équipements électriques et électroniques séparées de 85 % à l'horizon 2016. Il insiste pour que des règles exigeantes en matière d'écoconception soient fixées au plus tard à la fin 2013. Il demande qu'on évalue la possibilité de mettre en place un traitement sélectif pour les DEEE contenant des nanomatériaux. Autant d'avancées qui font que j'approuve ce rapport, même si je déplore son obsession pour le respect de la sacro-sainte libre concurrence.

4-282-500

**Louis Michel (ALDE)**, *par écrit*. – La société de surconsommation dans laquelle nous vivons nous oblige à repenser le recyclage des déchets électriques et électroniques. La mise à jour de la directive relative à cette problématique s'imposait tant du point de vue économique que du point de vue environnemental et social. S'il est inadmissible de gaspiller des matières premières comme l'or, l'argent ou le palladium, il est tout aussi inadmissible d'enfouir des produits toxiques comme l'arsenic, le cyanure, le mercure, ... ou encore de les exporter vers les pays en développement, contribuant de la sorte à la constitution de décharges sauvages. En agissant de la sorte nous nous faisons les complices d'exportations de déchets toxiques déguisées, en laissant les hommes, les femmes et les enfants des PED s'exposer sans protection aux vapeurs toxiques des métaux lourds et des dioxines émises par le brûlage des déchets. Il est de notre devoir de veiller à un développement harmonieux, équilibré et respectueux de notre planète en recadrant nos habitudes de vie moderne afin de ne pas laisser aux générations futures une planète pillée et dévastée.

4-282-750

**Alexander Mirsky (S&D)**, *in writing*. – To tackle climate change, to avoid environmental damage and to keep hold of the valuable resources in electric/electronic equipment, we need high collection rates, high recycling rates and appropriate recycling standards, strong legislation against illegal export, an enhanced producer's responsibility, better designed equipment and a fair distribution of responsibilities and costs between producers, consumers and public authorities. I voted in favour.

4-283-000

**Andreas Mölzer (NI)**, *schriftlich*. – Der illegale Handel mit Elektroschrott blüht. Immer wieder landet der Schrott aus Europa in Entwicklungsländern, wo er Mensch und Umwelt vergiftet. Allein in Deutschland fielen im Jahr 2010 rund 700 000 Tonnen an E-Schrott an. 155 000 Tonnen davon werden jährlich illegal in Länder wie Ghana verschifft. Entweder verscherbeln Entsorger, die von den Geräteherstellern für das Recycling schon bezahlt wurden, den Schrott an Händler, oder Bürger werden vor den Toren der kommunalen Recyclinghöfe abgefangen und die Geräte für ein paar Euro abgekauft. Mit der neuen Elektroschrott-Richtlinie sollen die Behörden eine rechtsverbindliche Grundlage bekommen, mit der sie ganz eindeutig definieren können, was Abfall ist und was Gebrauchtprodukt. Wenn Kühlschränke oder Mobiltelefone ausgemustert werden, sollen teure Rohstoffe wie

Gold, Kupfer oder Silber in Europa wiederverwendet werden. Zudem wird durch sachgerechte Wiederverwertung die Vergiftung von Mensch und Umwelt durch E-Schrott reduziert. Das Ziel der Richtlinie ist ein hehres, wie es sich dann in der Praxis auswirkt, bleibt abzuwarten. Wenn die Händler Altgeräte nicht mehr zurücknehmen dürfen, steht zu befürchten, dass viel Elektro-Schrott illegal deponiert wird. Aus diesem Grund habe ich dagegen gestimmt.

4-283-500

**Radvilė Morkūnaitė-Mikulėnienė (PPE), raštu .** – Elektroninės atliekos, jei tinkamai nesutvarkomos, kelia pavojų tiek aplinkai, tiek žmogaus sveikatai. Kita vertus, dėl jose esančių retųjų elementų tai ir sąlyginai nesunkiai prieinamas brangių į Europos Sąjungą importuojamų išteklių pakaitalas. Tai, kad dėl šio dokumento taip ilgai derėtasi, rodo, jog klausimas išties aktualus – vartotojui svarbu, kad gamintojas būtų atsakingas už surinkimą. Šiandien galų gale priimta direktyva nustatys tiek aiškią tokių atliekų tvarkymo sistemą, tiek – o tai dar svarbiau – paskatins kai kurias valstybes nares rimčiau pažvelgti į egzistuojančią netvarką ir neskaidrumą elektronikos atliekų tvarkymo sektoriuje.

4-283-750

**Katarína Neveďalová (S&D), písomne .** – Naozaj vítam navrhovanú revíziu, dohoda medzi Radou a EP umožnila poslať veľmi dôležitý signál. Európa sa stará o ochranu životného prostredia na európskom kontinente, ale aj inde. Odpad z elektroniky v priemyselne vyspelých krajinách rastie trikrát rýchlejšie ako bežný odpad, čo je výsledkom rýchleho tempa technologických inovácií a zároveň krátkeho života mnohých elektronických výrobkov. Efektívny manažment elektrického a elektronického odpadu je obrovskou príležitosťou ako zvýšiť množstvo vyzbieraného odpadu. Celý životný cyklus týchto produktov, od výroby cez distribúciu až po vyradenie, je problematika, ktorú by mala táto direktíva zlepšiť. Nové ciele sú naozaj ambiciózne, preto považujem za ďalšiu dôležitú úlohu potrebu zabezpečiť, aby náklady na spätný odber nepreniesli ďalšie náklady na zákazníkov. Kontroly vykonávané členskými štátmi budú mať v tejto oblasti zásadný význam.

4-283-875

**Rolandas Paksas (EFD), raštu .** – Pritariu šiai rezoliucijai. Manau, kad turime visomis išgalėmis stengtis, jog būtų užkirstas kelias elektros ir elektroninės įrangos atliekų plitimui tokiu būdu prisidedant prie tvarios gamybos ir vartojimo. Labai svarbu skatinti vartotojus, kad jie taip pat aktyviai prisidėtų prie tokių atliekų surinkimo, grąžindami EEĮ atliekas. Be to, svarbus vaidmuo tenka platintojams, savivaldybėms ir naudojimo įrenginių valdytojams. Siekiant veiksmingo ir ekologiško atliekų perdirbimo taip pat yra labai svarbu sukurti bendrus Europos standartus EEĮ atliekų surinkimo ir tvarkymo srityje. Pažymėtina, kad netinkamai tvarkomos elektros ir elektroninės įrangos atliekos, ypač jei jos šalinamos sąvartynuose arba deginamos, gali labai neigiamai paveikti aplinką. Taigi įgyvendinus šios direktyvos nuostatas bus užtikrintas tinkamas žmonių sveikatos ir aplinkos apsaugos lygis.

4-283-937

**Alfredo Pallone (PPE), per iscritto .** – La rifusione della direttiva RAEE relativa ai rifiuti di apparecchiature elettriche ed elettroniche impone agli Stati membri lo sviluppo di nuove tecniche per la raccolta differenziata e il riciclaggio di tali materiali. Credo che l'obiettivo che si stia tentando di raggiungere sia più che buono, dato che con un campo di applicazione

comune alla direttiva RoHS, sulle sostanze pericolose nelle apparecchiature elettriche ed elettroniche e con un tasso di raccolta differenziata obbligatoria dei prodotti elettrici fissato al 65% si potrà raggiungere un riciclaggio del 5% entro il 2016.

4-283-968

**Maria do Céu Patrão Neves (PPE)**, *por escrito*. – Votei favoravelmente a recomendação para segunda leitura tendo em vista a adoção da diretiva do Parlamento Europeu e do Conselho relativa aos resíduos de equipamentos elétricos e eletrónicos (REEE). Fi-lo por estar de acordo com as alterações apresentadas pelo Parlamento Europeu que, sempre devidamente fundamentadas, promovem uma diretiva mais equilibrada.

4-283-984

**Paulo Rangel (PPE)**, *por escrito*. – A Diretiva 2002/96/CE, em vigor desde 13 de fevereiro de 2003, relativa a resíduos de equipamentos elétricos e eletrónicos, encontra-se, neste momento, em processo de revisão. Visa-se, com isso, fazer face a algumas dificuldades que surgiram, entretanto, na sua aplicação (delimitando com mais clareza, por exemplo, o âmbito de aplicação do texto) e procurar um ponto de equilíbrio entre o esforço de garantir uma aplicação uniforme da Diretiva e a necessidade de conservar espaços de flexibilidade que permitam responder às especificidades de cada Estado-Membro. A posição do Parlamento Europeu enquadra-se neste esforço para encontrar soluções equilibradas e adequadas face a estes objetivos. Assim, tendo em conta a recomendação para segunda leitura da Comissão do Ambiente, da Saúde Pública e da Segurança Alimentar, votei em sentido favorável.

4-284-000

**Frédérique Ries (ALDE)**, *par écrit*. – En matière de collecte des déchets d'équipements électriques et électroniques, la Belgique est championne d'Europe. Un titre à ne pas prendre à la légère avec près de 10 kilos d'appareils domestique récoltés par habitant grâce à l'efficacité du système Recupel qui existe depuis 2001. Un chiffre encourageant pour la protection de l'environnement et bien supérieur à l'objectif de collecte minimale de 4 kg par habitant par an fixé depuis 2003 par la directive européenne relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques. Bien sûr, la Belgique et l'Europe peuvent toujours mieux faire et s'inspirer des nouveaux objectifs très ambitieux de collectes affichés avec l'accord Parlement européen-Conseil finalisé ce midi par l'adoption du rapport Florenz: un objectif de collecte fixé à 65 % pour 2019 sur la base du volume d'équipements électroniques existant les trois dernières années, un nouveau champ d'application étendu aux panneaux solaires dans six ans, et l'incitation à séparer les déchets en vue de leur réutilisation adressée aux États membres. Pour que le tableau soit complet, l'Union doit aussi montrer l'exemple à l'extérieur de ses frontières en combattant l'exportation illégale vers les pays tiers de déchets électroniques dangereux, véritable fléau sanitaire et environnemental, notamment sur le continent africain.

4-285-000

**Crescenzo Rivellini (PPE)**, *per iscritto*. – Oggi, durante la sessione plenaria è stata votata la relazione sui rifiuti di attrezzature elettriche ed elettroniche dell'on. Florenz.

Oggi sono stati approvati in accordo con il Consiglio i nuovi obiettivi ambientali. L'aggiornamento della direttiva 2003 sulla gestione dei rifiuti di apparecchiature elettriche ed elettroniche (*Waste Electrical and Electronic Equipment - WEEE*) offre inoltre ai consumatori

la possibilità di poter restituire piccoli rifiuti elettronici ai rivenditori riducendo il fardello burocratico per le imprese.

Gli Stati membri dovranno incrementare la raccolta dei rifiuti di prodotti elettronici, entro il 2016 si dovranno raccogliere 45 tonnellate di rifiuti di prodotti elettronici per ogni 100 tonnellate di beni messi sul mercato nei tre anni precedenti. Entro il 2019, la cifra dovrà salire al 65% o, in alternativa, si potrà raccogliere l'85% dei rifiuti di materiale elettronico prodotto.

Dieci paesi che devono migliorare le loro infrastrutture, fra i quali non c'è l'Italia, avranno un obiettivo intermedio del 40% e potranno richiedere una proroga fino al 2021 per raggiungere l'obiettivo finale. Una volta che il Consiglio avrà approvato formalmente le nuove regole, e queste saranno pubblicate sulla Gazzetta ufficiale, gli Stati membri avranno 18 mesi per inserire le disposizioni nella legislazione nazionale.

4-286-000

**Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE)**, *in writing*. – I voted in favour. We (Greens) supported all the points adopted in plenary. We pushed particularly for the collection targets to be based on actual waste quantities arising; for retailer take-back (i.e. for big distributors to take back WEEE without any purchase obligations for the consumer); and for more effective checking of used EEE to ensure that all used EEE earmarked for sending to non-OECD countries is fully functional – so as to end illegal exports of WEEE to non-OECD countries – while allowing shipments to independent third parties for shipment within the EU (our compromise proposal having been adopted in committee at second reading).

We were the only ones to make proposals on nanomaterials: we failed to get information requirements for producers on nanomaterials in EEE, but we managed to have the Commission assess whether selective treatment is necessary for nanomaterials in EEE.

4-286-500

**Licia Ronzulli (PPE)**, *per iscritto*. – Ho votato a favore del documento in questione perché in questo modo verrà finalmente aggiornata la direttiva 2003 sulla gestione dei rifiuti di apparecchiature elettriche ed elettroniche e, d'ora in avanti, sarà più facile raccogliere e riciclare frigoriferi, telefoni e gadget informatici. Ritengo particolarmente utile la possibilità che da oggi sarà data ai consumatori di restituire piccoli rifiuti elettronici direttamente ai rivenditori, riducendo il fardello burocratico per le imprese e ottimizzando le procedure della raccolta specifica. Attraverso un trattamento migliore di tali rifiuti sarà inoltre possibile recuperare con maggior efficacia le materie prime più preziose come l'oro utilizzato per i circuiti elettronici, evitando infine che le sostanze nocive finiscano in discarica.

4-286-625

**Marie-Thérèse Sanchez-Schmid (PPE)**, *par écrit*. – En Europe, 9,3 millions d'équipements électriques et électroniques sont vendus chaque année. Réfrigérateurs, fours, lave-linge, fers à repasser, téléviseurs, ordinateurs, téléphones, lampes fluorescentes compactes, tous ces produits constituent autant de déchets que nous aurons à recycler un jour. On estime qu'en 2005 plus de huit millions de tonnes de déchets électroniques ont été produits en Europe, soit 20 kg par habitant. Ce total devrait grimper à 12,3 millions de tonnes d'ici 2020. L'Union européenne se devait de combler les lacunes réglementaires qui empêchaient une véritable prise en charge de ces déchets, en termes de collecte, de retraitement, de recyclage ou de lutte contre leur exportation illégale. Ainsi, le taux de collecte des déchets

électriques et électroniques dans les pays de l'UE devra atteindre 45% des volumes mis sur le marché d'ici quatre ans et 65% d'ici sept ans. En outre, cette directive prévoit : un renforcement de la responsabilité élargie des producteurs, une augmentation des objectifs de collecte des DEEE ménagers et professionnels, une augmentation des objectifs de recyclage et un allègement des charges administratives pour les entreprises. Je suis donc en faveur de cette nouvelle étape vers une économie respectueuse de l'environnement et économe en ressources.

4-286-750

**Amalia Sartori (PPE)**, *per iscritto*. – Mi trovo completamente in accordo con la relazione dell'onorevole Florenz sui rifiuti di attrezzature elettriche ed elettroniche, tema che desta sempre più preoccupazione poiché questo genere di rifiuti continua ad aumentare. Ho votato a favore di questa relazione in quanto ritengo necessario fare il possibile per garantire il riciclaggio e il recupero delle materie prime, evitando in ogni caso i danni alla salute. Sono fondamentali delle campagne di sensibilizzazione e di informazione per i cittadini europei affinché possa verificarsi uno slancio alla raccolta differenziata con una ripercussione notevole anche sui prezzi. Il passo successivo sarà quello di tagliare le distanze tra gli Stati membri per quanto riguarda l'attuazione della direttiva, in quanto per ora sono previste differenti percentuali negli obiettivi di riciclaggio. Ritengo comunque che questa relazione mantenga un giusto equilibrio tra i compiti che spettano all'Unione europea e ciò che invece spetta disciplinare agli stati membri.

4-287-000

**Sergio Paolo Francesco Silvestris (PPE)**, *per iscritto*. – L'accordo di compromesso raggiunto in occasione del trilogio informale del 20 dicembre scorso rappresenta a mio avviso un buon risultato per la tutela del riciclaggio dei piccoli apparecchi domestici e la conseguente difesa dell'ambiente.

La direttiva RAEE attualmente in vigore impone già agli Stati membri la raccolta differenziata delle apparecchiature elettriche ed elettroniche e stabilisce obiettivi di recupero e di riciclaggio. Il vecchio testo attua il principio della responsabilità del produttore e obbliga gli Stati membri a raccogliere annualmente una media di almeno 4 kg di rifiuti elettrici ed elettronici per abitante.

La rifusione che abbiamo votato questa mattina aggiunge però dei dettagli importanti, quali fissare un tasso di raccolta del 65% da raggiungersi entro il 2016; prevedere obiettivi di riuso, innalzando del 5% gli obiettivi di riciclo, con un obiettivo specifico dedicato alle apparecchiature mediche e ridurre i costi amministrativi derivanti dalle procedure di registrazione e rendicontazione a carico dei produttori.

Una nota che ritengo particolarmente incoraggiante è l'obbligo di raccolta di piccoli apparecchi per i rivenditori anche senza acquisto di nuovi apparecchi equivalenti, limitato però ai soli punti vendita con superficie superiore a 400mq con un punto di raccolta che può essere allestito nelle immediate vicinanze del negozio.

4-287-500

**Nuno Teixeira (PPE)**, *por escrito*. – A presente diretiva tem como objetivo contribuir para a reutilização, reciclagem e valorização dos resíduos de equipamentos elétricos e eletrónicos (REEE), pretendendo ir ao encontro de uma produção e consumo sustentáveis dos bens em causa. Voto favoravelmente o presente relatório devido ao facto de concordar

com o dezvoltare de norme europene în domeniul al colectării și al tratamentului de REEE, al creării de cerințe de concepție ecologică care faciliteze reutilizarea, al demontării și al valorizării REEE și să se procedeze la un tratament al bunurilor în bune condiții ambientale. În sfârșit, înțeleg că trebuie să se creeze instalații adecvate pentru al depunere de REEE, incluzând centre de colectare publice, unde al particulare pot contribui pozitiv al prin al depunere de reziduuri. Trebuie să se sublinieze că al costuri vor fi suportate în preț al produselor, în detriment al al al responsabilității al contribuabililor europeni.

4-287-750

**Silvia-Adriana Țicău (S&D)**, *în scris*. – Am votat pentru poziția Parlamentului referitoare la Directiva privind deșeurile de echipamente electrice și electronice (DEEE), întrucât directiva sprijină utilizarea eficientă a resurselor și recuperarea materiilor prime secundare valoroase. Statele membre încurajează cooperarea dintre producători și agenții de reciclare și adoptarea de măsuri care să promoveze proiectarea și producerea de EEE (echipamente electrice și electronice), în special pentru al facilita reutilizarea, demontarea și valorificarea DEEE, precum și al componentelor și materialelor lor. Pentru DEEE provenite de la gospodăriile particulare, statele membre asigură crearea de sisteme care să permită predarea gratuită al acestor deșeurii. Anumite state membre printre care și România pot, din cauza lipsei infrastructurii necesare și al nivelului scăzut de consum de EEE, decide să realizeze, până la 4 ani de la data intrării în vigoare al directivei, o rată de colectare cuprinsă între 40% și 45% din greutatea medie de EEE introduse pe piață în cei trei ani precedenți și pot amâna realizarea ratei de colectare finale menționate la art. 7, alin. (1) până la o dată ulterioară, dar nu mai târziu de 9 ani de la data intrării în vigoare al directivei. Comisia solicită organismelor europene de standardizare să dezvolte standarde europene pentru tratarea, valorificarea, reciclarea și pregătirea pentru reutilizare, al DEEE.

4-288-000

**Derek Vaughan (S&D)**, *in writing*. – I voted in favour of this important piece of legislation because it is vital to increase the recovery of electronic waste. Dumping electronic and electrical waste in landfill sites causes harmful toxins to be leaked into the environment. This revision of the 2003 WEEE Directive is a positive step in reducing the pollution that this causes by ensuring that large companies and manufacturers play an active role in recycling waste.

4-288-500

**Marie-Christine Vergiat (GUE/NGL)**, *par écrit*. – J'ai voté en faveur de ce texte qui refonde une directive de 2002 afin de se fixer des objectifs plus ambitieux quant au recyclage des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE). Cette directive, bien qu'insuffisante à elle seule, va dans la bonne direction dans l'objectif d'une transformation écologique de notre société. Elle s'appuie sur un triple choix : produire des équipements durables, réutiliser au maximum les matériaux des produits en fin de vie, impliquer les acteurs locaux dans ce recyclage. Encore faut-il que cette directive soit réellement mise en œuvre sur la base de critères précis comme : la création d' "installations communes, y compris des points de collecte publics, où les ménages pourront déposer au moins gratuitement leurs déchets", la mise en œuvre par les Etats membres d'un minimum de collecte de 85% des déchets d'équipements électriques et électroniques, la fourniture gratuite par les producteurs, pour chaque type de nouvel EEE mis sur le marché et dans un délai d'un an après la mise sur le marché de l'équipement, des informations relatives à la

préparation en vue du réemploi et au traitement. La transition écologique passe aussi par ce type de choix politiques.

4-289-000

**Angelika Werthmann (NI)**, *schriftlich*. – Unsere ständig steigende Weltbevölkerung und wachsender Wohlstand, beispielsweise in China und Lateinamerika, führen zu einem immer größeren Verbrauch von Elektronik und Elektrik. Bei Computern oder Handys kennen wir die dramatische Problematik zum Thema „Seltene Erden“. Aus diesem Grund sind alle Anstrengungen zu unternehmen, um die Verschwendung wertvoller Rohstoffe zu vermeiden und das Recycling und die Wiederverwendung zu unterstützen. Daher habe ich dem Bericht des Kollegen Florenz zugestimmt.

4-290-000

**Hermann Winkler (PPE)**, *schriftlich*. – Ein Gespenst geht um in der Industrie: der Mangel an seltenen Metallen, ohne die Hightech-Produkte vom Elektroauto bis zur Dünnschichtsolarzelle nicht mehr auskommen. Für viele unserer Unternehmen, gerade auch in meiner Heimat Sachsen, einem der führenden Forschungs- und Hochtechnologiestandorte in Europa, sind diese Rohstoffe deshalb unverzichtbar. Wieder stärker gerät deshalb die Gewinnung von Metallen aus Elektro- und Elektronikschrott ins Blickfeld. Gerade in den Elektrogeräten wie Computern oder Handys liegt erhebliches Potenzial. In Deutschland sind wir im Verhältnis zu vielen anderen EU-Staaten zwar bereits recht gut im Recycling, aber auch bei uns gehen viele wichtige Rohstoffe im Elektroschrott, legal oder illegal, verloren. Das ist eben nicht nur ökologisch und sozial fragwürdig, sondern auch ökonomisch zunehmend problematisch. Rohstoffe so gezielt wie möglich zu gewinnen und wiederzugewinnen und dabei noch dafür zu sorgen, dass kein illegaler Elektromüll in Entwicklungsländer mehr verschifft wird und dort Menschen vergiftet, ist für mich daher eine der wichtigsten Errungenschaften dieser Richtlinie. Bei Kontrollen soll also künftig der Unternehmer und nicht mehr der Zoll nachweisen müssen, dass es sich um gebrauchsfähige Geräte handelt und nicht um E-Abfall, um damit den ungesetzlichen Export einzudämmen. Ich bin froh darüber, dass die Umweltminister und das Parlament darüber zu einer Einigung finden konnten.

4-290-500

**Marina Yannakoudakis (ECR)**, *in writing*. – Electronic waste includes TVs, telephones, computers, white goods, and everyday household electrical items from toasters to toys. These are common items across all EU countries and it is important that they are disposed of properly. Last year, the South London Waste Partnership managed some of the highest performing Reuse and Recycle Centres in the EU, with up to 75 % of the electrical waste brought to these sites being reused or recycled. I believe that the existing systems in the UK effectively manage our waste and therefore would normally shy away from any interference from the EU. However the report has no separate target for reuse and Member States keep significant control over how they deal with WEEE, so I decided to vote in favour of this report.

4-290-750

**Anna Záborská (PPE)**, *písomne*. – Podporila som návrh predloženej smernice, hoci občas mám pocit, že na to ideme zo zlého konca. Väčšinu času a energie venujeme tomu, že riešime dôsledky. Vidíme totiž obrovské množstvo elektrického a elektronického odpadu,

ktoré je v mnohých prípadoch veľmi toxické; vidíme zároveň, že na výrobu novej elektroniky sú potrebné ďalšie suroviny. Považujeme za spravodlivé, aby náklady na zber a spracovanie elektrického a elektronického odpadu znášal výrobca a v konečnom dôsledku ten, kto si výrobok kupuje. Z týchto úvah čerpá aj predložený návrh. No skutočným problémom je životnosť elektrických a elektronických zariadení. Zavedenie povinnej minimálnej záručnej doby dva roky vyzerá ako významný krok smerom k vyššej kvalite – až pokým si neuvedomíme, že slovo „minimálny“ väčšina výrobcov chápe ako hranicu, ktorú sa neoplatí prekračovať, lebo by sa tým zvýšili ich náklady. Myslím si preto, že kým výrobcovia – a následne aj spotrebitelia – nezačnú vnímať recykláciu ako nákladovo porovnateľnú položku k významnému predĺženiu životnosti výrobkov, budú mať naše snahy o využívanie elektrického a elektronického odpadu len obmedzené výsledky.

4-291-000

### **Raccomandazione per la seconda lettura: Christine Klaß (A7-0336/2011)**

4-291-500

**Luís Paulo Alves (S&D)**, *por escrito*. – Voto a favor porque este relatório contribui, através do uso sustentável dos produtos biocidas, para a proteção da saúde dos seres humanos, animais e do meio ambiente. Parece-me particularmente bastante positivo que a União passe a ter uma lista de substâncias ativas que não apresentam riscos. E também acolho bem a recomendação de que, sob determinadas condições, relacionadas, por exemplo, com ecossistemas mais vulneráveis ou protegidos (o arquipélago dos Açores empenha-se bastante na proteção dos seus ecossistemas e certamente terá isso em atenção), os Estados-Membros possam ter a autonomia para recusar o uso de determinado biocida.

4-291-750

**Sophie Auconie (PPE)**, *par écrit*. – J'ai voté en faveur du projet de directive relatif à la mise sur le marché des produits biocides qui prévoit le renforcement des contrôles afin d'assurer que les produits ne constituent pas une menace pour l'être humain, les animaux et l'environnement. Dans le cadre de mon implication en tant que membre de la Commission ENVI, j'ai soutenu le travail de ma collègue Christa Klass. Il me semblait élémentaire de réglementer la commercialisation des substances dangereuses, et même d'interdire celles qui sont cancérigènes, qui affectent les gènes ou les hormones, ou qui sont toxiques pour la reproduction. En vertu du principe de précaution, les procédures d'autorisation seront simplifiées, ce qui permettra aux consommateurs d'avoir « des produits phytosanitaires plus sûrs et plus efficaces ». C'est une amélioration significative de la législation actuelle puisqu'elle fournit à l'industrie un système d'autorisation plus efficace et plus fiable, tant en termes d'exigences que de procédures, avec pour résultat des évaluations de la sécurité uniformes. Enfin, s'ajoutent à l'objectif l'harmonisation des normes, des mesures visant à faciliter la reconnaissance mutuelle en ce qui concerne les approbations entre États membres.

4-291-875

**Zigmantas Balčytis (S&D)**, *raštu*. – Pritariau šiam dokumentui. Biocidiniai produktai reikalingi žmonių ar gyvūnų sveikatai kenksmingiems organizmams ir organizmams, darantiems žalą natūraliems arba pagamintiems produktams, naikinti. 1998 m. vasario 16 d. Europos Parlamento ir Tarybos direktyvoje 98/8/EB dėl biocidinių produktų pateikimo į rinką (toliau – direktyva) nustatyta darni biocidinių produktų autorizacijos ir tiekimo rinkai bei veikliųjų medžiagų, kurias leidžiama naudoti biocidiniuose produktuose, sąrašo



sudarymo ir reguliavimo sistema. Direktyvos nuostatos reikalauja, kad praėjus septyneriems metams nuo direktyvos įsigaliojimo Komisija parengtų ataskaitą ir pateiktų ją Tarybai. Per direktyvos taikymo peržiūrą paaiškėjo, kad, vertinant veikliąsias medžiagas, ypač naudojamas mažos rizikos biocidiniuose produktuose, direktyvoje nustatyta supaprastinta tvarka neturi realaus poveikio, be to, duomenų pateikimo reikalavimai ir nuostatos dėl duomenų nereikalavimo gali būti neaiškūs ar nevienodai taikomi arba tam tikrais atvejais būti neproporcinga našta. Naujuoju reglamentu siekiama patobulinti esamą reguliavimo sistemą nesumažinant aukšto aplinkos ir žmonių bei gyvūnų sveikatos apsaugos lygio, užtikrinti laisvesnį biocidinių produktų judėjimą Sąjungos rinkoje bei sumažinti administracinę naštą bendrovėms ir valdžios institucijoms.

4-291-937

**Regina Bastos (PPE)**, *por escrito*. – A Diretiva 98/8/CE, de 16 de fevereiro de 1998, estabelece um quadro regulamentar e harmonizado para a autorização e colocação no mercado de produtos biocidas. Com o presente regulamento pretende-se eliminar as insuficiências da Diretiva em questão relativas às autorizações, ao aperfeiçoamento do procedimento de autorização e um processo decisório mais ágil, acompanhando o desenvolvimento de um elevado nível de proteção. A introdução de um sistema de autorização da União Europeia representa um passo decisivo rumo a um mercado europeu harmonizado para os produtos biocidas. O presente regulamento vai contribuir para uma maior segurança jurídica e transparência na utilização das substâncias ativas e para assegurar um elevado nível de proteção da saúde humana, animal e do ambiente, bem como melhorar o funcionamento do mercado interno por meio da harmonização das disposições relativas à colocação no mercado e à utilização de produtos biocidas. O presente regulamento contribuirá, igualmente, para melhorar a defesa dos consumidores europeus. Pelo exposto, apoiei a presente recomendação.

4-291-968

**Jean-Luc Bennahmias (ALDE)**, *par écrit*. – Utilisés partout dans notre quotidien, les biocides sont destinés à éliminer les organismes nuisibles comme les bactéries ou les microbes. Aussi efficaces soient-elles, ces substances n'en restent pas moins dangereuses pour la santé humaine et l'environnement! Nous avons adopté ce mercredi dernier à une très large majorité un règlement qui harmonise le marché européen des produits biocides et fixe de nouveaux délais pour l'évaluation des demandes afin de mieux protéger la santé humaine et l'environnement. Il inclut, et c'est une première, des dispositions spécifiques, et compréhensives, sur les nanomatériaux. Il était urgent et nécessaire de combler cette lacune de la législation européenne. Les objets vendus dans le commerce et traités aux biocides devront donc obligatoirement mentionner tous les produits utilisés sur leur étiquette. Quant aux substances considérées comme cancérigènes ou affectant les gènes, la reproduction ou les hormones, elles seront strictement interdites dans le but de protéger les citoyens et d'inciter les industriels à innover en développant de nouveaux produits plus sûrs. Attention toutefois, il nous faudra rester vigilants quant aux nouvelles autorisations et aux renouvellements d'exceptions accordées: les Etats pourront faire une exception en cas de nécessité absolue... Reste que ce règlement est une nouvelle avancée dans la voie d'une économie plus durable et respectueuse des consommateurs.

4-291-984

**Philippe Boulland (PPE)**, *par écrit*. – La législation en matière de biocides vient d'être mise à jour pour que les Européens puissent désormais avoir accès à de nouveaux produits

phytosanitaires plus sûrs et plus efficaces. Ainsi les produits traités - comme le mobilier traité aux fongicides ou les plans de travail de cuisine traités aux antibactériens - vont être soumis à ces règles et vont devoir être étiquetés en conséquence. Pour les produits contenant des nanomatériaux des contrôles de sécurité et des étiquettes distinctes vont être prévus pour informer de leur présence et des risques éventuels. L'adoption de ce texte montre combien notre connaissance du milieu et des produits phytosanitaires évolue en permanence et nécessite donc par les Parlementaires européens le réexamen régulier des textes européens afin d'assurer la mise sur le marché de produits de plus en plus sûrs pour nos citoyens.

4-291-988

**Cristian Silviu Buşoi (ALDE)**, *în scris*. – Am susținut acordul în a doua lectură în ce privește regulamentul care stabilește condițiile în care pot fi introduse pe piața produsele biocide pentru că, în pofida unor negocieri destul de dificile, s-a ajuns totuși la un rezultat satisfăcător atât din punct de vedere al competitivității industriei cât și al protecției utilizatorilor acestor produse și a mediului. Consider că introducerea unei proceduri de autorizare la nivelul Uniunii este unul dintre progresele cele mai importante. Chiar dacă ar fi preferat o implementare mai rapidă decât abordarea în 3 pași reținută în acord și motivată prin exigenta de a asigura funcționarea optimă a Agenției Europene pentru Produse Chimice, cred totuși, că această procedură, împreună cu procedura simplificată pentru produsele cu grad scăzut de risc, va reduce considerabil costurile pe care industria le va suporta pentru autorizarea noilor produse. Astfel va fi încurajată și inovația în domeniu, fiind încurajată punerea pe piață de noi produse mai eficiente și mai puțin daunătoare pentru mediu și utilizatori. Nu în ultimul rând, mă bucur că membrii Consiliului au acceptat cererea Parlamentului de a evita duplicarea testărilor pe animale atunci când astfel de teste au fost deja făcute.

4-291-992

**Maria Da Graça Carvalho (PPE)**, *por escrito*. – A introdução de um sistema de autorização da União representa um passo decisivo rumo a um mercado europeu harmonizado para os produtos biocidas. Por motivos associados à concorrência e ao mercado interno, impõe-se o estabelecimento de regras inequívocas e transparentes relativas às taxas, tanto para a Agência como para os Estados-Membros. Por outro lado, um sistema de autorizações centralizado tem um efeito positivo no mercado interno, pois permite avaliações coerentes e uma aplicação uniforme dos requisitos em todos os Estados-Membros, contribuindo para melhorar a defesa dos consumidores.

4-292-000

**Nessa Childers (S&D)**, *in writing*. – While it is not always desirable on balance to use biocidal products, on foot of environmental concerns, I supported this vote.

4-292-500

**Νικόλαος Χουντής (GUE/NGL)**, *γραφτώς*. – Τα βιοκτόνα αντιπροσωπεύουν την τρίτη μεγαλύτερη ομάδα ουσιών που είναι επικίνδυνες για την ανθρώπινη υγεία και το περιβάλλον, πόσο μάλλον που αποτελούν προϊόντα με τα οποία έρχονται καθημερινά σε επαφή οι άνθρωποι. Είναι συχνά μη βιοδιασπώμενες, σε ορισμένες περιπτώσεις καρκινογόνες, και ιδιαίτερα τοξικές ουσίες, ενδέχεται δε να αποβούν επιβλαβείς για τους ανθρώπους, τα ζώα και το περιβάλλον, όταν χρησιμοποιούνται, και εν συνεχεία διατίθενται ως απόβλητα. Εισχωρούν στη διατροφική αλυσίδα, στο έδαφος και στο νερό. Παρόλο που η παρούσα νομοθεσία αποτελεί προϊόν

συμβιβασμού, επιτεύχθηκε σημαντική πρόοδος από τότε που θεσπίστηκε για πρώτη φορά το 1998. Ρυθμίζονται νομοθετικά τα ακόλουθα: - ο δραστικός περιορισμός των καρκινογόνων ουσιών και όσων έχουν ταξινομηθεί ως τοξικές για την αναπαραγωγή, - η δυνατότητα ενός κράτους μέλους να επιβάλλει απαγόρευση ή περιορισμούς όταν το απαιτούν ειδικές περιστάσεις, - η αυστηρότερη αδειοδότησή τους, - η βελτίωση της επισήμανσης και η απαγόρευση της παραπληροφόρησης, - η μείωση των δοκιμών στα ζώα, - η αντικατάσταση των επικίνδυνων ουσιών με ασφαλέστερα εναλλακτικά προϊόντα, - η διενέργεια ξεχωριστών ελέγχων ασφαλείας και η επισήμανση προϊόντων που περιέχουν νανούλικά. Όλα αυτά σηματοδοτούν θετικές εξελίξεις, επωφελείς για την υγεία και το περιβάλλον, που συνηγορούν υπέρ της υπερψήφισης του νέου Κανονισμού.

4-293-000

**Carlos Coelho (PPE)**, *por escrito*. – É com agrado que apoio a proposta de regulamento para alterar a Diretiva 98/8/CE relativa à disponibilização no mercado e à utilização de produtos biocidas que visa eliminar incoerências e contradições. Das alterações propostas pelo Parlamento Europeu e aceites pelo Conselho, são de salientar as de natureza técnica, nomeadamente na coerência (no conjunto do texto e entre o presente regulamento e outros textos legislativos da UE), na simplificação do texto e na eliminação também da sobreposição de obrigações legislativas. Admito ser essencial a introdução de um sistema de autorização da União Europeia. Ou seja, um passo decisivo e vital rumo a um mercado europeu harmonizado para produtos biocidas. Inequivocamente, este será o melhor e mais eficiente sistema para melhorar aquilo que é a disponibilidade dos produtos biocidas, o incentivo à inovação e à obtenção de benefícios adicionais para a saúde humana e proteção da natureza. Contudo, considero que ainda há um considerável esforço a fazer em matéria de aperfeiçoamento a fim de garantir a realização dos objetivos visados, como a eliminação das insuficiências da Diretiva 98/8/CE relativa às autorizações e um processo decisório mais ágil, acompanhado do desenvolvimento de um nível de proteção elevado.

4-293-500

**Mário David (PPE)**, *por escrito*. – Votei favoravelmente esta recomendação para segunda leitura com vista à adoção do Regulamento do Parlamento Europeu e do Conselho relativo à disponibilização no mercado e à utilização de produtos biocidas, que unificará num mesmo documento alguma legislação europeia atualmente dispersa, eliminará burocracias desnecessárias, alargará o âmbito de intervenção da União aos produtos e materiais tratados com biocidas (nomeadamente os chamados *produtos de baixo risco*). Este Regulamento torna ainda os requisitos de informação relativos aos produtos mais claros e perceptíveis (v.g. através da rotulagem), minimiza a possibilidade de testes em animais, aumenta a intervenção da ECHA (Agência Europeia dos Produtos Químicos) e garante a aplicação uniforme destas regras em toda a União Europeia. Saúdo ainda a minha colega Christa Klass pelo compromisso político obtido com os outros grupos parlamentares, a Comissão e o Conselho. Partilho, contudo, as suas dúvidas relativamente às autorizações das substâncias ativas/produtos biocidas, que deverão caminhar gradualmente para uma maior centralização a nível da União, de forma a evitar sobreposições e aumentar a segurança. Tal como a relatora, considero ainda que se deverá promover a formação dos grupos-alvo relevantes, em particular dos utilizadores profissionais.

4-294-000

**Christine De Veyrac (PPE)**, *par écrit*. – J'ai voté en faveur de ce texte qui encadre l'utilisation de produits dangereux pour la santé humaine. La clause de réciprocité garantira

à nos concitoyens que les produits importés seront soumis aux mêmes règles que les produits communautaires et satisferont aux exigences européennes de sécurité sanitaire.

4-294-500

**Anne Delvaux (PPE)**, *par écrit*. – J'ai voté en faveur de ce rapport car il prévoit d'introduire dans l'UE des contrôles plus stricts non seulement sur les produits antiparasitaires (comme les insecticides, les désinfectants et les répulsifs) mais aussi sur tous les produits traités avec des biocides. Il prévoit aussi de simplifier le processus d'autorisation de mise sur le marché et d'interdire les substances les plus problématiques telles que les agents cancérigènes. Une fois cet accord formellement adopté, la mise à jour de la législation de 1998 (directive 98/8 CE) assurera que les produits traités comme le mobilier traité aux fongicides seront inclus dans le champ d'application de la nouvelle réglementation. Ce vote était donc d'une importance capitale pour assurer un niveau élevé de protection de la santé des consommateurs, ma première priorité! A noter, les pesticides à usage agricole continueront, quant à eux, de relever d'autres textes législatifs européens, il faudra encore s'y atteler!

4-294-750

**Edite Estrela (S&D)**, *por escrito*. – Votei favoravelmente o relatório relativo à colocação no mercado e utilização de produtos biocidas, por considerar que o compromisso alcançado inclui medidas que visam assegurar a proteção da saúde humana e dos animais e um uso seguro e sustentável destes produtos, designadamente requisitos no que diz respeito a questões ambientais e sanitárias, à investigação e inovação e ao mercado interno.

4-294-875

**Diogo Feio (PPE)**, *por escrito*. – A vida moderna requer uma utilização cada vez mais constante e intensa de produtos biocidas. Ao mesmo tempo, exige-se que estes produtos sejam cada vez mais eficazes e mais agressivos, o que significa que a sua manipulação se torna mais perigosa. Por isso mesmo, a abordagem à regulamentação da colocação no mercado e utilização de produtos biocidas tem que ter uma particular atenção à proteção dos consumidores/utilizadores. Uma vez mais, e como já o disse em outras ocasiões, nesta matéria as regras devem ser uniformes e válidas em toda a UE, sob pena de não estarmos a assegurar, eficazmente, a proteção de todos os consumidores europeus e, não menos importante, a proteção ambiental.

4-294-937

**José Manuel Fernandes (PPE)**, *por escrito*. – A presente recomendação para segunda leitura, da responsabilidade de Christa Kläß, versa sobre a posição do Conselho, manifestada em primeira leitura, quanto à adoção do Regulamento do Parlamento Europeu e do Conselho sobre a colocação no mercado de produtos biocidas, os quais, só no mercado europeu, atingem as 90 mil toneladas. Os biocidas, produtos utilizados para combater os organismos prejudiciais como as bactérias e os parasitas, tanto podem ser usados na proteção da saúde humana como na dos animais, pelo que requerem uma regulamentação clara, ao nível de uma diretiva-quadro, que imponha uma utilização sustentável dos mesmos. Embora a sua utilização tenha um efeito positivo muito importante nas nossas vidas, temos de estar atentos, de modo a eliminar os produtos cancerígenos ou causadores de infertilidade, bem como a anular potenciais efeitos secundários. As medidas agora aprovadas melhoram o processo de certificação, diminuem a burocracia e consolidam o mercado único através da uniformização. O que for permitido num país como a Itália ou a França,

também o será em Portugal ou Espanha. Votei, pois, favoravelmente esta recomendação porque vai contribuir para proteger a saúde dos cidadãos e dos animais e para que haja um melhor ambiente.

4-295-000

**João Ferreira (GUE/NGL)**, *por escrito*. – Os biocidas são utilizados na prevenção e proteção contra pragas e outros organismos que podem ameaçar a saúde humana. Todavia, o seu uso não controlado pode também ser prejudicial à saúde e ao meio ambiente. Este relatório regista algumas melhorias em relação à primeira leitura, fruto do compromisso alcançado na negociação entre os grupos. Entre os aspetos positivos, destaca-se uma mais clara preocupação em garantir um elevado nível de proteção da saúde humana e animal e do ambiente, assim como as questões de rotulagem com informação ao consumidor não enganosa, como no caso do eventual uso de nanomateriais. Os requisitos em matéria de informação sobre as substâncias ativas e os produtos biocidas devem ter em conta, como refere a relatora, os métodos mais recentes destinados a evitar as experiências com animais. Persistem, apesar de tudo, algumas dúvidas quanto às regras relativas às taxas, quer para a Agência Europeia dos Produtos Químicos, quer para os Estados-Membros.

4-295-500

**Monika Flašíková Beňová (S&D)**, *písomne*. – Biocídne výrobky sú potrebné na ochranu proti organizmom, ktoré sú škodlivé pre zdravie ľudí alebo zvierat, a na ochranu proti organizmom, ktoré zapríčiňujú poškodenie prírodných produktov alebo priemyselných výrobkov. Účelom predmetného nariadenia je zvýšiť voľný pohyb biocídnych výrobkov v rámci Európskej únie. S cieľom v čo najväčšej miere odstrániť prekážky obchodu s biocídnymi výrobkami, ktoré vyplývajú z rozličných úrovní ochrany v členských štátoch, by sa mali ustanoviť harmonizované pravidlá schvaľovania účinných látok a umiestňovania na trh a používania takýchto výrobkov vrátane pravidiel týkajúcich sa vzájomného uznávania povolení a paralelného obchodu. V snahe zabezpečiť právnu istotu je potrebné zostaviť zoznam Únie týkajúci sa účinných látok povolených na používanie v biocídnych výrobkoch a mal by sa taktiež ustanoviť postup, podľa ktorého by sa posudzovalo, či sa účinná látka môže zaradiť do tohto zoznamu. Cieľom návrhu je takisto zjednodušiť predpisy na ochranu údajov, predísť duplicité pri vypracovávaní štúdií, zlepšiť harmonizáciu systémov poplatkov v členských štátoch, zaviesť pravidlá paralelného obchodu s biocídnymi výrobkami a zahrnúť výrobky alebo materiály ošetrované biocídnymi výrobkami do rozsahu pôsobnosti smernice.

4-295-750

**Agnès Le Brun (PPE)**, *par écrit*. – L'utilisation des biocides est un problème majeur, puisque sont notamment concernées la protection des consommateurs et la protection de l'environnement. Je me félicite de l'adoption du texte en faveur duquel j'ai voté. L'objet de celui-ci est de corriger les faiblesses de la directive 98/8/CE du 16 février 1996 relative à l'utilisation des biocides. Le nouveau texte permet ainsi d'accroître les exigences sanitaires, non seulement dans la production des biocides mais aussi dans leur utilisation. Par ailleurs, il procède à une harmonisation bienvenue des règles existantes qui accroît de manière conséquente la sécurité des consommateurs et la protection de l'environnement et supprime les distorsions de concurrence au sein du marché intérieur. Enfin, ce texte contient une clause de responsabilité en vertu de laquelle les produits importés seront soumis aux mêmes exigences en matière sanitaire que les produits communautaires.

4-295-875

**Elżbieta Katarzyna Łukacijewska (PPE)**, *na piśmie* . – Koleżanki i Koledzy, Dzisiaj głosowaliśmy nad sprawozdaniem Christa Klass na temat wprowadzenia do obrotu i stosowanie produktów biobójczych. Jest to temat niezwykle istotny, ponieważ wiąże się z nowymi przepisami, nad którymi pracuje Unia Europejska. Na rynek zostaną dopuszczone tylko te produkty, które będą spełniały wszelkie normy bezpieczeństwa. W zasadach wprowadza się przepisy ograniczające badania na zwierzętach, oraz zakaz stosowania najbardziej niebezpiecznych, zagrażających zdrowiu i życiu substancji, takich które powodują nowotwory i przewlekłe choroby. Popierając nowe rozwiązania, a zwłaszcza zwracając uwagę na zdrowie obywateli zagłosowałam za tekstem porozumienia Christa Klass. Dziękuję

4-296-000

**David Martin (S&D)**, *in writing* . – The introduction of a Community authorisation system represents a significant step towards a harmonised European market for biocidal products. It is the best and most efficient system for improving the availability of these products, providing incentives for innovation and creating added value for human health and nature conservation. A central authorisation system will also have an unequivocally positive effect on the internal market as it will facilitate consistent assessments and uniform enforcement of the requirements in all EU Member States. This will, in particular, also improve consumer protection.

4-297-000

**Marisa Matias (GUE/NGL)**, *por escrito* . – Este documento atualiza as regras europeias sobre a autorização, comercialização e utilização de biocidas na União Europeia, tornando-as mais restritivas e seguras para o ambiente e para a saúde dos cidadãos e animal. Os produtos mais tóxicos, nomeadamente os cancerígenos, que interferem com genes e hormonas, e lesivos para a fertilidade, serão proibidos. A esta regra só serão admitidas exceções caso essa substância seja absolutamente necessária para prevenir ou controlar um perigo grave para a saúde pública ou animal ou para o ambiente. Considero que as regras que controlam os biocidas devem ser regidas pelo interesse público, acautelando a saúde humana e animal, assim como o ambiente, pelo que votei favoravelmente.

4-297-500

**Mario Mauro (PPE)**, *per iscritto* . – Vanno assolutamente eliminati i punti deboli della direttiva 98/8, come già sollecitato in precedenza dal Parlamento. Concordo con la relatrice su questo punto, ma anche sul fatto che l'autorizzazione in questione sia il sistema più efficace per favorire la disponibilità dei prodotti in questione, stimolare l'innovazione e migliorare la tutela della salute umana e dell'ambiente. Il mio voto è favorevole

4-298-000

**Mairead McGuinness (PPE)**, *in writing* . – I voted in favour of this report and I welcome the calls for continued improvement of the safety of biocidal products used and placed on the market in the European Union, as well as simplification of authorisation procedures, including at EU level.

4-298-500

**Alexander Mirsky (S&D)**, *in writing*. – A Commission report on the implementation of this Directive identified certain weaknesses and areas where updates and improvement are needed. Here are the key elements of the agreement: approved active substances will be included in a Union list; derogation from mutual recognition of national authorisations – under certain conditions, Member States have the possibility to refuse to grant an authorisation or to adjust the terms and conditions of an authorisation for a biocidal product if there are specific concerns; inclusion of a new article on measures to achieve the objective of sustainable use of biocidal products; labelling requirements. I voted in favour.

4-299-000

**Andreas Mölzer (NI)**, *schriftlich*. – Biozide sind Wirkstoffe und Zubereitungen, die einen oder mehrere Wirkstoffe enthalten, in der Form, in welcher sie zum Verwender gelangen, und die dazu bestimmt sind, auf chemischem oder biologischem Wege Schadorganismen zu zerstören, abzuschrecken, unschädlich zu machen, Schädigungen durch sie zu verhindern oder sie in anderer Weise zu bekämpfen. In der entsprechenden EU-Richtlinie ist diese Definition genau erklärt. Biozid-Produkte werden in den unterschiedlichsten Bereichen und Verwendungsarten wie z. B. als Holzschutzmittel eingesetzt. Die EU-Biozid-Produkte-Richtlinie unterscheidet daher 23 Produktarten in vier Hauptgruppen (Desinfektionsmittel und allgemeine Biozid-Produkte; Schutzmittel; Schädlingsbekämpfungsmittel; sonstige Biozid-Produkte). Biozid-Produkte werden beginnend mit 2009 einem Zulassungs- bzw. Registrierungsverfahren unterzogen, das national in den einzelnen EU-Mitgliedstaaten erfolgt und eine behördliche Bewertung hinsichtlich ihrer Wirksamkeit und ihrer Risiken für Mensch, Tier und Umwelt zur Grundlage hat. Damit sollen ungenügende Wirksamkeit und unannehmbare Auswirkungen bei sachgerechter Verwendung vermieden werden. Ein Zulassungsbescheid für ein Biozid-Produkt enthält auch verpflichtende Ausführungen zur Kennzeichnung und gegebenenfalls Auflagen für die Verwendung. Bei dem Bericht habe ich mich für die Änderungen zum ursprünglichen Entwurf ausgesprochen, da ich es für wichtig erachte, dass die Wirkstoffe, die ein vereinfachtes Zulassungsverfahren durchlaufen, nun im Anhang der Verordnung gelistet werden.

4-299-500

**Radvilė Morkūnaitė-Mikulėnienė (PPE)**, *raštu*. – Džiaugiuosi, kad Europos Parlamentas žengia jau ne pirmą žingsnį, kuriuo užtikrina vartotojų teisę būti tinkamai informuotiems apie naudojamus medžiagas. Šiandien priimto reglamento viena iš daugelio sveikintinų nuostatų – užtikrinimas, kad vartotojui būtų pateikiama išsami informacija apie produkte esančius biocidus. Antra vertus, reglamente nustatyta autorizacijos procedūra užpildo spragas chemikalų reglamentavime, likusias po REACH reglamento priėmimo.

4-299-750

**Katarína Neveďalová (S&D)**, *písomne*. – Ochrana životného prostredia a úsilie o to, aby poľnohospodárstvo bolo udržateľnejšie a ekologickejšie, je jedna z najväčších výziev, ktorej Európska únia musí čeliť. Uvedomujem si ekonomické záujmy, ktoré stoja za týmto problémom a vplyv, ktorý bude mať na tisíce rodín v celej Európe. Považujem za veľmi dôležité zavedenie zásady opatrného prístupu v súlade s právnymi predpismi, ktoré sú už používané pre chemické produkty. Zároveň dúfam, že v budúcnosti dosiahneme väčší

pokrok, ktorý bude potrebný na zaručenie zvýšenej transparentnosti pre spotrebiteľov, ten umožní informovanú voľbu. Potenciál biocídnych produktov je jasný, je potrebné ďalej posilniť a podporiť ziskovosť a rozširiteľnosť v Európskej únii, ktoré by mohli zlepšiť kvalitu života našich občanov. To musí byť hlavným kameňom právnych predpisov EÚ v tejto oblasti. Dúfam, že Európska únia bude pokračovať v tomto kurze aj pre budúcnosť.

4-299-875

**Rolandas Paksas (EFD)**, *raštu*. – Balsavau už šią rezoliuciją, kadangi biocidų tiekimas rinkai ir jų naudojimas neturi sukelti tiesioginių ar netiesioginių nepageidaujamų pasekmių žmonių ir gyvūnų sveikatai bei aplinkai. Manau, kad siekiant pagerinti vidaus rinkos veikimą, yra reikalinga taikyti suderintas biocidų tiekimo ir jų naudojimo taisykles. Pritariu pasiūlymui, kad dėl teisinio tikrumo ir skaidrumo veikliosios medžiagos ir toliau turėtų būti įrašomos į reglamento priedą, o ne į atskirą dokumentą, kuris neįeina į reglamentą. Kadangi biocidai dėl jiems būdingų savybių ir naudojimo būdų gali kelti rimtą pavojų, labai svarbu, kad būtų užtikrinta aukšto lygio žmonių ir gyvūnų sveikata bei aplinkos apsauga.

4-299-937

**Alfredo Pallone (PPE)**, *per iscritto*. – Mi congratulo con la collega Klaßper il raggiungimento di questo compromesso col Consiglio relativo all'uso dei biocidi nei prodotti presenti sul mercato. Tale regolamento definisce quali siano le sostanze più pericolose presenti in disinfettanti, detersivi, vernici ecc.. e ne vieta l'utilizzo per quei prodotti venduti sul mercato. L'autorizzazione della commercializzazione viene affidata all'agenzia europea delle sostanze chimiche che dovrà vigilare al fine di aumentare considerevolmente il livello di protezione della salute e dell'ambiente che il regolamento in questione vuole raggiungere. I prodotti saranno quindi più sicuri per i consumatori e con le autorizzazioni relative al commercio i costi saranno uniformati.

4-299-952

**Γεώργιος Παπανικολάου (PPE)**, *γραπτώς*. – Παρά την πληθώρα των προτάσεων του Ευρωπαϊκού Κοινοβουλίου, που υιοθετήθηκαν από το Συμβούλιο, εξακολουθούν να μην ικανοποιούνται σημαντικές πτυχές σχετικά με τη διάθεση βιοκτόνων στην αγορά και τη χρήση τους. Η άρση των αδυναμιών της ισχύουσας οδηγίας 98/8/ΕΚ, η βελτίωση των διαδικασιών αδειοδότησης και η απλοποίηση της διαδικασίας λήψης αποφάσεων, χωρίς ωστόσο να θίγεται το υψηλό επίπεδο προστασίας, αποτελούν σημαντικά σημεία για τα οποία το ΕΚ εκφράζει την άποψη πως πρέπει να επιλυθούν άμεσα. Εξάλλου, η καθιέρωση ενός συστήματος κοινοτικής άδειας που θα βοηθήσει στην εναρμόνιση της ευρωπαϊκής αγοράς βιοκτόνων εξακολουθεί να μην υφίσταται σε ικανοποιητικό βαθμό. Το σύστημα αυτό θα αποτελέσει εν δυνάμει σημαντικό παράγοντα για τη βελτίωση της διαθεσιμότητας των προϊόντων αυτών, την προστασία της ανθρώπινης υγείας και του περιβάλλοντος. Για τους λόγους αυτούς, τους οποίους και συμμερίζομαι, υπερψήφισα το κοινό ψήφισμα.

4-299-968

**Maria do Céu Patrão Neves (PPE)**, *por escrito*. – Votei favoravelmente o presente relatório relativo à disponibilização no mercado e à utilização de produtos biocidas porque a segurança da utilização destes produtos requer a adoção de uma diretiva-quadro relativa à utilização sustentável dos mesmos. Os efeitos positivos da diretiva-quadro sobre uma utilização sustentável dos pesticidas recomendam a adoção de uma norma equivalente



para os produtos biocidas. É importante que os utilizadores profissionais e os consumidores deste tipo de produtos estejam informados sobre a sua utilização segura, assim como sobre possíveis alternativas.

4-299-984

**Paulo Rangel (PPE)**, *por escrito*. – A posição do Conselho em primeira leitura quanto à adoção do Regulamento do Parlamento Europeu e do Conselho relativo à disponibilização no mercado e à utilização de produtos biocidas recolheu cerca de metade das alterações propostas pelo Parlamento. Todavia, no seguimento da análise realizada pela Comissão do Ambiente, da Saúde Pública e da Segurança Alimentar, há ainda uma série de pontos de natureza técnica que carecem de ser aprimorados, de modo a garantir a adoção de um texto normativo mais claro e, por isso, mais apto a introduzir uma regulação eficaz. Sendo esse o sentido das alterações propostas pelo Parlamento na recomendação para segunda leitura, votei em sentido favorável.

4-300-000

**Crescenzo Rivellini (PPE)**, *per iscritto*. – Oggi, durante la sessione plenaria, è stata votata la relazione sull'immissione sul mercato e uso dei biocidi.

Oggi è stato raggiunto con il Consiglio un accordo importante che prevede controlli sanitari e ambientali più severi sui prodotti per respingere gli insetti o uccidere i batteri e regole comuni per le imprese sul processo di autorizzazione alla vendita. Con questo accordo sono state trovate soluzioni per migliorare i controlli di sicurezza e il processo di autorizzazione, in modo da garantire prodotti più sicuri.

Perché le nuove regole entrino in vigore, è ancora necessaria l'approvazione formale del Consiglio, con il quale esiste un accordo preventivo. La nuova legislazione armonizza ulteriormente il mercato europeo dei prodotti pesticidi e introduce nuove scadenze per la presentazione delle domande di autorizzazione.

Saranno semplificate anche le procedure di riconoscimento delle autorizzazioni fra paesi e dal 2013 sarà introdotta la possibilità di richiedere l'autorizzazione direttamente a livello UE.

4-301-000

**Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE)**, *in writing*. – I voted in favour. It was key for us (Greens) to add to and strengthen the exclusion criteria, and to introduce national safeguards to modify the conditions of use of authorisations (under both mutual recognition and central authorisation). We were the driving force for specific provisions on nanomaterials, clear information on treated goods and the application of the regulation shortly after its entry into force: We influenced the negotiations very significantly on all aspects. While we abstained in the plenary vote at first reading due to certain concerns (about extending the central authorisation procedure while cutting back on scientific rigour and resources for the European Chemicals Agency), we resolved those issues in the second-reading agreement, which represents the best possible outcome.

4-301-500

**Licia Ronzulli (PPE)**, *per iscritto*. – Ho votato a favore di questo documento perché permetterà controlli più severi sui pesticidi, sia dal punto di vista sanitario che ambientale, introducendo regole comuni per le imprese sul processo di autorizzazione alla vendita.

Ritengo che il testo finale sia equilibrato ed in grado di migliorare la situazione vigente sia per i produttori che per i consumatori europei. Infine vorrei segnalare il positivo giro di vite alle restrizioni per le sostanze pericolose, come quelle cancerogene, che potranno essere utilizzate solo quando il loro uso risulti assolutamente inevitabile, come ad esempio nel caso che un prodotto sia necessario per garantire la salute pubblica.

4-301-750

**Amalia Sartori (PPE)**, *per iscritto*. – E' stato finalmente raggiunto un accordo tra il Parlamento e il Consiglio sul testo finale del quadro regolamentare dei biocidi, sostanze ampiamente utilizzate nell'industria tessile, cosmetica e alimentare. Ho votato a favore della relazione dell'onorevole Klaß in quanto presenta un pacchetto equilibrato che garantisce prodotti più sicuri, meglio controllati e più diffusi, vengono inoltre uniformati i costi relativi alle autorizzazioni di commercializzazione e aumenta livello di protezione della salute e dell'ambiente. Ritengo che stiamo facendo passi positivi per quanto riguarda l'agevolazione e semplificazione delle regole in questo settore. Dobbiamo mantenere alto il livello di protezione della salute degli esseri umani, degli animali e dell'ambiente e ampliare la tutela dei consumatori tramite etichettatura chiara e specifica dei prodotti. Trovo inoltre positivo che anche i produttori extra comunitari dovranno rispettare gli standard europei se vogliono commercializzare i loro prodotti in Europa.

4-302-000

**Sergio Paolo Francesco Silvestris (PPE)**, *per iscritto*. – La proposta di regolamento, adottata dalla Commissione europea il 12 giugno 2009, mira a rivedere la direttiva 98/8/CE in materia di biocidi.

Il pacchetto di compromesso finale, concordato in esito ai negoziati tra Consiglio e Parlamento, sembra riuscire a mio avviso a coniugare l'obiettivo di un elevato livello di protezione della salute umana e dell'ambiente con quello di un sistema di autorizzazione più rapido ed efficiente per il settore industriale.

Tra gli obiettivi principali della proposta voglio ricordare in particolare quello di aumentare il livello di protezione della salute e dell'ambiente, attraverso un'eliminazione progressiva delle sostanze più pericolose e un'estensione del campo di applicazione agli articoli trattati con prodotti biocidi, insieme con procedure legate all'immissione sul mercato di sostanze attive e di prodotti biocidi più precise e migliori, aggiornando il sistema di autorizzazione e introducendo elementi di semplificazione ed armonizzazione.

Per questo motivo mi sono espresso a favore del provvedimento.

4-302-500

**Nuno Teixeira (PPE)**, *por escrito*. – O regulamento em causa é aplicável aos produtos biocidas que, na forma em que são fornecidos ao utilizador, contêm ou geram uma ou mais substâncias ativas. Concordo com o presente regulamento por entender que se deve elaborar uma lista com as substâncias ativas cuja utilização é permitida em produtos biocidas e que deverão ser objeto de avaliação regular a fim de serem considerados os progressos científicos e tecnológicos e avisados os Estados-Membros, com alguma antecedência, antes das empresas disponibilizarem os produtos em causa. Por fim, entendo que o presente regulamento vai contribuir para uma maior segurança jurídica e transparência na utilização das substâncias ativas, assegurar um elevado nível de proteção da saúde humana, animal e do ambiente, bem como melhorar o funcionamento do mercado

interno por meio da harmonização das disposições relativas à colocação no mercado e à utilização de produtos biocidas.

4-302-750

**Marie-Christine Vergiat (GUE/NGL)**, *par écrit*. – J'ai voté en faveur de ce rapport qui vise à régler la mise à disposition des produits biocides, c'est-à-dire l'ensemble des produits qui servent d'une façon ou d'une autre à éliminer des organismes nuisibles pour l'homme. Ce rapport cherche à trouver un juste milieu entre l'utilisation de ce type de produits dès lors qu'ils peuvent améliorer la santé humaine et la lutte contre leurs effets négatifs sur l'environnement ou la santé. A moyen terme, l'ensemble de ces produits devra passer par trois étapes d'évaluation pour mesurer leur dangerosité ou non (notamment cancérigènes ou néfastes pour le système endocrinien), avant d'être validé par l'Agence européenne des produits chimiques et de se retrouver sur le marché. La défense de l'environnement et l'amélioration de notre santé marquent, à travers ce texte, des points. Espérons une fois encore que ce ne seront pas que de belles paroles.

4-303-000

**Angelika Werthmann (NI)**, *schriftlich*. – Ein zentrales Gemeinschaftszulassungssystem für Biozidprodukte bedeutet einen wesentlichen Schritt in Richtung eines harmonisierten europäischen Marktes in diesem Bereich. Es ist die effizienteste Lösung, um die Verfügbarkeit dieser Produkte zu verbessern, Anreize für Innovationen zu schaffen und einen effektiven Schutz der menschlichen Gesundheit sowie der Natur zu gewährleisten. Eine zentrale Gemeinschaftszulassung garantiert weiters konsistente Bewertungen und einheitliche Anforderungen in allen Mitgliedstaaten, was zu einem besseren Verbraucherschutzniveau führt.

4-303-500

**Marina Yannakoudakis (ECR)**, *in writing*. – I am pleased to support the compromise package for the regulation of biocidal products. My constituency of London is home to a number of companies who use products such as disinfectant and pest-control products, which for human health and environmental reasons require a certificate of authorisation. To achieve authorisation a company has to put together a dossier, including proof that there is no viable alternative. The new regulation introduces a mandatory data-sharing mechanism to avoid duplication of studies which will save money and time for companies requiring such authorisation.

4-303-750

**Anna Záborská (PPE)**, *písomne*. – Biocídne výrobky sú určené na ničenie, odpudzovanie a zneškodňovanie škodlivých organizmov. Mnohé z nich môžu byť škodlivé pre ľudí alebo zvieratá. Každý štát preto veľmi prísne sleduje ich používanie a dbá o to, aby sa používali len vtedy, keď je to nevyhnutné, a aby neohrozili ľudí. Nariadenie o biocídnych výrobkoch, ktoré harmonizuje pravidlá na trhu s týmito výrobkami, je potrebné z dvoch dôvodov. Predovšetkým dáva istotu občanom Európskej únie, že každý výrobca musí spĺňať rovnaké prísne podmienky na to, aby sa jeho výrobok mohol objaviť v predaji. Výrobcovia tak musia zachovávať rovnaké štandardy pri ochrane zdravia ľudí a prírody. Tento jednotný prístup je však zároveň výhodný aj pre výrobcov. Znižuje ich náklady na certifikáciu ich výrobkov a umožňuje im dodávať svoje výrobky do ktorejkoľvek členskej krajiny EÚ bez toho, aby museli mnohokrát absolvovať náročné povoloňacie konania. Vytvára sa tým

priestor na inováciu biocídnych výrobkov a zlepšuje sa ich dostupnosť. Zlepšuje sa konkurenčné prostredie a to spätne pozitívne vplýva na ceny. Centrálny systém autorizácie navyše okrem iného prispieva aj k lepšej ochrane spotrebiteľa.

4-304-000

**Relazione: José Bové (A7-0421/2011)**

4-304-500

**Luís Paulo Alves (S&D)**, *por escrito*. – Voto a favor porque o aumento do preço dos produtos alimentares não se traduz automaticamente no aumento dos rendimentos agrícolas e este relatório manifesta essa preocupação. O progressivo e muito significativo aumento dos fatores de produção não tem sido repercutido de forma justa ao longo da cadeia alimentar e tem prejudicado sobretudo o rendimento dos agricultores, o que produz um sentimento de insegurança permanente no exercício da atividade agrícola. A situação assume particular preocupação junto dos agricultores das regiões isoladas, como as regiões ultraperiféricas, que comportam já custos adicionais decorrentes dos fatores distância e afastamento. Nesse sentido, é fundamental promover a transparência de forma a identificarmos o que conduz a este cenário, promovendo a resistência à volatilidade dos preços. Só assim se proporcionará uma cadeia de abastecimento que trate de forma mais equitativa, de montante a jusante, todos os intervenientes no processo e, em particular, os agricultores e também os consumidores.

4-304-750

**Χαράλαμπος Αγγουράκης (GUE/NGL)**, *γραπτώς*. – Η έκθεση περιορίζεται στην περιγραφή του προβλήματος της μείωσης του αγροτικού εισοδήματος, γιατί ακριβώς θέλει να αποκρύψει τις αιτίες που γεννούν το πρόβλημα, μειώνουν το αγροτικό εισόδημα και ληστεύουν το εισόδημα της εργατικής-λαϊκής οικογένειας με αυξήσεις φωτιά στις τιμές των τροφίμων. Είναι εντυπωσιακό ότι δεν αναφέρει καν ότι ενέργεια, λιπάσματα, φυτοφάρμακα, νερό, σπόροι, ζωοτροφές κλπ. ανήκουν και ελέγχονται από τα διεθνικά μονοπώλια που καθορίζουν τις τιμές και καταληστεύουν τον κόπο του αγρότη και των εργαζόμενων καταναλωτών, για να αυξάνουν τα κέρδη τους. Επιδοτούμενα κοινοτικά προγράμματα προωθούν την συγκέντρωση γης στις μεγάλες γεωργικές εκμεταλλεύσεις, στα πλαίσια της ΚΑΠ και της αναθεώρησής της για μετά το 2013. Η ιδιωτικοποίηση του νερού κάνει ακριβότερη τη χρήση του, όπως και τα αυξανόμενα τέλη και οι τιμές της ενέργειας. Η έκθεση στηρίζει την καταστροφική για τη φτωχομεσαία αγροτιά ΚΑΠ της ΕΕ και προωθεί την «ανταγωνιστικότητα» της γεωργίας στην ΕΕ, που σημαίνει συγκέντρωση της γης στις μεγάλες καπιταλιστικές επιχειρήσεις και μαζικό ξεριζωμό των φτωχών αγροτών από τα χωράφια τους. Μονόδρομος για τη φτώχη και μεσαία αγροτιά είναι η πάλη ενάντια στην ΚΑΠ και το σύνολο της αντιλαϊκής πολιτικής της ΕΕ, η συμμαχία της με την εργατική τάξη και τους αυτοαπασχολούμενους της πόλης για ριζικές αλλαγές στην εξουσία και την οικονομία.

4-305-000

**Elena Oana Antonescu (PPE)**, *în scris*. – Acest raport din proprie inițiativă identifică problemele din sectoarele supraordonate producției agricole, subliniază dependența tot mai puternică a agriculturilor de o industrie de producție din ce în ce mai concentrată și propune o serie de măsuri care să fie adoptate în cadrul viitoarei reforme a PAC.

Agricultorii au nevoie de sprijin pentru îmbunătățirea performanței agronomice și de mediu pentru a răspunde la noile provocări climatice, ecologice și economice. Consider că noua politică PAC trebuie să includă măsuri de sprijin specifice care să încurajeze

eficientizarea practicilor agronomice și gestionarea îmbunătățită și sustenabilă a resurselor agricole, în scopul de a produce o agricultură stabilă și productivă, de a reduce costurile de producție și pierderile de substanțe nutritive și de a crește inovarea, eficiența resurselor și eficacitatea și sustenabilitatea din cadrul sistemelor de producție agricolă. Am votat în favoarea acestui raport.

4-305-500

**Sophie Auconie (PPE)**, *par écrit*. – Mes collègues du PPE et moi avons voté en faveur de la résolution sur « les déséquilibres de la chaîne d’approvisionnement alimentaire », texte qui a bénéficié d’un consensus général. A travers ce texte ambitieux, le Parlement européen invite les autorités européennes et nationales compétentes impliquées dans la production et le commerce à prendre des mesures contre les pratiques d’achat abusives des grossistes et des distributeurs de détail en position dominante. Plus précisément, pour la compétitivité de l’agriculture européenne, il était indispensable de parler de l’augmentation des prix des achats d’intrants agricoles observée ces dix dernières années dans des domaines tels que l’énergie, l’équipement, les aliments composés pour les animaux, les engrais, les pesticides, les semences et l’eau. Il s’agit donc d’éviter les distorsions de concurrence et, en résolvant les problèmes en amont de la production agricole, d’améliorer les revenus des agriculteurs. L’objectif global est d’avoir une meilleure politique de distribution, de garantir que tous les produits aient les mêmes normes de qualité au sein de l’UE et de permettre aux producteurs de peser dans la chaîne alimentaire. Enfin, à travers ce texte, je soutiens l’investissement important de l’Union européenne dans des projets qui promeuvent l’agriculture durable.

4-305-750

**Mara Bizzotto (EFD)**, *per iscritto*. – La relazione contiene spunti interessanti e riflessioni condivisibili su problemi realmente esistenti nel settore dell’agricoltura europea. In effetti, la vulnerabilità della filiera agroalimentare e la volatilità dei prezzi, soprattutto dei fattori di produzione, rendono il settore oggi altamente iniquo e non aiutano l’efficienza e la sostenibilità della catena agricola. Tuttavia, devo dire che troppo forte e insistente è la presenza di riferimenti al tema dei cambiamenti climatici che nulla hanno a che spartire con la questione dei fattori di produzione agricola. Inoltre, il relatore propone l’istituzione di una nuova agenzia europea di monitoraggio dei prezzi per prevenire e sanare le distorsioni dei prezzi dei fattori di produzione. Un’altra agenzia comporta un aumento della spesa comunitaria senza che si possa ragionevolmente prevedere, in questo caso come in tanti altri purtroppo, un vantaggio derivante dalla sua istituzione. Ho optato quindi per l’astensione.

4-305-875

**Vilija Blinkevičiūtė (S&D)**, *raštu*. – Balsavau dėl šio pranešimo, nes pritariu, kad augant žemės ūkyje naudojamų išteklių kainoms, reikia kaip įmanoma labiau optimizuoti žemės ūkio gamybos procesus ir tobulinti išteklių valdymą. Mano manymu, tai ne tik leistų ūkininkams sumažinti sąnaudas, padidėtų jų nepriklausomumas ir pajamos, bet ir būtų pereita prie tvaresnio ir vartotojams palankesnio ūkininkavimo būdo. Pavyzdžiui, energetinės sąnaudos per pastarąjį dešimtmetį padidėjo maždaug 60%, kai, tuo tarpu, žemės ūkio produkcijos supirkimo kainos išaugo tik 25%. Todėl šiame pranešime siūloma imtis priemonių, kuriomis galima būtų padidinti ūkių gebėjimą taupyti energiją pastatuose, ūkininkaujant, naudojant transportą bei investuoti į atsinaujinančios energijos gamybą ūkyje ar vietoje. Kita sritis, kurioje galima būtų pagerinti valdymą ir taip sutaupyti – trąšų ir dirvožemį gerinančių medžiagų naudojimas. Gerinant ūkyje naudojamų maistinių

medžiagų tyrimą ir valdymą geriau tiriant dirvožemio derlingumą ir jį valdant. Dar vienas pranešime siūlomas būdas padidinti žemės ūkio gamybos efektyvumą – vietoje sertifikuotų sėklų naudojimo ūkiuose, rinktis ūkiuose išsaugotų sėklų naudojimą. Tokios sėklos turi daug ne tik ekonominių, bet ir ekologinių privalumų – jos kainuoja vidutiniškai 40% mažiau, ūkininkai gali auginti augalus, kurie prisitaikę prie konkrečių jų regionų agronominių sąlygų, tokiems augalams dažnai reikia mažiau trąšų ir tuo pačiu yra išsaugoma augalų biologinė įvairovė.

4-305-937

**Jan Březina (PPE)**, *písemně*. – Čeká nás podstatná reforma společné zemědělské politiky, která bude muset reagovat na řadu významných výzev, před nimiž stojí zemědělci. Vzhledem k tomu považuji za důležité, že tato zpráva analyzuje struktury a trhy předcházející zemědělské produkci a navrhuje politické možnosti, které by zemědělcům pomohly snížit vstupní náklady, braly v potaz zvyšování jejich nezávislosti a příjmů, a umožnily tak přechod k účinnějšímu a udržitelnějšímu využívání výrobních zdrojů. Oceňuji výzvu členským státům a Komisi, aby dodávaly více údajů o nákladech na vstupy a produkci, které by poté měla analyzovat a pravidelně poskytovat zemědělcům evropská agentura pro sledování cen. Cenové indexy by rovněž mohly posílit hospodářskou soutěž v odvětví vstupů a snad i pomoci zemědělcům vymanit se z „útisku“, kterým trpí na své pozici mezi stále koncentrovanějšími a silnějšími zemědělsko-průmyslovými články řetězce, které primární produkci předcházejí a na primární produkci navazují.

4-305-968

**Maria Da Graça Carvalho (PPE)**, *por escrito*. – Congratulo-me com as medidas propostas no sentido de aumentar a capacidade das explorações agrícolas e de poupar energia nas instalações, nas práticas agrícolas e nos transportes. Para tal é fundamental recorrer a programas de eficiência energética e investigar na produção de energias renováveis nas próprias explorações ou localmente (energia eólica, solar, biogás, geotérmica, etc.). Dada a grande importância da água na produção agrícola, a UE deve apoiar os Estados-Membros no fornecimento de sistemas melhorados de armazenamento de água para a agricultura, incluindo o melhoramento das capacidades de armazenamento de águas no solo e de recolha de água em zonas secas, como precaução contra as alterações nos padrões de pluviosidade devido às alterações climáticas.

4-305-984

**Νικόλαος Χουντής (GUE/NGL)**, *γραφτως*. – Η Έκθεση του José Bove έρχεται να αναδείξει τα έντονα και χρόνια προβλήματα στην αλυσίδα εφοδιασμού των γεωργικών εκμεταλλεύσεων που αντιμετωπίζουν οι ευρωπαίοι αγρότες σε μία περίοδο όπου το αγροτικό εισόδημα των αγροτών συρρικνώνεται ιδιαίτερα εξαιτίας της παγκόσμιας οικονομικής κρίσης. Η δέσμη προτάσεων που αναφέρεται στο ψήφισμα περιέχει γενικές λύσεις στα προβλήματα που αφορούν ολόκληρο το φάσμα της εφοδιαστικής αλυσίδας στις γεωργικές εκμεταλλεύσεις αλλά περιλαμβάνει και ειδικές αναφορές σε θέματα όπως η ενέργεια, τα βελτιωτικά εδάφους και προϊόντα φυτοπροστασίας, οι ζωοτροφές, οι σπόροι προς σπορά. Το περιεχόμενο των προτάσεων της Έκθεσης για την αντιμετώπιση των προβλημάτων της εφοδιαστικής αλυσίδας κινείται σε θετική προοδευτική κατεύθυνση προς όφελος των παραγωγών αλλά και των καταναλωτών αγροτικών τροφίμων με στόχο την διατήρηση της επισιτιστικής ασφάλειας σε ευρωπαϊκό επίπεδο. Για όλους τους παραπάνω λόγους στήριξα με την ψήφο μου την έκθεση του ευρωβουλευτή José Bové.

4-306-000

**Carlos Coelho (PPE)**, *por escrito*. – Apoio este novo relatório de iniciativa que identifica, num contexto de profunda crise económico-financeira com crescentes repercussões para os agricultores, problemas a montante da produção agrícola, incidindo no aumento dos custos dos fatores de produção agrícola comprados nos domínios da energia, maquinaria, alimentos compostos para animais, fertilizantes, pesticidas, sementes e água. No que diz respeito ao setor da produção, este relatório também refere o impacto registado nos agricultores, sob uma dependência crescente relativamente a uma indústria de fatores de produção, com uma cada vez maior concentração. O objetivo deste relatório, que sugere medidas a tomar no âmbito da próxima reforma da PAC, consiste em analisar as estruturas e mercados que visem a criação de novas estratégias para assistir os agricultores na redução de custos dos fatores de produção, tendo em consideração a sua autonomia e respetivos rendimentos, findando numa utilização mais eficiente e sustentável dos meios de produção.

Concordo também com o relator quanto à necessidade de apoiar os agricultores, a fim de não só melhorarem o seu desempenho nas áreas agronómica e ambiental, mas também para melhor responderem aos desafios em termos climáticos, ambientais e económicos, nomeadamente na adoção de *medidas de ecologização* – apostar numa maior resistência à instabilidade climática, maior saúde do solo fértil e menor suscetibilidade a doenças.

4-307-000

**Andrea Cozzolino (S&D)**, *per iscritto*. – La relazione si inserisce nel dibattito sulla riforma della PAC 2020, cercando di orientarne i contenuti, al fine di meglio adattarla alle importanti sfide che gli agricoltori si troveranno ad affrontare, e cercando di trasformare quelle sfide da potenziali fattori di rischio ad opportunità per far progredire il processo di trasformazione dell'agricoltura in senso ecosostenibile ed energeticamente efficiente.

Per conseguire questi risultati, senza mettere a rischio la sopravvivenza di una buona parte dei piccoli operatori, soprattutto allocati nelle aree più periferiche del continente, è necessario agire su quelle leve che rendono economicamente sostenibile la gestione delle attività agricole. La relazione predispone interventi per eliminare le storture che, "a monte", limitano la redditività dell'attività agricola.

Tutte le rilevazioni Eurostat convergono nel dimostrare la sproporzione tra l'aumento dei costi per i fattori produttivi e quello dei prezzi alla produzione. La relazione – per la quale si esprime parere favorevole – ha il merito di indicare con precisione i settori di intervento, sia auspicando un migliore e più costante impegno nella lotta alla formazione di cartelli a livello di fornitori dei principali fattori di produzione (sementi e fertilizzanti), sia indicando una trasformazione dei sistemi di approvvigionamento delle risorse, ecosostenibile ed economicamente vantaggiosa.

4-308-000

**Christine De Veyrac (PPE)**, *par écrit*. – J'ai voté en faveur de ce texte qui permettra d'aider nos agriculteurs à réduire leurs coûts de production ainsi qu'à augmenter leurs revenus. Assurer l'avenir du secteur agricole est en effet primordial afin de garantir un approvisionnement européen indépendant.

4-308-500

**Edite Estrela (S&D)**, *por escrito*. – Votei favoravelmente o relatório relativo à cadeia de abastecimento dos produtos agrícolas porque são necessárias medidas que permitam

responder à concentração excessiva e garantir a transparência nos mercados dos produtos agrícolas, de modo a promover a competitividade e evitar a volatilidade dos preços dos alimentos.

4-308-750

**Göran Färm, Anna Hedh, Olle Ludvigsson, Jens Nilsson, Marita Ulvskog och Åsa Westlund (S&D)**, *skriftlig*. – Vi lade ner våra röster då vi inte tycker att detta betänkande är rätt plats att ta ställning för hur den framtida jordbrukspolitiken ska se ut i vissa delar. Dessutom förs nu en debatt om nästa forskningsramprogram i industriutskottet, som vi inte heller vill föregripa genom detta betänkande.

4-308-875

**Diogo Feio (PPE)**, *por escrito*. – Face aos desequilíbrios na cadeia de abastecimento de produtos agrícolas na União, que ameaça a viabilidade de muitas explorações agrícolas, é necessário que a União Europeia possa acompanhar de perto a evolução do mercado, nomeadamente quanto aos preços dos custos dos fatores de produção, e consiga monitorizar adequadamente as suas oscilações e identificar as suas causas. Julgo que esta ação de análise e regulação dos mercados deve ser cautelosa e procurar não introduzir distorções adicionais numa cadeia de abastecimento que tem assimetrias marcadas já identificadas. Isto dito, creio que esta avaliação por parte da União e a defesa da concorrência não podem deixar de ocorrer, sob pena de uma omissão neste tocante arriscar pôr em causa a produção agrícola no seu espaço e, conseqüentemente, reduzir a oferta de produtos agrícolas europeus à disposição dos consumidores. Nada fazer significaria agravar as condições de todos a médio prazo. A agricultura não é apenas uma atividade económica. Ela tem uma função social e ambiental importante que tem de ser tida em conta e que merece proteção.

4-308-937

**José Manuel Fernandes (PPE)**, *por escrito*. – O relatório em apreço, da responsabilidade de José Bové, debruça-se sobre a cadeia de abastecimento dos produtos agrícolas, concretamente a estrutura e as suas implicações. Numa altura em que se fala da Política Agrícola Comum (PAC) após 2013, é pertinente que se discutam todos os problemas que afetam este setor estratégico da União Europeia a fim de evitar o abandono continuado da atividade agrícola, colocando em causa não só a falta de alguns produtos agrícolas, mas sobretudo os ecossistemas associados a esta atividade nos meios rurais e nas regiões de montanha. Trata-se de um relatório extremamente importante e atual, que contou com o meu apoio, pois chama a atenção para os problemas reais existentes na cadeia de abastecimento dos produtos agrícolas e aponta as medidas que devem ser tomadas. Não é sustentável uma atividade económica cujos fatores de produção aumentaram, numa década, 60%, enquanto o produto subiu, apenas, 25%, como aconteceu com os custos energéticos. A eficiência energética deve ser uma prioridade na nova PAC. Por último, congratulo-me com o reconhecimento da necessidade de prestar apoio aos agricultores no âmbito das *medidas de ecologização* previstas na nova PAC, a fim de poderem enfrentar os novos desafios a nível ambiental e concorrencial.

4-309-000

**João Ferreira (GUE/NGL)**, *por escrito*. – Valorizamos, como é referido no relatório, a necessidade de *melhorar a transparência dos preços dos fatores de produção agrícola*. Consideramos



da mesma forma ser importante o aperfeiçoamento da *análise das razões subjacentes às flutuações extremas do mercado e procurar esclarecer melhor as interações entre especulação e mercados agrícolas, bem como entre os mercados da energia e os preços dos alimentos.*

No entanto, o fundamental fica por defender, uma vez que o relatório não refere quaisquer medidas de fundo em benefício dos pequenos e médios agricultores e das populações em geral, as quais devem ir no sentido da definição de uma regulamentação do mercado e das cadeias de distribuição de bens agroalimentares que defendam a produção agrícola nacional, o emprego agrícola, e que desta forma combatam a desertificação e reduzam as importações. Trata-se de um relatório que pouco avança nas soluções concretas de melhoria da situação atual deste setor, apesar de colocar algumas questões pertinentes nesta matéria (como as relativas à eficiência de uso dos recursos, entre outras).

4-309-500

**Monika Flašíková Beňová (S&D),** *písomne*. – Európsky parlament v uznesení zo dňa 7. septembra 2010 na tému „Spravodlivé príjmy pre poľnohospodárov: lepšie fungovanie potravinového dodávateľského reťazca v Európe“ prijal viaceré odporúčania zamerané na riešenie problémov, ktoré vznikajú na úrovni výrobného reťazca nasledujúcim po poľnohospodárskej výrobe, s cieľom zvýšiť príjmy poľnohospodárov. Boli navrhnuté významné politické zmeny v právnych predpisoch EÚ v oblasti hospodárskej súťaže a odporúčania začleniť určité opatrenia do návrhov právnych predpisov. V nadväznosti na toto uznesenie prijala Komisia v novembri 2010 oznámenie, v ktorom ohlásila prijatie opatrení v tejto otázke. Zastávam názor, že poľnohospodárom je potrebné poskytnúť podporu pri zlepšovaní agronomickej a environmentálnej výkonnosti, aby sa dokázali vyrovnáť s novými klimatickými, environmentálnymi i hospodárskymi výzvami, ktorým budú musieť čeliť. V rámci ekologizačných opatrení budú poľnohospodári pravdepodobne musieť reintegrovať externalizované výrobné náklady súvisiace s lepším riadením biodiverzity, vody a pôdných živín a na práve na to by bolo potrebné poskytnúť im podporu. Existuje však predpoklad, že tieto počiatočné výdavky poľnohospodárom z dlhodobého hľadiska prinesú výhody, napríklad odolnosť voči klimatickej nestabilite, zdravšiu a úrodnejšiu pôdu a menšiu náchylnosť na choroby. Ak sa naučia lepšie využívať možnosti, ktoré im vyplývajú zo vstupov, budú aj lepšie odolávať cenovým výkyvom.

4-310-000

**Robert Goebbels (S&D),** *par écrit*. – Le rapport sur la chaîne de distribution des intrants agricoles offre une analyse souvent pertinente des déficiences agricoles européennes. Non seulement l'Europe reste "fortement dépendante des importations de combustibles fossiles", mais également des aliments pour animaux, des phosphates et autres intrants. Mais le rapport n'offre pas de solutions, sauf à demander à la Commission moult rapports nouveaux, des analyses "plus approfondies". Il est ainsi demandé à la Commission "de se pencher sur le problème" que pose le fait que la plus grande partie du phosphate naturel provient de cinq pays. En se couchant sur une mappemonde, la Commission n'y pourra rien changer. Le rapport constate que "des aliments pour animaux moins onéreux (sont) disponibles sur le marché mondial". Il s'agit notamment du soja génétiquement modifié, qui correspond à 80 % de la production mondiale. Or, le rapporteur est une figure de proue du mouvement anti-OGM, et il combat le gaz de schiste, abondant en Europe, dont l'exploitation pourrait contribuer à réduire notre dépendance en combustibles fossiles. Face à ces contradictions, je me suis abstenu.

4-310-500

**Jim Higgins (PPE)**, *in writing*. – I welcome and thoroughly support this badly-needed report. Farming is not a viable option for our younger generation. Only 7 % of Irish farmers are under 35 years of age. We now have a world population of 7 billion; in 2027 it is projected that the world population will reach 8 billion and in 2046, 9 billion! This means that decreasing numbers of farmers will have to double food production, while also battling climate change and maintaining food standards. The total input costs for EU farmers climbed, on average, by almost 40 % between 2000 and 2010, while farm-gate prices have increased by only 25 %. Farmers are living on their overdrafts or savings and that cannot continue. We need to ensure that farming is a real career choice for our young people, in order to ensure food security for future generations.

4-310-750

**Philippe Juvin (PPE)**, *par écrit*. – Ce rapport d'initiative met en lumière les problèmes qui existent en amont de la production agricole et met l'accent sur l'augmentation des prix des intrants agricoles observée ces dix dernières années dans des domaines tels que l'énergie, l'équipement, les aliments composés pour les animaux, l'engrais, les pesticides, les semences et l'eau. J'ai voté en faveur de ce rapport.

4-310-875

**Giovanni La Via (PPE)**, *per iscritto*. – La crescente volatilità dei prezzi delle materie prime agricole e dei fattori di produzione agricola aumenta l'insicurezza dei redditi agricoli e degli investimenti a lungo termine degli agricoltori. Ciò incide in maniera particolarmente pericolosa soprattutto nelle regioni isolate, montuose ed insulari nelle quali i fattori della lontananza e dell'ultraperifericità comportano costi aggiuntivi elevati, con gravi ripercussioni sul reddito degli agricoltori ivi operanti. Ho, pertanto, espresso il mio pieno appoggio a questa relazione in quanto è ormai necessario migliorare la trasparenza dei prezzi dei fattori di produzione agricola e garantire che le norme in materia di concorrenza si applichino e siano fatte rispettare in tutta la filiera del mercato alimentare. Esortiamo, quindi, la CE e gli Stati membri ad assicurare un maggiore controllo e una più adeguata analisi, a livello UE e mondiale, dei meccanismi economici che sono alla base del continuo rialzo dei prezzi degli alimenti unitamente alle interazioni tra le fluttuazioni dell'offerta e della domanda, nonché le crescenti interazioni tra le evoluzioni dei prezzi dell'energia, dei fattori di produzione e dei generi alimentari.

4-311-000

**David Martin (S&D)**, *in writing*. – I welcome this new own-initiative report which identifies problems upstream of farm production, focusing on rising costs of purchased farm inputs over the past decade in the fields of energy, machinery, compound feed, fertilisers, pesticides, seeds, and water. It points at impact on several production sectors, highlights the growing dependence of farmers on an increasingly concentrated input industry, and suggests measures to be taken within the upcoming CAP reform.

4-312-000

**Clemente Mastella (PPE)**, *per iscritto*. – Sosteniamo questa relazione perché ha il merito di individuare i problemi che sono a monte della produzione agricola, ponendo una particolare attenzione al rincaro che nell'ultimo decennio ha interessato fattori di

produzione quali energia, macchinari, mangimi composti, fertilizzanti, pesticidi, sementi e acqua.

Tutto ciò ha evidenti e forti ripercussioni sui diversi settori produttivi. Riteniamo quindi indispensabile appoggiare le opzioni politiche qui suggerite dal relatore, allo scopo di permettere agli agricoltori di contenere i costi dei fattori di produzione, al fine di aumentare la loro autonomia e il loro reddito e di assicurare un utilizzo più efficiente e sostenibile delle risorse produttive.

4-313-000

**Marisa Matias (GUE/NGL)**, *por escrito*. – Na área das sementes, o relatório expõe o domínio de três empresas, o que contribui para a manutenção dos preços elevados e para o impacto negativo na diversidade das colheitas. Portanto, solicita que se mantenha a possibilidade – agora ameaçada – de os agricultores utilizarem sementes produzidas nas próprias explorações. O relatório pede incentivos para que os agricultores se organizem coletivamente de modo a aumentar o seu poder de negociação, a melhorar a gestão dos recursos e reduzir a vulnerabilidade aos preços voláteis. Recomenda a monitorização do acesso às terras, em especial para os jovens agricultores, comprometida que está pelo custo abusivo do arrendamento. Propõe ainda medidas de poupança energética, redução do uso de fertilizantes, pesticidas, herbicidas e adubos, e produção local dos cultivos para alimentação animal. Em suma, o relatório pretende reduzir os custos de produção propondo medidas para romper a concentração no mercado agrícola dominado por uma agroindústria poderosa. Votei favoravelmente por partilhar o sentido do relatório, considerando que se trata apenas de um passo e que mais medidas são necessárias para garantir uma cadeia de abastecimento dos produtos agrícolas mais justa, social, económica e ambientalmente.

4-313-500

**Mario Mauro (PPE)**, *per iscritto*. – La relazione del collega Bovè ha il mio voto favorevole. Giusto chiedere alla Commissione di promuovere una maggiore efficienza delle pratiche agronomiche e un miglioramento della gestione sostenibile delle risorse agricole, con l'obiettivo di dare vita a un'agricoltura stabile e produttiva, ridurre i costi dei fattori di produzione e gli sprechi di nutrienti e promuovere l'innovazione, l'efficienza e l'efficacia delle risorse e la sostenibilità nell'ambito dei sistemi agricoli

4-313-750

**Mairead McGuinness (PPE)**, *in writing*. – Since 2009, there has been an 11.6 % reduction in farm incomes at EU level, whilst total input costs for EU farmers have increased on average by 40 %-80 % between 2000 and 2010. This imbalance has impacted on the overall profitability of farming in the EU. I fully support this report which examines current market structures and addresses problems regarding the supply of essential farm inputs in the long-term, in addition to suggesting policy options aimed at reducing farm input costs.

4-314-000

**Jean-Luc Mélenchon (GUE/NGL)**, *par écrit*. – Ce rapport prône des mesures de soutien à une gestion plus efficace des ressources, aux chaînes courtes alimentaires et d'intrants et à la culture de protéagineux en Europe. Il dénonce les marges abusives de la grande distribution, les abus de position dominante de certains fournisseurs d'intrants et appelle à des sanctions. Il s'inquiète du fait que les consommateurs soient amenés à consommer des produits de moins bonne qualité du fait de leur faible pouvoir d'achat. Autant

d'inquiétudes et de préconisations que je partage. Je ne peux cependant pas approuver le soutien aux importations de soja que ce texte manifeste. Je peux encore moins accepter les mesures publiques de soutien aux biocarburants, l'exigence d'une agriculture "compétitive sur le marché mondial" et l'adoubement du G20 ou encore de la stratégie Europe 2020 qu'il comporte. Je m'abstiens par estime pour José Bové.

4-314-500

**Miroslav Mikolášik (PPE)**, *písomne*. – Strategický význam poľnohospodárstva pri zaisťovaní potravinovej bezpečnosti v Európskej únii si vyžaduje, aby členské štáty a Komisia účinne a pohotovo prijímali opatrenia a stimuly na jeho trvalo udržateľný rozvoj a konkurencieschopnosť. Na poľnohospodárstvo sa síce vzťahujú pravidlá hospodárskej súťaže, avšak realita na trhu v mnohých členských štátoch ukazuje, že zneužívanie dominantného postavenia na trhu zo strany dodávateľov vstupov je na dennom poriadku. Vysoká koncentrovanosť v odvetví poľnohospodárskych vstupov by preto mala byť signálom pre antimonopolné úrady členských štátov, že môže dochádzať k protisúťažným aktivitám, napr. k zneužívaniu dominantného postavenia na trhu v neprospech výrobcov, ale aj konečných spotrebiteľov. Zlepšenie hospodárskej súťaže v poľnohospodárstve by mali príslušné orgány členských štátov zabezpečiť dôkladnejším monitorovaním situácie na relevantných trhoch a v prípade porušenia ukladať odstrašujúce pokuty.

4-314-750

**Alexander Mirsky (S&D)**, *in writing*. – This very timely report identifies problems upstream of farm production, focusing on the rising costs of purchased farm inputs over the past decade in the fields of energy, machinery, compound feed, fertilisers, pesticides, seeds and water. I voted in favour

4-314-875

**Radvilė Morkūnaitė-Mikulėnienė (PPE)**, *raštu*. – Šiandien kalbame apie klausimus, kurių nagrinėti po vieną negalima. Maisto produktų brangimas, susijęs su jų gamybos sąnaudų padidėjimu – tik ledkalnio viršūnė. Tuo tarpu pažvelgę į klausimą kompleksiskai ir ėmęsi kompleksinių veiksmy, šias sąnaudas galėtume sumažinti, tuo pačiu pasiekdami ir kitų teigiamų rezultatų. Kalbu visų pirma apie taupų ir efektyvų su gamyba susijusių išteklių naudojimą – energijos, trąšų. Pasikeitęs gamintojų pačių požiūris bei įpročiai ne tik sutaupyti išteklių bei sumažintų sąnaudas, bet ir prisidėtų prie aplinkos išsaugojimo – į aplinką būtų išmesta mažiau šiltnamio dujų, į dirvą bei vandens telkinius išleista mažiau cheminių medžiagų.

4-314-937

**Мария Неделчева (PPE)**, *в писмена форма*. – Гласувах в подкрепа на "Доклада относно веригата за доставка на материали за земеделските стопанства: структура и последици" на José Bové, защото смятам, че той е крачка напред към намаляване на зависимостта на селскостопанските производители от индустрията на материалите на земеделието и към по-справедливото им положение на във веригата на доставка на храни. Земеделските производители са изправени пред една жестока реалност - като започнем от наема на земя, особено в моята страна България, където 90% от животновъдите не притежават земята, която използват, преминаем през високите цени на ресурсите и материалите и стигнем до ниските изкупни цени. За да се справим с тази ситуация, е необходимо да работим в две посоки. Едната е свързана с работата на институциите и органите за защита на конкуренцията.

Трябва да анализираме причините за високите цени на материалите, да избегнем ситуацията на доминиращо положение и нелоялна конкуренция на търговците в агробизнеса. Второ, необходимо е да помогнем на самите земеделци да открият алтернативни начини за компенсиране на високите цени, за ефективно управление на ресурсите и ефективни мерки за спестяване, както и насърчаване на преработването. Като допълнение не трябва да затрудняваме производителите с други изисквания и административни процедури, чието изпълнение да доведе до още по-голямо увеличение на техните разходи.

4-314-968

**Siiri Oviir (ALDE)**, *kirjalikult.* – Andsin oma poolthääle hr Bové raportile, mis käsitles põllumajanduslike sisendite tarneahelat, selle struktuuri ja mõjusid, sest ühtse põllumajandusreformi eel on tarvis tõsiselt järele mõelda, kuidas meil oleks võimalik tõsta põllumeeste konkurentsivõimet ning sissetulekuid. Pean oluliseks rõhutada vajadust põllumeeste suurema koostöö ja organiseerumise järele – seda näiteks ostes ning säilitades kollektiivselt sisendeid, tehes koostööd ressursside paremaks kasutamiseks jne. Teine viis põllumeeste tulude suurendamiseks on keskenduda tootmiskulude vähendamisele – tootmine on üldise energiahinna tõusu saatel muutunud põllumehele kümne aastaga oluliselt kulukamaks. Selleks, et kulude ja tulude vahet mingilgi määral ühtlustada, peavad põllumajandustootjad rakendama tootmisprotsessides üha rohkem energia- ja ressursisäästlikke meetmeid. Sellest tulenevalt on tarvis lisaks andmete kogumisele sisend- ja tootmiskulude kohta anda ka suuniseid Euroopa põllumeestele parimate tootmislahenduste ja -praktikate kohta, nii nagu kõne all olevas raportis on välja toodud.

4-314-984

**Rolandas Paksas (EFD)**, *raštu.* – Balsavau už šią rezoliuciją, kadangi tik bendrų pastangų dėka galime padėti ūkininkams sumažinti sąnaudas, siekiant didinti jų nepriklausomumą ir pajamas. Be to, efektyviai funkcionuoti ūkio gamybos medžiagų tiekimo grandinė prisidės prie veiksmingesnio ir tausesnio gamybos išteklių naudojimo. Atkreiptinas dėmesys į tai, kad dėl išteklių trūkumo, didėjančios maisto paklausos bei ribotų ES ūkininkų galimybių įsigyti pigesnius pašarus pasaulio rinkoje, nuolat didėja su gamybos medžiagų sąnaudomis susiję spaudimas. Dėl to labai svarbu užtikrinti, kad ūkininkams būtų skiriama tinkama parama, kad paderėtų žemės ūkio ir ekologiniai rezultatai, išspręstos naujai atsiradusios klimato, ekologinės ir ekonominės problemos. Manau, kad mokslinių tyrimų bendrojoje programoje daugiau lėšų turi būti skiriama efektyviam žemės ūkio gamybos medžiagų panaudojimo ir valdymo moksliniams tyrimams ir technologinei plėtrai bei agronomijos metodų efektyvumo gerinimui. Taipogi ES lygiu turėtų būti skatinamas glaudesnis viešojo ir privačiojo sektorių bei ūkininkų organizacijų bendradarbiavimas. Siekiant padidinti ūkininkų perkamąją galią, jie turi būti skatinami kolektyviai organizuoti gamybos medžiagų saugojimą ir pirkimą bei jungtis į grupes, kad būtų geriau valdomis ištekliai ir taikomi tausūs ūkininkavimo būdai.

4-314-992

**Paulo Rangel (PPE)**, *por escrito.* – Além das dificuldades de colocação dos produtos no mercado, potenciada pela sua fragilidade negocial perante os distribuidores, os agricultores têm-se deparado com uma sucessiva escalada de preços dos fatores de produção. Enquanto os preços junto do produtor, na última década, aumentaram cerca de 25%, os custos energéticos subiram cerca de 60%, os fertilizantes e corretivos do solo cerca de 100%, as sementes e os alimentos para os animais cerca de 30%, os custos dos edifícios não residenciais cerca de 20% e os produtos fitofarmacêuticos e outros pesticidas 13%. Nota-se,

ainda, o aumento dos custos da maquinaria industrial. Em termos globais, os custos para os agricultores europeus aumentaram, no mesmo período, 40%. Não surpreenderá, por isso, que desde 2009, segundo os dados do Eurostat, o nível dos rendimentos agrícolas tenha caído 11,6% na UE. Os difíceis obstáculos que se colocam aos agricultores só podem ser superadas mediante uma resposta global que ajude a reestruturar a produção agrícola, reduzindo a sua dependência à volatilidade da procura e do mercado dos fatores de produção. Por concordar com esta abordagem, votei favoravelmente o presente relatório, na expectativa de que a próxima PAC possa fornecer uma resposta a estes problemas.

4-315-000

**Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE)**, *in writing*. – In favour. In its resolution of 7 September 2010 on 'Fair revenues for farmers: towards a better functioning food supply chain in Europe', Parliament adopted a number of recommendations to solve problems downstream of farm production in order to improve farmers' incomes. Parliament suggested substantial policy change in EU competition law and made recommendations for measures to be included in the legislative proposals on CAP 2020 reform. The Commission adopted, on 23 November 2010, a follow-up note on this resolution, which announces action in this matter. This new initiative report identifies problems upstream of farm production, focusing on rising costs of purchased farm inputs over the past decade in the fields of energy, machinery, compound feed, fertilisers, pesticides, seeds, and water. It points to the impact on several production sectors, highlights the growing dependence of farmers on an increasingly concentrated input industry, and suggests measures to be taken within the upcoming CAP reform.

4-315-500

**Νικόλαος Σαλαβράκος (EFD)**, *γραπτώς*. – Υπερψήφισα την έκθεση του κυρίου Bove, διότι θεωρώ ότι οι προτάσεις του είναι σημαντικές και θα συνεισφέρουν στη βελτίωση της αγρονομικής και περιβαλλοντικής απόδοσης των αγροτών, η οποία θα οδηγήσει στην αποδοτικότερη χρήση παραγωγικών πόρων. Με τον τρόπο αυτό, οι αγρότες θα απεξαρτητοποιηθούν από τη συγκεντρωτική βιομηχανία των εισροών και θα περιοριστεί το κόστος της παραγωγής, με αποτέλεσμα να αυξηθεί το εισόδημά τους

4-315-750

**Amalia Sartori (PPE)**, *per iscritto*. – La legislazione comunitaria spesso riduce la competitività globale delle imprese europee. Ho votato a favore della relazione sulla filiera di approvvigionamento dei prodotti agricoli, in quanto ritengo sia strettamente necessario intervenire su più livelli della catena di approvvigionamento per capire meglio i meccanismi di cosa e come viene prodotto. Il meccanismo dei prezzi deve garantire una buona ed equa distribuzione di quelli che sono i proventi. E' inoltre fondamentale garantire la trasparenza per i consumatori, in modo che essi compiano scelte pienamente consapevoli. Approvo inoltre le misure previste dalla relazione dell'onorevole Bové per favorire anche gli agricoltori e garantire la *par condicio* nel trattamento di questi ultimi.

4-316-000

**Sergio Paolo Francesco Silvestris (PPE)**, *per iscritto*. – La relazione appena votata riveste una fondamentale importanza, poiché cerca di individuare il modo migliore per garantire che le società della grande distribuzione non abusino della loro posizione dominante e che

il reddito degli agricoltori rispecchi fedelmente i prezzi pagati per il cibo da parte dei consumatori finali.

Attualmente l'agricoltura dell'UE è fortemente dipendente dalle importazioni di fattori di produzione (principalmente combustibili fossili, mangimi animali e ammendanti minerali scarsi come i fosfati) ed è vulnerabile agli aumenti dei prezzi. Questa situazione ha pertanto suscitato gravi preoccupazioni circa la competitività degli agricoltori dell'UE.

Qui vogliamo porre l'accento sul fatto che l'elevata volatilità dei prezzi delle materie prime agricole e dei fattori di produzione hanno accresciuto l'insicurezza degli agricoltori per quanto riguarda il loro reddito e gli investimenti a lungo termine. Gli Stati membri e la Commissione devono allora migliorare la trasparenza dei prezzi dei fattori di produzione agricola ed assicurare il rispetto delle regole della concorrenza. Una maggiore disponibilità di dati sui costi dei fattori di produzione aiuterebbe gli agricoltori.

4-316-500

**Nuno Teixeira (PPE)**, *por escrito*. – Os produtos agrícolas têm vindo a sofrer uma elevada volatilidade no mercado, sobretudo devido ao aumento dos custos de produção que não se refletem num aumento dos rendimentos dos agricultores, colocando assim em causa a sobrevivência de várias empresas e a manutenção dos postos de trabalho. Subscrevo as iniciativas constantes no presente relatório, nomeadamente no que se refere a uma maior transparência dos preços praticados nos fatores de produção, à crescente concorrência em toda a cadeia de comercialização de produtos alimentares, aos novos estímulos aos investimentos na produção de energias renováveis e ao fomento de programas de desenvolvimento rural com uma crescente aposta na *ecologização* da Política Agrícola Comum (PAC). Considero ainda fulcral que seja dada especial atenção às regiões ultraperiféricas, por forma a garantir uma crescente sustentabilidade e competitividade da agricultura das respetivas regiões europeias no quadro da PAC para o período 2014-2020.

4-316-750

**Silvia-Adriana Țicău (S&D)**, *în scris*. – Am votat pentru rezoluția referitoare la lanțul de aprovizionare cu factori de producție agricolă, întrucât nivelul ridicat al volatilității prețurilor produselor agricole de bază și a costurilor de producție agricolă a determinat creșterea nesiguranței veniturilor din sectorul agricol și a investițiilor pe termen lung efectuate de către agricultori. Conform Eurostat, în ultimul deceniu, totalul costurilor de producție ale agricultorilor UE a crescut în medie cu 40 %, în timp ce prețurile la poarta fermei au crescut în medie cu sub 25 %. Solicitam autorităților naționale și europene din domeniul concurenței să abordeze problema abuzurilor de poziție dominantă de către comercianții agroekonomici, întreprinderile de comercializare cu amănuntul a produselor alimentare și întreprinderile de prelucrare și să aplice legislația UE împotriva monopolurilor. Statele Membre trebuie să îmbunătățească sistemele de colectare a produselor agricole. Solicitam Comisiei și statelor membre să analizeze rolul organizațiilor și cooperativelor de producători în organizarea achizițiilor colective de factori de producție agricolă, pentru a consolida poziția de negociere a agricultorilor. Comisia trebuie să informeze agricultorii și consumatorii privind necesitatea unei gestionări mai eficiente a energiei, a apei și a resurselor naturale în întregul lanț alimentar, pentru a se reduce în mod semnificativ risipa de resurse și alimente.

4-316-875

**Marie-Christine Vergiat (GUE/NGL)**, *par écrit*. – Ce rapport résulte d'une initiative du Parlement européen pour essayer de réorienter certaines politiques face aux déséquilibres de la chaîne de distribution des produits agricoles et notamment des matières premières céréalières et combustibles fossiles (dénommés intrants). L'existence d'un rapport de forces largement défavorable entre les distributeurs et agriculteurs n'est plus à démontrer. Il condamne un grand nombre des seconds à la misère en ne leur permettant plus de vivre dignement de leur travail. Ce texte demande donc que l'on rééquilibre la balance et que l'on promeuve une agriculture durable respectueuse de l'environnement grâce à une importation et à une utilisation limitées de ces produits intrants. L'accent est également porté sur la formation des agriculteurs et des agronomes et sur les progrès techniques afin de favoriser la souveraineté alimentaire de l'Union européenne et de mieux prémunir les Européens contre les carences alimentaires. Je ne me fais guère d'illusions sur la prise en compte concrète de ce rapport par les institutions européennes mais je considère qu'il va dans le bon sens : celui de la justice sociale et de la transition écologique.

4-317-000

**Angelika Werthmann (NI)**, *schriftlich*. – Durch die immer größer werdende Differenz zwischen Betriebsmittel- und Produktionskosten einerseits und den Erzeugerpreisen andererseits ist die Wirtschaftlichkeit der europäischen Landwirte gefährdet. Es gilt daher, die Kosten für Landwirte für Energie, Futter, Düngemittel und Saatgut zu senken, die Produktionsressourcen effizient und nachhaltig zu nutzen und die Abhängigkeit der Landwirte von Großkonzernen zu verringern. Ferner benötigen Landwirte Unterstützung dabei, ihre Betriebe ökologischer auszurichten. Investitionen in diesem Bereich rentieren sich auf lange Sicht, da Umweltschäden in der Regel mit hohen Kosten verbunden sind.

4-317-500

**Marina Yannakoudakis (ECR)**, *in writing*. – I support this report because we need to recognise that farmers are facing increased costs. Rising energy prices, as well as the mounting price of feed, mean that farmers are being squeezed at both ends of the supply chain. However we need to ask ourselves, how much of farmers' costs are generated by cumbersome red-tape and regulations from Brussels? To help farmers we need to reduce bureaucracy and make significant reforms to the Common Agricultural Policy. Helping farmers also means there should be no more rewards for failure; the agriculture sector needs to be weaned off subsidies in order to make the European food industry competitive in a global market.

4-318-000

### **Proposta di risoluzione B7-0006/2012**

4-318-500

**Luís Paulo Alves (S&D)**, *por escrito*. – Voto favoravelmente esta proposta de resolução que trata de uma matéria fulcral para os produtores e os consumidores. Como bem indica o título do relatório, persistem injustamente desequilíbrios na cadeia de abastecimento alimentar. Uma parte significativa dos problemas que os agricultores atravessam deriva de comportamentos altamente penalizadores impostos pelos operadores da distribuição moderna. Refiro-me, nomeadamente, a práticas de compra abusivas por parte de grossistas e retalhistas dominantes. Só com vontade política para implementar as soluções já



apresentadas anteriormente pelo Parlamento Europeu é que os agricultores e os consumidores deixarão de ser penalizados, até porque muita da legislação em vigor precisa de ser devidamente aplicada.

4-318-750

**Zigmantas Balčytis (S&D), raštu .** – Balsavau už šią svarbią rezoliuciją. Užimtumas maisto produktų tiekimo grandinėje, žemės ūkyje, žemės ūkio maisto produktų pramonėje ir platinimo sferoje sudaro 7 proc. viso ES užimtumo ir jo vertė yra 1400 mlrd. EUR per metus – šis skaičius didesnis nei bet kurio kito gamybos sektoriaus ES. Pastaruoju metu svyruojant maisto ir pagrindinių prekių kainoms kilo didžiulis susirūpinimas dėl Europos ir pasaulinių maisto tiekimo grandinių veikimo, atsirado daugiau netikrumo dėl ūkininkų pajamų ir ilgalaikių investicijų. Ūkininkų pajamų problema toliau gilėja ir vartotojų už produktus mokama kaina neatsispindi ūkininkams sumokamoje kainoje už jų produkciją, dėl to ūkininkai neturi galimybių investuoti ir diegti naujoves. Tai gali nulemti daugumos ūkininkų sprendimą palikti žemės ūkį, kad dar labiau sulėtintų visos Europos ekonominę atsigavimą. Pritariu rezoliucijos nuostatomis, kad žemės ūkio politika turi suteikti smulkiems ir vidutiniams ūkiams, įskaitant šeimos ūkius, galimybes uždirbti tinkamas pajamas, gaminti pakankamą atitinkamos kokybės maisto kiekį prieinamomis kainomis, kurti darbo vietas, skatinti kaimo plėtrą ir užtikrinti aplinkos apsaugą ir tvarumą. Taip pat, atsižvelgiant į dominuojančią koncentraciją bei piktnaudžiavimą įtaka rinkoje, nacionalinės ir Europos konkurencijos tarnybos turi imtis aktyvių imtis veiksmų prieš dominuojančių didmenininkų ir mažmenininkų piktnaudžiavimą pirkėjo įtaka, dėl kurio ūkininkai sistemingai stumiami į itin nepalankią derybinę padėtį.

4-318-875

**Mara Bizzotto (EFD), per iscritto .** – Dati e ricerche evidenziano da tempo il persistere di ampi squilibri nella catena di distribuzione alimentare. Il Parlamento chiede quindi a Commissione e Consiglio di adoperarsi in questo settore specifico, affinché siano garantiti equi e trasparenti rapporti tra produttori, fornitori e distributori, e sia effettiva l'applicazione, in molti casi evidentemente disattesa o distorta, delle misure normative già in vigore. La Commissione deve inoltre fare il possibile perché sia al più presto trovata una soluzione alla iniqua distribuzione dei profitti lungo tutta la filiera agroalimentare, con una particolare attenzione ai redditi degli produttori agricoli. Questi devono essere messi in condizione, per il bene dei consumatori e il buon funzionamento del settore intero, di ottenere valide contropartite per gli investimenti ingenti operati, e devono poter produrre in quantità e qualità adeguate. Si chiede poi alla Commissione e al Consiglio di adoperarsi per contrastare nel settore alimentare le pratiche sleali e abusive, che sono in larga parte responsabili degli squilibri nella filiera stessa. Per questi motivi, il mio voto alla risoluzione comune è favorevole.

4-318-937

**Vilija Blinkevičiūtė (S&D), raštu .** – Balsavau dėl šios rezoliucijos, kadangi pastaruoju metu, svyruojant maisto ir pagrindinių prekių kainoms, kilo didžiulis susirūpinimas dėl Europos ir pasaulinių maisto tiekimo grandinių veikimo, atsirado daugiau netikrumo dėl ūkininkų pajamų ir ilgalaikių investicijų. Be to, ūkininkų pajamų problema toliau gilėja ir vartotojų už produktus mokama kaina neatsispindi ūkininkams sumokamoje kainoje už jų produkciją, dėl to ūkininkai neturi galimybių investuoti ir diegti naujoves, o tai gali nulemti daugumos ūkininkų sprendimą palikti žemės ūkį. Taigi, disbalanso problema maisto platinimo grandinėje yra svarbi Europos mastu ir jai spręsti reikia rasti konkrečių

Europos lygmens priemonių. Reikia atkreipti dėmesį į tai, kad žemės ūkio politika turi suteikti smulkiems ir vidutiniams ūkiams, įskaitant šeimos ūkius, galimybes uždirbti tinkamas pajamas, gaminti pakankamą atitinkamos kokybės maisto kiekį prienamomis kainomis, kurti darbo vietas, skatinti kaimo plėtrą ir užtikrinti aplinkos apsaugą ir tvarumą. Taigi, Europos Parlamentas ragina nacionalines ir Europos konkurencijos tarnybas bei kitas gamybos ir prekybos veiklą reglamentuojančias institucijas imtis veiksmų prieš dominuojančių didmenininkų ir mažmenininkų piktnaudžiavimą pirkėjo įtaka, dėl kurio ūkininkai sistemingai stumiami į itin nepalankią derybinę padėtį.

4-318-968

**Νικόλαος Χουντής (GUE/NGL)**, *γραφτιώς*. – Ψήφισα θετικά στο συγκεκριμένο ψήφισμα διότι κινείται στην κατεύθυνση της ενίσχυσης των μικρών και μεσαίων αγροτών παρά το γεγονός ότι δεν είναι τόσο ισχυρό όσο το αρχικό ψήφισμα που είχαμε καταθέσει ως ευρωομάδα της Αριστεράς. Το ψήφισμα δεν καταφέρνει να βγει από τη λογική της "αναγκαιότητας ρύθμισης των κανόνων ανταγωνισμού" και δεν περιλαμβάνει τις τροπολογίες που κατέθεσε η Αριστερά σχετικά με τη θέσπιση μέγιστων περιθωρίων εμπορικού κέρδους, ιδίως για τα μεγάλα σουπερμάρκετ, την άμεση λήψη μέτρων προκειμένου να σταματήσουν οι πράξεις ντάμπινγκ μεταξύ κρατών μελών και τη διατήρηση των ποσοστώσεων παραγωγής στους τομείς του γάλακτος και της ζάχαρης. Όμως, είναι θετικό ότι αναγνωρίζει το πρόβλημα της άδικης κατανομής κερδών στην αλυσίδα τροφίμων, ιδίως όσον αφορά τα επαρκή εισοδήματα των αγροτών, και επιμένει στον ορισμό των καταχρηστικών και αθέμιτων πρακτικών των εμπόρων χονδρικής που έχουν δεσπόζουσα θέση, στην εποπτεία τους καθώς και την επιβολή κυρώσεων. Τέλος, επικεντρώνει στους μικρούς και μεσαίους γεωργούς, συμπεριλαμβανομένων των οικογενειακών μονάδων, και την ανάγκη να κερδίζουν ένα αξιοπρεπές εισόδημα, να παράγουν τρόφιμα τα οποία να είναι επαρκή σε ποιότητα και ποσότητα, σε προσιτές τιμές για τους καταναλωτές, να δημιουργούν θέσεις εργασίας, να προωθούν την αγροτική ανάπτυξη και να διασφαλίζουν την προστασία και την αειφορία του περιβάλλοντος.

4-318-984

**Anna Maria Corazza Bildt (PPE)**, *in writing*. – I share the concern that unfair commercial practices and dominant positions need to be dealt with, but I am not in favour of imposing robust legislation. The line adopted last year by Parliament, in its report 'on a more efficient and fairer retail market', in favour of self-regulation is producing initial results. We have gone from denial and confrontation to constructive dialogue. Stakeholders have agreed on principles of good practice in B2B relations and are now negotiating on implementing measures. At the same time, the Commission is working on a retail action plan and on a Communication mapping and assessing existing rules on unfair practices, and has clearly indicated that it will continue to pursue the strategy of consensus. More needs to be done, but it is important to give the ongoing process a chance. Asking for robust legislation at this stage would risk derailing this and undermining the climate of trust. We will continue to put pressure on all the parties concerned and will evaluate the results at the yearly Retail Roundtable, based on facts and data. If self-regulation and the dialogue framed in the High Level Forum for the Supply Chain should prove insufficient, all options – including legislation – remain open.

4-318-992

**Edite Estrela (S&D)**, *por escrito*. – Votei favoravelmente a resolução sobre os desequilíbrios na cadeia de abastecimento alimentar, por defender que a legislação europeia deve ser reforçada e devidamente aplicada de modo a garantir a transparência nos mercados dos

produtos agrícolas, promover a competitividade e evitar a volatilidade dos preços dos alimentos.

4-318-996

**Göran Färm, Anna Hedh, Olle Ludvigsson, Jens Nilsson, Marita Ulvskog och Åsa Westlund (S&D),** *skriftlig*. – Vi socialdemokrater valde att lägga ner våra röster i slutomröstningen. Vi anser inte att en europeisk livsmedelsombudsman bör inrättas och ställer oss tveksamma till det europeiska instrumentet för övervakning av livsmedelspriser.

4-318-998

**Diogo Feio (PPE),** *por escrito*. – São hoje evidentes distorções nos mercados dos alimentos que se refletem negativamente quer nos produtores quer nos consumidores. Os primeiros, em particular, têm visto um aumento crescente dos custos de produção e, simultaneamente, perdem poder negocial junto dos distribuidores. Este desequilíbrio ameaça pôr em causa a viabilidade de muitas explorações agrícolas, o que não pode deixar de preocupar os decisores políticos, em particular os europeus, face à possibilidade de desertificação do interior e de aumento do desemprego em regiões tradicionalmente menos desenvolvidas. Esta pressão sobre os produtores é particularmente relevante nas regiões mais periféricas da União. Desejaria que fosse possível um relacionamento mais equitativo e transparente entre os diversos intervenientes neste mercado, sem que a liberdade fundamental do mesmo seja posto em causa, que acautele as práticas de abuso de posição dominante e que permita uma maior estabilidade aos agricultores e uma concorrência mais sã.

4-318-002

**José Manuel Fernandes (PPE),** *por escrito*. – Votei favoravelmente esta proposta de resolução comum apresentada nos termos do n.º 5 do artigo 115.º do Regimento e que substitui as propostas dos Grupos PPE, ALDE, Verts/ALE, S&D e GUE/NGL, pelos seguintes motivos:

1. Todos reconhecemos a agricultura como um setor estratégico no contexto da economia da União Europeia e que, para responder aos desafios futuros em termos de alimentação, recursos naturais e ambiente, é fundamental uma reforma, mais ou menos profunda da Política Agrícola Comum (PAC).
2. Existem problemas na cadeia alimentar, desde a produção ao consumidor, que urge resolver, nomeadamente as práticas comerciais incorretas que apenas visam retirar rendimentos aos produtores. Saúdo, pois, a informação da Comissão, no âmbito do Ato para o Mercado Único, sobre a aprovação de uma Comunicação em relação a estas práticas comerciais e à publicidade enganosa.
3. Sendo a agricultura a primeira política integrada europeia, é imprescindível que esteja no centro da atenção para a resolução da crise, pois está em causa a alimentação de 500 milhões de europeus. Urge reconhecer o papel do agricultor e libertá-lo do estrangulamento em que se encontra entre os custos dos fatores de produção e a exploração por parte das cadeias de comercialização dos seus produtos.

4-318-999

**João Ferreira (GUE/NGL),** *por escrito*. – Foi uma pena que a maioria deste Parlamento tivesse perdido mais uma oportunidade para abordar seriamente o problema dos rendimentos dos agricultores e dos desequilíbrios crescentes na distribuição do rendimento

ao longo da cadeia de abastecimento alimentar. Fê-lo, rejeitando as propostas do nosso grupo que poderiam, verdadeiramente, acrescentar possibilidades concretas de resolução do problema aos discursos condóidos, que reconhecem o problema, mas que nada fazem para o atacar. Mais do que fóruns e grupos de alto nível para constatar o que há muito sabemos, mais do que a cínica insistência nessa mirífica ideia da *auto-regulação*, eram precisas soluções que constituíssem uma possibilidade de rutura com as políticas agrícolas e comerciais vigentes, geradoras dos desequilíbrios e das injustiças que, mais uma vez, aqui constatamos. Lamentamos que a maioria deste Parlamento, incluindo os deputados portugueses do PSD, CDS e PS, continuem a rejeitar medidas como a manutenção do sistema de quotas de produção, a criação de mecanismos de regulação efetivos na cadeia de abastecimento alimentar, o estabelecimento de tetos máximos para as margens de lucro da negociação, particularmente para os grandes supermercados e as empresas de retalho, tendo por referência o preço pago aos produtores e medidas destinadas a pôr cobro às operações de *dumping* entre Estados-Membros.

4-318-001

**Monika Flašíková Beňová (S&D)**, *písomne* . – Väčšina poľnohospodárov a poľnohospodárskych podnikov čelí v súčasnosti príliš veľkému zvyšovaniu výrobných nákladov, pričom ceny, ktoré za poľnohospodárske výrobky platia kupujúci – a predovšetkým veľké distribučné spoločnosti – na pokrytie týchto dodatočných nákladov poľnohospodárov nepostačujú. Táto skutočnosť ohrozuje prežitie mnohých poľnohospodárskych podnikov, má vážne dôsledky na potravinový dodávateľský reťazec v Európskej únii a prehľbi problém s obchodnými bilanciami. Toto má za následok vzrastajúcu potrebu dovozu a zároveň vedie k závislosti od nestabilných zahraničných trhov. Je dôležité zabezpečiť spravodlivé vzťahy medzi distribútormi a dodávateľmi, súčasne by mala existovať snaha odstrániť nekalé praktiky v rámci potravinového dodávateľského reťazca a predovšetkým sa tiež javí ako vhodné a potrebné sprístupniť spoľahlivé informácie o cenách potravín v celej Únie s cieľom zabezpečiť transparentnosť.

4-318-250

**Sylvie Guillaume (S&D)**, *par écrit* . – De nombreux agriculteurs ont vu leurs coûts de production augmenter de manière excessive, sans que le prix payé par les acheteurs, en particulier la grande distribution, ne permette de compenser ces coûts supplémentaires, ce qui met en péril de nombreuses exploitations et, à plus long terme, toute la production agricole. C'est pourquoi j'ai apporté mon soutien à la résolution commune sur les déséquilibres de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, car il m'apparaît essentiel de garantir des relations loyales et transparentes entre les producteurs, les fournisseurs et les distributeurs de produits alimentaires. Les pratiques abusives des distributeurs, qui placent nos agriculteurs en position d'extrême infériorité, doivent être dénoncées. Par ailleurs, il nous faut améliorer le respect des délais de paiement des producteurs, mieux surveiller, et de façon transparente, l'évolution des prix, et enfin mettre en place un médiateur pour le commerce alimentaire afin de mieux partager les informations entre autorités compétentes dans ce domaine.

4-318-625

**Giovanni La Via (PPE)**, *per iscritto* . – Ho sostenuto la risoluzione sugli squilibri nella catena distributiva dei prodotti agroalimentari perchè ritengo che sia ormai necessario avviare il processo di creazione di una legislazione europea in grado di regolamentare i rapporti all'interno della catena distributiva, evitando condizioni di inferiorità contrattuale

per il mondo agricolo. Oggi, sono numerosi gli agricoltori e le aziende agricole che si trovano ad affrontare aumenti insostenibili dei costi di produzione. Queste spese aggiuntive non vengono, però, compensate dai prezzi pagati agli agricoltori dagli acquirenti di prodotti agricoli, in particolare dalle società della GDO. Il nostro impegno qui in Parlamento europeo è volto a rendere competitiva la nostra agricoltura europea e a tutelare, nel contempo, gli agricoltori che rischiano non solo di perdere potere negoziale nella catena distributiva ma anche di vedere annullati i propri margini di redditività aziendale. Dobbiamo contrastare tali rischi ed esigere una definizione chiara delle pratiche abusive e sleali spesso perpetrate ai danni degli agricoltori e condurre, verso questi ultimi, una campagna informativa in merito alle più comuni pratiche contrattuali e commerciali illegali unitamente agli strumenti a loro disposizione per denunciare gli abusi.

4-319-000

**Kartika Tamara Liotard (GUE/NGL)**, *in writing*. – I voted in favour on Amendment 3, because I do not agree entirely with abolishing the current system of milk quotas. I do believe, however, that we should move to a more flexible system of attribution of milk quotas in the future.

4-319-500

**Petru Constantin Luhan (PPE)**, *în scris*. – Consider ca risipa de alimente a devenit un fenomen răspândit în UE fara a i se acorda insa atenția cuvenită până acum. Situatia actuala este inadmisibila dar fiind ca in fiecare an în supermarketurile, restaurantele și gospodariile din UE sunt irosite până la 50% din alimentele consumabile și sănătoase, în vreme ce 79 de milioane de cetățeni europeni trăiesc sub limita sărăciei, iar 16 milioane își primesc mâncarea de la asociații caritabile. Așteptam pe viitor din partea Comisiei Europene o strategie convingătoare care va obliga statele membre UE să abordeze în mod sistematic această problemă. Pe termen mediu inasa, consider ca anul 2014 trebuie să fie desemnat "Anul european împotriva risipei alimentelor".

4-320-000

**David Martin (S&D)**, *in writing*. – I voted for this resolution which calls on the Commission to propose robust Community legislation – without distorting the proper functioning of the markets – to make fairer the relationships between producers, suppliers and distributors of food products, and to properly implement the rules already in force, not least because the latest agricultural income figures from Eurostat show that, since 2009, there has been a drop of 11.6% in farm income at EU level.

4-320-500

**Mario Mauro (PPE)**, *per iscritto*. – Il problema degli squilibri nella catena di distribuzione alimentare è di portata chiaramente europea e quindi richiede una specifica soluzione a livello europeo alla luce dell'importanza strategica della catena agroalimentare per l'Unione europea. Sono assolutamente a favore pertanto dell'approvazione della risoluzione comune.

4-320-625

**Mairead McGuinness (PPE)**, *in writing*. – A sustainable farm and food sector is vital for EU citizens. For this, all players in the food supply chain must get a fair return and no sector should be allowed to exercise undue power over others. I fully support this resolution

which calls for the guarantee of fair and transparent relationships between producers, suppliers and distributors of food products.

4-320-750

**Alexander Mirsky (S&D)**, *in writing* . – I am confident that that the problem of imbalances in the food distribution chain has a clear European dimension, which demands a specific European solution, given the strategic importance of the agri-food chain to the European Union. It is necessary to propose robust Community legislation without distorting the proper functioning of the markets. The Member States should play an active role in establishing consultation fora, with proper representation of the players along the food chain, so as to promote dialogue and establish guidelines to bring about more balanced relationships. I voted in favour.

4-320-875

**Claudio Morganti (EFD)**, *per iscritto* . – Ho votato a favore di questa risoluzione poiché è evidente come vi siano enormi squilibri da sanare all'interno della catena della distribuzione alimentare. I profitti restano nelle mani di pochi, soprattutto della grande distribuzione, mentre agli agricoltori spesso non viene corrisposto un giusto compenso per il loro lavoro e il loro prodotto. Gli stessi consumatori sono poi le vittime finali, poiché si trovano a dover pagare un prezzo più elevato a causa dell'inefficienza del meccanismo. Apprezzo quindi gli sforzi inseriti a favore di uno sviluppo della filiera corta, grazie alla quale si possono avere benefici immediati sia per gli agricoltori che per i consumatori. Vanno giustamente puniti coloro che abusano delle posizioni dominanti, applicando prezzi tali da distruggere la concorrenza di mercato. Le aziende agricole, soprattutto le più piccole, sono un nostro patrimonio che deve essere difeso e tutelato, soprattutto di fronte al potere oggi nelle mani della grande distribuzione organizzata. Voglio infine aggiungere la mia soddisfazione per il fatto che l'Aula abbia bocciato a larghissima maggioranza un emendamento volto alla reintroduzione di quote per il latte e lo zucchero: questo sistema si è dimostrato fallimentare, e anche l'Europa se ne è accorta, anche se con un colpevole ritardo.

4-320-937

**Radvilė Morkūnaitė-Mikulėnienė (PPE)**, *raštu* . – Maisto produktų tiekimo grandinėje yra kelios silpnosios grandys, kurioms būtina rimtesnė apsauga. Jei vartotojų interesus gauti saugius produktus jau, galima sakyti, apgintas, priėmus įvairius teisės aktus dėl produktų ženklavimo, tai kainos nustatymo aspektai kol kas nėra palankūs nei vartotojui, nei gamintojui. Vienas ES konkurencijos politikos elementų – monopolinę ar dominuojančią padėtį užimančių subjektų reguliavimas, užtikrinant laisvos rinkos veikimą. Antra vertus, toks reguliavimas neturėtų reikšti grįžimo į kainų reguliavimo laikus. Todėl iš principo pritardama rezoliucijai, manau, kad laukia dar ilgas kelias iki teisės akto šioje srityje.

4-321-000

**Rareș-Lucian Niculescu (PPE)**, *în scris* . – Am votat în favoarea punctului 4 din propunerea de rezoluție, în forma în care a fost prezentat, pentru că nu trebuie să respingem legiferarea în domeniul relațiilor dintre producătorii agricoli și mării comercianți. Cea mai bună dovadă privind necesitatea legiferării este chiar eșecul tentativelor derulate până în prezent pentru o autoreglementare în acest domeniu. Producătorii au nevoie de măsuri concrete și eficiente și, nu în ultimul rând, puse în aplicare într-un timp cât mai scurt.

4-321-500

**Franz Obermayr (NI)**, *schriftlich*. – Leider existieren in der Lebensmittelhandelskette nach wie vor erhebliche Ungleichgewichte in Bezug auf die übermäßige Konzentration von Verhandlungsmacht einiger Großkonzerne. Dies schlägt sich wiederum in unfairen Handelspraktiken nieder, wie etwa verspätete Zahlungen, einseitige Vertragsänderungen, unlautere Vertragsbedingungen, Marktzugangsbeschränkungen, intransparente Preisbildungen, Verkaufspreisbindungen, Einkaufverbände und nicht zuletzt in der ungleichen Verteilung der Gewinnmargen in der gesamten Lebensmittelkette nieder. Dringend muss die Durchsetzung der Wettbewerbsregeln in diesem Sektor effizienter gestaltet werden, um Missbrauch von Marktmacht und Kartelle aufzudecken und zu verhindern. Darüber hinaus gilt es die Verhandlungsposition der landwirtschaftlichen Erzeuger und Verarbeitungsbetriebe, insbesondere von Kleinbauern und KMU in der Lebensmittelkette, zu stärken, was das Preisniveau im Rahmen der Wertschöpfungskette betrifft. Denn eine übermäßige Konzentration wirkt sich mittel- und langfristig negativ auf Produktvielfalt, das kulturelle Erbe, kleine Einzelhandelsgeschäfte, Arbeitsplätze und damit Existenzgrundlagen vieler Menschen, aus. Aus diesen Gründen habe ich für den gegenständlichen Entschließungsantrag gestimmt.

4-321-750

**Rolandas Paksas (EFD)**, *raštu*. – Pritariu šiai rezoliucijai, kadangi, kadangi tik bendrų pastangų dėka galima pašalinti disbalansą maisto tiekimo grandinėje. Visų pirma reikia užtikrinti sąžiningus ir skaidrius maisto produktų gamintojų, tiekėjų perdirbėjų ir platintojų santykius ir nustatyti veiksmingą reguliavimo mechanizmą. Labai svarbu, kad ūkininkams būtų mokamos teisingos ir rentabilios kainos už žemės ūkio produkciją taip pat nustatytos didžiausios prekybos pelno maržos dideliems prekybos centrams. Tokiu būdu bus skatinamas teisingas pridėtinės vertės paskirstymas maisto tiekimo grandinėje. Pritariu pasiūlymui, kuriuo Komisija raginama išsaugoti gamybos kvotų sistemą, kuri turi būti pritaikyta prie kiekvienos šalies poreikių.

4-321-875

**Alfredo Pallone (PPE)**, *per iscritto*. – Ho votato a favore della risoluzione sugli squilibri nella filiera alimentare perché ritengo che il Parlamento in quanto rappresentante diretto dei cittadini debba far sentire la propria voce alla Commissione europea perché proponga delle misure adeguate volte a gestire in maniera più efficiente il mercato alimentare e tutta la macchina che gli ruota attorno. Ritengo che il problema sia strettamente europeo; i condizionamenti esterni sono del tutto relativi e le soluzioni per affrontare gli squilibri della catena di distribuzione alimentare sono una buona forma di autoregolamentazione con una normativa sulla concorrenza. Agli Stati membri va dato il ruolo di promuovere lo sviluppo delle migliori pratiche per la collaborazione tra tutte le parti interessate, dagli agricoltori ai rivenditori, passando per l'industria, i fornitori e i rappresentanti dei consumatori.

4-321-968

**Paulo Rangel (PPE)**, *por escrito*. – A cadeia de abastecimento alimentar tem vindo a ser marcada por profundos desequilíbrios entre produtores e distribuidores. Por força do seu ascendente económico, os distribuidores têm imposto em seu benefício, nos contratos celebrados com os agricultores, condições comerciais abusivas (veja-se o ponto 10 da resolução aprovada). Estas práticas põem em causa o normal funcionamento do mercado

concorrencial, na medida em que as trocas, ao invés de se fundarem numa negociação que traga valias para ambas as partes (jogo de soma positiva), permitindo encontrar um preço justo para a transação, passam a desempenhar um papel de puro fortalecimento do contraente mais forte. Impõe-se, por isso, a adoção de medidas que permitam corrigir estas disparidades, como a criação de mecanismos de monitorização de preços nas diversas fases da cadeia de abastecimento, do produtor ao consumidor, a aposta em serviços de informação jurídica aos produtores ou, ainda, a promoção de fóruns oficiais responsáveis por identificar os problemas e encontrar soluções para os desequilíbrios destas relações comerciais. Por ser esta a orientação vertida na presente resolução comum, votei em sentido favorável.

4-322-000

**Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE)**, *in writing*. – In favour. The negotiating position of the Greens was based on the Commission communication of 28 October 2009 entitled 'A better functioning food supply chain in Europe' (COM(2009)0591), since it recognises the existence of major power imbalances among operators, although believing that the measures suggested in that Communication are not sufficient to deal with the problems involved; That is why we (Greens) wanted to call on the Commission and Member States to urgently address the problem of unfair distribution of profits within the food chain, especially with regard to adequate incomes for farmers; recognises that to stimulate sustainable and ethical production systems farmers need to be compensated for their investments and commitments in these areas; emphasises that power struggles must give way to cooperative relationships;

4-322-500

**Νικόλαος Σαλαβράκος (EFD)**, *γραφτώς*. – Ψήφισα θετικά την κοινή πρόταση ψηφίσματος, διότι οι τροποποιήσεις που προτείνονται αποσκοπούν στη βελτίωση της διαπραγματευτικής ισχύος, στη μείωση των εισοδηματικών προβλημάτων που αντιμετωπίζουν οι αγρότες και στην αντιμετώπιση του προβλήματος των ανισορροπιών στην αλυσίδα διανομής τροφίμων. Θεωρώ ότι η εκπλήρωση των στόχων που θέτει το παρόν ψήφισμα του Ευρωπαϊκού Κοινοβουλίου θα συνεισφέρει σημαντικά στην επίλυση του παραπάνω προβλήματος.

4-323-000

**Sergio Paolo Francesco Silvestris (PPE)**, *per iscritto*. – Più volte io e i miei colleghi della commissione agricoltura abbiamo espresso la necessità di diversificare la produzione, di ridurre i costi attraverso un incremento delle dimensioni delle piccole aziende e di investire nella catena di approvvigionamento alimentare tramite delle strategie di commercializzazione.

La catena di approvvigionamento alimentare, l'agricoltura, l'industria agroalimentare e il settore della distribuzione rappresentano oltre il 5% del valore aggiunto europeo e il 7% dei posti di lavoro. Inoltre, l'industria agroalimentare genera 1 400 miliardi di euro l'anno, un importo superiore a quello generato da qualsiasi altro settore.

Nel contesto delle discussioni sulla competitività del settore, qualsiasi disfunzione della catena di approvvigionamento alimentare può avere gravi conseguenze economiche e sociali per gli agricoltori, le cooperative agricole e le zone rurali, ed è proprio quello che sta succedendo. L'evoluzione dei prezzi negli ultimi anni, sia alla produzione che al consumo, ha dimostrato chiaramente lo squilibrio di potere esistente all'interno della catena alimentare.



Ciò minaccia seriamente la sostenibilità del settore, soprattutto per l'agricoltura. Attualmente i consumatori europei spendono il 13% del loro bilancio familiare per l'acquisto di derrate alimentari, rispetto al 30% dei primi anni '80. Mi auguro allora che con la risoluzione votata oggi si riapra di nuovo il problema, ma questa volta per trovare una soluzione efficace.

4-324-000

**Peter Skinner (S&D)**, *in writing*. – I have voted in favour of this resolution as this is no doubt an important issue, deserving of my support. While it is only right and proper that the common agricultural policy and other agricultural issues have been a significant focus of this resolution I also believe that the other end of the food supply chain, namely the consumer, ought to be strongly considered with regard to this issue in the future.

4-324-500

**Nuno Teixeira (PPE)**, *por escrito*. – A Comissão Europeia elaborou o relatório Um melhor funcionamento da cadeia de abastecimento alimentar na Europa, que teve como objetivo identificar os desequilíbrios consideráveis em termos de desigualdade do poder de negociação que se traduzem em práticas comerciais desleais, como é o caso do atraso de pagamentos ou restrições no acesso ao mercado. Voto favoravelmente a presente resolução devido ao facto de concordar que sejam adotadas medidas concretas e transversais a todos os Estados-Membros que se repercutam na elaboração de uma sólida legislação europeia. Além deste facto, é fulcral melhorar a ferramenta europeia de monitorização dos preços, desenvolver uma interface de mais fácil utilização e clarificar a aplicação das regras da concorrência no setor agrícola. Por fim, entendo que deve ser realizada uma intensa campanha de informação, à escala europeia, no intuito de elucidar os agricultores sobre os seus direitos contratuais, atribuindo especial importância aos trabalhadores localizados nas regiões ultraperiféricas.

4-324-750

**Silvia-Adriana Țicău (S&D)**, *în scris*. – Am votat pentru rezoluția referitoare la dezechilibrul din lanțul de aprovizionare cu alimente, intrucat problemele legate de venituri ale agricultorilor europeni sunt tot mai mari, iar prețurile plătite de consumatori pentru produse nu se reflectă în prețurile plătite agricultorilor pentru produsele lor. Aceasta subminează capacitatea agricultorilor de a face investiții și i-ar putea determina să renunțe la activitate. Solicităm Comisiei și statelor membre să se ocupe urgent de problema distribuției inechitabile a profiturilor în lanțul alimentar, în special pentru a asigura venituri adecvate pentru agricultori. Pentru a stimula sistemele de producție durabile, agricultorii trebuie să fie compensați pentru investițiile pe care le fac și pentru angajamentele pe care și le asumă în aceste domenii. Salut propunerile Comisiei privind reforma PAC, menite să consolideze poziția agricultorilor în cadrul lanțului de aprovizionare cu alimente, prin sprijinirea organizațiilor de producători și a organizațiilor intersectoriale și prin promovarea unor lanțuri scurte între producători și consumatori, cum ar fi piețele pentru produsele locale. Consider necesară organizarea unei campanii de informare la nivelul UE pentru informarea agricultorilor privind drepturile lor contractuale, privind cele mai frecvente practici contractuale și comerciale ilegale, nelocale și abuzive, precum și mijloacele de care dispun pentru a semnala abuzurile.

4-324-875

**Marie-Christine Vergiat (GUE/NGL)**, *par écrit*. – Le Parlement européen, dans sa quasi-totalité, s'est accordé sur une résolution dénonçant les déséquilibres de la chaîne d'approvisionnement alimentaire (qui va du producteur agricole jusqu'au consommateur) et faisant des propositions pour y remédier. Le Parlement européen fixe plusieurs objectifs : la promotion d'une production et d'une distribution respectueuse de l'environnement; la transparence quant aux droits de chacun des acteurs, notamment en ce qui concerne les prix d'achat aux différents stades de cette chaîne; la lutte contre les pratiques commerciales abusives et illégales, en particulier de la part des grossistes de l'agroalimentaire face à la multitude des petites et moyennes structures agricoles. Tout comme avec le rapport Bové, il s'agit de défendre le secteur agricole en permettant, d'un côté, aux agriculteurs de produire en respectant l'environnement mais aussi de vivre de cette production, et de l'autre côté, de faciliter l'accès des consommateurs à toutes les informations nécessaires. Je regrette cependant que le Parlement européen ait refusé d'aller plus loin en refusant tous les amendements de la GUE/NGL portant par exemple sur l'interdiction du dumping et de la vente à perte ou sur un plafond du pourcentage des marges bénéficiaires des distributeurs.

4-325-000

**Angelika Werthmann (NI)**, *schriftlich*. – Die von den Endverbrauchern gezahlten Preise entsprechen immer weniger den Preisen, die den Landwirten für die Erzeugung ihrer Produkte gezahlt werden, weswegen Landwirte zunehmend gezwungen werden, ihre Tätigkeit aufzugeben. Das Überleben der europäischen landwirtschaftlichen Betriebe ist jedoch von höchster Wichtigkeit für die europäische Lebensmittelversorgung. Es gilt daher, Maßnahmen zu ergreifen, um eine gerechtere Verteilung der Gewinne in der Lebensmittelversorgungskette zu garantieren. Ich habe daher zugestimmt.

4-326-000

**Relazione: Aldo Patriciello (A7-0431/2011)**

4-326-500

**Sophie Auconie (PPE)**, *par écrit*. – Mes collègues et moi avons voté pour que le programme européen d'observation de la Terre GMES (Global Monitoring for Environment and Security) soit financé sur la base du budget communautaire. Pour le moment, c'est le cas, mais, pour le cadre financier pluriannuel 2014-2020, la Commission européenne propose que la poursuite de ce programme soit financée sur la base d'un accord intergouvernemental, hors budget communautaire. Or, la politique spatiale est un élément clé de la stratégie Europe 2020, et nous estimons que le projet Galileo, le premier système mondial de navigation par satellite conçu à des fins civiles et qui fournira une alternative viable au système américain GPS, ne peut être financé sans le programme GMES. Il faut rappeler que GMES est un outil de pointe en matière d'information environnementale qui permettra notamment de répondre aux défis environnementaux du XXI<sup>ème</sup> siècle et qu'il est capital de poursuivre son financement.

4-326-750

**Elena Băsescu (PPE)**, *în scris*. – Am votat în favoarea acestui raport pentru ca este important ca UE sa dispună de un sistem de navigație propriu. Consider ca este nevoie de dezvoltarea competenței spațiale europene. Europa beneficiază de un patrimoniu bogat în domeniul spațial. Acesta însă trebuie valorificat. Sistemul global de navigație prin satelit

"Galileo" va stimula industriile care au nevoie de servicii sigure si precise de poziționare, precum serviciile de transport, de securitate si medicale. Impactul economic pentru industrie este estimat la aproximativ 90 de miliarde EUR in următorii 20 de ani. Subliniez importanta elaborării unei strategii pentru cercetare si inovare in domeniul politicii spațiale. Totodată, progresul tehnologic ar trebui sa fie asigurat de o finanțare stabila pe termen lung. De aceea, promovarea parteneriatului public-privat, are o importanta semnificativa in domeniu. O industrie spațiala competitiva ar favoriza accesul european la spațiu si la infrastructurile orbitale.

4-326-875

**Mara Bizzotto (EFD)**, *per iscritto* . – La relazione ha il merito di riaffermare l'importanza del settore della politica spaziale nel quadro della strategia europea, sia dal punto di vista dell'innovazione che della produzione di impieghi altamente qualificati. Occorre quindi predisporre una politica spaziale ambiziosa, dalla quale scaturiscano innovazione, ricerca e benessere per i cittadini nella loro vita quotidiana. Il relatore invita pertanto opportunamente la Commissione a dare completamento al quadro legislativo e finanziario in vista della definizione della programmazione finanziaria 2014/2020. Occorre inoltre, come sostiene il relatore, che la Commissione, per conto dell'Unione Europea, cerchi di elaborare una strategia internazionale di cooperazione più ampia possibile, al fine di aumentare e approfondire il dialogo e l'interscambio di conoscenze ed *expertise* non solo con i tradizionali partner come Stati Uniti e Russia, dotati di un loro sistema di misurazione e navigazione satellitare, ma anche con i Paesi emergenti. Il mio voto alla relazione è quindi positivo.

4-326-937

**Vilija Blinkevičiūtė (S&D)**, *raštu* . – Balsavau dėl šio pranešimo, nes juo Europos Parlamentas siekia prisidėti prie Europos Sąjungos kosmoso politikos vystymo, kuri yra viena iš svarbiausių ES pramonės politikos sričių. Europos kosmoso pramonės sukurta konsoliduota apyvarta sudaro 5,4 mlrd. eurų ir joje dirba daugiau nei 31 000 aukštos kvalifikacijos darbuotojų. Manoma, kad šiuo metu 6-7 % BVP Vakarų šalyse (apie 800 mlrd. eurų Europos Sąjungoje) priklauso nuo palydovinės navigacijos, todėl būtina sukurti teisinę ir institucinę aplinką kosmoso politikai toliau sėkmingai vystyti Europos Sąjungoje, ir kosmoso paslaugų rinkos sparčiai auga. Parlamentas savo pranešime siūlo Komisijai patikslinti ir apimti visų kosmoso programų techninių galimybių įvertinimą bei su tuo susijusias sąnaudas ir privalumus. Taip pat būtina sukurti aiškų valdymą kosmoso politikos srityje su veiksmingais priežiūros ir koordinavimo mechanizmais, siekiant suderinti prioritetus ir išteklius, gaunamus iš nacionalinių fondų ir Europos Sąjungos. Savo pranešime Parlamentas taip pat prašo Komisijos tinkamai papildyti GALILEO programos teisinį ir finansinį pagrindą, ypač sudarant 2014–2020 m. daugiametę finansinę perspektyvą.

4-326-968

**Philippe Boulland (PPE)**, *par écrit* . – L'Union européenne est un des leaders mondiaux dans les produits de haute technologie, la recherche et l'aéronautique. Il est donc primordial que le programme GMES, outil d'observation de la terre en vue de lutter contre le changement climatique et la dégradation de l'environnement, soit inclus dans le cadre financier pluriannuel 2014-2020, et que Galiléo puisse bénéficier d'un financement à long terme. Le Parlement européen ne compte pas laisser la Commission européenne désengager financièrement l'UE alors même que le programme GMES est essentiel pour les citoyens européens, car il permettra d'anticiper davantage les tempêtes, inondations, et pollutions

terrestres, et de porter rapidement secours aux populations touchées par une catastrophe naturelle. La Commission européenne doit respecter les engagements qu'elle a pris en faveur de la recherche et de l'innovation dans le cadre de la Stratégie UE 2020 pour que l'Union européenne puisse rester compétitive.

4-326-984

**Antonio Cancian (PPE)**, *per iscritto*. – Ho votato a favore della relazione del collega Patriciello, in quanto ritengo che il lavoro compiuto nella commissione ITRE abbia permesso l'adozione in plenaria di un documento che ha raggiunto obiettivi importanti per la continuazione dell'ambizioso progetto spaziale europeo. Allo stesso tempo però, mi rammarico dell'esclusione di GMES dal quadro finanziario pluriennale 2014-2020, una mancanza che rischia di vanificare gli sforzi fatti fino ad ora, lasciando in mano soltanto agli Stati un'iniziativa alla quale, in questo periodo di crisi economica, potrebbe non essere riconosciuta l'importanza che merita. Ritengo infatti fondamentale il ruolo dell'Unione per il consolidamento di un programma spaziale che permetta all'Europa di rimanere leader mondiale nel settore e che permetta un rilancio dell'industria, dell'occupazione e della ricerca scientifica nella tecnologia spaziale e nelle sue dirette applicazioni. A questo proposito, condivido e promuovo l'idea dei Project Bond, quali strumento finanziario co-partecipato in cui pubblico e privato investono nel futuro grazie ad una progettualità articolata e concordata.

4-326-992

**Maria Da Graça Carvalho (PPE)**, *por escrito*. – Congratulo-me que o Parlamento Europeu apoie, sem qualquer reserva, o GNSS europeu, executado através dos programas Galileo e EGNOS, procurando melhorar a vida quotidiana dos cidadãos europeus, assegurar a autonomia e independência da Europa e conquistar uma parte importante do mercado mundial da alta tecnologia associada à navegação por satélite. É fundamental, no meu entender, que a Comissão desenvolva uma política espacial adaptada especificamente aos diversos âmbitos do setor, salientando, neste contexto, que a política deverá ser coordenada não apenas com a ESA e os Estados-Membros, como também com o Parlamento Europeu.

É fundamental, em minha opinião, a importância de uma estratégia para investigar e inovar no domínio da política espacial que assegure o progresso tecnológico, o desenvolvimento industrial e a competitividade da União Europeia e crie postos de trabalho no território da UE.

4-327-000

**Carlos Coelho (PPE)**, *por escrito*. – A política espacial é um dos elementos-chave da estratégia Europa 2020, contribuindo para os objetivos de um crescimento inteligente, duradouro e inclusivo, criando empregos altamente qualificados (empregando atualmente mais de 31 000 pessoas), estimulando a inovação e melhorando o bem-estar e a segurança dos cidadãos (através do reforço da segurança dos transportes, da proteção civil, do desenvolvimento de serviços sociais para os idosos e deficientes, etc.). O espaço reveste-se de uma importância estratégica para a Europa, sendo importante assegurar a existência de uma abordagem europeia coerente nesta área, que contribua para uma indústria espacial europeia sólida, competitiva e independente, pelo que as presentes propostas constituem um passo nesse sentido. É importante assegurar a existência de uma governação apropriada e clara em termos de política espacial e dos respetivos programas, com mecanismos de supervisão e coordenação eficazes que permitam conciliar as prioridades e garantir a melhor

gestão dos recursos provenientes da UE e nacionais. Apoio o desenvolvimento de uma política espacial eficaz que possa dar resposta aos grandes desafios globais e que não poderá deixar de passar pela concretização dos Programas Galileo, EGNOS e GMES, suscitando enormes benefícios ao nível social, ambiental, económico e estratégico. Pelo que é necessário e urgente que se completem os respetivos quadros legislativo e financeiro de forma apropriada.

4-327-500

**Rachida Dati (PPE)**, *par écrit*. – J'ai voté en faveur de ce rapport, parce qu'il rappelle la nécessité de l'émergence d'une politique spatiale globale de l'UE cohérente et claire, placée au service des citoyens. Il vise à assurer le développement du secteur spatial comme tremplin pour le développement des sciences, des techniques et de la compétitivité européenne. Ce rapport souligne l'importance des projets phares que sont Galileo et GMES, et rappelle en particulier la nécessité d'inclure le financement de GMES dans le cadre financier pluriannuel 2014-2020. Il rappelle l'importance stratégique du secteur spatial pour la sécurité et la défense, comme gage de l'indépendance de l'Union. Il œuvre pour assurer que le secteur spatial aura des retombées sur l'économie réelle pour les citoyens, les industries et les services, et pour la place de l'UE dans le monde.

4-328-000

**Christine De Veyrac (PPE)**, *par écrit*. – J'ai voté en faveur de ce texte afin de maintenir une politique spatiale européenne ambitieuse. Il permettra à l'Union européenne de réaffirmer son soutien aux projets phares de notre politique industrielle (Galileo, GMES), dont le financement pérenne est remis en question par la Commission européenne. Un désengagement de l'Union sur ces programmes menacerait directement les intérêts de notre région et l'avenir de l'industrie spatiale toulousaine.

4-328-500

**Anne Delvaux (PPE)**, *par écrit*. – Les activités et applications spatiales (au rang desquelles figurent les projets phares Galileo et GMES) sont essentielles à la croissance et au développement de notre société. La communication de la Commission européenne rend compte du rôle primordial de l'espace, et marque une première étape sur la voie d'une politique spatiale intégrée, laquelle sera fondée sur la nouvelle base juridique fournie par le traité de Lisbonne. Le rapport voté ce jour soutient la position de la Commission, qui entend renforcer les infrastructures spatiales européennes et préconise une recherche accrue dans le secteur spatial. L'Europe joue d'ores et déjà un rôle moteur dans le secteur stratégique des technologies de communication par satellite. Toutefois, afin de maintenir cette avance et de l'étendre à d'autres sous-secteurs liés à l'espace, il conviendra d'intensifier, scrupuleusement, la politique industrielle et de recherche.

4-328-750

**Edite Estrela (S&D)**, *por escrito*. – Votei favoravelmente este relatório por defender uma política espacial europeia que contribua para melhorar a vida quotidiana dos cidadãos europeus, promova o crescimento económico e fomenta o potencial de inovação. As *soluções espaciais* são fundamentais para enfrentar os importantes desafios com que se defrontam as sociedades atuais, como por exemplo, as catástrofes naturais, as alterações climáticas ou a gestão do meio ambiente.

4-328-875

**Diogo Feio (PPE)**, *por escrito*. – É importante que a União tenha uma estratégia espacial definida, com prioridades concretas e que seja exequível. Há dois projetos emblemáticos em causa que estão neste momento a correr. Por um lado, o programa Galileo, projeto europeu de um sistema mundial de navegação por satélite, e por outro o desenvolvimento do programa GMES, que fornecerá dados de observação da Terra para monitorizar as alterações climáticas e a segurança mundial através dos satélites Sentinel. Ambos têm objetivos valiosos e trazem ganhos importantes para a segurança, o acompanhamento das alterações climáticas e a própria economia europeia, fazendo, por isso, parte de um desafio estratégico da União Europeia.

4-328-937

**José Manuel Fernandes (PPE)**, *por escrito*. – A exploração espacial sempre estimulou a imaginação dos europeus e o projeto Galileo simboliza a capacidade europeia neste domínio perante o gigante americano. O presente relatório debruça-se sobre a estratégia espacial da União Europeia ao serviço do cidadão numa altura de crise em que os recursos financeiros não abundam. Todavia, é fundamental que a UE continue a desenvolver o seu programa espacial de modo a não pôr em causa os progressos científicos e tecnológicos, nomeadamente projetos emblemáticos como o Galileo e o GMES. O relator, sabendo que a política espacial é um elemento-chave da Estratégia Europa 2020 e que a indústria espacial europeia emprega mais de 31.000 pessoas altamente qualificadas (com um volume de negócios superior a 5,4 mil milhões de euros), insta a Comissão a desenvolver uma estratégia internacional de colaboração com os Estados-Membros, reforçando o diálogo com os parceiros estratégicos (Estados Unidos da América e Rússia) e envolvendo as potências emergentes como a China, a Índia, a República da Coreia, o Brasil, entre outras. Consciente de que uma melhor capacidade espacial europeia pode contribuir não só para impulsionar a economia da UE, mas também para melhorar a vida dos cidadãos europeus, votei favoravelmente este relatório.

4-329-000

**João Ferreira (GUE/NGL)**, *por escrito*. – A investigação espacial é sem dúvida uma área na qual pode e deve ser aprofundada a cooperação entre Estados-Membros, assim como com outros países da Europa e não só. Essa investigação deve visar a exploração do potencial do espaço para fins exclusivamente pacíficos, aprofundando o conhecimento e, por essa via, procurando novas possibilidades para a resolução de problemas e necessidades atuais das sociedades humanas. O relatório defende uma estratégia espacial europeia assente num conjunto de programas existentes e em desenvolvimento, como o GALILEO, EGNOS, SESAR e GMES. São programas relativamente aos quais temos conhecidas reservas, que se prendem com a sua possível utilização para fins militares. Tal é o caso do GMES, que visa a *monitorização global do ambiente e segurança*, cujo âmbito inclui a observação da Terra e *extração de dados precisos e úteis* no desenvolvimento de operações de cariz militar, mesmo que dissimuladas de ações de *vigilância de fronteiras*, *apoio à ação externa da União*, assim como a prevenção de riscos, gestão de emergências e *vigilância costeira*. Trata-se de um tipo de utilização – a militar – que nos suscita sérias inquietações. A Comissão, tal como este relatório, não apenas não a exclui, como lhe abre a porta.

4-329-500

**Carlo Fidanza (PPE)**, *per iscritto*. – Le nuove tecnologie e lo sviluppo nello spazio rappresentano il futuro e una scommessa su cui puntare, per non rimanere esclusi da un settore redditizio e con forte valenza politica internazionale. Per questo ho deciso di votare a favore della strategia spaziale europea, comprendente i progetti Galileo e GMES. Il programma Galileo prevede un sistema di navigazione via satellite concepito per scopi civili, per la logistica e la sicurezza stradale nei trasporti: azioni fondamentali per garantire all'Unione indipendenza in un settore importante sul profilo strategico. Il programma GMES svolge un ruolo fondamentale nell'osservazione della terra, a sostegno dell'economia verde e degli investimenti a lungo termine per tecnologie ed infrastrutture. Rappresenta inoltre un caposaldo per la sicurezza ambientale il monitoraggio climatico, per la gestione delle emergenze, prevenzione delle catastrofi e numerosi altri aspetti. E' importante garantire un finanziamento continuo e a lungo termine per questi progetti. Gli investimenti e i progetti nel settore spaziale hanno una forte ricaduta su molti aspetti: la difesa e la sicurezza, la cooperazione internazionale, la ricerca e lo sviluppo, l'economia. L'industria spaziale europea genera un volume d'affari consolidato di 5,4 miliardi di euro: con investimenti maggiori svincolati da Stati extraeuropei, si potrebbero raggiungere benefici ancora maggiori.

4-329-750

**Monika Flašíková Beňová (S&D)**, *písomne*. – Činnosti a aplikácie v oblasti kozmického priestoru majú rozhodujúci význam pre rast a rozvoj našej spoločnosti. Často majú priamy vplyv na každodenný život občanov. V tejto súvislosti predstavuje politika v oblasti kozmického priestoru nástroj pre vnútorné a vonkajšie politiky Únie. Kozmický priestor predstavuje priestor na získavanie znalostí, nových výrobkov a na vytváranie nových foriem priemyselnej spolupráce. Je preto hnacou silou inovácie, prispieva ku konkurencieschopnosti, k rastu a tvorbe pracovných miest. Tento sektor priamo prispieva k plneniu cieľov stratégie Európa 2020 na zabezpečenie inteligentného, udržateľného a inkluzívneho rastu. Politika v oblasti kozmického priestoru tak predstavuje neoddeliteľnú súčasť hlavnej iniciatívy v oblasti priemyselnej politiky.

Európsky parlament sa vždy zasadzoval za ambicióznou európsku politiku v oblasti kozmického priestoru, pričom si vytyčuje predovšetkým ciele ako podpora technologického a vedeckého pokroku, inovácia a konkurencieschopnosť či snaha o to, aby európski občania mohli využívať výhody kozmických aplikácií, a aby tak Európa získala väčšiu váhu na medzinárodnej scéne v oblasti kozmického priestoru.

4-329-875

**Elisabetta Gardini (PPE)**, *per iscritto*. – Con l'approvazione di questa relazione abbiamo compiuto un importante passo avanti verso la definizione di una futura strategia spaziale europea. Una politica comune dello spazio può contribuire significativamente al rilancio della competitività dell'economia europea, promuovendo il progresso scientifico e tecnologico e stimolando l'innovazione, secondo quanto auspicato dalla Strategia Europa 2020. L'importanza economica dell'industria spaziale europea emerge da pochi dati: 31.000 dipendenti altamente qualificati, 5,4 miliardi di euro di volume di affari annuo, 800 miliardi di Euro del PIL europeo provenienti dalla radionavigazione via satellite. Oltre ad essere un motore di sviluppo industriale, la politica spaziale ha un ruolo cruciale nella tutela dell'ambiente, nella lotta ai cambiamenti climatici e nel garantire sicurezza ai cittadini europei. E' per questo che i principali programmi di cui si avvale, GMES e Galileo,

dovrebbero ricevere l'adeguato sostegno finanziario da parte dell'UE. Più volte è stato ribadito che il GMES è anche un programma chiave per le operazioni di gestione delle crisi, per la protezione civile e l'assistenza umanitaria. Spero quindi che si giunga al più presto alla definizione di una nuova strategia in grado di liberare il potenziale di sviluppo economico e di ricerca del settore spaziale e dei suoi programmi di osservazione terrestre.

4-329-937

**Jim Higgins (PPE)**, *in writing* . – I voted in favour, in order to boost international cooperation, advance the Galileo project, and increase investment in research and development.

4-329-968

**Brice Hortefeux (PPE)**, *par écrit* . – S'intéresser à l'espace, développer une politique spatiale ambitieuse et globale, c'est se donner des perspectives d'avenir, c'est contribuer à la croissance de nos économies sur le long terme. En effet, tous les efforts consentis en matière de recherche et d'innovation, tous les efforts de bonne gouvernance sont des investissements certes importants mais réfléchis. Les citoyens ne sont pas toujours bien conscients de l'impact des politiques spatiales sur leur quotidien. Pourtant, tous ces investissements poursuivent des objectifs bien précis: il s'agit par exemple de disposer de moyens permettant d'anticiper les catastrophes naturelles (tempêtes, inondations...) et par ce biais, de lutter plus efficacement contre les conséquences du changement climatique. Il s'agit aussi d'améliorer la sécurité de nos territoires en renforçant la surveillance des frontières grâce au programme d'observation satellitaire (GMES). La politique spatiale doit être une priorité européenne. Mais c'est aussi en dialoguant avec nos partenaires (les Etats-Unis, le Japon, la Russie) et en développant une coopération basée sur la réciprocité que nous, Européens, cueillerons les fruits d'un tel investissement.

4-329-984

**Cătălin Sorin Ivan (S&D)**, *în scris* . – Uniunea Europeană trebuie să aibă un rol important în elaborarea unei politici a spațiului în scopul promovării progresului științific și tehnic. Susțin raportul domnului Patriciello, deoarece subliniază tocmai acest aspect. Totodată, un cadru legislativ, administrativ și financiar este fundamental pentru investițiile industriei în cercetare și inovare. De asemenea, consideră că UE trebuie să investească pentru a asigura garantarea accesului european la spațiu și la infrastructurile orbitale. Raportul mai susține că deși strategia înaintată de Comisie identifică domeniile prioritare de acțiune, acestea rămân neclare. Este necesar să fie mai explicite și să prezinte o evaluare a opțiunilor, a costurilor, beneficiilor și a riscurilor

4-329-992

**Philippe Juvin (PPE)**, *par écrit* . – Il s'agit d'un bon rapport qui préconise une politique spatiale globale de l'Union européenne. Soulignant la nécessité de renforcer l'infrastructure spatiale européenne, il insiste aussi sur la nécessité de soutenir la recherche et de maintenir un accès indépendant à l'espace. J'ai soutenu ce rapport.

4-329-996

**Agnès Le Brun (PPE)**, *par écrit* . – J'ai voté en faveur de ce rapport d'initiative qui souligne combien les activités et applications spatiales sont essentielles à la croissance et au développement économique de l'Union européenne. La politique menée par la Commission



européenne en faveur d'un renforcement des infrastructures spatiales et d'un accroissement des efforts au soutien de la recherche recueille toute mon adhésion. Cependant, il paraît essentiel d'intégrer dans la stratégie spatiale européenne le projet de GPS européen Galileo et le programme de surveillance de la Terre GMES. En ce sens, la Commission européenne doit participer à leur financement.

4-330-000

**David Martin (S&D)**, *in writing*. – I voted for this Report but with some reservations. Whilst the Commission strategy identifies priority areas of action, they remain in part somewhat vague. They should be made clearer and an assessment of all the technical options and related costs and benefits should be given. Clear governance also needs to be established in relation to space policy, with effective supervisory and coordination mechanisms, in order to harmonise priorities and resources derived from national funding and from the European Union, the ESA and the EDA.

4-331-000

**Clemente Mastella (PPE)**, *per iscritto*. – La politica spaziale è un elemento chiave della strategia Europa 2020, nonché parte integrante dell'iniziativa sulla politica industriale.

Essa sostiene gli obiettivi di un'economia intelligente, sostenibile e inclusiva capace di creare impieghi altamente qualificati, di offrire sbocchi commerciali, di stimolare l'innovazione e migliorare il benessere e la sicurezza dei cittadini.

Le proposte presentate dalla Commissione costituiscono un primo passo verso una strategia spaziale globale dell'Unione europea. Occorre tuttavia stabilire, in collaborazione con l'industria, un approccio europeo coerente e predisporre, a medio e lungo termine, meccanismi finanziari e legislativi intesi a stimolare l'industria europea e a permettere la continuità necessaria per sostenere progetti ambiziosi e competitivi in un contesto internazionale.

Riteniamo che le azioni prioritarie siano ancora troppo vaghe. Esse dovrebbero essere precisate e comprendere una valutazione di tutte le opzioni tecniche e dei costi e dei vantaggi ad esse correlati.

È altresì necessario predisporre una *governance* chiara concernente la politica spaziale, corredata di efficaci meccanismi di vigilanza e di coordinamento per l'armonizzazione delle priorità e delle risorse provenienti dai fondi nazionali e dell'Unione europea, dall'Agenzia spaziale europea (ESA) e dall'Agenzia europea per la difesa (AED).

4-332-000

**Barbara Matera (PPE)**, *per iscritto*. – Ho espresso il mio voto favorevole poiché rafforzare la politica spaziale europea, elemento chiave della strategia Europa 2020, significa da un lato promuovere il progresso tecnico e scientifico e dall'altro stimolare l'innovazione migliorando il benessere e la sicurezza dei cittadini.

Condivido quindi l'inserimento dei progetti Galileo e GMES quali prioritari nell'ambito di una strategia spaziale europea. In questo momento l'UE dipende dal sistema di posizionamento globale (GPS) americano. Al fine di ridurre tale dipendenza è indiscusso che Galileo offrirà vantaggi evidenti rispetto al GPS americano non solo in termini di maggiore esattezza, ma che di garanzia del servizio e autonomia strategica dell'Unione europea.

Inoltre non è secondaria l'importanza che Galileo può avere ai fini del miglioramento della competitività e della qualità di numerosi servizi in Europa.

4-332-500

**Véronique Mathieu (PPE)**, *par écrit* . – La politique spatiale est un élément clé de la stratégie Europe 2020 de croissance et de compétitivité pour l'Europe. L'industrie aérospatiale repose sur une économie intelligente et réactive, génératrice d'emplois hautement qualifiés. Elle permet de positionner l'Europe dans le monde comme un continent à la pointe des technologies, leader innovant et indépendant. Mais la politique spatiale est également liée au bien-être et à la sécurité des citoyens. En ce sens, une véritable politique européenne réfléchie en la matière est nécessaire. Galileo est une réussite européenne que nous devons continuer de développer et d'utiliser pleinement. Il s'agit également d'identifier les potentiels, risques et coûts des différentes options techniques. Soutenir une politique spatiale ambitieuse est un choix stratégique clé. Il nous faut continuer dans cette voie.

4-333-000

**Iosif Matula (PPE)**, *în scris* . – Sectorul spațial ocupă un rol vital pentru creșterea competitivității și inovării la nivelul Uniunii. Infrastructura spațială reprezintă un cadru esențial ce servește intereselor economice, sociale și strategice ale cetățenilor UE.

Demararea cu succes a proiectului Galileo îmi confirmă faptul că UE are nevoie de o politică spațială independentă și integrată în obiectivele diferitelor sectoare de dezvoltare. Consider că succesul acestei politici constă în conectarea infrastructurii spațiale cu furnizorii de servicii prin satelit.

Din păcate întreprinderi europene care pun în aplicare sistemele de comunicare prin satelit își restrâng activitatea în Europa și reduc personalul angajat orientându-și producția pe alte continente. Programul SARTRE finanțat de Comisie, ce urmărește implementarea tehnologiilor ce permit transportul vehiculelor în coloane ghidate prin satelit aduce o valoare adăugată considerabilă cercetării și inovării în UE. Instituțiile și întreprinderile angajate în proiect beneficiază de avantajele infrastructurii spațiale europene contribuind la creșterea siguranței și confortului în trafic cu un impact redus asupra mediului.

România a aderat la agenția spațială europeană (ESA), urmând să fie partener instituțional într-o misiune spațială științifică - Euclid. De asemenea, România se află la prima sa experiență spațială - lansarea satelitului Goliat. Sistemele spațiale ESA permit dezvoltarea aplicațiilor spațiale pentru agricultură, mediu, transporturi, măsurarea dezastrelor și telemedicină.

4-333-500

**Alexander Mirsky (S&D)**, *in writing* . – Whilst the Commission strategy identifies priority areas of action, they remain in part somewhat vague. They should be made clearer and an assessment of all the technical options and related costs and benefits should be provided. Clear governance also needs to be established in relation to space policy in order to harmonise priorities and resources derived from national funding and from the European Union, the European Space Agency and the European Defence Agency, and to make these priorities and resources available to all EU Member States. I voted in favour.

4-334-000

**Andreas Mölzer (NI)**, *schriftlich*. – Die Wettbewerbsfähigkeit der EU auf dem Sektor der Globalen Satellitennavigation soll unbedingt sichergestellt werden. Bis dato ist der Anteil der europäischen Industrie am weltweiten Markt gering. Dessen Grundlage bieten momentan vor allem einfache Positions- und Zeitsignale sowie Dienste im Bereich der Telekommunikation, auf die immerhin 75 % Marktanteil fallen. 20 % entfallen auf intelligente Straßenverkehrssysteme und 5 % auf andere Anwendungsgebiete Die Umsetzung des Galileo-Projekts dient zusätzlich der Schaffung hochwertiger Arbeitsplätze und sorgt für die Unabhängigkeit von US-amerikanischen oder chinesischen Systemen. Ich habe mich meiner Stimme enthalten, da ich der Ansicht bin, dass in den Zeiten der zu befürchtenden wirtschaftlichen Stagnation das angedachte Budget von 7 Milliarden EUR und, wie im Bericht erwähnt, ziemlich sicher darüber hinausgehend zu hoch ist.

4-334-500

**Katarína Neveďalová (S&D)**, *písomne*. – Ako politička venujúca sa vzdelávaniu považujem výskum a vývoj za nesmierne dôležitý, práve ten vedie k inováciám. Asi všetci vieme, že Európska únia má v tejto oblasti značné rezervy. Nová stratégia pre vesmír je výbornou príležitosťou, ako by bolo možné dobehnúť náskok konkurencie. Naozaj vítam návrh Komisie COM(2011)0152, ktorý reprezentuje prvý krok v rámci komplexnej vesmírnej stratégie pre EÚ. Za problematické však považujem nie príliš jasné stanovenie priorít. Je preto potrebné, aby boli jasne stanovené všetky detaily v oblasti technických možností a hlavne v oblasti financovania. Jasne by mali byť stanovené aj dozorné a koordinačné mechanizmy, aby mohlo dôjsť k harmonizácii zdrojov, ktoré majú pochádzať z členských štátov, EÚ a jej agentúr ESA a EDA.

4-334-750

**Rolandas Paksas (EFD)**, *raštu*. – Pritariu šiai rezoliucijai dėl piliečiams naudingos Europos Sąjungos kosmoso strategijos sukūrimo, kuri prisidėtų prie ES skaitmeninės darbotvarkės tikslų sukūrimo. Pažymėtina, kosmosas yra a augimo ir inovacijų šaltinis, padedantis didinti gerovę ir atveriantis galimybes patenkinti ES poreikius socialinėje ir ekonomikos bei saugumo srityse. Atsižvelgiant į tai, kosmoso politika turi būti reali politika, dėl to turi būti didinamas informuotumas apie kosmoso svarbą. Be to, Europa turi išsaugoti galimybę nepriklausomai naudotis kosmosu. Manau, kad reikia stiprinti paramą Europos kosminei infrastruktūrai ir moksliniams tyrimams. Taipogi labai svarbu užtikrinti, kad Europos kosmoso programoje pagrindinis dėmesys būtų skiriamas toms sritims, kurios teikia didžiausią pridėtinę vertę visai Europai.

4-334-875

**Alfredo Pallone (PPE)**, *per iscritto*. – Ho votato a favore della relazione del collega Patriciello sulla strategia spaziale dell'Unione europea perché si prefigge degli obiettivi nobili che faranno realmente gli interessi dei cittadini. Oltre a consentire risposte più adeguate in materia di sicurezza e difesa la politica spaziale europea, essa promuoverà il progresso scientifico e tecnologico, favorirà l'innovazione e renderà il sistema industriale più competitivo; per non parlare del progetto Galileo sui programmi di radionavigazione satellitare. In futuro si spera di conferire all'Europa un importante ruolo sulla scena spaziale internazionale garantendo ai cittadini i massimi benefici dai progetti e dagli investimenti in materia di ricerca spaziale.

4-334-937

**Maria do Céu Patrão Neves (PPE)**, *por escrito*. – Votei favoravelmente o presente relatório sobre uma Estratégia Espacial da União Europeia ao serviço do cidadão. O Tratado de Lisboa, através do seu artigo 189.º, conferiu à União Europeia um mandato explícito para elaborar uma política de exploração e utilização do espaço a fim de favorecer o progresso científico e técnico, a competitividade industrial e a execução das suas políticas. Com o presente relatório de iniciativa, o Parlamento Europeu dá o seu contributo e uma das razões pelo para o fazer é o facto de a indústria espacial europeia gerar um volume de negócios consolidado de 5,4 mil milhões de euros e empregar mais de 31.000 pessoas altamente qualificadas.

4-335-000

**Fiorello Provera (EFD)**, *per iscritto*. – Condivido e sostengo con forza le conclusioni dell'on. Aldo Patriciello sulla strategia spaziale europea, sia nei motivi di apprezzamento che nelle ragioni di perplessità.

Non c'è dubbio che la politica spaziale sia una grande opportunità per l'Europa. Lo è perché stimola l'innovazione tecnologica; lo è perché contribuisce a rendere i cittadini europei più sicuri, lo è perché crea sinergie in un settore strategico dell'organizzazione civile e militare, e lo è, infine, perché genera posti di lavoro per manodopera altamente qualificata.

Giusto, quindi, che il progetto abbia un ruolo chiave nella strategia "Europa 2020". Fatta questa premessa, non ci si può nascondere che sotto il profilo della *governance* la Commissione avrebbe potuto e dovuto tracciare un piano più ambizioso. La mancata inclusione nel quadro finanziario pluriennale 2014-2020 rischia di compromettere gli investimenti fatti finora. Gli accenni alla collaborazione con Stati Uniti, Russia e potenze emergenti sono troppo deboli per inquadrare la politica spaziale nel contesto internazionale.

4-335-500

**Paulo Rangel (PPE)**, *por escrito*. – No âmbito da política de exploração e utilização do espaço (art. 189.º do Tratado de Lisboa), a União Europeia tem em mãos dois projetos centrais: Galileo e GMES. No contexto do primeiro projeto, de navegação por satélite, a partir de 2014 já será fornecido um serviço aberto inicial, um serviço público regulamentado inicial e um serviço de busca e salvamento inicial. No contexto do GMES, visa-se reunir dados de observação da Terra para monitorizar as alterações climáticas e a segurança mundial. Este mercado é, hoje, altamente dinâmico: aos sistemas mundiais de navegação já existentes (GPS e GLONASS, além do GALILEO), juntar-se-á, em breve, um sistema chinês. Por outro lado, a Índia e o Japão estão a desenvolver sistemas regionais. Por outro lado, a economia está cada vez mais dependente destes serviços. Impõe-se, por isso, a adoção de uma estratégia global que permita, por um lado, garantir que o sistema de navegação europeu será competitivo no plano global e, por outro, que estará, sobretudo, ao serviço dos cidadãos.

4-336-000

**Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE)**, *in writing*. – Abstention. The Greens abstained in the final vote because of the rejection of two key amendments, as well as the Greens' amendment on the detailed costs and specifications that need to be provided by the Commission before Parliament should commit to continue to fund Galileo. The decision

not to vote against was taken because the Greens co-signed and supported most of the 22 Compromise Amendments, which included nearly all of the text proposed by the Greens.

4-336-500

**Licia Ronzulli (PPE)**, *per iscritto*. – Ritengo fondate le preoccupazioni di molti miei colleghi per quanto riguarda il futuro del programma di osservazione della Terra GMES e del sistema di navigazione satellitare Galileo, che rischiano di non poter ottenere i finanziamenti necessari al loro funzionamento. In particolar modo Galileo, il primo satellite di navigazione al mondo disegnato per uso civile, è l'unico sistema che potrebbe permettere all'UE di rimanere indipendente dal GPS americano, e per questo motivo è necessario garantire fondi sufficienti per coprire il suo sviluppo sul lungo termine.

4-336-750

**Amalia Sartori (PPE)**, *per iscritto*. – Tramite il trattato di Lisbona l'Unione Europea ha acquisito un ruolo sostanziale nell'elaborazione di una politica per l'esplorazione e l'utilizzo dello spazio, al fine di promuovere il progresso scientifico e tecnico. Ho votato a favore della relazione dell'onorevole Patriciello in quanto prevede un ulteriore sviluppo e ottimizzazione dei programmi galileo e GMES e condivido il ruolo previsto per quest'ultimo di dare ausilio alla protezione civile e alla sorveglianza marittima, incrementando quindi i servizi per la sicurezza europea. Sono infatti convinta che la politica spaziale dell'Unione dovrebbe consentire di fornire risposte più adeguate in materia di difesa e di sicurezza delle infrastrutture spaziali europee. Ritengo che tramite le misure previste da questa relazione, si mettano insieme risorse fisiche e know how a vantaggio di tutta l'UE e che sia altresì necessario coordinare adeguatamente le capacità dei diversi Stati membri in materia di utilizzo delle tecnologie spaziali per la sicurezza.

4-337-000

**Sergio Paolo Francesco Silvestris (PPE)**, *per iscritto*. – La politica spaziale dell'Unione che adottiamo questa mattina con il nostro voto positivo consentirà di fornire risposte più adeguate in materia di sicurezza e di difesa delle infrastrutture spaziali europee.

Le azioni prioritarie per una politica spaziale dell'UE riguardano innanzitutto i progetti-faro Galileo e GMES. Per quanto concerne l'utilizzo delle tecnologie spaziali per la sicurezza (sorveglianza delle frontiere, sorveglianza marittima, gestione delle emergenze, aiuti umanitari, sostegno all'azione esterna dell'UE) l'Unione dovrà coordinare adeguatamente le capacità di cui dispongono gli Stati membri, secondo condizioni da concordare con gli Stati proprietari di infrastrutture, al fine di soddisfare al meglio le esigenze operative, eventualmente anche sviluppando nuove infrastrutture.

Le tecnologie spaziali dovranno inoltre essere difese come infrastrutture dai rischi di danneggiamento e di distruzione, attraverso la progressiva condivisione delle capacità esistenti presso gli Stati membri, l'acquisizione delle capacità mancanti e un'adeguata manutenzione e gestione delle medesime.

Un ruolo importante potrà poi essere svolto dell'Unione nel campo dell'esplorazione spaziale, superando la dispersione attualmente esistente negli interventi, identificando e sostenendo lo sviluppo di tecnologie per l'esplorazione nel campo dell'energia, della salute e del sostegno agli ambienti isolati.

4-337-500

**Nuno Teixeira (PPE)**, *por escrito*. – Esta estratégia global para o espaço, inserida no artigo 189.º do TFUE e inscrita na iniciativa emblemática *Política Industrial* da Estratégia UE 2020, pretende potenciar a exploração e a utilização do espaço. Múltiplas são as áreas que beneficiarão com o desenvolvimento tecnológico do sistema mundial de navegação por satélite. Os serviços e aplicações desenvolvidos pelo programa Galileo e pelo GMES terão grandes vantagens para a economia europeia e o dia-a-dia dos cidadãos. É agora necessário manter a vanguarda nesta área e permitir que os desenvolvimentos tecnológicos criem oportunidades de negócio para as indústrias europeias. Por outro lado, é necessário garantir a compatibilidade e interoperabilidade entre o programa Galileo e os restantes sistemas de navegação em órbita. As potencialidades que esta aposta trará obrigam a Comissão Europeia a assumir responsabilidades, nomeadamente no que diz respeito ao financiamento e à coordenação desta estratégia com os programas de investigação dos Estados-Membros. Um sinal claro de aprovação política é necessário para aumentar o interesse da iniciativa privada.

4-337-750

**Silvia-Adriana Țicău (S&D)**, *în scris*. – Am votat pentru rezoluția referitoare la o strategie spațială a UE în serviciul cetățeanului, întrucât politica spațiului este un element esențial al strategiei Europa2020 și este parte integrantă a inițiativei emblematice privind politica industrială. Politica spațială a UE vizează îmbunătățirea vieții cotidiene a cetățenilor europeni, facilitând creșterea economică, încurajând potențialul pentru inovare și sprijinind progresul științific. Soluțiile spațiale dependente de tehnologiile de vârf și de o bază industrială europeană competitivă sunt indispensabile pentru confruntarea cu provocările actuale ale societății, precum catastrofele naturale, monitorizarea resurselor și a climei, pentru dezvoltarea sectorului telecomunicațiilor și promovarea aplicațiilor relevante în domeniul politicilor în materie de schimbări climatice, planificare urbană, gestionare a mediului, agricultură, siguranță maritimă, pescuit și transport. Solicităm Comisiei propuneri concrete în domeniul strategic al lansatoarelor, având în vedere situația critică economică actuală a sectorului lansatoarelor în lume. Programele Galileo și EGNOS sunt esențiale pentru crearea Cerului unic european și pentru gestionarea sigură și rentabilă a traficului aerian în Europa. Solicităm un calendar ferm și ambițios și o finanțare stabilă pentru cercetare și inovare, care să asigure progresul tehnologic și creșterea capacității industriale. Întrucât GMES este un instrument esențial în combaterea schimbărilor climatice și a degradării mediului, recomandăm finanțarea GMES în cadrul financiar multianual 2014-2020.

4-337-875

**Νίκη Τζαβέλα (EFD)**, *γραφικώς*. – Η Ευρωπαϊκή Ένωση χρειάζεται την ανάπτυξη μιας διαστημικής βιομηχανίας με σκοπό την προώθηση της επιστημονικής και τεχνικής προόδου και τη βιομηχανική ανταγωνιστικότητα. Οι πρωτοβουλίες Galileo και GMES είναι μία καλή αρχή προς αυτήν την κατεύθυνση αλλά, λαμβάνοντας υπόψη την πρόοδο σε αυτόν τον τομέα ανταγωνιστικών χωρών, όπως η Κίνα και η Ιαπωνία, κρίνεται επιτακτική η στήριξη αυτών των πρωτοβουλιών. Η οικονομική κρίση που μαστίζει την Ε.Ε. δεν θα πρέπει να αποτελέσει τροχοπέδη για τη χρηματοδότηση σχετικών προγραμμάτων έρευνας τη στιγμή που, όπως επισημαίνεται και στην έκθεση, οι αγορές διαστημικών υπηρεσιών αυξάνονται με ταχείς ρυθμούς και μπορούν να αποβούν κερδοφόρες. Είναι ευκαιρία για την Ε.Ε. να καταστεί πρωτοπόρα δύναμη σε αυτόν τον τομέα, και για αυτόν τον λόγο υπερψήφισα την έκθεση Patriciello.

4-337-937

**Marina Yannakoudakis (ECR)**, *in writing*. – With over 65 million passengers per year passing through the terminals of Heathrow, my constituency of London is home to the world's busiest international airport – a great responsibility. The EGNOS and Galileo programmes are both key elements of EU space strategy which makes air travel safer by improving the accuracy of position – the new technology gives pilots their position to within a couple of metres. While I appreciate that new satellite technology can help improve passenger safety, we must be mindful of costs at a time of economic austerity. Last year the Commission revealed that it would need a further EUR 2 billion to complete the Galileo project. The entire project will cost EUR 22 billion, almost entirely funded by the EU taxpayer. When this system was first proposed we were told that costs would be considerably lower and that private investment would mean that taxpayers would only have to foot a bill of around EUR 2.5 billion. Space may be the final frontier, but we need to prevent the cost of this project going to infinity and beyond.

4-337-968

**Inês Zuber (GUE/NGL)**, *por escrito*. – No que se refere ao desenvolvimento espacial, não temos dúvidas do quão importante pode ser o aprofundamento da cooperação entre Estados-Membros e outros países da Europa – de entre os quais se destaca a Rússia, com um inestimável património de investigação - e o resto do mundo. Essa cooperação deve ter como objetivo utilizar os conhecimentos adquiridos para resolver problemas e necessidades atuais tendo em vista o desenvolvimento, progresso social e bem-estar da humanidade, sempre com fins pacíficos. O relatório defende uma estratégia espacial europeia assente num conjunto de programas – GALILEO, EGNOS, SESAR e GMES. Este último, tem como um dos objetivos, a *monitorização global do ambiente e segurança*, que será realizada através da observação do planeta e da *extração de dados precisos e úteis* e no âmbito de ações de *vigilância de fronteiras, apoio à ação externa da União, vigilância marítima, emergências complexas, ajuda humanitária e proteção civil*. A resolução solicita, além disso, o *reforço da componente segurança do programa GMES*. Por detrás destas palavras está o perigo real de utilização do controle da informação obtida por via espacial no desenvolvimento de operações de cariz militar, para além da clara intenção de aprofundar a via do securitarismo, atentando contra as liberdades fundamentais dos cidadãos, razões pelas quais votámos contra.

4-338-000

**Relazione: Salvatore Caronna (A7-0430/2011)**

4-338-500

**Luís Paulo Alves (S&D)**, *por escrito*. – Voto favoravelmente este relatório porque apresenta medidas que têm em atenção o facto de a segurança alimentar se estar a tornar numa prioridade estratégica do século XXI. Urge garantir o desperdício de alimentos e este documento pode ser importante neste domínio. Saliento a meta ambiciosa e necessária de reduzir esse desperdício em 50% até 2025. A partilha de boas práticas, tanto a nível europeu como nacional, como sugeriu a COMAGRI, as campanhas de formação propostas nas escolas e a possível escolha de 2013 como o *Ano Europeu Contra o Desperdício de Alimentos*, podem muito bem contribuir para alcançarmos os objetivos a que nos propomos.

4-338-750

**Χαράλαμπος Αγγουράκης (GUE/NGL), γραπτώς .** – Η έλλειψη τροφίμων για την κάλυψη των διατροφικών αναγκών του πληθυσμού είναι ένα σοβαρό παγκόσμιο πρόβλημα που αφορά και την Ε.Ε., όπου 110 εκατομμύρια άνθρωποι ζουν κάτω από το όριο της φτώχειας, ενώ πάνω από το 15% των εργαζομένων της έχει εισόδημα κατώτερο από το 60% του μέσου εισοδήματος της χώρας διαμονής τους. Σε παγκόσμιο επίπεδο, με βάση τα στοιχεία του FAO, 925 εκατομμύρια άνθρωποι απειλούνται με υποσιτισμό. Κατά τη γνώμη μας, η σπατάλη τροφίμων δεν είναι ο κύριος υπεύθυνος του παγκόσμιου διατροφικού προβλήματος, χωρίς αυτό να σημαίνει ότι δεν υφίσταται. Η έκθεση συγκαλύπτει την αιτία του προβλήματος που είναι ο καπιταλιστικός τρόπος παραγωγής, ο οποίος δεν ενδιαφέρεται για την κάλυψη των διατροφικών αναγκών αλλά μόνο για την κερδοφορία των μονοπωλίων, την ενίσχυση των μεγάλων παραγωγών σε βάρος της φτωχής αγροτιάς. Το ποια τρόφιμα και σε ποιες ποσότητες παράγονται εξαρτάται από το εάν οι πολυεθνικές θα έχουν κέρδος χωρίς να λαμβάνεται υπόψη ο στόχος της αντιμετώπισης της παγκόσμιας πείνας. Γι αυτό και τα ευχολόγια της έκθεσης δεν μπορούν να αντιμετωπίσουν το πρόβλημα. Οριστική λύση στο παγκόσμιο διατροφικό πρόβλημα μπορεί να υπάρξει μόνο με την ανατροπή του καπιταλιστικού τρόπου παραγωγής και την αντικατάστασή του με το σοσιαλιστικό σύστημα, όπου η παραγωγή τροφίμων δεν θα γίνεται με γνώμονα το κέρδος αλλά τις λαϊκές ανάγκες.

4-339-000

**Elena Oana Antonescu (PPE), în scris .** – Risipa de alimente a atins o dimensiune atât de importantă în ultimii ani, încât poate fi considerată o problemă mondială care din păcate are repercusiuni grave asupra lanțului de aprovizionare cu alimente. Cauzele risipei de alimente sunt diverse, începând cu pierderile înregistrate în timpul recoltării și al depozitării, până la transportul în condiții nesigure, la greșelile de etichetare și la proastele obiceiuri ale consumatorilor finali atunci când cumpără și folosesc produsele alimentare.

Consider că este esențială reducerea risipei de alimente de-a lungul întregului lanț alimentar prin adoptarea unei strategii coordonate urmată de acțiuni concrete. De asemenea, un schimb de bune practici este necesar atât la nivel european, cât și la nivel național, cu scopul de a îmbunătăți coordonarea între statele membre pentru a evita risipa de alimente și de a spori eficiența lanțului de aprovizionare cu alimente. Combaterea risipei de alimente trebuie să devină o prioritate pe agenda politică europeană. Am votat în favoarea acestui raport.

4-339-500

**Pino Arlacchi (S&D), in writing .** – I fully support this document because we cannot ignore the fact that every year in Europe a growing amount of food, up to 50 %, becomes waste. A study published by the Commission estimates annual food-waste generation in the 27 Member States at approximately 89 million tonnes. This evidence is unacceptable if we think that in Europe 79 million people are still living below the poverty line. Food security is a basic human right and for this reason the European Institutions and the Member States must address, as a matter of urgency, the problem of food waste along the entire supply and consumption chain. Reducing food waste is a vital preliminary step in combating hunger in the world, responding to the increased demand predicted by the FAO and improving people's nutritional levels. I believe that a good way to start to reduce this enormous problem is to inform people not only about the causes and effects of waste but also about ways of reducing it. A civic culture guided by the principles of sustainability and solidarity could be the first step in the right direction.



4-339-750

**Sophie Auconie (PPE)**, *par écrit*. – J'ai voté pour cette résolution qui prévoit de réduire de moitié le gaspillage alimentaire d'ici 2025 et d'éviter la production de déchets alimentaires. C'est un problème d'ampleur mondiale qui doit devenir une priorité de l'agenda politique européen, et nous avons besoin de mesures et de stratégies concrètes pour y parvenir. Le Parlement européen a par exemple invité la Commission européenne à encourager les mesures visant à réduire le gaspillage alimentaire en amont, comme les ventes promotionnelles de produits endommagés ou arrivant à expiration, etc. Le Parlement préconise également de nouvelles campagnes de sensibilisation ainsi que des cours d'éducation alimentaire dans les écoles. Enfin, la résolution plaide pour que la Commission modifie les règles de passation des marchés publics pour les services de restauration et d'hôtellerie, de manière à privilégier, lors de l'adjudication, « les entreprises qui garantissent la redistribution gratuite des invendus en faveur des citoyens dépourvus de pouvoir d'achat (...) ». Le Programme Européen d'Aide aux plus Démunis vient en aide à 13 millions de personnes démunies et le gaspillage alimentaire doit donc non seulement être réduit mais aussi être utilisé au profit de ces 13 millions d'Européens qui en ont cruellement besoin.

4-340-000

**Liam Aylward (ALDE)**, *i scríbhinn*. – Mar scáth-rapóirtéir don ghrúpa ALDE ar an Tuarascáil seo, tugaim lán mo thacaíochta dá bhfuil ann agus, ós rud é gur féidir 50% de dhiomáilt bia a sheachaint, iarraim ar an gCoimisiúin bearta na Tuarascála a chur i bhfeidhm.

Caitheann tomhaltóirí na hÉireann amach 30% den bhia a cheannaítear in ollmhargaí, ar chostas EUR 1 000 sa bhliain do gach teaghlach. Is ionann an scéal ar fud an AE agus mura ndéanfar faic, tiocfaidh méadú ó 90 milliún tona anois go 126 milliún tona faoin mbliain 2020 ar dramhbhia an AE.

Is gránna an scéal é go bhfuil méadú 40% chun teacht ar dhiomáilt bia agus fadhbanna le slándáil an tsoláthair bia agus le bochtaineacht ag dul in olcas. Tá fianaise ann gurb iad teaghlaigh an AE is mó a ghineann an diomáilt ineachanta bia – 42% den iomlán – agus ní mór go gcuirfí moltaí na Tuarascála maidir le feabhas a chur ar eolas an tomhaltóra ar lipéadú bia agus dáta deiridh bia (m.sh. dáta deiridh díola agus úsáide) i bhfeidhm gan mhoill.

Fearaim fáilte freisin roimh a bhfuil ann maidir le leathnú ar scéimeanna chun bia nach ndíoltar a dháileadh ar dhaoine díothacha agus gríosaim díoltóirí an Aontais páirt a ghlacadh i scéimeanna dá leithéid.

4-340-500

**Zigmantas Balčytis (S&D)**, *raštu*. – Balsavau už šį pranešimą. Kasmet Europoje prarandama vis daugiau (kai kuriais duomenimis, iki 50 proc.) sveiko ir valgomo maisto visoje maisto tiekimo grandinėje. Komisijos paskelbto tyrimo duomenimis, 27 valstybėse narėse kasmet susidaro maždaug 89 mln. tonų arba 179 kg maisto atliekų vienam gyventojui. Europos Sąjungoje 79 mln. žmonių dar gyvena žemiau skurdo ribos. Pritariu, kad būtina aktyviau investuoti į būdus, kuriais siekiama sumažinti maisto švaistymą, kas leistų sumažinti žemės ūkio maisto produktų įmonių patiriamus nuostolius bei sumažinti maisto kainas, tokiu būdu vargingesniems gyventojams suteikiant geresnę galimybę gauti maisto. Kai kuriose valstybėse narėse jau įgyvendinamos iniciatyvos, kuriomis siekiama vietos lygmeniu surinkti likusius neparduotus ir išmetamus produktus visoje maisto tiekimo grandinėje, siekiant perskirstyti juos žemesnes nei minimalias pajamas gaunantiems

piliečiams, todėl valstybės narės turėtų keistis gerą patirtimi šioje srityje. Komisija taip pat turėtų nustatyti priemones ir veiksmus, kurie paskatintų į kovą su maisto švaistymu labiau įsitraukti žemės ūkio maisto produktų įmones, didmenines rinkas, parduotuves, paskirstymo tinklus, viešojo ir privačiojo maitinimo įstaigas ir restoranus, viešojo administravimo įstaigas ir nevyriausybinės organizacijas.

4-340-750

**Jean-Luc Bennahmias (ALDE)**, *par écrit*. – Près de 50 % d'aliments sains sont gaspillés chaque année, que ce soit par les ménages, les supermarchés, les restaurants ou les industriels. L'évidence est là: 79 millions de citoyens européens vivent au dessous du seuil de pauvreté et dépendent souvent de l'aide alimentaire. Cela est proprement révoltant! D'autant que le gaspillage alimentaire dans l'UE est estimé à 89 millions de tonnes par an (soit 179 kg par habitant), ce qui est considérable. Si rien n'est fait, le gaspillage alimentaire augmentera de près de 40 % d'ici 2020. Ce rapport d'initiative, auquel j'ai apporté mon soutien, avance de bonnes pistes pour changer la donne. L'objectif à atteindre est de réduire de moitié les gaspillages alimentaires d'ici 2025, et ainsi d'améliorer l'accès aux aliments pour les personnes démunies. Pour parvenir à cette réduction massive, de nouvelles campagnes de sensibilisation devront voir le jour, être accompagnées de cours d'éducation alimentaire dans les écoles, et une double date de péremption pourrait être introduite pour indiquer la date limite de vente et la date limite de consommation. Il est impératif d'agir, de réduire le gaspillage alimentaire dans l'UE, il en va de notre responsabilité économique et sociale mais également environnementale.

4-340-875

**Mara Bizzotto (EFD)**, *per iscritto*. – La relazione dell'on. Caronna affronta un tema importante come quello dell'efficienza della catena alimentare nei Paesi Membri dell'UE. Le statistiche sulla dispersione dei prodotti alimentari ci dicono che, in certi casi, si arriva a sprecare nella catena alimentare quasi il 50% di cibo sano e commestibile. Ciò ha ripercussioni non solo sulla sostenibilità della catena alimentare e della produzione stessa di alimenti, ma anche sui prezzi dei prodotti e sull'eco-sostenibilità dei rifiuti alimentari. La relazione quindi chiede alla Commissione, al Consiglio e ai governi dei Paesi membri di farsi promotori di misure e politiche che favoriscano innanzitutto una maggiore consapevolezza del problema da parte dei cittadini. Si invitano inoltre Commissione e Consiglio a dichiarare il 2012 "Anno europeo per la lotta allo spreco di cibo", proprio al fine di sensibilizzare istituzioni e consumatori sui molteplici danni prodotti dalla dispersione di enormi quantità di cibo lungo tutta la catena alimentare, e sull'opportunità, viceversa, di un cambio di rotta in questo ambito. Auspicabile anche, come scritto nella relazione, che la Commissione favorisca a riguardo lo scambio di buone pratiche tra i Paesi membri. Il mio voto alla relazione è favorevole.

4-340-937

**Vilija Blinkevičiūtė (S&D)**, *raštu*. – Balsavau dėl šio pranešimo, kadangi, kovojant su badu pasaulyje, pirmas svarbus žingsnis yra mažinti maisto atliekas, spręsti Maisto ir žemės ūkio organizacijos (MŽŪO) numatyto paklausos augimo problemas ir gerinti gyventojų mitybos lygį. Kasmet Europoje prarandama vis daugiau sveiko ir valgomo maisto visoje maisto tiekimo grandinėje, kai kuriais atvejais, net maistui pasiekus vartotoją, jis virsta atliekomis. Be to, maisto švaistymas sukelia ne tik etinių, ekonominių, socialinių ir mitybos padarinių, bet taip pat padarinių sveikatai ir aplinkai, nes kalnai išmetamo maisto prisideda prie visuotinio klimato šilimo, o maistinėse atliekose gaminasi metano dujos, kurios

šiltnamio efektą sustiprina 21 kartą labiau nei anglies dioksidas. Taigi, Europos Parlamentas ragina Tarybą, Komisiją, valstybes nares ir maisto tiekimo grandinės dalyvius skubiai spręsti maisto švaistymo visoje tiekimo ir vartojimo grandinėje problemą ir nustatyti gaires bei remti būdus, kuriais siekiama pagerinti maisto tiekimo grandinės veiksmingumą kiekviename sektoriuje. Be to, Europos Parlamentas ragina Komisiją įvertinti ir remti išankstines priemones, taikomas siekiant sumažinti maisto švaistymą grandinės pradžioje, pvz., ženklinimą etiketėmis su dviem produkto galiojimo datomis („parduoti iki“ ir „suvartoti iki“) ir baigiančių galioti arba apgadintų produktų pardavimą už mažesnę kainą.

4-340-968

**Philippe Boulland (PPE)**, *par écrit*. – La lutte contre le gaspillage alimentaire devra faire l'objet d'une stratégie communautaire coordonnée afin de répondre aux besoins des 79 millions de citoyens qui vivent au dessous du seuil de pauvreté et des 16 millions qui dépendent de l'aide alimentaire d'œuvres de charité. C'est pourquoi mes collègues et moi-même demandons des mesures urgentes en vue de réduire de moitié les gaspillages alimentaires d'ici 2025 et d'améliorer l'accès aux aliments pour les personnes démunies. L'avenir du PEAD ayant été menacé pendant plusieurs mois, il faut encourager les initiatives de certains États membres pour récupérer les aliments invendus, et il faut également que les distributeurs participent à ces programmes. Cela dit, le gaspillage alimentaire ne concerne pas que les pays développés, mais aussi les pays en voie de développement, contraints de jeter des tonnes de denrées faute de moyens de conservation adéquats dans les chaînes de production et de distribution. Nous pouvons et nous devons leur apporter notre soutien matériel et notre savoir-faire en la matière pour éviter des pertes de denrées alimentaires si vitales dans certaines régions du monde. La solidarité ne doit pas s'arrêter aux frontières de l'Europe.

4-340-984

**Jan Březina (PPE)**, *písemně*. – Boj proti plýtvání potravinami se musí stát prioritou politického programu EU. Komise, Rada a členské státy by měly vypracovat konkrétní strategie a opatření na omezení plýtvání potravinami v celém dodavatelském řetězci na polovinu do roku 2025, na zlepšení účinnosti odvětví a na zvýšení informovanosti veřejnosti o tomto tématu, jehož mnohé aspekty jsou stále ještě málo známy. Je nezbytné, aby občané byli informováni nejen o příčinách a důsledcích plýtvání potravinami, ale také o způsobech, jak mu zabránit. Je třeba podporovat kulturu zakládající se na zásadách udržitelnosti a solidarity mezi vědci i ostatními občany, a podporovat tak příkladnější jednání. Zkušenosti ukazují, že spontánní iniciativy dobrovolnických nebo profesních sdružení, jež mají za cíl zviditelnit a konkretizovat kulturu zaměřenou proti plýtvání potravinami, měly tam, kde byly uskutečněny, značný úspěch.

4-340-992

**Maria Da Graça Carvalho (PPE)**, *por escrito*. – Sabendo que uma quantidade cada vez maior de alimentos são e em condições comestíveis – segundo algumas estimativas, até 50 % – se perde anualmente na Europa ao longo de todos os elos da cadeia agro-alimentar, incluindo, em alguns casos, ao nível do consumidor, transformando-se em desperdícios, é no meu entender fundamental apoiar este memorando de forma a que esta catástrofe seja evitada. Apoio este relatório, no sentido de evitar a redução do desperdício alimentar. Este constitui um passo preliminar importante para combater a fome no mundo, dar resposta ao aumento da procura estimado pela FAO e melhorar o nível nutricional da população.

4-341-000

**Nessa Childers (S&D)**, *in writing*. – This topic is one of seminal importance, particularly as the world population recently reached 7 billion. I was pleased to endorse this report, and hope to see far more effort in this field.

4-342-000

**Carlos Coelho (PPE)**, *por escrito*. – Existem, neste momento a nível mundial, cerca de 925 milhões de pessoas em risco de subnutrição. Na UE, o número de pessoas que vive abaixo do limiar da pobreza eleva-se a 79 milhões, sendo que 16 milhões sobrevivem através da ajuda alimentar que lhes é proporcionada por instituições de beneficência. Se tivermos em conta que a redução do desperdício alimentar é um passo importante para combater a fome no mundo e melhorar o nível nutricional da população, é inaceitável que quase 50 % de alimentos são e em condições comestíveis se percam anualmente na Europa, ao longo de todos os elos da cadeia agroalimentar. Há que contrariar a tendência crescente do volume global de desperdício alimentar através da adoção de medidas preventivas adicionais, de orientações gerais e estratégias com vista a melhorar a eficiência e sustentabilidade da cadeia agroalimentar.

Contribuindo, assim, para a prossecução dos objetivos de Desenvolvimento do Milénio, nomeadamente no que diz respeito à redução da pobreza e da fome em cerca de 50 %, até 2015. Por último, o desperdício de alimentos e conseqüente produção de resíduos alimentares representa igualmente um problema ambiental e ético, com custos económicos e sociais e implicações no contexto do mercado interno, tanto para as empresas como para os consumidores.

4-342-500

**Anna Maria Corazza Bildt (PPE)**, *skriftlig*. – Jag har varit drivande och stödjer detta betänkande. I Sverige slänger vi var fjärde matkasse vi bär hem. Det är miljömässigt, ekonomiskt och moraliskt oacceptabelt. Med dagens mer energieffektiva kylar skulle vi kunna sänka temperaturen i kylkedjan för att öka hållbarheten. Idag gör vi inte skillnad på bäst före datum som syftar till kvalitet och sista förbrukningsdag som syftar till säkerhet. Jag har därför bett kommissionen att tydliggöra dessa skillnader. Fler märkningar riskerar att förvirra konsumenterna ytterligare.

Jag håller inte med dem som vill toppstyra, vi måste börja agera nu och inte vänta in detaljarbete från kommissionen. Det är viktigt att vi börjar redan tidigt i skolan. Vi måste lära våra barn att ta vara på maten. Det är viktigt att engagera livsmedelsbranschen i att informera om hur man kan planera sina inköp, förvara sin mat och återanvända sina rester för att minimera svinnet. Vi måste skapa en hållbar, medveten och moderat konsumtion utan att tumma på matsäkerheten. Det går inte att lagstifta bort problemet. Men vi kan bygga opinion, skapa debatt och ökad medvetenhet. Vår gemensamma utmaning är att förändra vår attityd och livsstil. Var och en kan göra skillnad, och tillsammans kan vi driva fram en förändring.

4-343-000

**Andrea Cozzolino (S&D)**, *per iscritto*. – Che il livello raggiunto dai dati sullo spreco alimentare abbia un rilievo etico, oltre che sociale, economico e ambientale, non sorprende più. Eppure, nonostante la mole sempre crescente – secondo stime FAO addirittura il 50% del totale prodotto – di beni persi lungo tutti gli anelli della catena agroalimentare, ancora

oggi in Europa non esiste una definizione chiara, univoca e uniforme del concetto stesso di "spreco alimentare".

Come se non bastasse, appena qualche mese fa, abbiamo dovuto combattere un'aspra battaglia per consentire il rifinanziamento del fondo per la distribuzione di cibo agli indigenti. In contrasto con questo, il dato, deplorabile per tanti versi, secondo cui europei e nordamericani sprecano fino a 115 kg procapite di cibo. Si tratta di una situazione non più tollerabile ma, allo stesso tempo, di difficile soluzione.

Uno dei meriti principali della relazione consiste nel non circoscrivere il problema al suo aspetto più evidente – lo spreco generato dal consumatore finale – che, per quanto deprecabile, non rappresenta che una parte di un problema più ampio e più complesso. Viceversa, occorre individuare strategie di intervento consone alle cause specifiche di spreco per ciascuno dei cinque settori (produzione, stoccaggio, trattamento, distribuzione, consumo) che compongono la filiera agroalimentare.

4-343-500

**Mário David (PPE)**, *por escrito*. – Em primeiro lugar gostaria de felicitar o meu colega Caronna e a Comissão AGRI pelo excelente relatório de iniciativa apresentado ao plenário. Em segundo lugar, gostaria de sublinhar as recentes palavras do Comissário Potocnik sobre esta matéria, com as quais não poderia estar mais de acordo: *nós temos uma responsabilidade moral, ambiental e económica que nos obriga a resolver o problema do desperdício de alimentos na União Europeia*. É evidente! E temos que agir já, antes que seja tarde demais para a Humanidade como um todo. Apoio por isso a ideia da proclamação de 2013 como Ano Europeu contra o Desperdício Alimentar. Além do exaustivo diagnóstico e dos impressionantes números apresentados, ao longo do relatório são propostas diversas medidas para diminuir o desperdício de alimentos até 2025. Saliento apenas as relativas aos prazos de validade e as iniciativas destinadas a incentivar a produção sustentável em pequena e média escala, ligada aos mercados e consumos locais e regionais. Urge agir! A redução de 50 % dos desperdícios, até 2020, proposta pela Comissão, parece-me um objetivo exequível. Ficaremos atentos ao delinear e à aplicação prática das medidas conducentes ao objetivo proposto, com a certeza de que ontem já era tarde demais para começar.

4-344-000

**Christine De Veyrac (PPE)**, *par écrit*. – J'ai voté en faveur de ce texte car il est temps que l'Union européenne se dote d'objectifs ambitieux afin de réduire le gaspillage des denrées alimentaires, qui est scandaleux d'un point de vue éthique, économique et environnemental. Alors que l'aide alimentaire bénéficie à 13 millions de personnes en Europe et que certains États membres menacent de mettre un terme au programme européen d'aide aux plus démunis (PEAD), il est important de maîtriser les gâchis et de réaffecter les stocks de denrées disponibles à l'aide aux plus pauvres de nos concitoyens.

4-345-000

**Diane Dodds (NI)**, *in writing*. – I welcome this report into food wastage. Reducing food wastage is a major issue across the European Union. In the United Kingdom alone we throw away 7.2 million tonnes of food from our homes every year, and 4.4 million tonnes of this food could have been eaten. This issue has far-reaching implications for families across the UK, especially in the current economic climate. Food wastage costs the average family

with children GBP 680 a year, the equivalent of GBP 50 a month. This brings the value of food wasted in the UK each year to a grand total of GBP 12 billion. Not only are there serious financial implications for the consumer in relation to food wastage, but there are also far-reaching issues surrounding the wastage of water, energy and packaging used in food production, transportation and storage. All of this goes to waste when we throw away perfectly good food.

4-346-000

**Robert Dušek (S&D),** *písemně*. – Plýtvání potravinami je závažným celosvětovým problémem. Týká se celého zemědělsko-potravinářského řetězce od producenta až po konečného spotřebitele, sahá od ztrát při sklizni a skladování přes špatné zajištění produktů při přepravě a chybné balení až po špatné návyky konečných spotřebitelů při nákupu a užívání. Paradoxem je, že se potravinami plýtvá jak v průmyslových, tak v rozvojových zemích. V průmyslových zemích dochází k plýtvání zejména během distribuce a spotřeby, a to z důvodu nadměrná produkce potravin. V rozvojových zemích se znehodnocují potraviny hned v počátečních fázích pomyslného řetězce, a to z důvodu nedostatku technologií, např. chladících, neexistujících dopravních systémů a infrastruktury a možností bezpečného skladování. S mnoha z těchto skutečností je možné málo učinit, v průmyslových zemích se nepřestanou vyrábět nadbytky a celý svět rovněž nemůže být infrastrukturně a technologicky vyspělý. V čem však můžeme konat, a to okamžitě, je likvidace potravin, které už nemají být konzumovány. Většina těchto potravin končí ve směsném odpadu a lidstvo tak vytváří miliony tun směsného odpadu, pro který již není místo. Řešením je třídění odpadu a biologická likvidace potravin. Takto recyklované potraviny mohou být navraceny do zemědělství jako přírodní hnojiva či jako humus. Otevření diskuze k tomuto problému vítám a budu hlasovat pro přijetí zprávy.

4-346-500

**Edite Estrela (S&D),** *por escrito*. – Votei favoravelmente o relatório sobre evitar o desperdício de alimentos, porque apresenta medidas para reduzir em 50% o desperdício alimentar até 2025, contribuindo assim para garantir a segurança alimentar, uma cadeia alimentar mais eficaz e combater a pobreza.

4-346-750

**Diogo Feio (PPE),** *por escrito*. – Segundo dados da Comissão Europeia, há 43 milhões de pessoas na União Europeia que se encontram em risco de pobreza alimentar, fazendo com que o desperdício de alimentos se torne uma realidade ainda mais chocante. De acordo com alguns dados elaborados desde 1974 até hoje, estima-se que o desperdício de alimentos no mundo tenha aumentado 50 %, sendo que a FAO aponta para que europeus e norte-americanos desperdicem, *per capita*, entre 95 e 115 kg de alimentos por ano. Estes desperdícios ocorrem ao longo de toda a cadeia, desde a produção até aos consumidores. É por isso urgente melhorar o funcionamento da cadeia alimentar, permitindo um aproveitamento dos alimentos que seriam, de outro modo, desperdiçados e sensibilizar as opiniões públicas para esta importante questão.

4-346-812

**José Manuel Fernandes (PPE),** *por escrito*. – Segundo um estudo da Organização das Nações Unidas para a Agricultura e a Alimentação (FAO), cada europeu desperdiça, anualmente e em média, cerca de 105 quilos de alimentos. O relatório presente, da autoria

de Salvatore Caronna, debruça-se sobre este assunto, ou seja, quais as estratégias que a União Europeia deve adotar para melhorar a eficiência da cadeia alimentar e, assim, evitar o desperdício de alimentos. Além de ser eticamente insustentável este problema, uma vez que, na Europa, existem 70 milhões de pessoas que vivem no limiar da pobreza, é económica e ambientalmente insustentável. A produção excedentária de alimentos tem enormes custos ambientais, desde o desperdício energético, consumo de água, recursos naturais exauridos, até às emissões de gases com efeito de estufa. Como tal, deve ter um tratamento prioritário nas instituições europeias, salvaguardando sempre a segurança alimentar. Congratulo-me com a aprovação deste relatório, o qual votei favoravelmente. Saúdo e apoio a proclamação do ano de 2014 como Ano Europeu contra o Desperdício Alimentar de forma a sensibilizar o cidadão comum, e espero que as medidas propostas sejam devidamente implementadas a fim de atingirmos o objetivo de reduzir para metade o desperdício alimentar até ao ano de 2025.

4-346-875

**João Ferreira (GUE/NGL)**, *por escrito*. – Este relatório aborda um problema que tem vindo a ganhar uma dimensão crescente, sem dúvida preocupante: o do desperdício de alimentos. O relator procura fazer uma abordagem holística ao problema, abarcando os diferentes elos da cadeia agroalimentar e avançando com propostas para o incremento da eficiência da cadeia. O relatório contém algumas lacunas importantes e mesmo alguns equívocos. A dimensão que hoje adquire o problema do desperdício de alimentos é indissociável do modo de produção capitalista, da intensificação da agricultura e do aumento da dimensão das cadeias de produção e consumo. Com efeito, é importante assinalar que a pequena e média agricultura, as cadeias de abastecimento curtas, a produção e consumo locais são suscetíveis de reduzir desperdícios e aumentar eficiências. Não se pode, por isso, pôr tudo no mesmo plano e esta distinção é importante que seja feita. Por outro lado, propostas como a dos programas de redistribuição de alimentos aos pobres e a da aplicação de descontos aos produtos que se aproximam do final do prazo de validade, para além da dimensão caritativa e assistencialista que encerram, constituem, no quadro concreto das atuais cadeias de abastecimento alimentar, um perigoso abrir de porta a práticas de *dumping* e de manipulação por parte da grande distribuição, que não podemos aceitar.

4-346-937

**Monika Flašíková Beňová (S&D)**, *písomne*. – Plytvanie potravinami nadobudlo také rozmery, že ho možno považovať za celosvetový problém, ktorý sa prejavuje vo všetkých článkoch poľnohospodársko-potravinárskeho reťazca. Dochádza k nemu v poľnohospodárstve, spracovateľskom priemysle, distribučných spoločnostiach či domácnostiach spotrebiteľov. Potravinami sa plytvá v rozvinutých i v rozvojových krajinách. Potravinový odpad tvorí paralelnú reťaz s produkčným reťazcom a vedie k množstvu negatívnych externých účinkov. Otázka plytvania potravinami je v rozpore so základnou otázkou potravinovej bezpečnosti, ktorú vážne ohrozuje celý rad faktorov vrátane obmedzených prírodných zdrojov vo vzťahu k rastúcemu počtu svetovej populácie a nedostatočnému prístupu k potravinám pre najchudobnejšie skupiny populácie. Boj proti plytvaniu potravinami sa musí stať prioritou v rámci európskeho politického programu. Malo by byť snahou Komisie, Rady a členských štátov prijať stratégie a konkrétne opatrenia zamerané na obmedzenie plytvania potravinami v celom dodávateľskom reťazci a zároveň treba vynaložiť snahu, aby sa tento problém dostal do povedomia širokej verejnosti s cieľom snažiť sa o nápravu. Je nutné, aby boli občania informovaní nielen o príčinách a dôsledkoch plytvania, ale aj o spôsoboch, ako ho obmedziť. V tomto kontexte

sa i preto požiadavka, aby bol rok 2013 vyhlásený za Európsky rok boja proti plytvaniu potravinami, javí ako dôležitý nástroj na zvýšenie informovanosti a povedomia o tejto dôležitej téme.

4-346-968

**Elisabetta Gardini (PPE)**, *per iscritto*. – Ogni anno si sprecano circa 1,3 miliardi di tonnellate di alimenti in tutto il mondo, più o meno un terzo del cibo prodotto per il consumo umano. Si stima che ogni cittadino europeo getti annualmente in media 179kg di alimenti, di cui molti ancora commestibili. Dobbiamo partire da questi dati per adottare una strategia europea coordinata e misure efficaci che siano in grado di ridurre in modo drastico lo sperpero di cibo. Fino ad oggi l'Unione europea ha sottovalutato questo problema, carico di conseguenze non soltanto sociali, ma anche economiche e ambientali. Recenti studi dimostrano che ben il 10% delle emissioni di gas serra dei Paesi sviluppati deriva proprio dalla produzione di quello stesso cibo che poi viene giornalmente gettato. Con la risoluzione adottata oggi chiediamo che sia introdotto un approccio integrato e condiviso - dal produttore al consumatore - per ridurre in modo sensibile lo spreco dei prodotti alimentari. La sensibilizzazione e l'educazione dei consumatori giocheranno un ruolo fondamentale per promuovere l'idea che quanto viene sperperato può diventare invece una risorsa. E' quanto ci ha dimostrato con successo il "last minute market", una realtà ideata dall'Università di Bologna che promuove il "riutilizzo" del cibo all'interno delle reti di solidarietà.

4-346-984

**Sylvie Guillaume (S&D)**, *par écrit*. – J'ai voté en faveur de la résolution présentée par mon collègue Caronna afin que l'Union européenne adopte une stratégie pour mettre fin au gaspillage des denrées alimentaires. Il est urgent de remédier à cette situation où nous gaspillons près de 50% des aliments chaque année alors que 79 millions de citoyens vivent en dessous du seuil de pauvreté. Je soutiens donc cette initiative qui propose de mieux éduquer, de changer l'étiquetage et l'emballage des produits mais aussi de d'aider les services de restauration responsables qui favorisent les produits locaux et qui redistribuent gratuitement les invendus aux banques alimentaires. Car la lutte contre le gaspillage alimentaire est un enjeu non seulement économique mais aussi social et de santé publique.

4-346-992

**Jim Higgins (PPE)**, *in writing*. – I completely support calls for 2013 to be declared the European Year against Food Waste. The designation of 2013 would raise huge awareness of this very serious issue. Food wastage defies logic in a world where we are struggling to feed our growing population. There are 925 million hungry people in the world, meanwhile Europeans waste between 95 kg and 115 kg of food per capita per year, as opposed to between 6 kg and 11 kg in sub-Saharan Africa. Causes included surplus food produced in industrialised countries, and the lack of efficient transport systems and infrastructure (the cold chain, for example) and secure storage facilities in developing countries. This is an area where we cannot afford not to act and I would encourage the Commission to afford this own-initiative report the attention it deserves.

4-346-988

**Brice Hortefeux (PPE)**, *par écrit*. – Je salue l'initiative du Parlement européen, qui devrait permettre de nous sensibiliser et, au-delà, les citoyens, sur un problème croissant et



préoccupant, le gaspillage des denrées alimentaires. Le rapport l'indique très bien. Le gaspillage est un problème éthique, environnemental et économique, alors même que de nombreuses enceintes internationales s'interrogent sur les moyens de sécuriser et d'assurer l'approvisionnement alimentaire mondial et qu'une partie de la population mondiale souffre d'un accès limité à la nourriture. Le gaspillage a lieu tout au long de la chaîne alimentaire, de la production jusqu'à la consommation. Le rapport définit d'ailleurs cinq secteurs: la production agricole, la gestion et le stockage, la transformation, la distribution et la consommation. Ce gaspillage représente un coût environnemental, car la production de surplus alimentaires non consommés nécessite l'utilisation de ressources énergétiques et naturelles, et engendre des coûts liés au traitement et à l'élimination de ces déchets. Selon une étude commandée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), entre 95 et 115 kg de denrées alimentaires seraient gaspillées par an et par personne en Europe et en Amérique du Nord. Par contre, elles représenteraient 6 à 11 kg pour les habitants d'Afrique subsaharienne.

4-346-990

**Philippe Juvin (PPE)**, *par écrit*. – Le gaspillage alimentaire est un problème mondial, qui se répercute sur tous les maillons de la chaîne alimentaire, du champ à l'assiette du consommateur. Ce rapport identifie les causes du gaspillage et pointe le doigt sur de nombreux dysfonctionnements, tels que le gaspillage lors des dernières phases de la chaîne alimentaire dans les pays industrialisés en raison d'une surabondance des denrées alimentaires produites. A l'inverse, le rapport montre que le gaspillage dans les pays en voie de développement se situe dans les premières phases, du fait de l'absence de techniques agricoles avancées, de systèmes et d'infrastructures de transport efficaces. J'ai voté en faveur de ce rapport.

4-347-000

**Jarosław Kalinowski (PPE)**, *na piśmie*. – Marnowanie żywności to przykład nieefektywnie wykorzystywanych zasobów, którego negatywne konsekwencje rzutują na wydajność gospodarki oraz stan środowiska. Co więcej, w świecie, gdzie około 1/6 populacji głoduje, marnotrawienie żywności stanowi olbrzymi problem natury etycznej.

Dlatego też Unia Europejska, należąca do strefy krajów rozwiniętych, powinna poprawić wydajność łańcucha żywnościowego, tak aby ulepszone zostało zarządzanie żywnością na każdym szczeblu, od produkcji do stołu konsumenta. Jako unia państw, która przestrzega i promuje podstawowe prawa człowieka, w tym także bezpieczeństwo żywności, powinniśmy podjąć stanowcze kroki w kierunku redukcji jej marnotrawienia.

4-347-500

**Giovanni La Via (PPE)**, *per iscritto*. – Ho fortemente sostenuto questa relazione poiché il livello di spreco alimentare non deve crescere ancora e dobbiamo contrastarlo tramite strumenti ma anche una cultura volta ad illustrarne puntuali cause ed effetti economici, ambientali e sociali. Dinanzi ad un fenomeno che nell'ultimo trentennio é cresciuto del 50% con ricadute non solo etiche ma anche economiche, ambientali, sociali, nutrizionali e sanitarie, non appare eticamente sostenibile che circa 80 milioni di persone in Europa vivano al di sotto del livello di povertà. Le tonnellate di cibo, ancora commestibile, che vengono buttate nella spazzatura comportano un'eliminazione che avviene spesso attraverso elevati costi economici ma anche ambientali che è la società stessa a pagare quando invece potrebbe fare molto, spesso inconsapevolmente, per limitarne l'entità.

Ritengo, pertanto, che il voto di oggi rappresenti l'avvio di un percorso normativo con cui, in futuro, riuscire a conciliare esigenze dei consumatori in termini igienici ed informativi, attraverso differenziate e semplificate modalità di packaging a minore costo per le imprese e, quindi, a prezzi finali più bassi.

4-348-000

**David Martin (S&D)**, *in writing*. – I strongly welcome this report making proposals to avoid food wastage. Half of the food produced in the EU gets wasted (89 million tonnes per year, equal to the weight of 1 000 Airbus planes per day), while 16 million EU citizens struggle every day to get a proper meal without support from charities.

4-349-000

**Clemente Mastella (PPE)**, *per iscritto*. – Lo spreco alimentare ha assunto una dimensione tale da essere considerato un vero e proprio problema su scala mondiale.

Questa questione si contrappone, poi, al fondamentale problema dell'approvvigionamento alimentare, seriamente compromesso dalle limitate risorse naturali in rapporto al numero crescente della popolazione mondiale e dallo scarso accesso al cibo da parte delle categorie più povere della popolazione. La quantità di cibo prodotto oggi può essere in realtà ancora riutilizzata per scopi alimentari invece che essere smaltita come un qualsiasi altro rifiuto, con notevoli impatti dal punto di vista ambientale ed economico e con risvolti etici.

La lotta allo spreco alimentare deve quindi diventare una priorità all'interno dell'agenda politica europea; alla Commissione, al Consiglio e agli Stati membri si chiedono strategie e misure concrete finalizzate a dimezzarlo lungo tutta la catena di approvvigionamento entro il 2025, a migliorare l'efficienza della filiera nonché a sensibilizzare l'opinione pubblica su un tema ancora per molti aspetti ignorato.

È necessario che i cittadini siano informati non solo sulle cause e conseguenze dello spreco, ma anche sulle modalità per ridurlo; occorre promuovere una cultura scientifica e civile orientata ai principi della sostenibilità e solidarietà al fine di incoraggiare i comportamenti più virtuosi.

4-350-000

**Barbara Matera (PPE)**, *per iscritto*. – Esprimo il mio voto favorevole alla relazione dell'on. Caronna poiché ritengo pienamente condivisibile che l'Unione europea dia un forte segnale contro lo spreco dei generi alimentari.

Lo spreco di cibo stride non solo con la fame patita da molte popolazioni del mondo, ma anche rispetto alle limitate risorse naturali. Proclamare il 2013 "Anno europeo contro lo spreco alimentare" credo sia un'iniziativa encomiabile da parte delle istituzioni europee. Considerato che la maggior parte dello spreco avviene nelle fasi di distribuzione e consumo, una simile dichiarazione avrebbe un ruolo fondamentale nel sollevare l'interesse dei popoli europei rispetto a questa problematica.

4-350-500

**Véronique Mathieu (PPE)**, *par écrit*. – J'ai voté en faveur de ce rapport. Il met l'accent sur un thème à l'importance croissante, puisque de plus en plus de denrées alimentaires saines et comestibles sont gaspillées en Europe tout au long de la chaîne agroalimentaire. Notant que, dans le même temps, 79 millions de citoyens vivent au dessous du seuil de

pauvreté, et que 16 millions dépendent de l'aide alimentaire d'œuvres de charité, nous souhaitons que des mesures soient prises au niveau européen pour réduire les gaspillages alimentaires. Pour commencer, et afin d'établir d'une stratégie coordonnée, nous appelons la Commission à procéder à une analyse de l'ensemble de la chaîne alimentaire, afin de déterminer dans quels secteurs il y a le plus de gaspillage et d'apporter des solutions ciblées.

4-351-000

**Marisa Matias (GUE/NGL)**, *por escrito*. – Na UE, metade dos alimentos em condições comestíveis são desperdiçados. Por ano, cada cidadão europeu produz 179 kg de resíduos e estima-se que, até 2020, este número possa aumentar 40 %.

O relatório apresenta medidas concretas para diminuir este desperdício para metade em 2025. A etiquetagem com duplo prazo de validade (com as datas-limite de venda e de consumo), a modificação do tamanho das embalagens para melhor adequação às quantidades, a possibilidade de venda a granel, as vendas com desconto de produtos que se encontrem perto do prazo de validade ou danificados, campanhas de sensibilização e programas de educação nos diferentes níveis de ensino são algumas dessas medidas. É também pedida a preferência nos contratos públicos, nas áreas de restauração e hotelaria, a empresas que distribuam gratuitamente a cidadãos menos favorecidos os produtos não vendidos.

O relatório introduz medidas que diminuem o desperdício alimentar e aumentam a eficiência da produção alimentar, pelo que votei favoravelmente.

Na UE, 16 milhões de pessoas recebem ajuda alimentar. Considero que a resolução desta situação deve ser prioritária. Políticas de apoio são importantes para diminuir o impacto da situação, mas para a sua efetiva resolução são necessárias políticas económicas mais justas e redistributivas.

4-351-500

**Mairead McGuinness (PPE)**, *in writing*. – Food waste occurs across the food supply chain; on farmland, in the processing industry, in distribution companies and in consumers' homes. Based on data gathered since 1974, it is estimated that food waste around the world has risen by 50 %. Combating food waste should be prioritised on Europe's policy agenda and I support the calls for 2013 to be declared the European Year against Food Waste.

4-352-000

**Jean-Luc Mélenchon (GUE/NGL)**, *par écrit*. – Ce rapport est un bon début. Il dénonce à mi-mot les règles qui prévalent dans l'agroalimentaire (calibrage des denrées, rejet de denrées invendues alors qu'elles sont encore comestibles). Il prône l'application du principe du pollueur-payeur dans ce secteur. Il insiste sur la pertinence des circuits courts et incite les États à soutenir la production locale à petite et moyenne échelle. Il demande même des objectifs chiffrés en matière de prévention des gaspillages alimentaires à l'horizon 2014. Autant de bonnes idées qui font regretter que ce texte soit purement déclaratif et qu'il ne propose rien de contraignant. Je vote pour.

4-352-500

**Alajos Mészáros (PPE)**, *írásban*. – Az élelmiszer pazarlás napjainkban hatalmas méreteket ölt, így világméretű problémaként kell tekinteni rá. Elmondhatjuk, hogy a termelőtől kezdve a fogyasztóig, az élelmiszerlánc teljes egészében jelen van. Becslések szerint az egészséges

és élelmezési célra alkalmas élelmiszereknek több mint a fele veszik kárba. Az élelmiszer pazarlás kérdése ellentmond az élelmiszerellátás alapvető problémájának, hisz egyre nő a világ népessége, vele együtt a legszegényebb rétegek élelemhez való korlátozott hozzáférése is. Nem beszélve arról, hogy a fogyasztásra nem kerülő élelmiszer felesleges termelése környezeti szempontból magas költségekkel jár. A pazarlás okai azonban nem mindig ugyanazok. Míg az iparosodott országokban elsősorban a megtermelt élelmiszerek bősége miatt a piaci értékesítésre és a fogyasztásra öszpontosul, addig a fejlődő országokban a fejlett mezőgazdasági eljárások és a biztonságos tárolási lehetőségek hiánya az ok. Ezek az adatok világosan rávilágítanak arra, hogy a napjainkban termelt élelmiszer mennyiséget élelmezési célokra kell újra felhasználni, ahelyett, hogy más hulladékokhoz hasonlóan egyszerűen csak kidobnák a szemébe. Az élelmiszer pazarlás elleni küzdelemnek prioritássá kell előlépnie az európai politika napirendjében. Konkrét stratégia kidolgozására van szükségünk, hogy az élelmiszer pazarlás 2025-ig a teljes élelmiszer ellátási láncban a felére tudjon csökkenni. Rendkívül fontosnak tartom a polgárok tájékoztatását nemcsak a pazarlás okairól és következményeiről, hanem csökkentésének módjairól is. Támogattam szavazatommal a jelentést.

4-352-750

**Louis Michel (ALDE)**, *par écrit*. – Le gaspillage à la consommation s'élèverait à 90 millions de tonnes chaque année, tandis qu'environ 16 millions de personnes dans l'UE dépendent de l'aide alimentaire. Plus d'un milliard de personnes souffrent encore de la faim dans le monde. Face à ces considérations, il était grand temps que le Parlement européen demande à la Commission et les Etats membres de l'UE de prendre des mesures concrètes au niveau national pour diminuer de moitié le gaspillage alimentaire d'ici 2025. Il s'agit non seulement d'un impératif économique, environnemental et social mais aussi d'une exigence éthique vis-à-vis des plus démunis. Des mesures urgentes et stratégiques s'imposent, par une prise de conscience du gaspillage en général. Des campagnes de sensibilisation, des cours d'éducation alimentaire, une amélioration des conditionnements, une optimisation de l'emballage et de l'étiquetage de la date de vente sont des pistes accessibles à tous pour arriver à des résultats décents et tangibles.

4-352-875

**Alexander Mirsky (S&D)**, *in writing*. – The research conducted with the participation of the Commission shows that food waste reaches annually 89 million tonnes or 179 kg per person. Meanwhile, the EU has estimated that 80 million people live below the poverty level and 18 million receive food aid from charities. Adopting the report by Mrs Caronna, I think that it is necessary to define a strategy for a more efficient food chain and take measures on decreasing food waste. I voted in favour.

4-353-000

**Andreas Mölzer (NI)**, *schriftlich*. – Rund eine Milliarde Menschen auf der Welt hungern. Gleichzeitig werden weltweit Lebensmittel verschwendet: auf dem Feld im Rahmen der Argarerzeugung, bei der Verarbeitung, im Vertrieb und schließlich beim Endverbraucher selbst. In diesem Zusammenhang gibt es bereits lobenswerte Initiativen in einzelnen Ländern, bei denen Lebensmittel, welche in den Geschäften entsorgt würden, an soziale Einrichtungen verteilt werden. Während in den Technologieländern die Verschwendung bei der Verarbeitung und dem Verbrauch entsteht, ist es für Entwicklungsländer an der Zeit, am effizienten Transport und sicheren Lagermöglichkeiten für Agrarprodukte zu arbeiten. Die Verschwendung in der Erzeugungskette vermag man in unseren Breiten

vielleicht per Gesetz einzudämmen, die Wegwerfmentalität unserer modernen Gesellschaft sicherlich nicht. Mir ist der vorliegende Entwurf zu unausgegoren, ich habe mich daher der Stimme enthalten.

4-353-500

**Claudio Morganti (EFD)**, *per iscritto* . – Ho voluto esprimere il mio giudizio positivo a questa relazione, poiché ritengo essenziale che vi debba essere una efficace lotta agli sprechi alimentari. Recenti indagini hanno infatti dimostrato che in Europa si perde, lungo tutti gli anelli della catena agroalimentare, una quantità di cibo sano e commestibile pari all'incirca al 50%; una cifra francamente inaccettabile. La popolazione mondiale è in continuo aumento, e nei prossimi anni la sfida dell'alimentazione a livello mondiale dovrà essere affrontata e vinta, ed è pertanto doveroso incominciare a non sprecare quanto è già a nostra disposizione. Oltre a causare danni economici a produttori e consumatori, lo spreco degli alimenti incide fortemente anche dal punto di vista sociale, ed è per questo che vanno incentivate le azioni a sostegno della raccolta e recupero a livello locale dei prodotti invenduti o scartati ma perfettamente utilizzabili, affinché si possano per esempio redistribuire alle categorie disagiate. L'Unione europea deve farsi portatrice delle migliori pratiche in questo ambito, e far sì che queste si sviluppino poi su tutto il territorio europeo; le stesse Istituzioni comunitarie dovrebbero poi per prime dare l'esempio, impegnandosi a limitare gli sprechi nelle mense per il loro personale.

4-353-750

**Radvilė Morkūnaitė-Mikulėnienė (PPE)**, *raštu* . – Maisto eikvojimas „išsivysčiusiamė“ pasaulyje ir maisto trūkumas „besivystančiamė“ pasaulyje – aktualios ir glaudžiai tarpusavyje susijusios temos. Europos Sąjunga, vienas iš labiausiai išsivysčiusių regionų, su savo perprodukcija skatinančia bendrąja žemės ūkio politika, deja, irgi ženkliai prisideda prie to, kad didelė dalis maisto produktų nepasiekia tų, kuriems labiausiai jų reikia, o yra išmetama ar kitaip sunaikinama. Siūlome spręsti problemą, rengdami strategijas ir konkrečias priemones. Tačiau siūlau pradėti nuo savęs – kitą sykį maisto parduotuvėje praleisti dvigubai daugiau laiko, tačiau du kartus pagalvoti, ar vieną ar kitą produktą iš tiesų suvartosime, o ne išmesime, pasibaigus jo galiojimo laikui.

4-353-875

**Siiri Oviir (ALDE)**, *kirjalikult* . – Toetan hr Caronna raportit „Toiduainete raiskamise vältimine ja toidutarneahela tõhususe suurendamise strateegiad ELis“, sest leian, et toiduainete raiskamine on terav kaasaegne probleem, millele ei ole piisavalt tähelepanu pööratud. Elatustaseme tõustes naudime üha suurema valiku ning esteetilisema vältimusega toiduainete kättesaadavust, ent üha vähem mõtleme toidu mõistlikule kasutamisele. Seda eriti olukorras, kus toiduainete raiskamise tegelik ulatus jääb tavatarbijale nähtamatuks, sest ulatuslikum osa sellest toimub toiduainete tootmise ja transportimise faasis. Lisaks on tarbija muutunud üha nõudlikumaks ka toidu vältimuse osas ning palju toidust, mis omaduste poolest sobib suurepäraselt tarbimiseks, visatakse ära puhtalt sobimatu vältimuse tõttu. Ka riikemiskoopäevale läheneva toidu osas ei ole meil ühtegi argumenti, miks ei võiks seda müüa tarbijale, kes seda on nõus ostma, madalama hinnaga, või päris tasuta toiduabi korras laiali jagada. Toiduainete raiskamise vältimise meetmed on lihtsad ning olemas (õige koguse toidu ostmine, tarbijale lähima tootja poolt toodetud toidu ostmine, toiduainete õige säilitamine jne), ent need peavad kinnistuma ka võimalikult suure hulga tarbijate seas ning rakendust leidma toiduainete tootjate, tarnijate ja müüjate seas.

4-353-937

**Rolandas Paksas (EFD)**, *raštu*. – Pritariu šiai rezoliucijai, kadangi maisto švaistymas yra pasaulinė problema be to jau susidarė maisto gamybai lygiagreti maisto švaistymo grandinė. Siekiant išspręsti šią problemą, ES lygiu turi būti kuriamos maisto grandinės veiksmingumo gerinimo strategijos. Kova su maisto švaistymu turi būti ES politinės darbotvarkės prioritetu. Atsižvelgiant į tai, būtina didinti maisto grandinės veiksmingumą, didinti visuomenės sąmoningumą ir informuotumą. Manau, kad Komisija kuo skubiau įvertinti priverstinės politikos, susijusios su maisto švaistymo, taikymo galimybes ir nustatyti konkrečius maisto švaistymo prevencijos tikslus. Pritariu pasiūlymui, kad nustatant viešųjų pirkimų taisyklės dėl maitinimo ir viešbučių paslaugų pirmenybė būtų teikiama toms įmonėms, kurios užtikrina nemokamą nesuvargotų produktų persikirstymą. Be to, mažas pajamas gaunantiems vartotojams turi būti sudarytos galimybės nusipirkti aukštos kokybės maisto produktus už žemesnę kainą.

4-353-968

**Alfredo Pallone (PPE)**, *per iscritto*. – Il testo appena votato è certamente molto interessante viste le tonnellate di alimenti ancora utilizzabili che vengono gettate ogni giorno. L'attuazione di strategie per migliorare l'efficienza della catena alimentare ricopre un ruolo non indifferente visto che la "cultura del non spreco" va insegnata a tutte le categorie di cittadini e incentivata tramite misure pubbliche volte al controllo dei prodotti. Il cittadino va coinvolto attraverso la raccolta differenziata, deve imparare a riutilizzare in cucina l'avanzo giornaliero non deperito e disporre di una buona informazione sulle relative cause effetto, in tal modo ognuno potrà contribuire alla conservazione ambientale diminuendo lo spreco e aumentando il risparmio.

4-353-984

**Γεώργιος Παπανικολάου (PPE)**, *γραφτως*. – Τα τελευταία 35 χρόνια η σπατάλη τροφίμων στον κόσμο έχει αυξηθεί κατά 50%. Την ίδια στιγμή τα ποσοστά απόρων στην Ε.Ε. και ιδίως σε χώρες που πλήττονται από την δημοσιονομική κρίση αυξάνονται σημαντικά. Η Ευρώπη οφείλει να διαχειριστεί αποτελεσματικότερα τους πόρους της. Είναι σημαντικό να αναφερθεί ότι, σύμφωνα με πρόσφατη έρευνα, οι κάτοικοι της Ευρώπης και της βόρειας Αμερικής σπαταλούν κατά μέσον όρο από 95 έως 115 κιλά τροφίμων ετησίως, έναντι των 6/11 κιλών της υποσαχάριας Αφρικής. Προκύπτει δε ότι, στις ανεπτυγμένες χώρες, το μεγαλύτερο μέρος της σπατάλης εντοπίζεται στα τελικά στάδια της διανομής και της κατανάλωσης - και αυτό κυρίως λόγω της υπεραφθονίας στην παραγωγή των τροφίμων -, ενώ στις αναπτυσσόμενες χώρες είναι συγκεντρωμένη στα αρχικά στάδια, εξαιτίας της έλλειψης προηγμένων γεωργικών τεχνικών, αποτελεσματικών συστημάτων και υποδομών μεταφοράς κτλ. Η αποτελεσματικότερη διαχείριση των τροφίμων αποτελεί εγγύηση για την αποτελεσματικότερη κατανομή αυτών και την σίτιση όσων τα στερούνται. Επομένως, η παραίτηση του Ευρωπαϊκού Κοινοβουλίου προς το Συμβούλιο, την Επιτροπή και τα κράτη μέλη, ιδίως εν μέσω οικονομικής κρίσης, για την θέσπιση στρατηγικών προς αυτήν την κατεύθυνση καθώς και η πρόταση να κηρυχθεί το 2013 Ευρωπαϊκό Έτος κατά της σπατάλης τροφίμων με βρίσκουν σύμφωνο και για αυτό τον λόγο υποστήριξα την συγκεκριμένη έκθεση.

4-353-992

**Maria do Céu Patrão Neves (PPE)**, *por escrito*. – Votei favoravelmente este relatório porque considero que o desperdício alimentar assume dimensões inaceitáveis e que tudo devemos fazer para alterar a situação atual, adotando, numa base voluntária, comportamentos mais sustentáveis e regulamentação adequada que permita combater as

perdas nas colheitas, no armazenamento, no transporte em condições pouco seguras, nos erros na embalagem e nos maus hábitos dos consumidores finais na compra e na utilização dos produtos alimentares. Num contexto de crise ao nível europeu, em que não se pode admitir o desperdício de recursos, de crescimento exponencial dos países em desenvolvimento com novas e acrescidas necessidades alimentares, e de alterações climáticas, que provocam perdas irreversíveis nas colheitas, o problema que este relatório trata deve constituir uma prioridade para a UE. Justifica-se ainda sublinhar que, para além dos danos ambientais provocados pela produção de alimentos que não são utilizados, se deve também ter em conta os custos do tratamento e eliminação dos resíduos resultantes e a perda de receitas das empresas produtoras.

4-354-000

**Miguel Portas (GUE/NGL)**, *por escrito*. – Na UE, metade dos alimentos em condições comestíveis são desperdiçados. Por ano, cada cidadão europeu produz 179 kg de resíduos e estima-se que, até 2020, este número possa aumentar 40 %.

O relatório apresenta medidas concretas para diminuir este desperdício para metade em 2025. A etiquetagem com duplo prazo de validade (com as datas-limite de venda e de consumo), a modificação do tamanho das embalagens para melhor adequação às quantidades, a possibilidade de venda a granel, as vendas com desconto de produtos que se encontrem perto do prazo de validade ou danificados, campanhas de sensibilização e programas de educação nos diferentes níveis de ensino são algumas dessas medidas. É também pedida a preferência nos contratos públicos, nas áreas de restauração e hotelaria, a empresas que distribuam gratuitamente a cidadãos menos favorecidos os produtos não vendidos.

O relatório introduz medidas que diminuem o desperdício alimentar e aumentam a eficiência da produção alimentar, pelo que votei favoravelmente.

Na UE, 16 milhões de pessoas recebem ajuda alimentar. Considero que a resolução desta situação deve ser prioritária. Políticas de apoio são importantes para diminuir o impacto da situação, mas para a sua efetiva resolução são necessárias políticas económicas mais justas e redistributivas.

4-354-500

**Paulo Rangel (PPE)**, *por escrito*. – Num contexto de escassez de recursos, o desperdício de alimentos deve ser combatido. Estima-se que, desde 1974, tenha aumentado em cerca de 50 %; neste momento, segundo um estudo recente, europeus e norte-americanos desperdiçam por ano cerca de 95 a 115 kg per capita, quando, na África Subsariana, o desperdício é de cerca de 6/11 kg. Por outro lado, se distinguirmos as várias fases da cadeia de abastecimento, o desperdício, nos países ocidentais, ocorre, sobretudo, nos momentos da distribuição e consumo, enquanto que, nas economias menos desenvolvidas, se faz sentir com maior acuidade nos momentos da produção, gestão, armazenamento e tratamento. É necessário, por isso, adotar medidas que permitam enfrentar este fenómeno, não só melhorando as condições objetivas de reaproveitamento de recursos, como também sensibilizando os consumidores para esta problemática. Por ser esta a orientação vertida no presente relatório, votei favoravelmente.

4-355-000

**Frédérique Ries (ALDE)**, *par écrit*. – J'ai voté en faveur du rapport Caronna sur un sujet important pour les foyers européens puisqu'il touche directement à leur budget et à l'utilité de faire des économies en évitant le gaspillage alimentaire. Une pratique en pleine expansion puisque, selon une étude de la Commission, le gaspillage alimentaire dans les 27 États membres de l'Union s'élève à 89 millions de tonnes (soit 179 kg par personne) et devrait augmenter de 40 % en 2020. Or ce gaspillage concerne trop souvent des aliments tout à fait comestibles, que tout oppose aux déchets alimentaires, mais qui sont écartés de la chaîne alimentaire pour des raisons esthétiques, ou souvent au vu de la proximité de la date de péremption. C'est pourquoi j'appuie l'idée d'encourager, dans le cadre de la future politique agricole commune, le secteur primaire et les filières courtes. Une autre action qui donnerait à coup sûr des résultats consiste en la multiplication des filières de redistribution gratuite ou à prix promotionnels des denrées alimentaires non consommées. Des supermarchés spécialisés dans ces produits se créent. Ils répondent à une réelle demande citoyenne en ces temps de crises et de "vaches maigres" et les pouvoirs publics doivent les encourager.

4-356-000

**Crescenzo Rivellini (PPE)**, *per iscritto*. – Faccio le mie congratulazioni al collega Caronna per il lavoro svolto.

Il testo approvato, visto lo studio della FAO sulle perdite e gli sprechi alimentari a livello mondiale, è una presa di posizione chiara del Parlamento europeo nei confronti degli enormi sprechi alimentari che ancora oggi avvengono in Europa.

La presente relazione ha l'obiettivo principale di far diventare la lotta allo spreco alimentare una priorità all'interno dell'agenda politica europea. Si chiede infatti una cooperazione tra Stati membri e istituzioni europee al fine di elaborare misure e strategie concrete per dimezzare lo spreco alimentare lungo tutta la catena di approvvigionamento entro il 2025.

Sarà importante inoltre avviare una campagna di sensibilizzazione e informazione dei cittadini affinché vengano a conoscenza non solo delle cause e delle conseguenze dello spreco, ma anche delle opportunità di ridurlo.

4-357-000

**Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE)**, *in writing*. – In favour. Food waste has assumed such proportions that it can be regarded as a global problem that is reflected right along the food supply chain, from the field to the fork. It is estimated, based on data gathered since 1974, that food waste around the world has risen by 50%. Waste occurs on farmland, in the processing industry, in distribution companies and in consumers' homes; there is waste in industrialised countries and in developing countries. This squandering of food generates an industry parallel to the production industry and causes a whole series of negative externalities. The issue of food waste conflicts with the fundamental problem of food supply, which is seriously compromised by a number of factors, including limited natural resources as compared with the growth in the world population and the meagre access of the poorest population groups to food. Hence, there has been a series of analyses and deliberations on the use we make of the food available to us.



4-357-500

**Tokia Saïfi (PPE),** *par écrit*. – En ces temps de crise économique mondiale et de famine dans la corne de l’Afrique, il est profondément dérangeant d’imaginer que 1,3 milliard de tonnes d’aliments puisse être perdu ou détruit chaque année dans le monde. La première répercussion du gaspillage, de loin la plus préoccupante, est humanitaire : malgré une production de denrées alimentaires suffisante pour nourrir la population mondiale, 25 000 personnes meurent chaque jour des suites d’une sous-nutrition chronique. Le gaspillage des denrées alimentaires se constate à tous les niveaux de la chaîne, du stade de la récolte à celui de la consommation. L’impact environnemental de ces dysfonctionnements s’en trouve majoré et se répercute aussi bien sur les ressources halieutiques et énergétiques que sur la gestion des déchets. Nous disposons des instruments nécessaires à l’élaboration et à la mise en œuvre d’une politique efficace de réduction du gaspillage alimentaire. Je reste persuadée qu’une campagne européenne d’information et de sensibilisation sur le sujet devrait être menée, afin que chacun puisse agir à son échelle.

4-357-750

**Νικόλαος Σαλαβράκος (EFD),** *γραπτώς*. – Υπερψήφισα την έκθεση του κυρίου Caronna, επειδή θεωρώ ότι η σπατάλη τροφίμων είναι ένα πρόβλημα που δεν έχει μόνο ευρωπαϊκές, αλλά και παγκόσμιες διαστάσεις. Επιπλέον το ευρωπαϊκό πρόγραμμα δράσης προτείνει σωστούς και ρεαλιστικούς τρόπους αντιμετώπισης του προβλήματος. Θεωρώ ότι η υπερψήφιση της εκθέσεως είναι σημαντική, διότι δίνει στο Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο τη δυνατότητα να χρησιμεύσει ως μέσο ενημέρωσης και ευαισθητοποίησης των πολιτών.

4-357-875

**Amalia Sartori (PPE),** *per iscritto*. – Il livello di spreco alimentare è cresciuto del 50% negli ultimi trent’anni. Non possiamo consentire che questo spreco cresca ancora, la situazione non è eticamente sostenibile. E’ stato calcolato che vengono prodotte circa 200 tonnellate procapite annuali di rifiuti alimentari, circa mille euro di sprechi alimentari che ogni famiglia perde ogni anno. Ho votato a favore della relazione dell’onorevole Caronna in quanto condivido lo sforzo di fare un sostanziale passo avanti nella direzione di riduzione degli sprechi alimentari. In questa relazione si pone l’accento su alcuni temi fondamentali, come quello del packaging riciclabile e quello della necessità di garantire ai cittadini un’educazione alimentare completa, consistente in informazioni più chiare per quanto riguarda la scadenza dei prodotti, informazioni che aiutano il consumatore nelle scelte e garantiscono una maggiore trasparenza. Sono convinta che sia necessario garantire ai nostri cittadini un’alimentazione sana, adeguata, sufficiente. C’è bisogno di una strategia europea che garantisca una maggiore efficienza e sostenibilità nella catena alimentare, che dovrà essere messa a punto al più presto. Ritengo sia opportuno sfruttare le potenziali opportunità della lotta allo spreco; in particolare in questa situazione di crisi economica evitare gli sprechi è fondamentale.

4-357-937

**Czesław Adam Siekierski (PPE),** *na piśmie*. – Problem marnotrawienia żywności jest coraz poważniejszy. Według danych Komisji Europejskiej roczna produkcja odpadów żywnościowych w 27 państwach członkowskich wynosi ponad 89 milionów ton, czyli około 179 kg na osobę. W europejskim domu wyrzuca się do kosza średnio 20-30% zakupionego jedzenia, podczas gdy 2/3 z tego nadawałoby się jeszcze do spożycia. Ponadto, jeśli nie podejmiemy zdecydowanych kroków i działań do roku 2020 całkowita ilość

marnotrawionej żywności wzrosnie do około 126 milionów ton. Samo marnotrawienie powoduje konsekwencje nie tylko natury etycznej, gospodarczej, społecznej i żywieniowej, ale również zdrowotnej i środowiskowej, ponieważ odpady żywieniowe przyczyniają się do globalnego ocieplenia. W rolnictwie przypadki marnotrawienia żywności występują zarówno w procesie wytwarzania produktów rolnych jak i przechowywania. Branża spożywcza często marnuje żywność już na etapie przyjęcia surowca, następnie podczas transportu, gdy żywność jest przewożona na wiele tysięcy kilometrów. Jednak w największym stopniu problem ten dotyczy gospodarstw domowych. Zbyt duże zakupy, mijający termin ważności danego produktu czy brak umiejętności odpowiedniego gospodarowania artykułami spożywczymi sprawiają, że żywność trafia do śmietnika. Dlatego kraje członkowskie powinny przyjąć wspólne strategie przeciwdziałając temu problemowi poczynając od wymiany dobrych praktyk.

4-358-000

**Sergio Paolo Francesco Silvestris (PPE)**, *per iscritto*. – Secondo alcuni studi, dal 1974 a oggi, lo spreco di cibo nel mondo è aumentato del 50%. E questa produzione del cibo in surplus che non consumiamo comporta un costo in termini ambientali elevato, dall'utilizzo di energia e di risorse naturali, alle emissioni di gas nell'atmosfera.

L'obiettivo di questo voto è contrastare una simile tendenza ribadendo l'importanza della diffusione in tutti gli Stati membri di una cultura anti-spreco, che deve diventare una delle priorità dell'agenda europea.

È necessario che i cittadini siano informati non solo sulle cause e conseguenze dello spreco, ma anche sulle modalità per ridurlo. Occorre promuovere una cultura scientifica e civile orientata ai principi della sostenibilità e solidarietà, al fine di incoraggiare i comportamenti più virtuosi, soprattutto sostenendo le iniziative spontanee di associazioni impegnate a pubblicizzare la cultura anti-spreco.

4-359-000

**Claudiu Ciprian Tănăsescu (S&D)**, *în scris*. – În contextul în care în UE aproape 80 de milioane de persoane trăiesc sub pragul de sărăcie și mai mult de jumătate din risipa de hrană din gospodăriile europene, dar și de-a lungul lanțului de aprovizionare cu alimente ar putea fi evitată, consider că adoptarea acestui raport reprezintă un pas important către creșterea accesului la hrană a celor mai săraci dintre europeni. La nivelul Uniunii trebuie să luăm deja toate măsurile necesare pentru a face față în viitor creșterii populației mondiale și implicit a aprovizionării acesteia cu alimentele necesare. Am susținut acest raport și pentru că abordează problemele de mediu, de etică, dar și de costuri economice și sociale generate de risipirea alimentelor.

4-359-500

**Nuno Teixeira (PPE)**, *por escrito*. – Os artigos 191.º e 192.º do Tratado sobre o Funcionamento da União Europeia estabelecem que a política da União no domínio do ambiente contribuirá para a utilização prudente e racional dos recursos naturais e melhoria da qualidade da saúde das pessoas. Sabendo que na União Europeia vivem 79 milhões de pessoas abaixo do limiar de pobreza e que 16 milhões recebem ajuda alimentar através de instituições de beneficência, considero fulcral que sejam adotadas medidas com vista a reduzir o desperdício de alimentos. Neste sentido, concordo com o presente relatório por entender necessária a realização de uma análise profunda de toda a cadeia alimentar para

identificar os setores alimentares que geram maiores desperdícios, para estabelecer objetivos comuns a nível internacional com a Organização das Nações Unidas para a Agricultura e a Alimentação (FAO) em matéria alimentar e facilitar a aplicação de descontos aos produtos que se aproximam do final do prazo de validade. Considero ainda que deve ser promovido um crescente intercâmbio de boas práticas e realizadas campanhas de sensibilização do público sobre o valor dos alimentos e dos produtos agrícolas.

4-359-625

**Silvia-Adriana Țicău (S&D)**, *în scris*. – Am votat pentru raportul referitor la evitarea risipei de alimente: strategii pentru creșterea eficienței lanțului alimentar din UE, întrucât anual, în Europa, aproximativ 50 % din cantitatea de alimente sănătoase și comestibile se pierde de-a lungul lanțului alimentar, transformându-se în deșeuri. Solicităm Consiliului, Comisiei, statelor membre și actorilor din cadrul lanțului de aprovizionare cu alimente să abordeze cât mai rapid problema risipei de alimente de-a lungul întregului lanț de aprovizionare și consum și să elaboreze orientări și modalități de sprijinire în vederea sporirii eficienței lanțului de aprovizionare cu alimente în fiecare sector în parte. Risipa alimentelor are cauze diverse: supraproducția, direcționarea eronată a produselor (dimensiune sau formă neadaptată), deteriorarea produselor sau a ambalajului, normele de comercializare (probleme de aspect sau defecte de ambalare) sau gestionarea necorespunzătoare a stocurilor și strategiile de marketing. Invităm Comisia să evalueze impactul unei politici coercitive în ceea ce privește risipa alimentelor care să vizeze toate părțile implicate în cadrul lanțului alimentar, prin aplicarea principiului „poluatorul plătește”. Solicităm Comisiei să stabilească obiective specifice de prevenire a risipei de alimente pentru statele membre, în cadrul obiectivelor de prevenire a generării deșeurilor, care trebuie îndeplinite de statele membre până în 2014, conform recomandărilor Directivei-cadru privind deșeurile din 2008.

4-359-750

**Νίκη Τζαβέλα (EFD)**, *γραπτώς*. – Η σπατάλη τροφίμων είναι ένα θέμα για το οποίο, ιδιαίτερα σε μία περίοδο παγκόσμιας οικονομικής κρίσης, απαιτείται ιδιαίτερη προσοχή και χαίρομαι που το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο παίρνει μια τέτοια πρωτοβουλία προκειμένου να ευαισθητοποιηθούν οι Ευρωπαίοι. Σύμφωνα και με στοιχεία της έκθεσης, οι κάτοικοι της Ευρώπης και της Βόρειας Αμερικής σπαταλούν ετησίως από 95 έως 115 κιλά τροφίμων, τον μεγαλύτερο αριθμό στο κόσμο τη στιγμή που υπάρχει υποσιτισμός σε χώρες του Τρίτου κόσμου. Συμφωνώ ότι η καταπολέμηση της σπατάλης τροφίμων πρέπει να αποτελέσει προτεραιότητα του ευρωπαϊκού πολιτικού προγράμματος δράσης και για αυτό το λόγο υπερψήφισα την έκθεση.

4-360-000

**Derek Vaughan (S&D)**, *in writing*. – I supported today's resolution which calls for food wastage in the EU to be halved by 2025. A staggering 50% of edible food is wasted each year even though 79 million EU citizens live beneath the poverty line. We need an effective EU-wide strategy to tackle the issue of food wastage. I believe that new awareness campaigns would help inform people on how best to avoid food wastage and to use food sustainably. Schools and colleges could explain the need for effective cooking, storing and disposal of foodstuffs, which could help reduce the amount currently being thrown away. I also echo calls to make labelling on food packages clearer, so that both 'use by' dates and 'sell by' dates are displayed – this would help consumers make a more informed decision when purchasing food. In addition, the use of local produce should be promoted in catering and

hospitality and the redistribution of food to poorer people free of charge should be encouraged.

4-360-500

**Anja Weisgerber (PPE)**, *schriftlich*. – „Schluss mit der Verschwendung von Lebensmitteln“, dem kann ich nur zustimmen. Die Zahlen sind alarmierend: 60 % der Lebensmittelabfälle in europäischen Haushalten könnten vermieden werden. Die Kommission ist zum Schluss gekommen, dass ein Fünftel der Lebensmittel durch einen falschen Umgang mit dem Mindesthaltbarkeitsdatum im Müll landen. Ich kann daher die Forderung, das Jahr 2013 zum Jahr zur Information und Aufklärung über Lebensmittelverschwendung zu erklären, nur unterstützen. Wir brauchen mehr Sensibilisierung der Bürger schon von Kindesalter an. Wir müssen die Bürgerinnen und Bürger über die Bedeutung des Mindesthaltbarkeitsdatums aufklären. Das Mindesthaltbarkeitsdatum ist kein Verfallsdatum. Es soll den Verbrauchern nur als Orientierungshilfe dienen. Anders ist es beim Verbrauchsdatum für verderbliche Waren. Diese Produkte sollten nach Ablauf nicht mehr verzehrt werden. Wir stehen alle in der Verantwortung, europaweit Lebensmittelverschwendung zu verhindern und mehr Aufklärung zu schaffen.

4-361-000

**Angelika Werthmann (NI)**, *schriftlich*. – Seit 1974 ist die weltweite Lebensmittelverschwendung um 50 % angestiegen. Dies steht nicht nur in starkem Kontrast zum Hunger in der Welt, sondern verursacht auch hohe und unnötige Umweltkosten durch die Produktion, Aufbereitung und Entsorgung weggeworfener Lebensmittel. Es ist daher höchste Zeit, dass Kommission, Rat und Mitgliedstaaten konkrete Strategien zur Bekämpfung dieses Problems ergreifen. Wichtig ist vor allem, dass die Bürger über die Ursachen der Lebensmittelverschwendung aufgeklärt und darüber informiert werden, wie sie die Entsorgung von Lebensmitteln vermeiden können. Ich habe zugestimmt.

4-362-000

**Hermann Winkler (PPE)**, *schriftlich*. – Der Bericht von Kollege Caronna ist eine gute Sache, weshalb ich dafür gestimmt habe. Die Kommission und die Mitgliedstaaten werden darin aufgefordert, konkrete Maßnahmen umzusetzen, um die Nahrungsmittelverschwendung bis 2025 zu halbieren, die Effizienz dieser Lebensmittelbranche zu erhöhen und insbesondere die Öffentlichkeit über dieses Thema aufzuklären. Wir alle müssen uns hier an die Nase fassen. Die Zahlen sind erschreckend: Allein in Deutschland landen jährlich geschätzte 20 Millionen Tonnen Lebensmittel auf dem Müll. Und dies vor allem ganz am Ende der Lebensmittelkette, also bei uns Verbrauchern. Neben den ethischen Fragen, wie man sich dies erlauben könne, wenn so viele Menschen nicht mal das Nötigste haben, kommen noch Belastungen für die Umwelt und Kosten für die Beseitigung dazu. Wir alle sind also zu mehr Nachhaltigkeit im Umgang mit Lebensmitteln aufgerufen, und wir Politiker sollten weniger solche Vorschriften für die Lebensmittelindustrie machen, die das Problem noch verstärken. Eine sinnvolle Möglichkeit für die Weiterverwendung von Lebensmitteln, die der Handel nicht mehr gebrauchen kann, sind sicherlich die sogenannten Tafeln. Allein in Sachsen haben wir 35 Tafeln, in Deutschland ca. 900. Mehr als 100 000 Tonnen werden jährlich an die Tafeln in Deutschland gespendet – das ist von den 20 Mio. leider noch weit entfernt.

4-362-500

**Marina Yannakoudakis (ECR), in writing .** – In my constituency of London, enough food to fill nearly 12 000 double-decker buses is thrown away every year. London is committed to cutting the amount of food sent to landfill. The London Food Board works hard to raise awareness of waste amongst both individuals and businesses. Household initiatives include residents using a specially provided kitchen caddy to collect food waste which is then sent for composting. Similarly, businesses are being encouraged to sign a 'Food Waste Pyramid' which asks them to avoid buying surplus food, redistribute any unwanted food to charities and pass food unfit for human consumption to livestock. Many supermarkets and cafes in London have systems in place to give food at its sell-by-date to homeless people, which is distributed via local members of the community. Food wastage is a problem for all EU countries. I therefore voted for this report as I believe we can share best practice across the EU on reducing the quantity of food waste that is being dumped into landfill.

4-363-000

**Presidente.** – Con ciò si conclude il turno di votazioni.

**12. Correzioni e intenzioni di voto: vedasi processo verbale**

**13. Posizione del Consiglio in 1ª lettura: vedasi processo verbale**

**14. Composizione delle commissioni e delle delegazioni : vedasi processo verbale**

**15. Decisioni concernenti taluni documenti: vedasi processo verbale**

**16. Dichiarazioni scritte inserite nel registro (articolo 123 del regolamento): vedasi processo verbale**

**17. Trasmissione dei testi approvati nel corso della presente seduta: vedasi processo verbale**

**18. Calendario delle prossime sedute: vedasi processo verbale**

**19. Interruzione della sessione**

4-372-000

*(La seduta è tolta alle 13.05)*